



LIVRET

ACCOMPAGNANT L'EXPOSITION RÉALISÉE
PAR LE GROUPE MÉMOIRE ET L'UNC

1914
1930

DU 1^{er} AU 11
NOVEMBRE 2019
GRANGE DÎMIÈRE

TOUS LES JOURS DE 15H À 19H
LE 11 NOVEMBRE DE 14H À 20H

UN VILLAGE ANGEVIN
À L'ÉPREUVE DE LA
GRANDE GUERRE

Préface

En octobre 2016, peu de temps après l'indéniable succès des pupitres consacrés aux bâtiments remarquables du centre de Beaucouzé, nous réfléchissions comment commémorer le plus dignement possible, le centième anniversaire de l'armistice du 11 novembre 1918. Assez rapidement nous est venu l'idée d'une exposition rappelant l'engagement des Beaucouzéens dans la Grande Guerre, la vie à l'arrière, les familles endeuillées, les Morts pour la France de la commune. Appuyé par la Mission Jeunesse Aînés, le Groupe mémoire de Beaucouzé et la section locale de l'Union Nationale des Combattants ont relevé le défi. Ce projet a obtenu le Label du Centenaire en 2018.

Le succès fut à l'image du travail effectué, conséquent, au point où de nombreux collègues ont sollicité le prêt des panneaux de l'exposition comme support pédagogique. Beaucoup de Beaucouzéens n'ayant pu voir cette exposition nous ont demandé s'il était possible de la reconduire en 2019. Aussi, le Groupe mémoire et l'UNC locale ont non seulement accepté, mais complété l'exposition du centenaire en proposant un aperçu de la période de l'après-guerre et de la présence américaine en Anjou de 1917 à 1919.

Ce livret a pour but de laisser une trace durable de ces deux expositions dans la mémoire de la commune. Les différents acteurs de ce projet, en particulier la Municipalité, ont tenu à la qualité graphique de ce document afin qu'il puisse être facilement consultable et accessible à tous et devenir la propriété de chacun. Cet ouvrage n'est bien sûr pas le seul relatant l'histoire de notre commune, mais il est riche de renseignements sur une époque précise, douloureuse et importante de notre histoire collective.

Je souhaite que sa lecture vous fasse passer un agréable moment ainsi qu'à votre entourage.

Jean-Yves Ménard, Adjoint patrimoine et économies d'énergie

1914 – 1930

**Un village angevin à l'épreuve de la
Grande Guerre**

SOMMAIRE

Préface

Beaucouzé

Exposition 2018 du centenaire de la Grande Guerre

P.10 Grange dîmière

P.12 Médiathèque

Une paix fragile

P.16 L'Europe en 1914

P.21 L'Anjou en Paix

P.26 L'Europe vers la guerre

La France mobilisée

P.32 La mobilisation

P.36 Ordres de mobilisation

P.41 Les mobilisés

P.45 Les Beaucouzéens mobilisés

P.46 Les régiments de Maine-et-Loire

P.52 Les régions militaires et corps d'armée en 1914

La France en guerre

P.58 La guerre sur le front Ouest 1914

P.65 Les régiments angevins en 1914-Le 135^e régiment d'infanterie

P.68 Uniforme, fantassin français et allemand de 1914

P.70 La guerre sur le front Ouest 1915-1916

P.79 Les régiments angevins en 1915-1916

P.82 La guerre sur le front Ouest 1917-1918

P.89 Les régiments angevins en 1917-1918

P.93 Les tranchées, un des symboles de la Grande Guerre

P.97 Les tranchées, la vie quotidienne

P.101 La santé, le service de santé aux Armées

P.106 Au service des blessés

P.110 Les Morts pour la France

P.113 Nos Morts pour la France

P.117 Les prisonniers

P.125 Beaucouzé - Les prisonniers de guerre 1914-1919

P.126 Les Françaises en guerre

P.130 Les animaux, des acteurs oubliés

Le Maine-et-Loire 1914-1919

- P.138 En Anjou, à l'arrière
- P.143 L'école pendant la guerre
- P.149 A Beaucouzé, loin du front
- P.154 Journal d'une Beaucouzéenne
- P.160 Les réfugiés
- P.165 Les Américains en Anjou 1917-1919
- P.173 La guerre dessinée par les enfants

Amère victoire

- P.180 L'armistice du 11 novembre - La fin du cauchemar
- P.187 Hommage national

L'après-guerre 1919-1930

- P.192 Les conséquences de la guerre dans la vie quotidienne après 1918
- P.196 Beaucouzé 1919-1930, la vie reprend son cours

Documents d'archives

- Recensement des voitures 1914 et 1921
- 1916 - Réfugiés Leroux à Beaucouzé-Lettre de félicitations
- 1917 - Les réfugiés à Beaucouzé
- Biographie de la famille Macé
- Monument aux morts de Beaucouzé
- Soldat Bouteiller Louis Joseph
- Biographie de Besson Auguste
- Récits des parents de Person André
- Extrait du journal de Manceau Francis
- Extrait du journal du prisonnier Lion Georges
- 1914 Décision préfectorale
- Appels aux dons de la Somme sinistrée
- Affiche et histoire du « Bouillon Kub »
- Journal « La recherche des disparus »
- Retrait carnet de sucre-Restrictions
- Affiche « Semez des pommes de terre »

Remerciements

Les documents présentés lors de l'exposition 2019 à Beaucouzé (registres matricules, notices individuelles des Morts pour la France, fiches et carte des camps de prisonniers en Allemagne) peuvent être consultés aux archives municipales de Beaucouzé.

BEAUCOUZÉ

Exposition 2018 du centenaire de la Grande Guerre



Grange d'imière

Médiathèque Anita Conti



Grange dîmière





Médiathèque





Une paix fragile

- P. 16 L'Europe en 1914
- P. 22 L'Anjou en paix
- P. 27 L'Europe vers la guerre



Le public à l'hippodrome de Verrie (Saumur).
(Archives départementales de Maine-et-Loire).

L'EUROPE EN 1914

L'Europe domine le monde par sa puissance économique et financière, son avance technologique et scientifique. Les puissances européennes se sont constituées de vastes empires coloniaux sources de rivalités et de conflits d'intérêts.

La croissance économique soutenue, l'élévation du niveau de vie, le développement des sciences et des techniques, laissent augurer des lendemains prometteurs, mais le système international (les alliances, la course aux armements), la compétition économique, les nationalismes et la culture de la guerre ont rendu la situation très difficile à maîtriser.

Rares sont les responsables qui font à l'été 1914, le choix délibéré de la guerre, mais ils ne parviennent pas à l'éviter.

Les deux grands systèmes d'alliances européens

Dans un contexte de relations internationales tendues chaque pays, pour garantir sa sécurité et se protéger en cas de conflit, met en place un système d'alliances. Dès 1871 la politique du chancelier allemand Bismarck est d'isoler diplomatiquement la France et d'éviter que la Russie ne s'allie avec elle.

De 1873 à 1890 différents traités sont signés entre les trois Empires allemand, russe et austro-hongrois ainsi qu'avec l'Italie.

1873 Entente des trois Empereurs (Allemagne, Autriche-Hongrie, Russie), signée à Vienne.

1879 Duplice : Traité secret et défensif entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

1882 Triplice : L'Italie adhère à la Duplice qui se transforme en Triplice ou Triple Alliance.

1890 Le chancelier Bismarck est congédié par le Kaiser Guillaume II. L'Allemagne ne reconduit pas le traité avec la Russie. La France se rapproche de la Russie.

1892 Convention militaire défensive franco-russe.

1894 Ratification de la Convention et alliance élargie aux domaines économiques et financiers. La France retrouve sa place dans le concert des grandes nations. Cette alliance menace un temps les intérêts coloniaux du Royaume-Uni. Cependant en 1898, après l'affaire de Fachoda (Soudan), les Britanniques rompent leur politique de «splendide isolement».



1904 “Entente Cordiale“ : accord colonial entre la France et le Royaume-Uni, permettant de régler certains différends (Terre-Neuve, Egypte et Maroc) et de préciser les sphères d’influence aux Nouvelles-Hébrides, au Siam et à Madagascar.

1907 Convention anglo-russe, délimitant les zones d’influence des deux pays en Perse, en Afghanistan et au Tibet.

La Triple Entente est née. Au système bismarckien d’équilibre entre les grandes puissances se substituent un système bipolaire d’alliances scellant ainsi l’existence de deux blocs antagonistes qui se retrouveront impliqués dans les conflits des Balkans.

La Triple Alliance ou Triple Alliance

L’Empire allemand, première puissance économique du continent, est une monarchie constitutionnelle où le Kaiser Guillaume II conserve la haute main sur l’armée et la marine. Les courants nationalistes y sont essentiellement expansionnistes (Pangermanisme). La Weltpolitik (politique mondiale) doit donner à l’Allemagne une place prépondérante dans le concert des nations.

L'Empire austro-hongrois, instauré par le compromis de 1867 et réuni sous la couronne de l'Empereur François-Joseph, est la quatrième puissance industrielle de l'Europe. C'est un Etat multi-culturel, à la fois conservateur et moderne, au puissant rayonnement intellectuel. Sa politique extérieure dans les Balkans se heurte aux intérêts russes.

Le Royaume d'Italie, unifié en 1861, s'est construit dans une série de guerres d'indépendance qui s'achève en 1870. Les mouvements irrédentistes revendiquent les territoires de langue italienne. L'Italie adhère à la Duplice espérant voir assurée son expansion en Afrique du Nord et régler ses différends territoriaux avec l'Autriche-Hongrie (Trentin Haut-Adige, Trieste...).

La Triple Entente

Le Royaume-Uni, première puissance mondiale navale, commerciale et financière est concurrencé par l'Allemagne dans les domaines de la production industrielle et de la marine de guerre. L'intégrité de son vaste empire et l'équilibre des forces en Europe guident sa politique extérieure. Sans conscription, son opinion publique est majoritairement pacifiste.

La France, vient de traverser deux crises majeures avec l'Affaire Dreyfus et la séparation des Eglises et de l'Etat. A son apogée culturel, elle a retrouvé son rang après la défaite de 1870. Son empire colonial s'étend sur 10 millions de km² et compte près de 50 millions d'individus. La perte de l'Alsace (moins Belfort) et d'une partie de la Lorraine sont durement ressenties. Le rêve de revanche est fort et empêche pour longtemps toute réconciliation avec l'Allemagne.

L'Empire russe, immense territoire aux multiples nationalités et cultures, connaît depuis 1890 un décollage économique et industriel sans précédent. Après 1905, la Russie et le tsar Nicolas II, autocrate absolu, se tournent vers l'Ouest. L'influence sur les pays balkaniques, le contrôle des détroits (Dardanelles et Bosphore) et le panslavisme sont des constantes de sa diplomatie.



Les empires coloniaux européens en 1913

■ Britannique	■ Allemand	■ Espagnol	■ Italien	■ Danois
■ Français	■ Néerlandais	■ Portugais	■ Belge	

Les Balkans, champ clos des rivalités européennes

Dans un contexte de recul et de déclin de l'Empire Ottoman, après 1875 une série de crises bouleverse la carte des Balkans. En 1878, à l'issue de la guerre russo-turque, le traité de Berlin délimite les frontières des nouveaux pays indépendants : Monténégro, Roumanie, Serbie et la principauté de Bulgarie. L'Autriche-Hongrie, inquiète pour sa cohésion interne, occupe la Bosnie-Herzégovine (peuplée à 44% de Serbes) puis l'annexe en 1908.



Les nouveaux Etats issus de la décomposition de l'Empire Ottoman dans les Balkans (1830-1885).

En 1912, une ligue balkanique (Bulgarie, Serbie, Grèce et Monténégro) se constitue pour chasser les Turcs de leurs dernières positions européennes. Défait, l'Empire Ottoman ne conserve qu'une partie de la Thrace, les Détroits et Istanbul. L'Albanie devient indépendante.



Les Balkans à l'issue des deux guerres balkaniques (1912-1913).

En 1913, la Bulgarie conteste le partage et s'engage dans un conflit contre ses anciens alliés rejoints par la Roumanie. Battue au mois de juillet 1913, elle doit céder une grande partie de ses précédentes conquêtes. La Serbie occupe l'Albanie et ne retire ses troupes que sous la menace d'un ultimatum de l'Autriche-Hongrie. Ce deuxième conflit balkanique va renforcer les positions bellicistes des dirigeants et des opinions publiques en Serbie, en Autriche-Hongrie, mais également en Russie.

Depuis 1905, la résolution des crises internationales fait penser que les mêmes procédés de médiations fonctionneront toujours. Mais en juillet 1914, il n'en sera rien. Ni les forces politiques de gauche et syndicales ou les mouvements pacifistes ne pourront empêcher les grandes puissances de renoncer à la paix et de s'affronter dans une guerre qui devait mettre l'Europe à feu et à sang.

L'ANJOU EN PAIX

Comme partout en France, l'Anjou au début de l'année 1914 vit en paix et se refuse de croire à la guerre. L'époque n'est-elle pas riche de promesses et de progrès ?



Boulevard de la mairie, un jour de marché, vers 1900.

Situation économique

L'Anjou compte 480 000 habitants dont 60 % des actifs travaillent dans l'agriculture, 25% dans l'industrie et l'artisanat, 15% dans le tertiaire.

Le vignoble est l'un de ses principaux atouts, qu'il s'agisse des vins du Layon qui s'apprécient jusqu'à Paris ou des vins mousseux de Saumur que l'on exporte outre-manche. La viande bovine est réputée pour sa qualité. La production des graines potagères, de plantes médicinales et l'activité des pépinières se développent rapidement.

L'industrie du textile (filature, tissage, confection) emploie 35 000 personnes. La chaussure dans le Choletais est en pleine croissance et 15 % de la production d'ardoise est exportée. Depuis 1905, l'or est extrait de la mine de la Bellière à Saint-Pierre-Montlimart et l'exploitation de mines de fer de Segré est relancée en 1911.

L'industrie est aux mains d'un capitalisme familial local et ancien. Elle emploie 41 % de femmes. Parmi ces entreprises, Bessonneau fabriqua beaucoup de matériel de guerre (hangars pour l'aviation en particulier).



Sortie des ouvriers des établissements Bessonneau vers 1900.

Vers un monde qui change

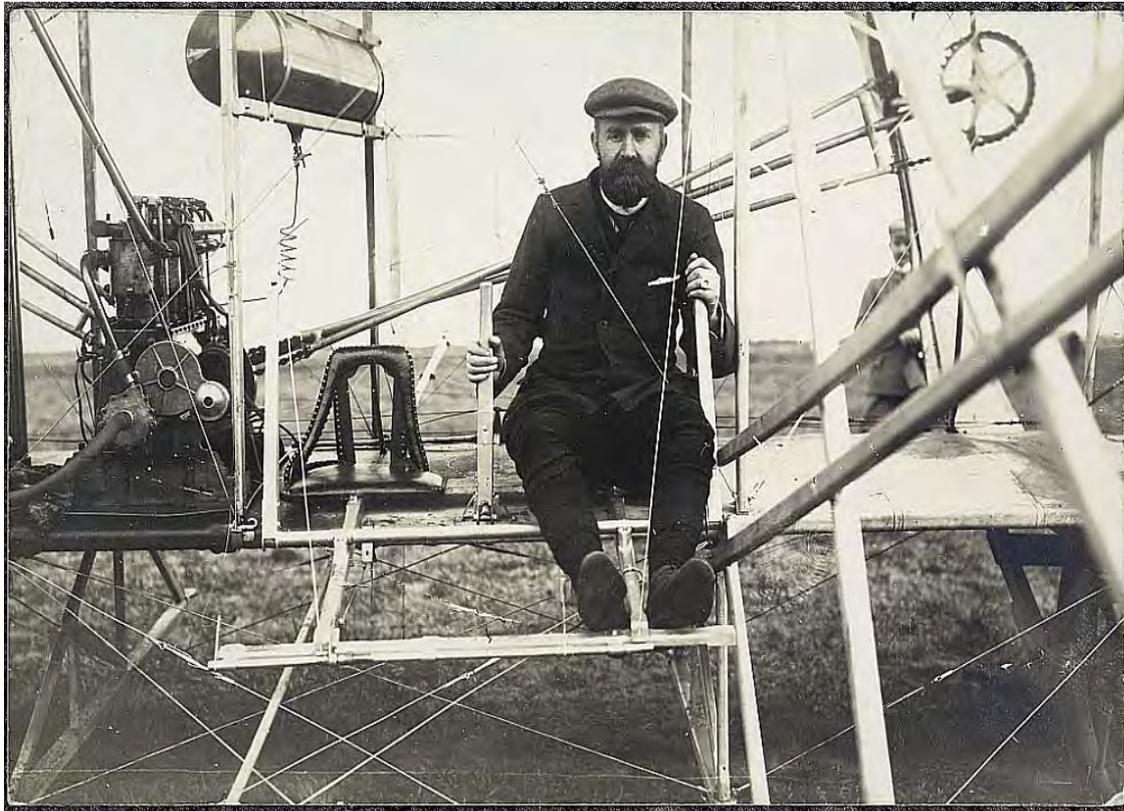
Alors que la durée du travail journalier vient d'être réduite à 10 h et que le repos hebdomadaire s'impose, même dans le commerce dès 1906, des nouveautés font évoluer la vie quotidienne.

Progressivement l'électricité fait son apparition dans les communes. L'année 1902 voit les débuts de l'éclairage électrique public à Angers, ce sera en 1924 à Beaucouzé.

En 1910, les bureaux municipaux d'hygiène sont créés à Angers. Des douches municipales sont installées à Saumur, Angers attendra l'après-guerre. En 1914, des logements bon marché, avec sanitaires, sont construits et la première pierre du Cottage Angevin est posée. Cette amélioration de l'hygiène, constatée également en campagne, fait reculer la mortalité.

Depuis 1893, de nombreuses lois sociales sont votées et si l'on s'inquiète du coût de ces nouveaux droits, la solidarité continuera à s'exercer pendant le conflit. La loi du 5 août 1914 accorde, sous conditions, une allocation aux familles nécessiteuses dont le soutien est mobilisé. Etendue progressivement, en 1917, la quasi-totalité des femmes de mobilisés en seront bénéficiaires. En 1913, les sociétés de secours mutuels ne regroupent que 8 % de la population, essentiellement des hommes.

La bicyclette facilite les déplacements ; en 1908, l'Anjou compte 20 000 vélocipèdes. Il y a encore peu d'automobiles (2 000 en Maine-et-Loire), seuls 2 565 angevins ont leur « certificat de capacité », ancêtre du permis de conduire (1922). A partir de 1910, les pionniers de l'aviation, comme René Gasnier, rassemblent les foules aux meetings aériens.



L'aviateur René Gasnier (1874-1913) aux commandes d'un biplan Wright vers 1910.

Malgré ces nouveautés, la grande majorité de la population continue de vivre au rythme de la marche à pied et du transport à cheval.



Circuit de l'Anjou en 1909.

En 1914, Angers compte 35 sociétés sportives. A la campagne, les patronages encouragent et encadrent la pratique sportive. Les sociétés d'hommes sont toujours plus nombreuses, en particulier celles de boule de fort. Le cinéma offre une nouvelle forme de loisirs qui rassemble un public de tous âges et de toutes conditions. A Angers, les premières projections en salle se

déroulent au Cirque-Théâtre place Molière en décembre 1907 et la première salle permanente, Fantaisies-Cinéma, ouvre en 1908 rue Saint-Denis.

Quels regards sur l'extérieur ?

Les angevins sont bien informés, du moins ceux qui lisent la presse. Angers est une des 6 villes de France où l'on édite 5 quotidiens. Les plus lus sont *Le Petit Courrier* (*Courrier de l'Ouest actuel*) et *L'Ouest*.

Le discours patriotique est autant celui des républicains que celui des conservateurs. Il n'y a guère que le syndicalisme ouvrier d'Angers et de Trélazé, ainsi que celui des instituteurs, pour faire entendre la voix d'un pacifisme très théorique.

Et pourtant la guerre est sous-jacente. En 1913, le service militaire passe de 2 à 3 ans. La préparation militaire exerce les hommes au tir, les sociétés féminines forment des infirmières et préparent les dispositifs de secours aux blessés en cas de conflit.

Tout bascule et s'accélère

Le 29 juin 1914, à sa Une, *Le Petit Courrier* affiche deux informations : le double attentat contre l'archiduc François-Ferdinand et sa femme à Sarajevo et la fête de la Fédération Patriotique des Sociétés d'anciens militaires à Angers. De l'attentat on dit qu'il peut avoir une « profonde répercussion » sur la politique européenne et de la fête qu'elle est l'occasion de célébrer l'Armée.

Le Petit Courrier
Quotidien Républicain Régional
Paul GAROT, Administrateur

8 CENT. LE NUMÉRO 6 ET 8 PAGES

LE II^{me} CIRCUIT DE L'A. C. A.
Ce MATIN, à sept heures, le DÉPART
TRIBUNES D'ÉRIGNÉ

LE PROCÈS GAILLAUX
De coups de théâtre en coups de théâtre
Le Président ALBANEL envoie ses témoins à l'un de ses Assesseurs
M^r LABORI lit les Lettres intimes
M^{me} CAILLAUX juge à propos de s'évanouir !

UN INCIDENT ENTRE M. ALBANEL ET M. GAGOURY
Après l'incident de vendredi, M. Gagoury, l'un des conseillers de M. Albanel, a dit à ce sujet, à l'occasion de l'incident, deux mots décisifs : « Ce matin, M. Albanel a eu un long entretien avec le garde des sceaux. Il a envoyé, à ce sujet, des témoins, le général Dubépol et M. Hureau de Labori, pour demander à M. Dreyfus des excuses et une réparation. On dit aussi que M. Albanel a déposé une plainte contre les maîtres de M. le premier président Fournier. »

LES MESURES D'ORDRE
Plus l'on va, plus les mesures d'ordre sont sévères. Les gardes ont depuis un peu partout. Le Palais est bien gardé.

Une du journal *Le Petit Courrier* du dimanche 26 juillet 1914.

Ainsi, durant le mois de juillet ces tragiques événements sont tempérés par les publications des fêtes, les manifestations sportives et le procès d'Henriette Caillaux.

Ce qui se joue en Europe centrale ne trouble guère la vie quotidienne des angevins. Les crises qui ont secoué l'Europe précédemment ont trouvé jusqu'alors une résolution. Rares sont ceux qui croient que la guerre adviendra.

Pourtant la crainte d'être surpris et devancé par l'adversaire, l'engrenage des alliances derrière lesquelles on se protège, vont conduire aux décisions fatales qui mènent à la guerre... L'Anjou en sera surpris, mais se retrouvera uni pour défendre la patrie agressée.

Sources :

Alain Jacobzone, 1914-1918 Loin du front, en Anjou, Editions du Petit Pavé, avril 2015.

Archives départementales de Maine-et-Loire, 1914-1918 l'Anjou dans la grande guerre, mars 2015.

Illustration : Archives départementales de Maine-et-Loire,

L'EUROPE VERS LA GUERRE

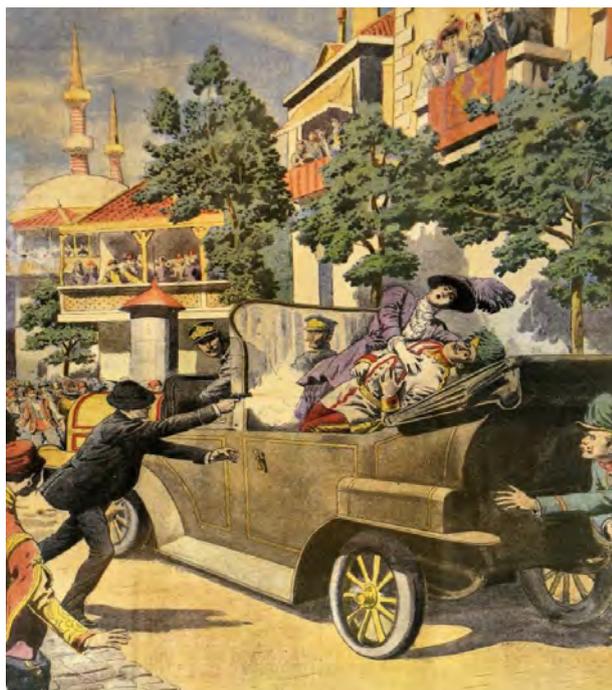
28 juin – 4 août 1914

Attentat à Sarajevo

Le 28 juin 1914 l'archiduc François-Ferdinand, héritier du trône des Habsbourg et la duchesse Sophie, sont assassinés à Sarajevo par Gavrilo Princip, un nationaliste serbe de Bosnie. Cette conspiration, encouragée par le chef du renseignement militaire serbe, Dimitri Dimitrijevic, fondateur du mouvement nationaliste de la Main Noire et soutenue par certains membres du gouvernement serbe, allait en cinq semaines plonger l'Europe dans un conflit généralisé.



L'archiduc François-Ferdinand et son épouse à Sarajevo. L'illustration/Syigma.



Gavrilo Princip assassine le prince héritier et son épouse.

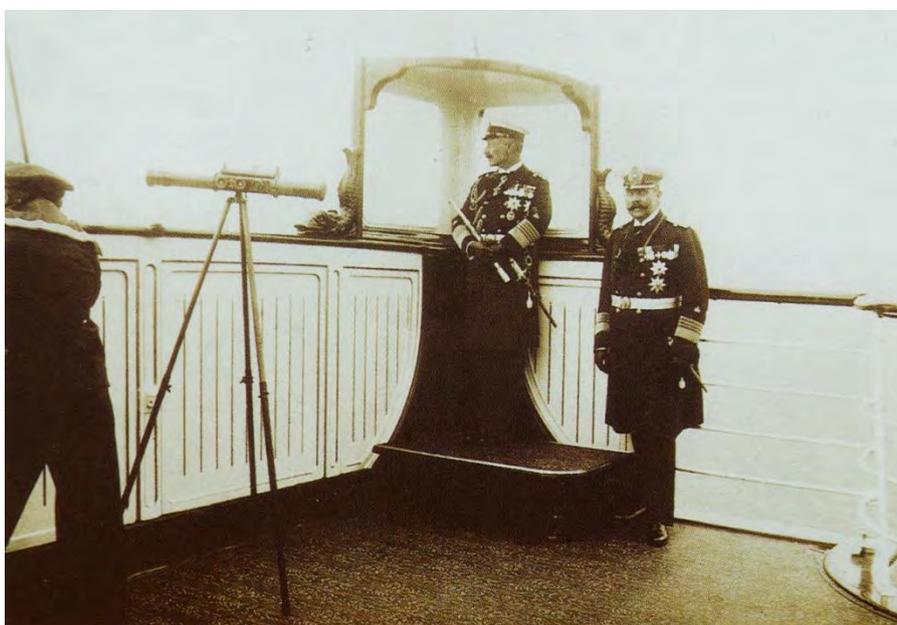
Juillet 1914, dernier mois de paix en Europe

Depuis l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie en 1908, les relations avec la Serbie sont très tendues.

A Vienne les responsables politiques et militaires, Léopold Berchtold premier ministre, Conrad von Hötzendorf chef d'état-major général, sont convaincus que l'Empire austro-hongrois doit sans tarder détruire la Serbie. Cette politique de fermeté, reçoit le soutien de l'Allemagne le 6 juillet, puis l'accord du premier ministre hongrois István Tisza. Le risque de déclencher un conflit austro-russe et l'intervention de la France alliée de la Russie devient une réalité.

Les consultations diplomatiques s'éternisent jusqu'au 23 juillet où un ultimatum en dix points est remis à la Serbie. Celle-ci l'accepte le 25 juillet, à l'exception des points touchant à sa souveraineté. L'Autriche-Hongrie rompt ses relations diplomatiques avec l'Etat serbe ; les deux pays mobilisent partiellement leurs armées. La conciliation russe, puis les médiations proposées par le Royaume-Uni, la France et l'Italie échouent.

Le 28 juillet 1914, l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie.



Manœuvres navales en Baltique. Le Kaiser Guillaume II et François-Ferdinand d'Autriche. L'Illustration/Syigma.

Une semaine fatidique

Les alliances et les conventions militaires qui les complètent, jouent alors un rôle d'engrenage qui implique peu à peu tous les grands pays d'Europe. Dans les milieux dirigeants, surtout en Allemagne et en Russie, beaucoup acceptent le risque d'un conflit armé. Le pouvoir civil qui semble, jusque-là, vouloir résister à l'idée de guerre, passe bientôt aux mains des états-majors militaires, les différentes mobilisations entraînant chaque pays en direction d'une guerre européenne.

- 29 juillet** - Mobilisation partielle en Russie. Le tsar Nicolas II l'envisage encore comme un outil diplomatique pour faire pression sur l'Autriche-Hongrie.
- Ultime tentative de médiation du chancelier allemand Bethmann-Hollweg auprès du gouvernement austro-hongrois.
 - Jean Jaurès prononce un dernier discours pour la paix lors d'un grand meeting de protestation contre la guerre à Bruxelles.

- 30 juillet** - Sergueï Sazonov ministre russe des Affaires étrangères arrache au tsar l'ordre de mobilisation générale.
- L'Allemagne croit encore que la Grande-Bretagne va rester neutre, ce qui l'incite à courir le risque d'une guerre.
 - Le grand Etat-major général allemand apporte un soutien sans faille à son allié l'Autriche-Hongrie.
 - Les troupes de couverture des frontières françaises se déploient.
 - Lettre adressée par le Président du Conseil René Viviani à Paul Cambon, ambassadeur à Londres.

«...Bien que l'Allemagne ait pris ses dispositifs de couverture à quelques centaines de mètres de la frontière sur tout le front du Luxembourg au Vosges et porté ses troupes de couverture sur leurs positions de combat, nous avons retenu nos troupes à 10 kilomètres de la frontière, en leur interdisant de s'en approcher davantage. En livrant ainsi une bande de territoire sans défense à l'agression soudaine de l'ennemi, le gouvernement de la République tient à montrer que la France, pas plus que la Russie, n'ont la responsabilité de l'attaque.»



Le président Poincaré en Russie avec le Tsar Nicolas II (Juillet 1914) .Editions Tallendier.

- 31 juillet** - Mobilisation générale en Belgique.
 - Assassinat de Jean Jaurès au café du Croissant à Paris.
 - L'empereur François-Joseph signe l'ordre de mobilisation générale de l'armée austro-hongroise.
- 1^{er} août** - Mobilisation générale en Allemagne et en France.
 Le samedi 1^{er} août 1914, à 15h 45 le Président de la République, Raymond Poincaré, signe le décret de mobilisation générale. Ce n'est pas encore la guerre mais la stupeur et la consternation dominent dans tous les esprits. Bien que l'idée de guerre, entretenue par le lourd climat de la crise austro-serbe, soit dans l'air depuis le 28 juin, l'espoir demeurait encore de voir ce conflit rester régional.
 - L'Allemagne déclare la guerre à la Russie.
- 2 août** - Ultimatum allemand adressé à la Belgique pour qu'elle laisse l'armée allemande traverser son territoire.
 - L'armée allemande envahit le Grand Duché du Luxembourg.
 - Premier jour de mobilisation en France.
- 3 août** - L'Allemagne déclare la guerre à la France.
 - L'Italie adopte une neutralité négociée avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ; les pourparlers n'aboutiront pas.
- 4 août** - L'Allemagne envahit la Belgique. Le gouvernement belge part en exil. Le roi Albert 1^{er} prend le commandement de l'armée.
 - Longtemps divisé sur la conduite à tenir, le Cabinet britannique présente un ultimatum à l'Allemagne lui enjoignant de respecter la neutralité belge ; sans réponse, le Royaume-Uni déclare la guerre à l'Allemagne.

En France l'Union sacrée trouve son origine ce jour-là ou, devant chaque assemblée réunie en session extraordinaire, René Viviani, Président du Conseil, lit le message du Président de la République Raymond Poincaré :

« ... Dans la guerre qui s'engage, la France aura pour elle le droit, dont les peuples, non plus que les individus, ne sauraient impunément méconnaître l'éternelle puissance morale. Elle sera héroïquement défendue par tous ses fils, dont rien ne brisera devant l'ennemi l'union sacrée ... »

Les projets de lois pour mettre le pays en état de guerre sont adoptés à l'unanimité par les deux assemblées.

La France mobilisée

P.32 La mobilisation

P.36 Ordres de mobilisation

P.41 Les mobilisés

P.45 Les Beaucouzéens mobilisés

P.46 Les régiments de Maine-et-Loire

P.52 Les régions militaires et corps d'armée en 1914



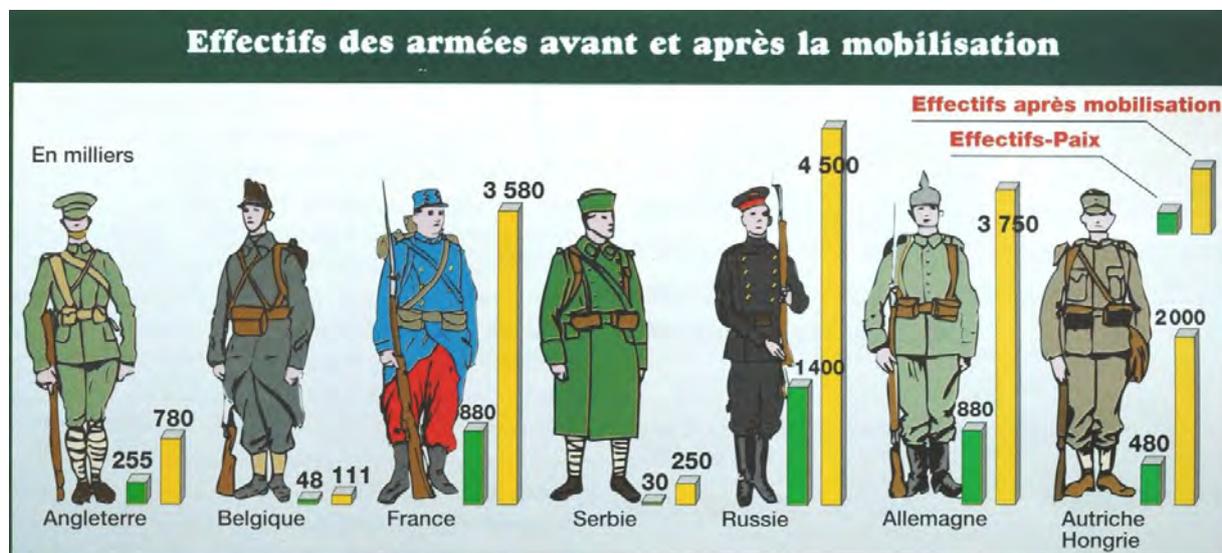
LA MOBILISATION

En France

Le dimanche 2 août, l'état de guerre devient une réalité. La mobilisation, ensemble d'opérations permettant aux armées de passer d'un temps de paix à celui de guerre, est effective. Comment ne pas penser encore aujourd'hui à ces familles, résignées et tristes mais courageuses, qui voient, au fil des journées, partir un mari, un père, un fils, assurément résolu mais le plus souvent ignorants des futurs sacrifices à consentir.

Munis de leurs livrets militaires, 2,7 millions de réservistes et de territoriaux des classes 1896 à 1910 vont rejoindre les casernes, les dépôts, les forteresses, les arsenaux maritimes, à la date indiquée dans leur fascicule de mobilisation.

Avec les 880 000 hommes de l'armée française en juillet 1914, ce sont près de 3 600 000 soldats et marins que la France mobilise rapidement. Pendant la durée de la guerre plus de 8 millions d'hommes le seront (classes 1887 à 1919).



La loi de recrutement de 1913

L'Etat-major général obtient en 1913 l'examen d'un projet de loi augmentant les effectifs de l'armée d'active. La loi est votée le 7 août 1913. Elle porte la durée des obligations militaires à 28 ans : 3 ans de service militaire dans l'armée d'active, 11 ans dans sa réserve puis 7 ans dans l'armée territoriale et 7 ans dans sa réserve.

Les jeunes gens sont incorporés dans l'année de leurs 20 ans au lieu de 21 précédemment ; ceux de la classe 1913 le sont en novembre 1913.

Les classes 1911, 1912 et 1913 déjà sous les drapeaux, les effectifs militaires en métropole passent de 520 000 hommes en 1912 à 740 000 hommes en 1914. Hors métropole près de 200 000 soldats sont stationnés en outre-mer, 140 000 en Afrique du Nord, 60 000 répartis dans les autres colonies. Sur cet ensemble, les indigènes représentent 50 % des effectifs.



*Soldats du 72^e régiment d'infanterie territoriale en gare de Cholet. 9 août 1914.
Archives départementales de Maine-et-Loire.*

Les régiments d'infanterie d'active sont complétés à 3 bataillons et se constituent un régiment de réserve à deux bataillons (135^e R.I et 335^e R.I d'Angers). On forme des régiments de territoriaux pour des tâches de garde, de police (voies de communications, gares, forts, lieux sensibles), pour la défense de Paris.

Les régiments de cavalerie augmentent leurs escadrons (de 4 à 5 ou 6)

Les régiments d'artillerie complètent leurs batteries,

Les régiments du génie augmentent le nombre de leurs compagnies



Population accompagnant le départ d'un régiment, à Paris. Musée de la Grande Guerre de Meaux.



Départ de mobilisés. Musée de la Grande Guerre de Meaux.

Le « Plan XVII » préparé par l'Etat-major français sous la responsabilité du général Joffre, mobilise 176 régiments d'infanterie d'active, 220 régiments de réserve et 13 divisions de territoriaux.

L'Aéronautique militaire (aviation et aérostation) se compose au 15 août 1914 d'une force de 27 escadrilles et 324 appareils (162 avions opérationnels et 162 dans la réserve générale). Destinée à la reconnaissance et à l'observation avec l'aérostation (ballons captifs et dirigeables) l'aviation étend très vite son rôle aux réglages des tirs d'artillerie, aux bombardements et à la chasse.

La Marine, au 4^e rang mondial, met en ligne 30 cuirassés, 35 croiseurs, 84 destroyers, 57 sous-marins. Ses effectifs sont partagés pour moitié entre les marins d'Etat et les inscrits maritimes. Dès août 1914, elle assure avec succès la traversée de la Méditerranée des troupes d'Afrique du Nord (50 000 hommes et 12 000 chevaux).

Dans l'Empire

En 1914, les troupes stationnées appartiennent à deux formations distinctes :

L'armée d'Afrique, concentrée en Afrique du Nord, est le creuset d'unités prestigieuses telles que les zouaves, les chasseurs d'Afrique, les tirailleurs, les spahis et la légion étrangère. Elle forme le 19^e corps d'armée (Algérie) à côté des corps d'occupation de Tunisie et du Maroc et fournit deux divisions débarquées à Sète et Marseille et une division qui rejoint Bordeaux.

Les troupes coloniales, de création plus récente, connaissent la situation paradoxale d'être plus employées en métropole qu'au-delà des mers ; sur 34 870 soldats d'infanterie, 7 200 sont aux colonies ; les autres, 22 460, tiennent garnison en France, le reste fait campagne au Maroc.

Pour les Français et naturalisés français (3,5% de la population d'Outre-mer, soit environ 700 000 français d'origine européenne et 800 000 naturalisés) résidants en Algérie, Tunisie, Guadeloupe, Martinique, Guyane et à La Réunion, le service militaire est identique à celui de

la métropole. Dans les autres colonies, ils rejoignent pour un an le corps le plus voisin dans un rayon fixé par décret ; s'ils se trouvent au-delà ils sont dispensés de service.



*Le premier contingent de Calédoniens quitte Nouméa à bord du Sontay le 23 avril 1915.
Archives particulières.*

Dés 1914 et surtout en 1915, des décrets permettent le recrutement plus ou moins volontaire d'indigènes et la constitution de nombreux régiments. L'effort de guerre se traduit par l'apport, pour la durée du conflit, de plus de 800 000 hommes, dont environ 600 000 soldats indigènes et 200 000 travailleurs. Il se manifeste partout comme dans la lointaine Nouvelle-Calédonie où un premier corps de 800 soldats quitte Nouméa le 23 avril 1915.

En Anjou

Pendant tout le mois de juillet 1914, l'opinion publique, malgré la clairvoyance de certains journaux, reste incrédule quant aux risques de guerre. A l'annonce de la mobilisation, les forces syndicales, politiques de gauche et pacifistes se rallient assez vite à l'Union sacrée.

Le 2 août un défilé nationaliste parcourt la ville acclamant l'armée devant les casernes alors que les premiers éléments du 33^e régiment d'artillerie de campagne quittent Angers.

Les départs de troupes se succèdent dans le calme et le sang-froid, comme le note le préfet Edmond Fabre, mais sans enthousiasme excessif. On accompagne les soldats à la gare sous les acclamations, chacun s'efforçant de cacher son angoisse, préoccupé à raffermir le courage de ceux qui partent. Au cours des 56 mois de guerre 93 649 Angevins sont mobilisés en partie dans les régiments d'Angers (135^e R.I, 25^e Dragons, 6^e Génie, 33^e R.A.C) et de Cholet (77^e R.I).

A Beaucozéz

Le télégramme de mobilisation reçu par la préfecture le 1^{er} août est relayé aux autorités communales. Le maire, Henri Faris, capitaine de réserve qui s'engagera au 268^e R.I, fait sonner le tocsin. Le tambour-afficheur appelle la population du bourg, puis les affiches, (modèle 1904) dont on a seulement renseigné la date au 2 août 1914, sont placardées dans différents endroits de la commune.

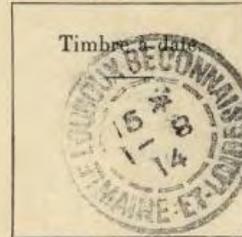
Sur les 229 Beaucozézéens électeurs en 1914, 164 sont mobilisés, 102 en 1914, 62 de 1915 à 1918.

ORDRES DE MOBILISATION

Août 1914

Indications de service.
—

MODÈLE N° 3.
—



TÉLÉGRAMME OFFICIEL.

—

Le Ministre de la Guerre à Monsieur le Maire de la
(1) Nom de la commune. commune d (1) *Louvain la Neuve*

Texte du télégramme.

Ordre de mobilisation générale.

Le premier jour de la mobilisation est le
dimanche deux Août

AVIS IMPORTANT.

Dès la réception du présent télégramme, le Maire de la commune, ou son représentant, fait prévenir les habitants par tous les moyens en son pouvoir; il invite les réservistes et territoriaux à se tenir prêts à partir, mais à ne se mettre en route qu'après avoir pris connaissance des affiches de mobilisation que la gendarmerie doit faire placarder dans la commune.

OBSERVATION. — Le modèle n° 3 est exclusivement destiné aux maires des communes et aux représentants de la municipalité (adjoint, conseiller municipal ou, à défaut, habitant notable), résidant dans les hameaux importants.

ARMÉE DE TERRE ET ARMÉE DE MER



ORDRE DE MOBILISATION GÉNÉRALE

Par décret du Président de la République, la mobilisation des armées de terre et de mer est ordonnée, ainsi que la réquisition des animaux, voitures et harnais nécessaires au complément de ces armées.

Le premier jour de la mobilisation est le *Dimanche deux Août 1914*

Tout Français soumis aux obligations militaires doit, sous peine d'être puni avec toute la rigueur des lois, obéir aux prescriptions du **FASCICULE DE MOBILISATION** (pages colorées placées dans son livret).

Sont visés par le présent ordre **TOUS LES HOMMES** non présents sous les Drapeaux et appartenant :

1° à l'ARMÉE DE TERRE y compris les **TROUPES COLONIALES** et les hommes des **SERVICES AUXILIAIRES**;

2° à l'ARMÉE DE MER y compris les **INSCRITS MARITIMES** et les **ARMURIERS** de la **MARINE**.

Les Autorités civiles et militaires sont responsables de l'exécution du présent décret.

Le Ministre de la Guerre,



Le Ministre de la Marine,



IMPRIMERIE NATIONALE — 5-114-1914





Réservistes gare de l'Est à Paris



2/1

Republique Française

Préfecture
de
Maine-et-Loire.

Angers, le 4 AOUT 1914.

Le Préfet de Maine-et-Loire
à Messieurs les Maires.

Agriculture.

Monsieur le Maire,

Le décret de mobilisation générale appelle sous les drapeaux un grand nombre de cultivateurs à l'époque de l'année où il est urgent de récolter les foins, de faire la moisson, de procéder aux battages, d'emmagasiner les grains, pailles et fourrages; où il faut, en outre, assurer les prochaines emblayures. Ce qui est en jeu ici, ce n'est pas seulement l'intérêt des agriculteurs, intérêt qui mérite d'ailleurs les plus grands égards. La conservation et la production des denrées agricoles important au plus haut point au ravitaillement de l'armée et de la population civile, le salut de la France, dans les graves circonstances actuelles, en dépend.

Il faut donc considérer ces travaux comme une sorte de service public et les organiser comme tels.

Je vous prie de prendre immédiatement l'initiative de cette organisation dans votre commune.

Après le départ des hommes mobilisables, il restera, outre les femmes et les jeunes filles, des jeunes gens âgés de moins de 20 ans, les hommes âgés de plus de 40 ans, les exemptés, les réformés qui, tout en étant incapables de servir aux armées, peuvent cependant collaborer aux travaux des champs.

Il restera, d'autre part, les chevaux qui n'ont pas été réquisitionnés.

Plusieurs exploitations, enfin, possèdent des machines agricoles, machines à faucher, machines à battre, etc. Les propriétaires de ces machines se trouvent peut-être dépourvus des animaux qui seraient nécessaires pour les utiliser. Ceux qui ont encore des chevaux manquent peut-être d'ouvriers pour les conduire. Si ils ne s'entendent point entre eux, vos administrés risquent d'assister impuissants à la destruction de leurs récoltes. En s'entraïdant, au contraire, ils peuvent arriver, en temps utile, à recueillir le bénéfice du travail agricole de l'année.

8819
Il vous appartient de provoquer l'entente nécessaire, d'engager vos concitoyens à se donner une aide mutuelle en prêtant le secours de leurs bras à ceux de leurs voisins qui en auraient besoin, particulièrement aux femmes restées seules, en sorte que tous travaillent pour chacun et chacun pour tous.

¶ L'heure émouvante où nous sommes et devant l'admirable exemple de solidarité que donne la nation française, cette solidarité doit se retrouver dans tous les actes de la vie sociale; je suis convaincu que sous votre influence et votre direction vos concitoyens auront à cœur de la manifester dans le domaine des travaux agricoles, afin que les circonstances actuelles n'apportent pas dans cette grave question un trouble dangereux. Deux considérations inspireront certainement votre action, il importe que soient d'abord rentrées les récoltes les plus pressantes, celles du blé et de l'avoine, vous songerez aussi que ce sont les récoltes des moins riches qu'il convient de sauver d'abord.

Vous voudrez bien me rendre compte pour le 10 août sans faute du résultat de vos efforts en me faisant savoir si vous pouvez organiser l'aide agricole dans votre commune et assurer ainsi la conservation et la production des denrées.

Autre part, il est de toute nécessité que je sois tenu au courant d'une manière permanente de l'avancement de la moisson et des battages, des rendements obtenus, des pailles et fourrages récoltés, de la préparation des terres et des ensemencements, enfin de tous les faits importants de la vie agricole, qui intéressent la défense nationale et l'alimentation de la population civile.

En outre du compte rendu demandé ci-dessus, je vous prie de m'adresser le 25 et le 10 de chaque mois (à commencer par le 25 août) un rapport sur ces questions avec chiffres à l'appui.

Le Préfet,
Edmond Fabre

LES MOBILISÉS

En 1798, la loi Jourdan-Delbrel ouvre l'histoire de la conscription française, établissant le lien entre l'armée et la Nation. Dans son article 1, elle déclare : « Tout Français est soldat et se doit à la défense de la patrie ».

Les conscrits reconnus aptes, forment « la levée » par tirage au sort et peuvent, dès 1804, se faire remplacer. Après la défaite de 1870-1871, les lois de réorganisation militaire de 1872-1873 et de 1889 réforment le système (suppression du remplacement en 1872). Le 21 mars 1905, la loi Bertaux supprime définitivement le tirage au sort et institue un véritable service militaire universel et obligatoire. La durée du service actif est portée à trois ans (loi du 7 août 1913), celle dans la réserve reste inchangée (11 ans) alors que celle dans l'armée territoriale passe de douze à quatorze ans. La loi est immédiatement applicable à la classe 1913 et ne concerne pas les classes 1911 et 1912 déjà incorporées. Le système de l'inscription maritime règle, en partie, les besoins en effectifs de la Marine Nationale.

La conscription

Elle constitue l'édifice de toute l'organisation militaire. C'est l'inscription obligatoire sur le tableau de recensement de la commune, des jeunes hommes d'une même classe d'âge, les conscrits, susceptibles d'être appelés au service armé. Chaque année en janvier, les maires établissent les tableaux de recensement des hommes ayant atteint l'âge de 20 ans révolus l'année précédente (puis 19 ans en 1913) et domiciliés dans la commune. Ces tableaux sont transmis aux sous-préfectures qui organisent les conseils de révision en mars/avril. Les hommes sont incorporés en octobre/novembre de la même année.

NUMEROS	RENSEIGNEMENTS D'ETAT CIVIL	SIGNALLEMENT	DEGRE D'INSCRIPTION	RENSEIGNEMENTS DIVERS	Indiquer dans cette colonne si les jeunes gens ou leurs représentants ont signé la notice qui a servi à établir le tableau de recensement et la minute du tableau	Numero d'inscription à la liste de recensement cantonal	
1	2	3	4	5	6	7	8
1	<p>1° Nom : Cesbron</p> <p>2° Prénoms : Jean Alexandre</p> <p>3° Surnoms :</p>	<p>1° DATE, LIEU de naissance et de résidence personnelle</p> <p>2° NOMS, PRENOMS ET DOMICILE DES PERE, MERE OU TUTEUR : avec indication pour les villes, de la rue et du numéro, pour les communes rurales du nom du hameau, de la ferme, etc.</p> <p>3° RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU MARIAGE</p>	<p>Cheveux : bruns</p> <p>Yeux : bruns</p> <p>Front : moyen</p> <p>Nos : bruns</p> <p>Visage : oval</p> <p>Renseignements physiognomiques complémentaires :</p> <p>Nos : bruns</p> <p>Lèvres : roses</p> <p>Bouche : moyenne</p> <p>Menton : oval</p> <p>Louche : non</p> <p>Taille : 1 mètre 70 cent</p> <p>Taille rectifiée : 1 m. cent</p> <p>Poids :</p> <p> Marques particulières : cicatrice</p>	<p>2</p> <p>Voir la note à la première page du tableau</p>	<p>RESPONSE AUX QUESTIONS POSÉES par « OUI » ou par « NON » sauf pour la deuxième ; ou, si l'inscrit connaît la musique instrumentale</p> <p>Il y a le lieu d'acquiescer l'instrument auquel il joue</p>	<p>Indiquer dans cette colonne si les jeunes gens ou leurs représentants ont signé la notice qui a servi à établir le tableau de recensement et la minute du tableau</p>	<p>Numero d'inscription à la liste de recensement cantonal</p>
	<p>1° Nom : Cesbron</p> <p>2° Prénoms : Jean Alexandre</p> <p>3° Surnoms :</p>	<p>Né le 23 Octobre 1894 à 5 heures à Beaucouzé canton de Chassy St. O. département de l'Allier, résidant à Beaucouzé canton de Chassy St. O. département de l'Allier professeur de dessin et de musique à Beaucouzé et de dessin à Beaucouzé domicilié à Beaucouzé département de l'Allier</p> <p>le tuteur M. domicilié à</p> <p>célibataire</p> <p>veuf</p> <p>divorcé</p> <p>nombre d'enfants :</p>	<p>Cheveux : bruns</p> <p>Yeux : bruns</p> <p>Front : moyen</p> <p>Nos : bruns</p> <p>Visage : oval</p> <p>Renseignements physiognomiques complémentaires :</p> <p>Nos : bruns</p> <p>Lèvres : roses</p> <p>Bouche : moyenne</p> <p>Menton : oval</p> <p>Louche : non</p> <p>Taille : 1 mètre 70 cent</p> <p>Taille rectifiée : 1 m. cent</p> <p>Poids :</p> <p> Marques particulières : cicatrice</p>	<p>2</p> <p>Voir la note à la première page du tableau</p>	<p>RESPONSE AUX QUESTIONS POSÉES par « OUI » ou par « NON » sauf pour la deuxième ; ou, si l'inscrit connaît la musique instrumentale</p> <p>Il y a le lieu d'acquiescer l'instrument auquel il joue</p>	<p>Indiquer dans cette colonne si les jeunes gens ou leurs représentants ont signé la notice qui a servi à établir le tableau de recensement et la minute du tableau</p>	<p>Numero d'inscription à la liste de recensement cantonal</p>
2	<p>1° Nom : Paris</p> <p>2° Prénoms : Laurent Honoré</p> <p>3° Surnoms :</p>	<p>1° DATE, LIEU de naissance et de résidence personnelle</p> <p>2° NOMS, PRENOMS ET DOMICILE DES PERE, MERE OU TUTEUR : avec indication pour les villes, de la rue et du numéro, pour les communes rurales du nom du hameau, de la ferme, etc.</p> <p>3° RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU MARIAGE</p>	<p>Cheveux : bruns</p> <p>Yeux : bruns</p> <p>Front : moyen</p> <p>Nos : bruns</p> <p>Visage : oval</p> <p>Renseignements physiognomiques complémentaires :</p> <p>Nos : bruns</p> <p>Lèvres : roses</p> <p>Bouche : moyenne</p> <p>Menton : oval</p> <p>Louche : non</p> <p>Taille : 1 mètre 70 cent</p> <p>Taille rectifiée : 1 m. cent</p> <p>Poids :</p> <p> Marques particulières : cicatrice</p>	<p>3</p> <p>Voir la note à la première page du tableau</p>	<p>RESPONSE AUX QUESTIONS POSÉES par « OUI » ou par « NON » sauf pour la deuxième ; ou, si l'inscrit connaît la musique instrumentale</p> <p>Il y a le lieu d'acquiescer l'instrument auquel il joue</p>	<p>Indiquer dans cette colonne si les jeunes gens ou leurs représentants ont signé la notice qui a servi à établir le tableau de recensement et la minute du tableau</p>	<p>Numero d'inscription à la liste de recensement cantonal</p>

Extrait du tableau de recensement des conscrits de Beaucouzé 1914.

Le registre matricule de chaque soldat Beaucouzéen peut être consulté aux archives municipales de Beaucouzé.

Le conseil de révision

Le passage devant le conseil de révision, détermine l'aptitude de chaque conscrit à porter ou non les armes. Constitué des représentants de la préfecture, des élus du conseil général et d'arrondissement, de l'administration militaire et d'un médecin, il accorde des dispenses sur des critères physiques, professionnels ou sociaux. A son issue, les jeunes hommes sont classés dans les différentes parties suivantes :

Préfecture du département de Maine-et-Loire		1913	1912
Nombre total des inscrits pour le département		3817	3646
Exemptés		194	223
1 ^{ère} partie	Bons, service armé	2063	2711
2 ^e partie	Bons, services auxiliaires	60	86
3 ^e partie	Engagés volontaires	333	298
5 ^e partie	Ajournés d'office	1117	296
7 ^e partie	Sursis service armé	50	32
7 ^e partie	Sursis service auxiliaire	0	0
Ajournés à la séance de clôture		28	25
Renvoyés à la commission médicale militaire		53	0

Sources : Archives départementales de Maine-et-Loire



Groupe de conscrits de Neuvy-en-Mauges. Archives départementales de Maine-et-Loire.

Au cours du XIX^e et jusqu'à la veille de la guerre, l'obligation de ce rituel se transforme en un véritable devoir accepté. Le conscrit affirme sa place de citoyen défenseur de la Patrie, attaché à la Nation. Sa « virilité reconnue », il devient apte à combattre pour la France. Pour les futurs soldats, des parades et des réjouissances consacrent cette journée mémorable.

Le service militaire, l'autre école de la République

L'armée devient un vecteur d'unification de la société et le service militaire l'instrument d'une édification morale et patriotique. Dans les casernes se diffusent la culture urbaine. La pratique de l'hygiène, une meilleure nourriture pour beaucoup, la gymnastique et les exercices militaires qui endurcissent les corps sont autant de moments essentiels de la constitution de l'identité virile du soldat.

Le service militaire devient un instrument de socialisation. Il permet l'intégration du jeune Français à la société et pas seulement à la Nation. Des hommes de conditions différentes se côtoient au sein d'un même régiment et la camaraderie n'est pas toujours un vain mot. Le brassage démocratique de catégories diverses maintient de fait les hiérarchies sociales mais autorise les découvertes réciproques. L'ascension sociale est rendue possible par des cours d'alphabétisation, la multiplication de bibliothèques et de foyers pour soldats, la promotion interne aux grades de sous-officier.

La mobilisation générale



Le 1^{er} août 1914, le gouvernement français décrète la mobilisation générale. Chaque homme des classes 1887 à 1910, en âge de porter les armes possède son livret militaire et à l'intérieur un fascicule de mobilisation qui lui indique où et comment rejoindre son affectation.

Les réservistes des classes 1896 à 1910 (hommes de 24 à 38 ans) se retrouvent sous l'uniforme en quelques jours et opérationnels en 2 ou 3 semaines. Ils viennent renforcer l'armée d'active déjà sous les drapeaux (classes 1911, 1912, 1913). La mobilisation des classes antérieures (1887 à 1895) s'échelonne de septembre 1914 à avril 1915.

Départ de mobilisés gare de l'Est. Musée de la Grande Guerre de Meaux.

Le concept de Nation armée devient une réalité. Les 27 000 engagés volontaires participent à cette levée en masse, unique depuis la Révolution française.

En ce jour de mobilisation, tous les hommes partant au front vont mettre en pratique ce qu'ils ont appris durant leurs années de service militaire ; leur vie, leur destin va basculer pour accomplir leur devoir : sauver la Nation. Mais pour la plupart, ils découvriront une guerre très différente de celle qu'on leur a enseignée.

France : classes, dates d'appel, inscrits et incorporé

Classes	Date de l'appel de la classe	Inscrits sur les tableaux de recensement	Hommes incorporés	Rendement en %
1909	octobre 1910	312 000	273 000	88%
1910	octobre 1911	299 000	265 000	88%
1911	octobre 1912	315 000	282 000	89%
1912	octobre 1913	312 000	279 000	89%
1913	novembre 1913	325 000	290 000	89%
1914	août/sept. 1914	318 000	292 000	92%
1915	décembre 1914	300 000	279 000	93%
1916	avril 1915	314 000	293 000	93%
1917	janvier 1916	313 000	297 000	95%
1918	avril/mai 1917	300 000	258 000	86%
1919	avril 1918	302 000	230 000	77%

Dès le début des hostilités, les exemptés, les ajournés, les réformés et les hommes du service auxiliaire subissent des examens et des contre-visites des conseils de révision, qui les reclassent souvent dans le service auxiliaire ou actif.

Sources : « Les conscrits de 1914 » Philippe Boulanger, éditions Belin

Les Beaucouzéens mobilisés

	ABELARD François Joseph - 35 ans
	ABELARD René Joseph - 31 ans
	ALLARD Constant Eugène - 31 ans
	ALOPPE Charles Joseph - 25 ans
	BARREAU Isidore Léon - 29 ans
	BEDUNEAU Auguste Pierre - 29 ans
	BEDUNEAU Eugène Auguste - 22 ans
	BEDUNEAU Eugène - 40 ans
	BEDUNEAU Joseph Léon - 24 ans
	BELLANGER Etienne Auguste - 21 ans
	BELLANGER Victor Alexis - 34 ans
	BELSOEUR Auguste Marie - 19 ans
	BESSE Auguste - 21 ans
	BESSON Auguste Etienne - 23 ans
	BESSON Robert François - 19 ans
	BICHE Louis Joseph - 40 ans
	BODET Jules - 24 ans
	BODET René - 23 ans
	BODINEAU Alphonse Félix - 19 ans
	BODINEAU Joseph Valentin - 23 ans
	BODRON Charles Jean - 31 ans
	BOSSE Pierre François - 29 ans
	BOUCHET Auguste - 30 ans
	BOUET Jean Maurice - 26 ans
	BOUREAU Jules Adrien - 23 ans
	BOUREAU Maurice André - 20 ans
	BOURGEAIS Jean Marie - 41 ans
	BOUTEILLER Louis Joseph - 31 ans
	BRIAND François Désiré - 36 ans
	BRIAND Léon Joseph - 41 ans
	BRICARD Maurice Eugène - 22 ans
	BRIDIER Ernest Alexandre - 32 ans
	BRILLANT Louis - 31 ans
	CAILLARD Eugène François - 27 ans
	CHAILLOUX François Joseph - 40 ans
	CHAMOULEAU Ferdinand - 40 ans
	CHAMPIRE Louis Julien - 20 ans
	CHARBONNIER Joseph Désiré - 35 ans
	CHATEAU Joseph Henri - 19 ans
	CHATEAU Jules André - 38 ans
	CHAUVAT Honoré - 45 ans
	CHAUVIÈRE Louis - 46 ans
	CHAUVIGNE Augustin Georges - 19 ans
	CHEVAUCHERIE Charles - 37 ans
	CHOLET Pierre - 34 ans
	CESBRON Jean Alexandre - 20 ans
	COQUARD Guillaume Marie - 41 ans
	COUTELLE Raymond Pierre - 20 ans
	COUTY Rémy - 26 ans
	COUTY Victor - 46 ans
	CRASNIER Jacques - 39 ans
	DAGUIN Jean-Baptiste - 30 ans
	DELAHAYE Pierre - 43 ans
	DELAHAYE René - 44 ans
	DENIS Auguste Louis - 23 ans
	DENIS Eugène François - 19 ans
	DENIS Louis Alexis - 19 ans
	DESBOIS Adolphe Louis - 19 ans
	DESBOIS Adolphe - 46 ans
	DEZANNEAU Etienne Paul - 32 ans
	FARION Joseph - 38 ans
	FARIS Henri - 53 ans
	FARIS Laurent Honoré - 20 ans
	FILLON Jules - 43 ans
	FOUCHER Emile Henri - 22 ans
	FOUCHER Jean-Marie Valentin - 26 ans
	FOURMY Gilles - 27 ans
	FREMY Ernest Aristide - 20 ans
	FREMY Henri Joseph - 19 ans
	FREMY Joseph Gabriel - 19 ans
	GARREAU Jules Désiré - 27 ans
	GAUGUET Julien - 40 ans
	GELINEAU Jean-Marie - 32 ans
	GEMIN Joseph - 35 ans
	GEORGES Joseph Henri - 41 ans
	GERMON Henri - 34 ans
	GOUJON Aimé - 29 ans
	GREFFIER Henri - 39 ans
	GREFFIER Louis Jean - 23 ans
	GUIDAULT Albert Maurice - 19 ans

	GUILLAU Etienne Hippolyte - 26 ans
	GUILLAU Hippolyte François - 19 ans
	GUILLET Emile Henri - 20 ans
	GUILLET Eugène Léon - 22 ans
	GUILLET Léon Maurice - 19 ans
	GUILLET Raymond Victor - 19 ans
	GUILLOT Gustave Alexandre - 26 ans
	HALARD Louis - 29 ans
	HERVE André - 42 ans
	HERVE Rémy - 36 ans
	HOBE Louis Léon - 24 ans
	HOUEBINE Francis Eugène - 32 ans
	HOUEBINE Pierre Emmanuel - 34 ans
	JEAN Célestin - 26 ans
	JEAN Joseph Auguste - 23 ans
	JEAN Louis Joseph - 29 ans
	JICQUIAU Jean - 37 ans
	JON Joseph - 46 ans
	JUBEAU Auguste - 19 ans
	JUIN Etienne Joseph - 19 ans
	LAILLET Henri - 43 ans
	LAMBERT Désiré - 27 ans
	LAMBIN Pierre Auguste - 30 ans
	LEBICHE Jules Jacques - 41 ans
	LOIRE Ernest Henri - 19 ans
	MACAULT Jean-Baptiste - 33 ans
	MACE Célestin - 31 ans
	MACE François - 32 ans
	MACE Gustave Henri - 20 ans
	MACE Joseph Aristide - 23 ans
	MACE Louis Ernest - 27 ans
	MACE Marcel Edmond - 20 ans
	MAINFROID Louis - 27 ans
	MANCEAU Francis Joseph - 24 ans
	MANCEAU Maurice Charles - 20 ans
	MANCEAU Pierre Maurice - 26 ans
	MARAIIS Joseph Louis - 40 ans
	MARIN René Pierre - 41 ans
	MEHEUST Ange - 36 ans
	MEHEUST Pierre - 34 ans
	MELAN Gaston Emile - 26 ans
	MENARD Louis Pierre - 32 ans
	MENARD René Jean - 41 ans
	MENET Louis Auguste - 31 ans
	MENUISIÈRE Henri Louis - 25 ans
	MOUCHET Joseph Louis - 35 ans
	MOUSSU Louis Auguste - 35 ans
	MUSE Joseph - 34 ans
	NOURRY Joseph Jean - 25 ans
	NOURRY Louis Jules - 23 ans
	NOURRY Maurice Auguste - 19 ans
	PERSON Marie Henri - 29 ans
	PINEAU Henri Joseph - 41 ans
	PIRON Joseph Louis - 25 ans
	PLACE Emile Henri - 19 ans
	PLACE Eugène Victor - 19 ans
	PLACE François - 23 ans
	PLACET Jacques Alexandre - 25 ans
	PLATEAU Louis René - 32 ans
	POIRIER Eugène Joseph - 30 ans
	POIROUX Louis - 29 ans
	POMMERAU Henri Clément - 26 ans
	PORTIER Laurent Martin - 20 ans
	PORTIER Pierre Olivier - 20 ans
	RABINEAU Joseph François - 36 ans
	RAIMBAULT Louis René - 34 ans
	RAIMBAULT Noël René - 19 ans
	RETIF Charles Laurent - 19 ans
	RETIF François Michel - 20 ans
	RETIF Louis - 35 ans
	ROBIN Jean René - 29 ans
	ROBIN René Pierre - 27 ans
	ROINARD Louis Toussaint - 31 ans
	RONDEAU Jean Baptiste - 21 ans
	SALMON Joseph - 40 ans
	TASSIN Pierre Joseph - 23 ans
	THIBAUT Eugène Henri - 19 ans
	TIREAU Jules Michel - 19 ans
	VARANCE Louis Henri - 44 ans
	VERGER Jules - 36 ans

	VERRON François René - 29 ans
	VIGANNE Joseph Henri - 19 ans
	VIGNERON Maurice Albert - 28 ans
	VION Louis Emile - 25 ans

Année de mobilisation

	1914		1916
	1915		1918

Morts pour la France

LES RÉGIMENTS DE MAINE-ET-LOIRE

La France dispose en 1914 d'un puissant outil militaire. L'armée de terre est organisée en 21 régions militaires, chacune dotée d'un corps d'armée, dont un en Algérie (19^e), d'un corps colonial, du gouvernement de Paris ainsi que de deux corps d'occupation (Maroc et Tunisie). Sous l'impulsion du général Joffre, chef d'état-major général depuis 1911, des efforts de modernisation et de rationalisation commencent à porter leurs fruits et la loi des trois ans de conscription permet de disposer d'une classe d'âge supplémentaire, les effectifs de l'armée de terre se rapprochant de ceux de l'Allemagne.

Des crises successives (affaire Dreyfus, scandale des fiches, querelle des inventaires, avancement opaque...) ont entamé la notoriété de l'armée et nuit à sa cohérence interne. Cependant un nouvel attachement de la population à son armée se fait jour au fur et à mesure de la montée des périls extérieurs. Cet état d'esprit, le patriotisme, déjà développé à l'école et entretenu par une presse populaire, prépare les esprits à une guerre défensive, riposte guerrière, en réponse à une éventuelle agression.

Constitués sur une base régionale, voire locale, les régiments sont intégrés dans les villes de garnison où ils participent à la vie publique. Nombreux, visibles, respectés, officiers et soldats font partie du paysage local. Pour la population, chaque fête nationale est une occasion extraordinaire d'admirer et d'applaudir l'armée.

A la veille de la guerre le département de Maine-et-Loire abrite la garnison d'Angers, celle de Cholet et l'Ecole de cavalerie de Saumur. Entre 5 000 et 6 000 hommes sont présents à Angers (85 000 habitants en 1911), entre 2 000 et 3 000 à Cholet, environ 1 200 à Saumur.

Le Maine-et-Loire forme, avec l'Indre-et-Loire, l'Indre, les Deux-Sèvres et la Vienne, le 9^e Corps d'armée, unité opérationnelle qui assure également le commandement territorial de la IX^e région militaire (Tours).

Quatre régiments stationnent à Angers : le 135^e régiment d'infanterie, le 25^e régiment de dragons, le 33^e régiment d'artillerie et le 6^e régiment du génie. Le 77^e régiment d'infanterie est établi à Cholet et Saumur, dans son Ecole, accueille la 5^e compagnie de remonte (350 hommes).

La région militaire est découpée en huit subdivisions (Angers, Cholet, Tours, Châteauroux, Le Blanc, Poitiers, Châtellerauld, Saint-Maixent), chacune disposant d'un bureau de recrutement. A chaque subdivision correspond au moins un régiment d'active dont les conscrits sont incorporés à l'instruction, dans l'année de leurs vingt et un ans (classes 1911-1912) puis de leurs vingt ans (classe 1913).

Les régiments d'active

Le 135^e régiment d'infanterie - Angers

Implanté à Angers depuis 1882, il s'installe en 1904 dans la nouvelle caserne de la Brisepotière, renommée Desjardins. A l'effectif théorique de 113 officiers et 3 226 sous-officiers, caporaux et soldats, il comprend trois bataillons d'infanterie d'environ 1 000 hommes, chacun doté d'une section de mitrailleuses.

Le régiment est commandé par le colonel de Bazelaire.



Section de mitrailleuses du 135^e R.I. 1909. Collection particulière.



Le 135^e R.I Caserne Desjardins. Collection particulière.

Le 25^e régiment de dragons - Angers



Quartier Espagne : 25^e Dragons, Honneur à l'étendard. Collection particulière.

Caserné à Angers depuis 1892, il occupe le quartier Espagne (place La Fayette) qui comporte des écuries pouvant loger 1 000 chevaux. Son effectif est de 710 hommes et de 708 chevaux. A l'arrière des bâtiments se situent les quartiers d'Haupoul et d'Harcourt encadrant les anciennes filatures du Clon et servant de dépôts de remonte des unités cantonnées dans la ville.

Le régiment (4 escadrons d'active) est commandé par le colonel Ferté.



Le 6^e régiment du génie (sapeurs-mineurs) – Angers



Le 6^e R.G, caserne Eblé. Collection particulière.

Lors de sa création en 1894, il remplace le 2^e régiment d'artillerie-pontoniers et partage avec l'infanterie la caserne Eblé. En 1914, à l'effectif de 3 216 hommes, il compte quatre bataillons (9^e, 10^e, 11^e, 12^e) à trois compagnies, chacun affecté à un corps d'armée (9^e bataillon pour le 9^e corps d'armée...), ainsi qu'une compagnie de sapeurs-cyclistes. Le régiment est commandé par le colonel Bernard.

Le 33^e régiment d'artillerie de campagne (R.A.C) - Angers



Groupe de soldats appartenant au 33^e régiment d'artillerie en garnison caserne Langlois, vers 1914. Collection particulière.

Dernier arrivé à Angers en 1911, il est implanté en partie à la caserne Langlois en construction, à Mongazon et à la caserne Desjardins. Début 1914, il se regroupe à la caserne Langlois (actuelle caserne Verneau). Il compte 1 609 hommes et 1 578 chevaux. Le régiment est constitué de 3 groupes hippomobiles à 3 batteries de 4 canons de 75 modèle 1897 soit au total 36 canons. Deux batteries à cheval sont à la disposition de la 9^e division de cavalerie à Tours.

Le régiment est commandé par le colonel Lebreton.

Le 77^e régiment d'infanterie - Cholet



*Présentation au drapeau du 77^e R.I en présence du colonel d'Amade commandant le régiment en 1905.
Collection particulière.*

D'origine très ancienne, le 77^e régiment d'infanterie, en garnison à Angers en 1855, occupe depuis 1882 la caserne Tharreau à Cholet. Composé presque entièrement d'Angevins et de Vendéens, il a un effectif de 55 officiers, 3 308 sous-officiers caporaux et soldats et 156 chevaux.

Son chef de corps est le colonel Lestoquoi.

Les régiments de réserve

Les hommes ayant effectué leur service militaire et rendus à la vie civile sont réservistes pendant 11 années. Ils sont tenus de participer au printemps et à l'automne à une période d'entraînement et d'exercices militaires.

Chaque subdivision, en juillet 1914, met en place, pour chaque régiment d'infanterie d'active, un régiment de réserve à deux bataillons numéroté au chiffre du régiment d'active augmenté de 200. Le 135^e R.I est ainsi dérivé par le 335^e R.I, le 77^e R.I par le 277^e R.I.

Le 335^e régiment d'infanterie - Angers

Fin juillet 1914, les réservistes commencent à rejoindre la caserne Desjardins et le régiment se constitue sous le commandement du lieutenant-colonel Debroise. Au 4 août, son effectif est de 38 officiers, 2 186 sous-officiers, caporaux et soldats, 128 chevaux et mulets.

Le 277^e régiment d'infanterie - Cholet

Ce régiment de réserve formé en juillet 1914, aux ordres du lieutenant-colonel Roussel compte 35 officiers, 2 235 sous-officiers, caporaux et soldats ainsi que 120 chevaux et mulets.

Pour les autres armes

Le 25^e régiment de dragons met en place 2 escadrons de réserve.

Le 33^e régiment d'artillerie fournit un groupe de réserve (3 batteries-12 canons de 75).

Le 6^e régiment du génie forme trois compagnies de réserve les 13^e, 19^e et 24^e compagnies.

Les régiments territoriaux

Les obligations militaires se prolongent au-delà de la période de réserve pendant sept ans dans l'armée territoriale, puis sept autres années dans la réserve de l'armée territoriale.

Les territoriaux ont pour mission initiale d'assurer la sécurité dans les gares et les villes, de garder les voies de communication, de participer à la défense des forts et des places fortes. Par la suite, ils seront engagés dans la bataille.

En complément aux régiments d'active et de réserve, dans chaque subdivision, il est mis sur pied un régiment d'infanterie territoriale (R.I.T).

Le 71^e régiment d'infanterie territoriale - Angers

Constitué début août 1914, il est commandé par le lieutenant-colonel Mortier et comprend 3 bataillons pour un effectif de 44 officiers, 3 108 sous-officiers et hommes de troupe ainsi que 69 chevaux et mulets.

Le 72^e régiment d'infanterie territoriale - Cholet

Régiment à trois bataillons, il est commandé par le lieutenant-colonel Daguzeau.

Pour les autres armes

Le 25^e régiment de dragons met en place 2 escadrons de réserve et deux de territoriaux (service des étapes et 9^e Corps d'armée).

Le 33^e régiment d'artillerie fournit un groupe de 3 batteries en appui à la division territoriale.

Le 6^e régiment du génie ne mettra en place des compagnies territoriales qu'en 1915.

LES RÉGIONS MILITAIRES ET CORPS D'ARMÉE EN 1914

Les 21 régions militaires fournissent chacune un corps d'armée.

A ces 21 corps d'armée s'ajoutent :

Un corps colonial

Deux corps d'occupation au Maroc et en Tunisie

La place militaire de Paris

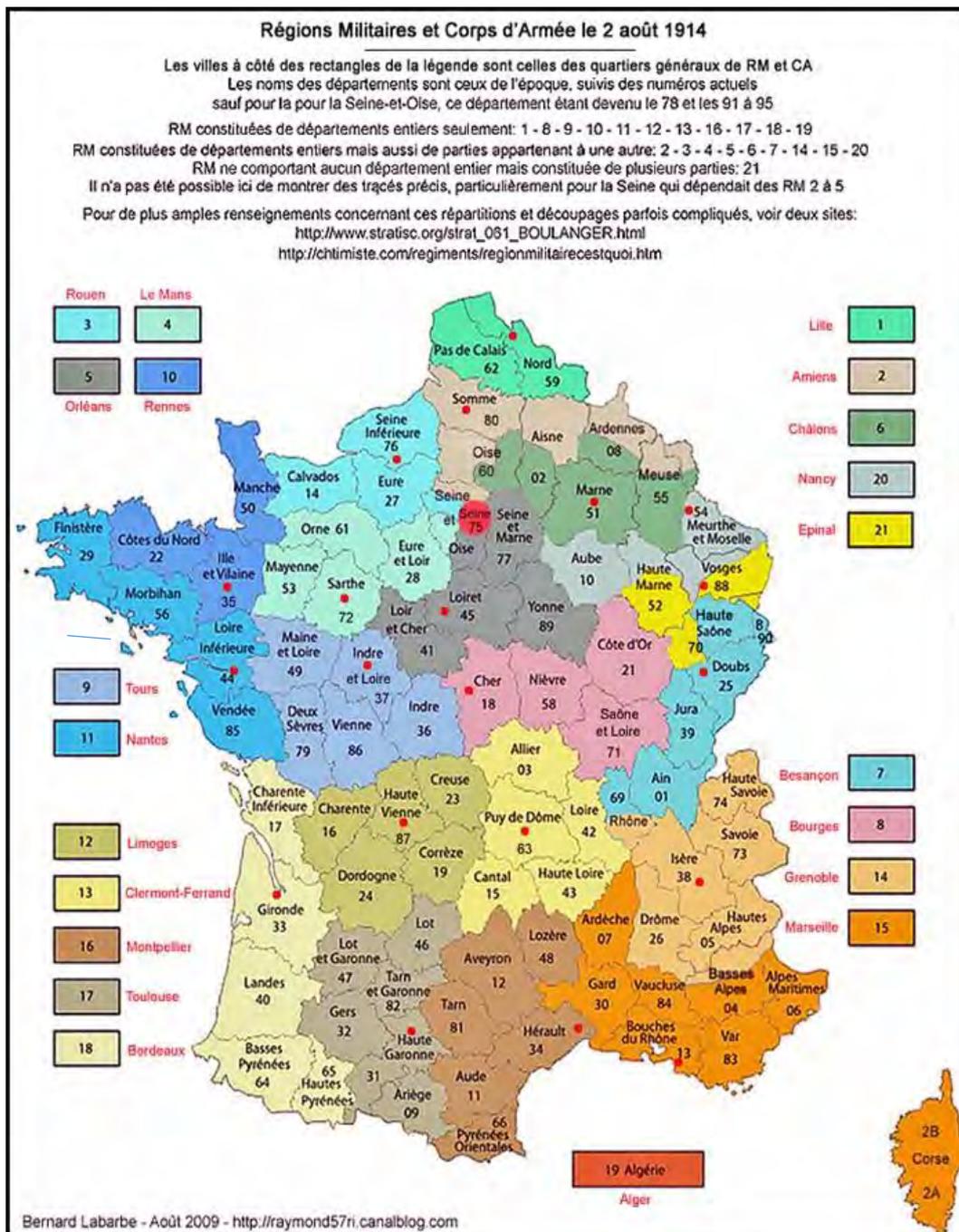
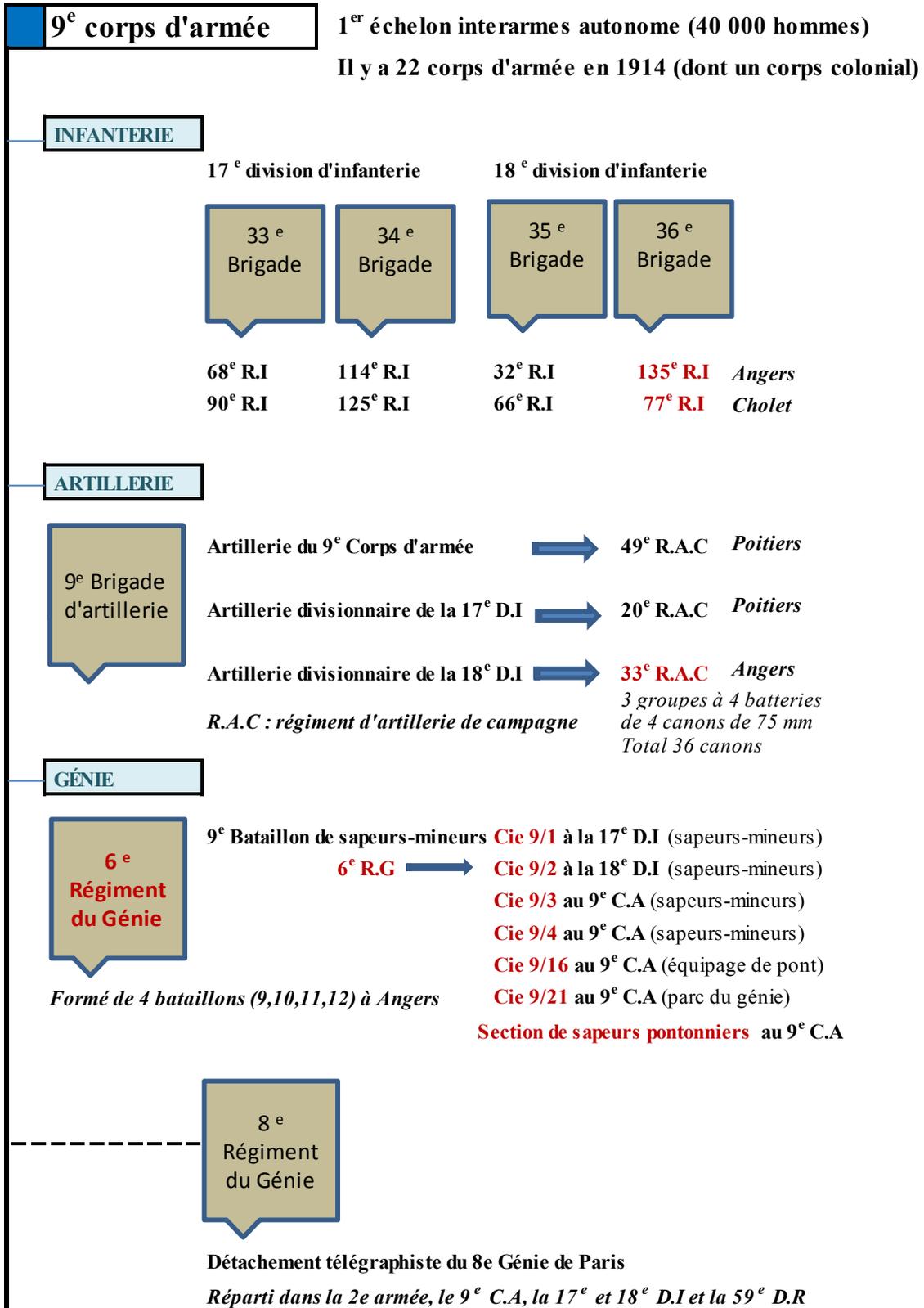
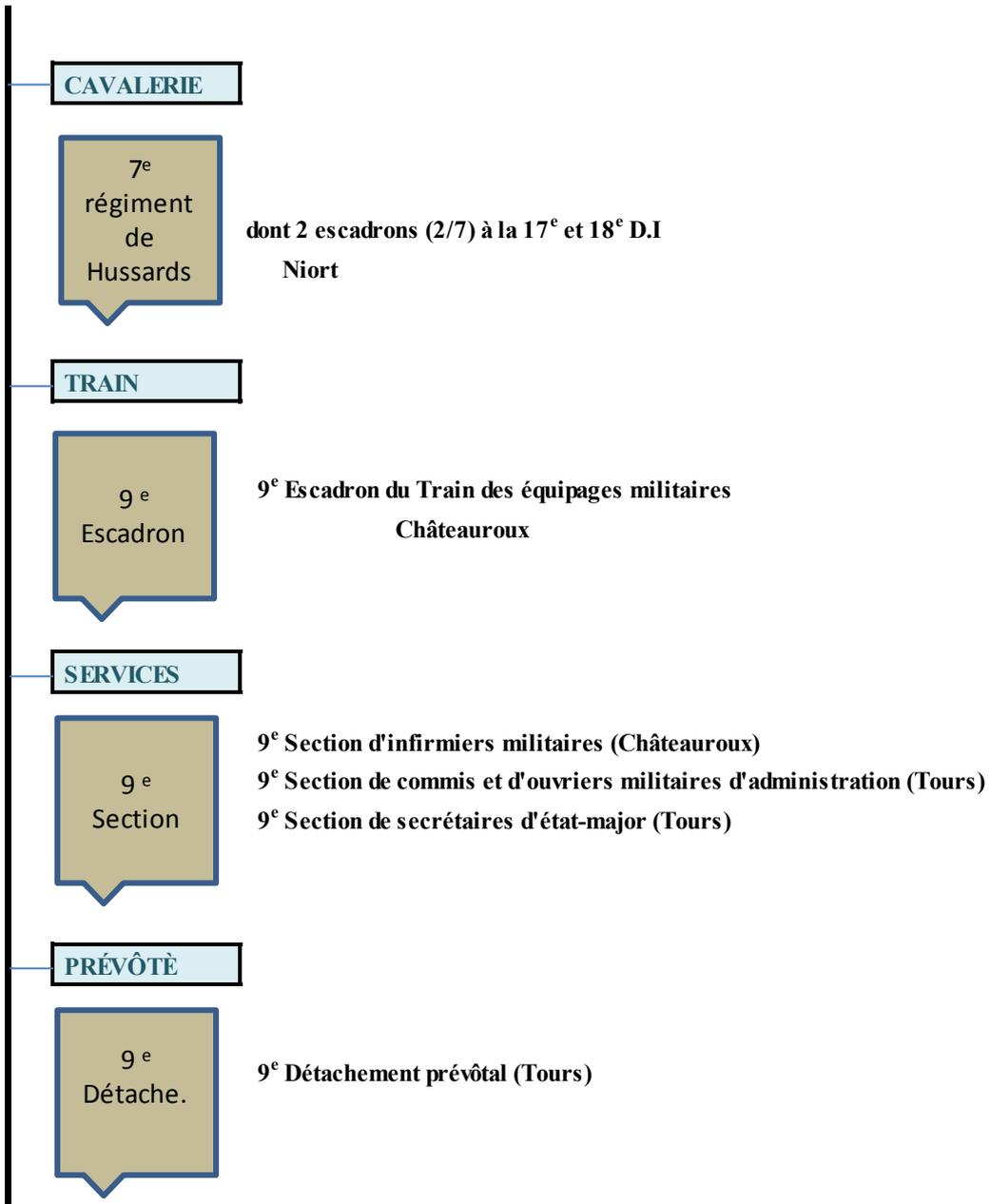


Schéma organique simplifié de la IX^e région militaire 1914

Départements formant la région: Deux-Sèvres, Indre, Indre-et-Loire, Maine-et-Loire et Vienne.

En rouge, les unités présentes en Maine-et-Loire





Présents dans la 9^e région sans faire partie du 9^e corps d'armée

CAVALERIE

9 ^e Division de cavalerie	➡	1^{ère} brigade de Cuirassiers <i>Tours</i>	5 ^e régiment de cuirassiers 8 ^e régiment de cuirassiers
	➡	9^e brigade de Dragons <i>Nantes</i>	1 ^e régiment de dragons 3 ^e régiment de dragons
	➡	16^e brigade de Dragons <i>Rennes</i> <i>Angers</i>	24 ^e régiment de dragons 25^e régiment de dragons et dépôt de remonte
	➡	4^e groupe à cheval du 33^e R.A.C <i>Angers</i>	(12 canons de 75 mm)
	➡	Détachement de sapeurs cyclistes du 6^e Génie <i>Angers</i>	
	➡	9^e groupe cycliste du 25^e bataillon de Chasseurs à pied <i>Tours</i>	

ÉCOLES

Saumur	Saint-Maixent	Camp du Ruchard	Ecole d'application de cavalerie <i>Saumur</i> 5 ^e Compagnie de remonte 25 ^e dragons
			Ecole militaire d'infanterie <i>Saint-Maixent</i>
			Ecole d'application du tir Camp du Ruchard à <i>Villaines-les-Rochers</i> 25 ^e dragons

UNITÉS DE RÉSERVE

59^e division de réserve						
117 ^e brigade	118 ^e brigade	25^e Dragons	6 ^e génie	33^e R.A.C	49 ^e R.A.C	20 ^e R.A.C
232 ^e R.I	266 ^e R.I	2 escadrons	Compagnies	1 groupe de chaque régiment chacun 12 canons de 75mm		
314 ^e R.I	277^e R.I	5^e et 6^e	9/13 sapeurs-mineurs	<i>Angers (33^e)</i>		
325 ^e R.I	<i>Cholet</i>		9/19 équipage de pont	<i>Poitiers</i>		
	335^e R.I		9/24 parc du génie	<i>Poitiers</i>		
	<i>Angers</i>	<i>Angers</i>	<i>Angers</i>			

UNITÉS TERRITORIALES

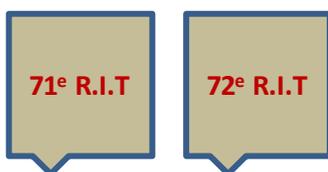
86^e division d'infanterie territoriale

171^e brigade d'infanterie



Châtellerault Tours

172^e brigade d'infanterie



71^e R.L.T 72^e R.L.T
Angers Cholet

Cavalerie et artillerie de la 86^e D.I.T



2 escadrons *Poitiers*
7^e et 8^e (12 canons de 75mm)

Angers
et → 9^e et 10^e escadrons territoriaux au 9^e C.A
(Pour le service des étapes)
→ 1 escadron territorial à la 9^e région

AEROSTATION

1^e groupe d'aérostation et d'observation militaire



1^{ère} Compagnie
Angers Avrillé

La France en guerre

- P. 58 La guerre sur le front Ouest 1914
- P. 65 Les régiments angevins en 1914 - Le 135^e R.I
- P. 68 Les uniformes français et allemands 1914
- P. 70 La guerre sur le front Ouest 1915-1916
- P. 79 Les régiments angevins 1915-1916
- P. 82 La guerre sur le front Ouest 1917-1918
- P. 89 Les régiments angevins 1917-1918
- P. 93 Les tranchées, un des symboles de la Grande Guerre
- P. 97 Les tranchées, la vie quotidienne
- P. 101 La santé - Le service de santé aux Armées
- P. 106 Au service des blessés
- P. 110 Les Morts pour la France
- P. 113 Nos Morts pour la France
- P. 117 Les prisonniers
- P. 125 Beaucozéz - Les prisonniers 1914-1919
- P. 126 Les Françaises en guerre
- P. 130 Les animaux, des acteurs oubliés



LA GUERRE SUR LE FRONT OUEST 1914

L'échec des stratégies

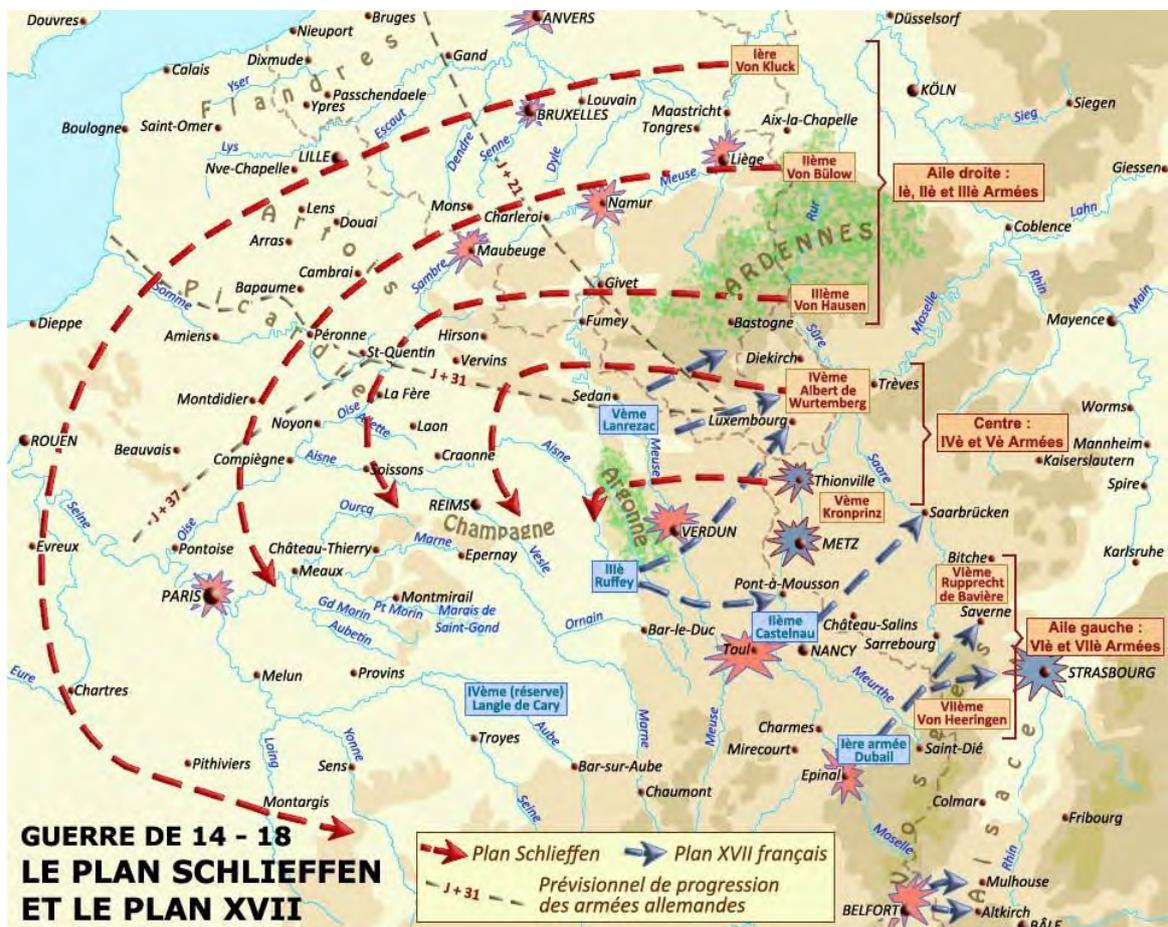
Le 4 août 1914, l'armée allemande pénètre en Belgique. La guerre à l'ouest devient une réalité, mais les belligérants vont passer de l'illusion d'une guerre courte, à l'enlisement en décembre.

Le plan Schlieffen-Moltke

C'est le plan de guerre offensif allemand du général A. von Schlieffen, chef de l'état-major général de 1891 à 1905. Il prévoit, avant de se retourner contre les Russes, de vaincre la France en six semaines. Réactualisé par H. von Moltke, son successeur, l'aile droite de l'armée allemande traversant la Belgique, contournerait Paris dans un vaste mouvement d'enveloppement, l'aile gauche, s'appuyant sur Metz, se refermerait sur les forces françaises.

Le plan XVII français

Depuis 1870, c'est le 17^e plan de mobilisation et de concentration des forces françaises. Elaboré en 1913 sous l'autorité de J. Joffre, chef d'état-major général de l'armée, il prévoit de passer le plus vite possible à l'offensive en Alsace, en Lorraine, puis à travers le Luxembourg et l'Ardenne belge afin de pénétrer en Allemagne.



La bataille des frontières



Les offensives en Alsace - du 8 août au 28 août

Début août, le 7^e C.A du général Bonneau occupe Thann et libère Mulhouse. Des contre-attaques allemandes repoussent les Français. Une nouvelle armée d'Alsace (général Pau) reprend Mulhouse aux Allemands le 19 août et atteint Colmar. Le recul des armées en Lorraine empêche l'exploitation de ces succès. Seules, Thann et Dannemarie retournent à la France.

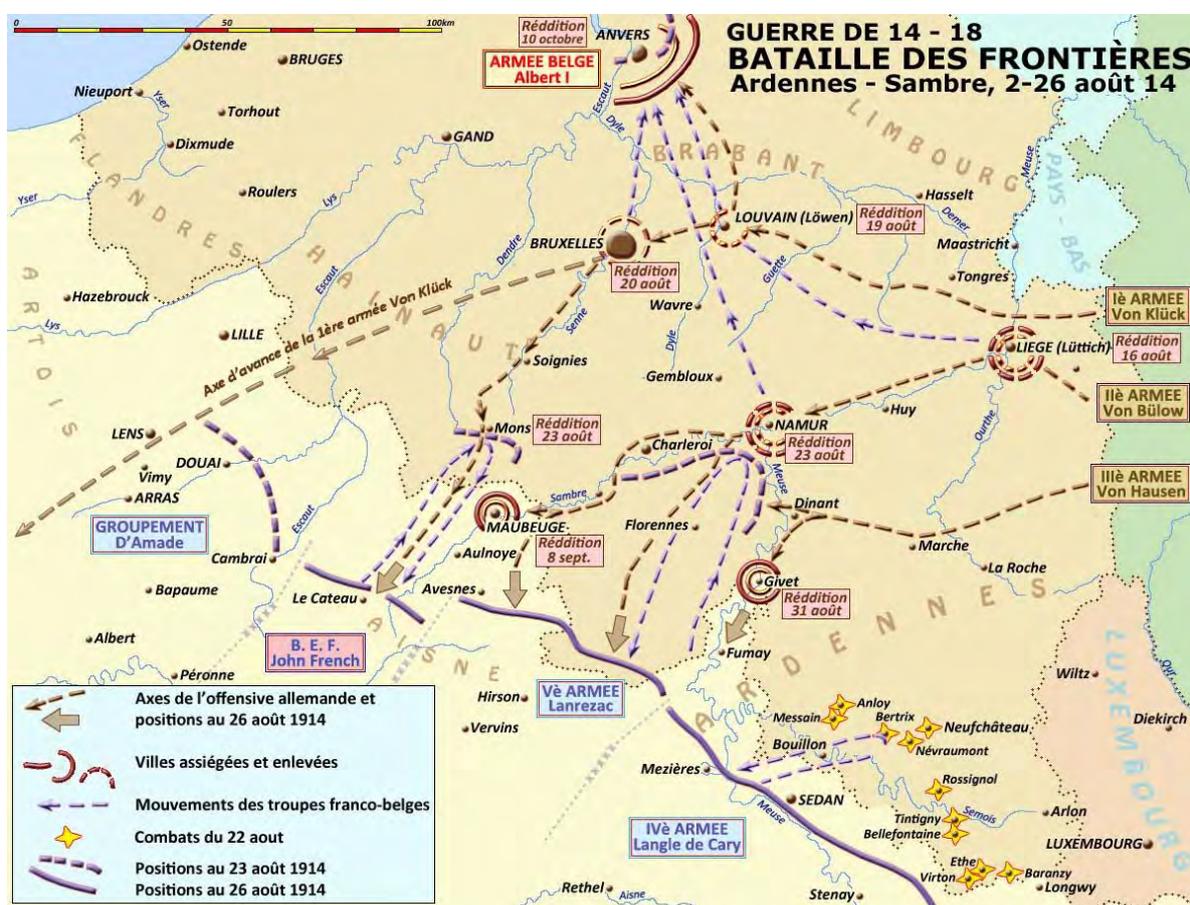
Les opérations en Lorraine - du 19 août au 4 septembre et du 19 septembre à fin décembre.

Elles mobilisent la I^{ère} armée Dubail et la II^e armée de Castelnau. Sarrebourg occupée, le 20 août les Allemands arrêtent les Français dans le secteur de Dieuze et de Morhange. Lunéville est perdue, Saint-Dié abandonnée. Arrêtés dans leur progression (victoire de la trouée des Charmes) les Allemands tentent une nouvelle percée au Grand Couronné (Nancy) le 4 septembre, mais cèdent le 12 et abandonnent la rive gauche de la Seille.

Les avancées allemandes au mois d'août

L'invasion de la Belgique est la clef de la victoire allemande. Le 15, les unités allemandes traversent la Meuse. Liège tombe le 16 août. Le 18, l'armée belge se replie à Anvers, aussitôt cernée par les forces allemandes. Bruxelles se rend le 20 août.

Le corps expéditionnaire britannique (B.E.F de 100 000 hommes) du maréchal French, débarqué entre le 9 et le 17, se positionne entre Maubeuge et Le Cateau.



Bataille de Charleroi et de Mons - du 21 au 23 août

La V^e armée française, le 21 août à Charleroi, puis le BEF le 23 à Mons, sont battus par la II^e armée von Bülow. Le même jour, les Belges évacuent Namur. Menacé d'encerclement, Lanrezac bat en retraite sauvant ainsi la V^e armée française. Le BEF fait retraite également.

† **Rétif Français** à Bleid (Belgique)

Bataille des Ardennes - du 20 au 29 août

Les IV^e (de Langle de Cary) et III^e (Ruffey) armées, concentrées entre Sedan et Etain, se heurtent aux Allemands (batailles de Mercy-le-Haut, Rossignol et Neufchâteau). Les Français subissent de terribles revers ; pour la seule journée du 22 août en Ardenne et Belgique, 23 000 Français sont tués. Le 24, la IV^e armée se replie derrière la Meuse. Le 26, Longwy se rend, Sedan est occupée ; la bataille des frontières est perdue.

† **Bouteiller Louis** à Faux (Ardennes) - **Vion Louis** à Faux (Ardennes)
Guillot Gustave à Auboncourt (Ardennes)

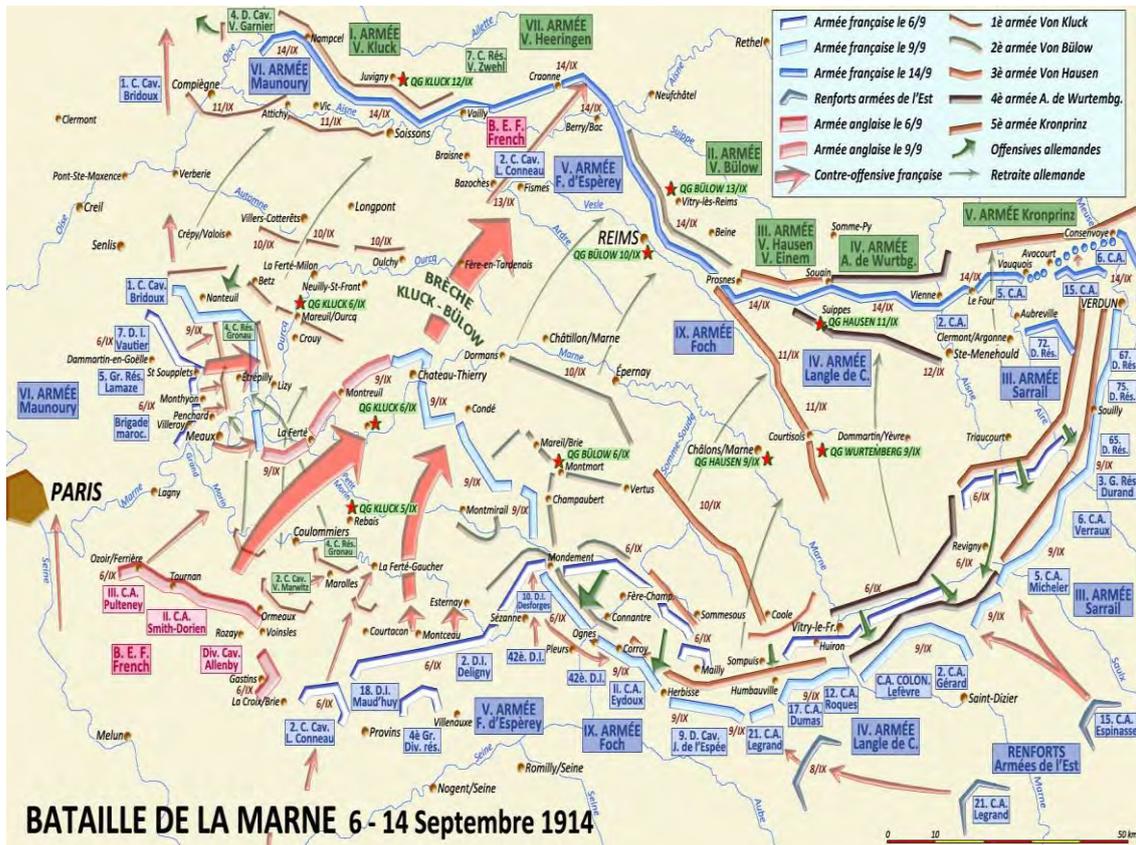


A Paris au mois d'août, on s'attend au pire.

La retraite - du 24 août au 5 septembre

La retraite de l'armée française se fait en bon ordre en direction de la Marne. Le BEF, au Cateau et la V^e armée (Lanrezac) le 29 à Guise, ralentissent la marche des Allemands. Joffre forme une VI^e armée (Maunoury) et décide d'une contre-attaque générale sur la Marne.

La victoire allemande semble acquise à l'Ouest. La stratégie du « tout offensif », le rôle des mitrailleuses, utilisées uniquement en appont de l'offensive et le manque d'artillerie lourde entraînent le recul des Français.



Elle se déroule de Senlis à Verdun alors que tout semble perdu pour les Alliés. Von Moltke, trop sûr de son succès, affaiblit son aile droite en prélevant deux corps d'armée pour les envoyer en Prusse orientale. L'artillerie lourde et l'intendance allemandes ont du mal à suivre et les forces en présence vont enfin s'équilibrer. Le 27 août, Von Klück infléchit le mouvement de son armée vers le sud-est afin d'envelopper la V^e armée Lanrezac, mais provoque une brèche entre son armée et celle de von Bülow. Le 3, l'armée Von Klück arrive sur la Marne et se présente donc de flanc face à Paris.

La contre-offensive française

Gallieni et Joffre voient l'opportunité d'une attaque contre la 1^{ère} armée allemande. Le 5 septembre, Joffre ordonne une attaque générale des V^e, VI^e, IX^e, armées et du BEF. Le 6, les armées françaises font volte-face : à l'Ouest, la VI^e armée se rue sur le flanc de la I^{er} armée allemande ; à l'est de Paris, le BEF s'avance vers Coulommiers ; la V^e armée (Franchet) remonte aussi vers le Grand Morin ; à sa droite Foch (IX^e) est mis en difficulté dans les marais de Saint-Gond. Le 7, Von Klück réoriente ses forces vers l'ouest pour tenter d'envelopper la VI^e armée. La brèche entre les deux armées allemandes s'élargit. Joffre ordonne à la V^e armée ainsi qu'au BEF de s'y engouffrer.

La retraite allemande

Le 9, les deux armées allemandes menacées d'encercllement se replient vers le nord, entraînant leurs III^e, IV^e et V^e armées. Le 13, elles s'installent sur leurs nouvelles positions : l'Aisne en aval de Soissons, la Vesle, Souain, les hauteurs Nord de Sainte-Menehould et de Verdun, où se fixe le front.

† **Macé Célestin** à Mourmelon-le-Petit (Marne) -- **Houdebine François** à Prosnès (Marne) -- **Person Marie** à Lamorville (Meuse)

La course à la mer - du 15 septembre au 22 novembre

A dater de mi-septembre se déroule une série de batailles dans le Nord-Ouest de la France, appelée improprement « course à la mer ». Chaque belligérant tente par des offensives rapides, de déborder son vis-à-vis et de prendre à revers l'aile de l'armée adverse située le plus au nord, pour réaliser une manœuvre d'encerclement.



« Course à la mer », bataille de l'Yser et d'Ypres

Combat de l'Aisne, de Picardie et d'Artois - du 25 septembre au 14 octobre

Les Allemands attaquent autour d'Arras et de Bapaume ; le front s'étend progressivement vers le nord. Repliée dans la zone fortifiée d'Anvers, l'armée belge résiste jusqu'au 10 octobre et opère une retraite en direction de l'ouest, le long de la côte, afin d'éviter l'encerclement. Le 15 octobre, elle se positionne sur l'Yser.

Dans les Flandres

Les Allemands tentent de couper l'armée française des armées anglaise et belge et de s'emparer de Boulogne et de Calais. Ils lancent deux offensives. La première du 17 au 31 octobre vers le nord afin de rejeter l'armée belge au-delà de l'Yser (*bataille de l'Yser*), la seconde du 24 octobre au 22 novembre vers Ypres afin de disjoindre les armées française et anglaise (*première bataille d'Ypres*).

† **Barreau Isidore** à Zonnebecke (Belgique) -- **Jean Célestin** à l'hôpital de Deauville (Calvados) -- **Faris Henri** à l'hôpital de Hanovre (Allemagne)

Ces batailles meurtrières sont sans issues décisives. Les Belges, mais aussi les régiments angevins y jouent un rôle important aux prix de lourdes pertes. Les offensives allemandes brisées, les deux camps consolident leurs positions. L'ère des tranchées (1915-1917) débute.



L'échec des offensives rend illusoire l'espoir de remporter une victoire rapide. Les armées enterrées, la guerre de position s'installe. En cinq mois, l'étendue des pertes humaines est sans précédent. La France compte 300 000 tués, 600 000 blessés et 200 000 hommes sont prisonniers. L'Allemagne a 675 000 hommes hors de combat (tués ou blessés).

Les régiments angevins en 1914



Les 4 bataillons (constitués en compagnies) du 6^e R.G., les escadrons de cavalerie du 25^e Dragons et les batteries d'artillerie du 33^e R.A.C sont affectés aux différentes divisions et corps d'armée présents sur le front.

Les régiments d'infanterie d'active : 135^e et 77^e - Les régiments d'infanterie de réserve : 335^e et 277^e - Les régiments d'infanterie territoriale : 71^e et 72^e

R.I Régiment d'infanterie

R.I.T Régiment d'infanterie territorial

R.G Régiment du génie

R.D Régiment de dragons

R.A.C Régiment d'artillerie de campagne

Cie Compagnie

135^e R.I

Août : Lorraine, Grand Couronné- Nancy (Meurthe-et-Moselle), Bièvre (Belgique), Faux (Ardennes) – **sept.** : Vert-la-Gravelle, marais de Saint-Gond Fère-Champenoise, Prosnès (Marne) – **oct. à déc.** : bataille de l'Yser et d'Ypres - Zonnebeke, Broodseinde, Menin, Zillebecke, Hooge (Belgique).

77^e R.I

Août : Nomeny, Landremont (Meurthe-et-Moselle) – **sept.** : Bièvre, Auboncourt, Rethel, Faux (Ardennes) – marais de Saint-Gond, château de Mondement, Fère-Champenoise, Bannes (Marne) – **oct. à déc.** : bataille de l'Yser et d'Ypres - Zonnebeke, Broodseinde, Menin, Zillebecke, Hooge (Belgique).

6^e R.G

Cie 9/1 - 17^e D.I Août : col de Bratte (Lorraine), Charleville, Rethel (Ardennes) Fère-Champenoise (Marne) – **sept.** : marais de Saint-Gond, Condé-sur-Marne -- **oct** : Prosnès, Thuisy (Marne) puis bataille de l'Yser et d'Ypres – Jielpe (Belgique) – **nov. à déc.** : Saint-Jean, Passchendaele (Belgique).

Cie 9/2 - 18^e D.I Août : Lorraine, Grand Couronné-(Nancy (Meurthe-et-Moselle) - Bièvre (Belgique), Charleville, Novy (Ardennes) – **sept** : Fère-Champenoise Condé-sur-Marne (Marne) – **oct** : Bacennes (Marne) -- **oct. à déc.** : bataille de l'Yser et d'Ypres – Zandworde, Polygone-Weld.

Cie 9/3 et 9/4- 9^e C.A. Août à sept. : Lorraine, Grand Couronné-Nancy, Mont-Toulon (Meurthe-et-Moselle) – **oct** : Bacennes, Prosnès (Marne)

Oct. à déc. : bataille de l'Yser et d'Ypres – Langemark, Zonnebeke, Veldhoek, canal de l'Yser, Zillebecke, Hooge (Belgique).

25^e R.D

Août : Longuyon (Meurthe-et-moselle), Marville (Meuse), Neufchâteau, Bièvre (Belgique), Rethel (Ardennes) – **sept.** : Mailly (Aube), Sommesous, Suippes (Marne) – **oct. à nov.** : bataille de l'Yser et d'Ypres - Saint-Eloi, Nordschotte, Langemark (Belgique) – **déc.** : St-Omer, Hesdin, Arras (Pas-de-Calais)

33^e R.A.C

Août : Lorraine, Grand Couronné -Nancy (Meurthe-et-Moselle) : 1^{er} et 2^e groupes, Champenoux, Erbéviller (Meurthe-et-Moselle) – 3^e groupe Bièvre (Belgique) Faux (Ardennes) – **sept.** : 1^e et 2^e groupes, Prosnès, Marais de Saint-Gond (Marne), 3^e groupe Bacennes, Prosnès, Les Marquises (Mame)

Oct. à déc. : bataille de l'Yser et d'Ypres. Le 33^e R.A.C est réuni : Zonnebeke, Passchendaele, Broodseinde, Saint-Eloi, Polygone-Weld.

335° R.I	Août : bataille de Mohrange, Nomény, Mont-Toulon (Meurthe-et Moselle) -- sept. : bataille de Lorraine - Grand Couronné – Nancy, Champenoux, Sainte-Genviève (Meurthe-et-Moselle) – oct. à déc. : Armaucourt, Pont-à-Mousson, Ajoncourt (Meurthe-et-Moselle).
277° R.I	Août : Nomény, Mont-Toulon (Meurthe-et-Moselle) -- sept. : bataille de Lorraine - Champenoux, cols de Sivry et de Bratte (Meurthe-et-Moselle) Oct. à déc. : Flirey, Bois de Jury (Meurthe-et-Moselle).
33° R.A.C	Un groupe du 33 ^e (3 batteries, 12 canons de 75 mm) forme avec un groupe du 20 ^e R.A.C et du 49 ^e R.A.C l'artillerie divisionnaire de la 59 ^e D.I. Voir plus haut le parcours des 335 ^e et 277 ^e R.I (Lorraine année 1914).
6° R.G	Cie 9/13, 9/19 et 9/24 – Compagnies divisionnaires de la 59 ^e D.I – voir plus haut le parcours des 335 ^e et 277 ^e R.I (Lorraine année 1914).
25° R.D	Deux escadrons (groupe A) forment la cavalerie de la 59 ^e D.I – voir plus haut le parcours des 335 ^e et 277 ^e R.I (Lorraine année 1914).
71° R.I.T	Août à déc. : régiment affecté à la défense du camp retranché de Paris : Zone Nord, Ecouen - Montmorency (Seine-et-Oise). Les deux régiments, 71° R.I.T et 72° R.I.T, appartiennent à la 86° division d'infanterie territoriale. A la 26 ^e D.I fin décembre
72° R.I.T	Août à déc. : régiment affecté à la défense du camp retranché de Paris : Zone Nord, Luzarches (Seine-et-Oise).
25° R.D	2 escadrons (groupe B) forment la cavalerie de la 86 ^e D.I. A la 26 ^e D.I fin décembre secteur de Creil et de Tilleloy (Somme).

Le 135^e régiment d'infanterie

Parmi les régiments en garnison à Angers en 1914, le plus emblématique est le 135^e R.I installé depuis 1904 dans la caserne bientôt nommée Desjardins. Le régiment quitte Angers le 5 août 1914 et sera plusieurs fois détruit, dès la fin août entre Lorraine et frontière belge, en Artois en septembre 1915, à Verdun en 1916, dans l'Aisne en 1917 et dans l'élan de la victoire sur la Somme en 1918. *Sources : J.P. Bois, (Archives d'Anjou no 19) - Historiques régimentaires (site : Mémoire des hommes).*

1914, un régiment éprouvé

Après avoir rejoint son point de concentration en Lorraine, le régiment franchit la Meuse et entre en Belgique où le premier affrontement avec les Allemands a lieu à Bièvre (23 août). Les pertes sont sévères (1 500 tués, blessés et disparus). La retraite commence avec des combats de retardement à Rethel et à Faux où le 135^e perd près de 1 100 hommes. Au sein de la IX^e armée (Foch), lors de la bataille de la Marne, à Vert-la-Gravelle, le régiment est de nouveau meurtri avec 670 pertes humaines dont le fils du colonel de Bazelaire.

Le 135^e reconstitué arrive le 23 octobre à Ypres et s'empare de Zonnebeke le 24. Positionné sur la ligne Hooge-Zillebeke, il tiendra courageusement les tranchées dans la boue, le froid et l'eau jusqu'à la fin de l'année.

1915, dans les tranchées en Flandre et en Artois

Au début de l'année, le régiment occupe des positions dans le secteur nord-est d'Ypres où se succèdent bombardements et combats d'avant-postes. Mis au repos le 24 mars, il reçoit pour mission la prise de Lizerne dans le cadre de la seconde bataille d'Ypres. Engagé dès le 25 avril, les pertes sont considérables. La division marocaine arrivée en renfort, permet d'occuper la première ligne de tranchées allemandes. Relevé en mai, le régiment revient vers Arras dans le secteur de Berthonval-Neuville-Saint-Vaast où les opérations continuent jusqu'à fin juin. Deux mois de repos à Lisbourg et Corbie précèdent un mois de septembre marqué par les combats de la troisième bataille d'Artois. Le 25 septembre, à Agny le régiment perd plus de 1200 hommes. En octobre, le 135^e retrouve l'ensemble du 9^e corps d'armée dans le secteur de Loos, aux côtés des Britanniques.

1916, de l'Artois à Verdun et à la Somme

En janvier le régiment tient le secteur Hooge-Zillebecke (Belgique) puis après une période d'instructions à Saint-Riquier (Somme) occupe les tranchées au Bois en Hache (entre Souchez et Angres) et à Aix-Noulette (Pas-de-Calais). Il participe aux combats de Givenchy-en-Gohelle (Pas-de-Calais). L'occupation de la cote 109 à Souchez est suivie d'une période de repos à Berck. Mi-avril le régiment part pour Verdun. Jusqu'au 10 mai, à la cote 304, au Bois Camard, à Avocourt il subit mais résiste aux attaques allemandes, perdant 1 000 hommes. Relevé le 10 mai et après 20 jours de repos, il monte en secteur à la butte de Souain (Champagne). En octobre, les opérations dans la Somme se poursuivant, le 135^e doit s'emparer à Sailly-Saillisel de la tranchée de Bukovine aux côtés du 77^e R.I. C'est un échec sensible. Le régiment sera encore engagé en novembre et décembre à Morval et à Bouchavesnes. De nombreuses décorations et citations (259), dont huit à l'ordre de l'armée et du corps d'armée, récompensent le régiment.

1917, une année défensive

Début janvier, le régiment passe à la 152^e division se séparant du 77^e R.I et de la 18^e division. A compter de cette date, pendant quelques mois, il semble épargné, le plus souvent au repos, dans ses cantonnements, occupé à des exercices, travaux divers et patrouilles. Au mois d'avril (offensive Nivelles) il relève dans le secteur de Courcy, près de Reims, le 2^e régiment russe et tente, sans succès, de franchir le canal de l'Aisne à la Marne. En septembre, le 152^e D.I passe dans le secteur de Lunéville, le 135^e prend les lignes autour de Domjevin et de la forêt de Parroy où il termine l'année dans une position défensive.

1918, de Lunéville à la Somme et vers la victoire

Après un premier trimestre dans la région de Saffais, Rosières-aux-Salines, Réméréville et Baccarat (Meurthe-et-Moselle) les offensives allemandes de printemps mobilisent la 152^e division et le 135^e en avant d'une ligne Morainvillers-Maignelay (Oise). Il tient ensuite victorieusement le secteur d'Esclainvillers et de Grivesnes jusqu'au 30 mai. Le 27 mai, les Allemands, déclenchent l'opération Blücher qui les porte sur la Marne. Le 135^e livre de terribles combats à Cuvilly et Méry (Oise) et perd 480 hommes. En juillet, le régiment s'illustre à Aubvillers puis en août, à Davenescourt. A partir du 3 septembre, c'est le dernier grand mouvement du 135^e poussé en avant à la poursuite des Allemands qui reculent pied à pied. Les combats se poursuivent jusqu'au 6 novembre (Hannapes-Aisne). Envoyé en Lorraine le 10 décembre (Sarreguemines), le régiment passe en Sarre dans les troupes d'occupation jusqu'au 30 juin 1919. Son drapeau porte, cousues en lettres d'or dans ses plis, les inscriptions suivantes : Sain-Gond 1914, Verdun 1916, Montdidier 1918, Saint-Quentin 1918.

UNIFORME

Fantassin allemand de 1914



1: CASQUE À POINTE en cuir bouilli et son couvre-casque ; 2: LIVRE DE PRIÈRES ; 3: PANTALON 1910 ; 4: TUNIQUE de sous-officier, modèle 1910 ; 5: BRETELLE de suspension en toile ; 6: CEINTURON, modèle 1895 à plaque prussienne ; 7: CARTOUCIÈRE, modèle 1909 ; 8: BAÏONNETTE, modèle 1898 ; 9: BÊCHE, modèle 1874 et son étui en cuir ; 10: MUSETTE À PAIN, modèle 1887 ; 11: BIDON de 80 cl, modèle 1910 ; 12: GRENADE, modèle 1914 ; 13: BOTTES, modèle 1866 ; 14: FUSIL, modèle 1898 ; 15: PLAQUE D'IDENTITÉ, modèle postérieur à l'entrée en guerre.

UNIFORME

Fantassin français de 1914



1: KÉPI, modèle 1884; 2: CAPOTE, modèle 1877 en draps de laine gris de fer bleuté, le chiffre du régiment est porté sur le collet; 3: CRAVATE, rectangle de coton «bleu marin»; 4: PANTALON, dit garance, modèle 1867; 5: JAMBIÈRES, adoptées en 1912; 6: BRODEQUINS cloutés, modèle 1912; 7: FUSIL, dit Lebel, modèle 1886; 8: ÉPÉE-BAÏONNETTE, modèle 1886; 9: CARTOUCHIÈRE, modèle 1888; 10: MUSETTE en toile de lin; 11: BIDON de 1 litre recouvert de drap; 12: QUART en fer de 25 cl.

LA GUERRE SUR LE FRONT OUEST 1915-1916

1915 - La guerre de position

De la mer du Nord aux Vosges s'étend un réseau continu de tranchées ou les armées s'affrontent dans un nouveau type de guerre. Après l'échec de l'offensive contre la France, l'Allemagne révisé sa stratégie militaire : contenir les Français et les Anglais à l'Ouest et engager une offensive générale et définitive sur le front Est, afin de contraindre la Russie à la paix. Les alliés, Joffre et French, longtemps persuadés que la seule solution est la percée du front, déclenchent ainsi, tout au long de l'année, une série d'attaques, à des échelles locales (Vosges, Argonne) ou massives (Champagne, Artois), sur différents fronts.

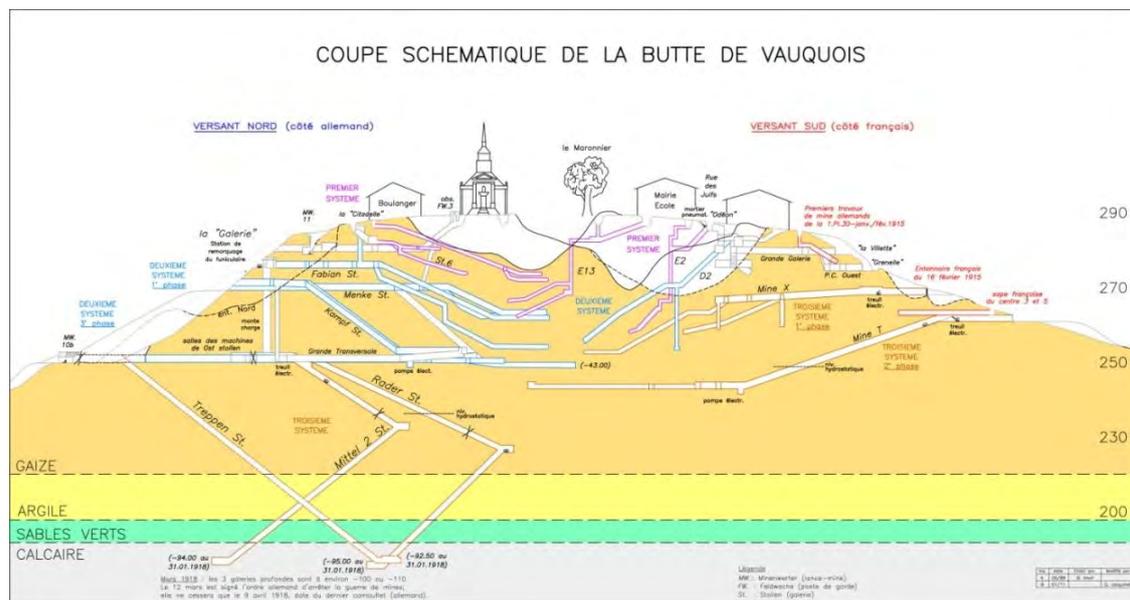
En ce début de l'hiver 1914-1915, les combats se déroulent,

En Artois (1^{ère} bataille d'Artois), en décembre 1914, pour le contrôle de Notre-Dame-de-Lorette et Vimy.

En Champagne, (1^{ère} bataille) dès le mois de décembre dans les secteurs de Perthes-lès-Hurlus et Souain.

En Argonne-Meuse, de novembre 1914 à juillet 1915 (guerre des mines - Butte de Vauquois).

Sur le front Vosges-Alsace, de décembre 1914 à décembre 1915, pour la conquête des crêtes vosgiennes (Hartmannwillerkopf, Tête des Faux) et des vallées (Le Linge).



1- La bataille de Crouy (nord de Soissons) en janvier

Déclenchée le 8 janvier, l'offensive française échoue. Les Français sont refoulés sur la rive sud de l'Aisne lors d'une semaine sanglante.

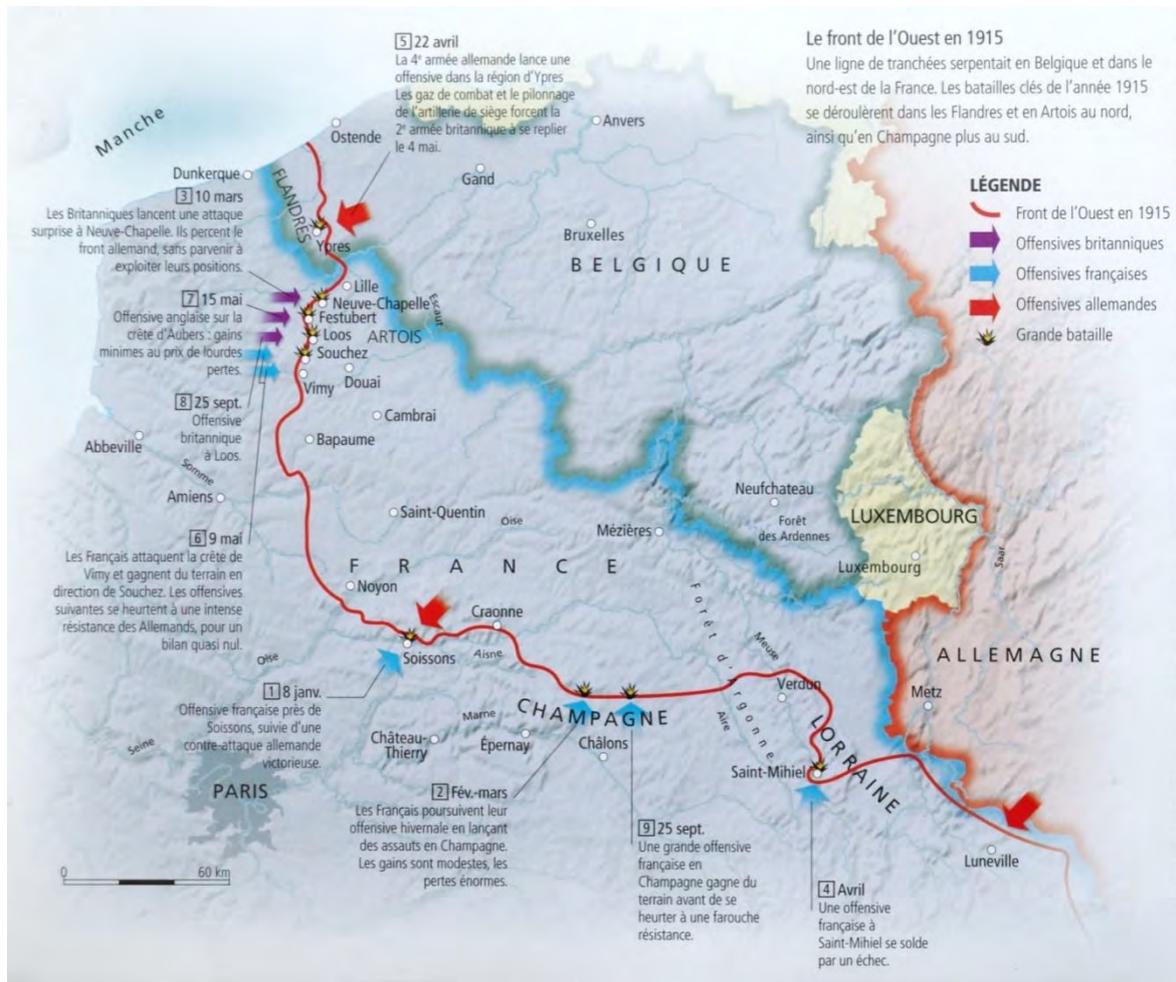
2- La bataille de Champagne se poursuit en février et mars

L'offensive débute le 16 février à l'est de Reims, entre Souain et Massiges. Après quelques progrès, l'attaque est stoppée et les nouvelles offensives françaises lancées quotidiennement à partir du 13 mars, ne parviennent pas à percer le front.

3- La bataille de Neuve-Chapelle en mars

Première attaque à grande échelle de l'armée britannique (40 000 hommes) sur un front de 3km, lancée le 10 mars. Après une progression rapide de 2 km en profondeur, au prix de 11 000 tués et blessés, les Allemands rameutent des renforts et enravent l'offensive.

Carte des opérations en 1915



4- La bataille de la Woëvre (17 février - 5 avril) Plaine de la Meuse (Nord de Verdun-Neufchâteau)



En 1914 les Allemands ont conquis un saillant à Saint-Mihiel, bloquant la voie ferrée Verdun - Commercy. Les combats (Crête des Éparges, Bois le Prêtre) se déroulent dans des conditions extrêmement difficiles et sans gains significatifs.

† **Goujon Aimé** à Norroy (Meurthe-et-Moselle) -- **Ménard Louis** à l'hôpital de Lunéville (Meurthe-et-Moselle) -- **Besson Auguste** à bord du croiseur Léon Gambetta

Tranchées dans la forêt de Bois Le Prêtre

5- La seconde bataille d'Ypres (22 avril – 25 mai)

Les Allemands prennent l'initiative d'une offensive sur Ypres et utilisent, pour la première fois des gaz de combats toxiques (chlore). Le 25 mai, la bataille s'achève pour se transformer en guerre des mines. Les Allemands n'ont conquis que peu de terrain et n'atteignent pas l'objectif fixé : Ypres reste aux mains des Britanniques.

† **Bodron Charles** à Lizerne (Belgique) -- **Mélan Gaston** à l'hôpital de Châtellerault (Vienne)

Afin de provoquer la rupture du front et de soulager le front russe, Joffre décide de lancer de grandes offensives en liaison avec les Britanniques.

6-7 La seconde bataille d'Artois (3 mai - 30 juin)

L'attaque principale porte sur les crêtes de Vimy et de Notre-Dame-de-Lorette, l'éperon nord de Souchez. L'offensive française est un échec, sans résultat stratégique majeur.

Si les villages de Carency et d'Ablain-Saint-Nazaire ainsi que le plateau de Lorette ont été pris, la crête de Vimy et le contrôle de la plaine minière restent dans les mains des Allemands.

† **Aloppé Charles** à Neuville-Saint-Vaast (Pas-de-Calais) -- **Macé Gustave** à Acq (Pas-de-Calais)

8- La troisième bataille d'Artois (15 septembre - 4 novembre)

En août, Joffre décide d'une offensive générale en Champagne et en Artois. Le front principal est en Champagne, l'offensive secondaire, en Artois, en direction de Lens, les Anglais sont chargés du secteur de Loos-en-Gohelle. La X^e armée Foch progresse de 2 km sur une ligne de 9 km, (48 000 tués, blessés et prisonniers).

† **Béduneau Joseph** à Agny (Pas-de-Calais) -- **Hobé Louis** à Agny (Pas-de-Calais)

9- La seconde bataille de Champagne (22 septembre - 9 octobre)

Sur un secteur de 25 kilomètres en Champagne, à l'est de Reims, entre Aubérive et Ville-sur-Tourbe, Joffre aligne les IV^e (Langle de Cary) et II^e (Pétain) armées, soit 8 corps d'armée et 2 corps de cavalerie. Surprise et inférieure en nombre, mais solidement retranchée, la III^e armée allemande résiste et les renforts enrayent la progression française (4 km). C'est un échec chèrement payé (28 000 tués).

† **Loire Ernest** à la tranchée des Tantes (Marne) -- **Macault Jean-Baptiste** à Tahure/Le Ménil-lès-Hurlus (Marne)



1916 - La guerre d'usure

L'année 1915 s'achève sans apporter les succès escomptés. A la conférence interalliée de Chantilly, en décembre 1915, Joffre et Haig, qui remplace French, estiment la victoire possible en 1916, à condition que les alliés attaquent ensemble. En février 1916, il est convenu qu'une offensive commune aura lieu sur la Somme. Le plan est élaboré par Foch. Une instruction en fixe la date au 1^{er} juillet.

† **Georges Joseph** au Bois en Hache (Pas-de-Calais)

L'offensive allemande à Verdun

En 1915, la percée à l'ouest semblant impossible et les victoires en Russie et Serbie s'avérant non décisives, Falkenhayn, chef d'Etat-major allemand, prépare une offensive qui userait définitivement l'armée française déjà affaiblie (600 000 tués en 1914-1915).

Le choix se porte sur Verdun, peu défendue et bien desservie en voies de communications : soit on s'en emparerait et le succès moral serait énorme, soit les forces françaises seraient saignées à mort.



FRANCE LES FORCES EN

LE CASQUE

Le modèle Adrian (du nom de son concepteur, le sous-intendant Adrian) se compose d'une bombe en tôle, d'une courte visière et d'un couvre-noque.

L'ÉQUIPEMENT

Le hiversac, dit « à la carreau », contient une couverture et des effets personnels. Au-dessous trône invariablement la gamelle individuelle, inclinée vers l'arrière pour permettre le tir couché. Le sac en bandoulière contient, lui, des objets personnels.

L'ARMEMENT

Robuste, précis, très apprécié des soldats, le fusil Lebel avec son chargeur de huit cartouches est prolongé par une « Risale », longue et fine baïonnette à la lame cruciforme.

LE MASQUE À GAZ

Il évolue tout au long de la guerre. On voit ici le modèle ARS (Appareil respiratoire spécial), le plus performant, mis en place à la fin du conflit.

LA TENUE

Le poilu français est vêtu d'une capote « modèle Poiret », en drap bleu horizon, et d'un pantalon de même couleur, s'arrêtant aux genoux et fermé par des lacets.

LES CHAUSSURES

Les brodequins associés aux bandes molletières furent préférés aux bottes que les soldats perdaient facilement en terrain boueux.



LES COMBATTANTS Des troupes en nombre à peu près

Grâce au système de rotation mis en place par Pétain, 70 % des soldats de l'armée française ont été mobilisés à Verdun.



L'ARTILLERIE Un avantage numérique et technologique

Moins nombreuse, l'artillerie légère, grâce au canon de 75 mm, a pourtant une cadence de feu plus importante que celle de l'ennemi.



LE NOMBRE D'OBUS Deux tactiques opposées : un feu

Choisissant un tir rapide (un coup par minute), un régiment envoie au maximum 3 200 obus en une semaine sur l'ennemi.



L'AVIATION Les as de la chasse française se sont battus

En février 1916, l'état-major ne compte que quatre escadrilles d'observation et de photo aérienne et qu'une seule de combat.



LE BILAN DES PERTES HUMAINES Plus de 700 000 victimes,

Les nombres de tués et de blessés sont sensiblement similaires dans les deux armées : les affrontements de février et de mars 1916 sont toutefois les plus meurtriers.



PRÉSENCE ALLEMAGNE

égal mais plus fraîches côté français



Côté allemand, ce sont pour l'essentiel les mêmes corps d'armée qui ont combattu pendant toute la durée de la bataille.

pour les batteries du Reich



L'armée possède davantage de canons lourds : performants et plus récents, ils tirent plus vite et plus loin (5 à 6 km de plus).

intensif contre un pilonnage méthodique



Le marmitage systématique fait pleuvoir en moyenne 100 000 projectiles par jour sur les lignes françaises.

à un contre quatre



Le 21 février 1916, l'armée allemande aligne à Verdun une flotte de 280 appareils, dont 40 redoutables chasseurs Fokker.

dont 80 % causées par l'artillerie



Après dix mois de combats, chaque camp revient à la position initiale, de début 1916. Les historiens considèrent que le résultat militaire de la bataille de Verdun fut nul.

LE CASQUE

Le Stahlhelm (casque) en acier, plus adapté que le casque à pointe fait de cuir bouilli, fut distribué pour la première fois à Verdun.

L'ÉQUIPEMENT

Le havresac contient des vivres, des effets de rechange et un nécessaire de toilette. On y fixe gamelle, capote, toile de tente, outil individuel. Le ceinturon porte les cartouchières, un poignard ou des grenades.

L'ARMEMENT

Le fusil Muser Gewehr 98 est doté d'une baïonnette à lame à double tranchant. Conçue à l'été 1916, la grenade à manche (Stielhandgranate), étanche à la boue, sera une des armes principales dans les tranchées.

LE MASQUE À GAZ

Plus avancés que les Français en matière de guerre chimique, les soldats sont équipés de Gummimaske (masque en caoutchouc) et de deux cartouches filtrantes de rechange.

LA TENUE

La Feldbluse, vareuse en drap gris vert foncé (Feldgrün) est fermée par des boutons dissimulés sous une patte. Veste et pantalon étaient dépourvus de liseré pour plus de discrétion.

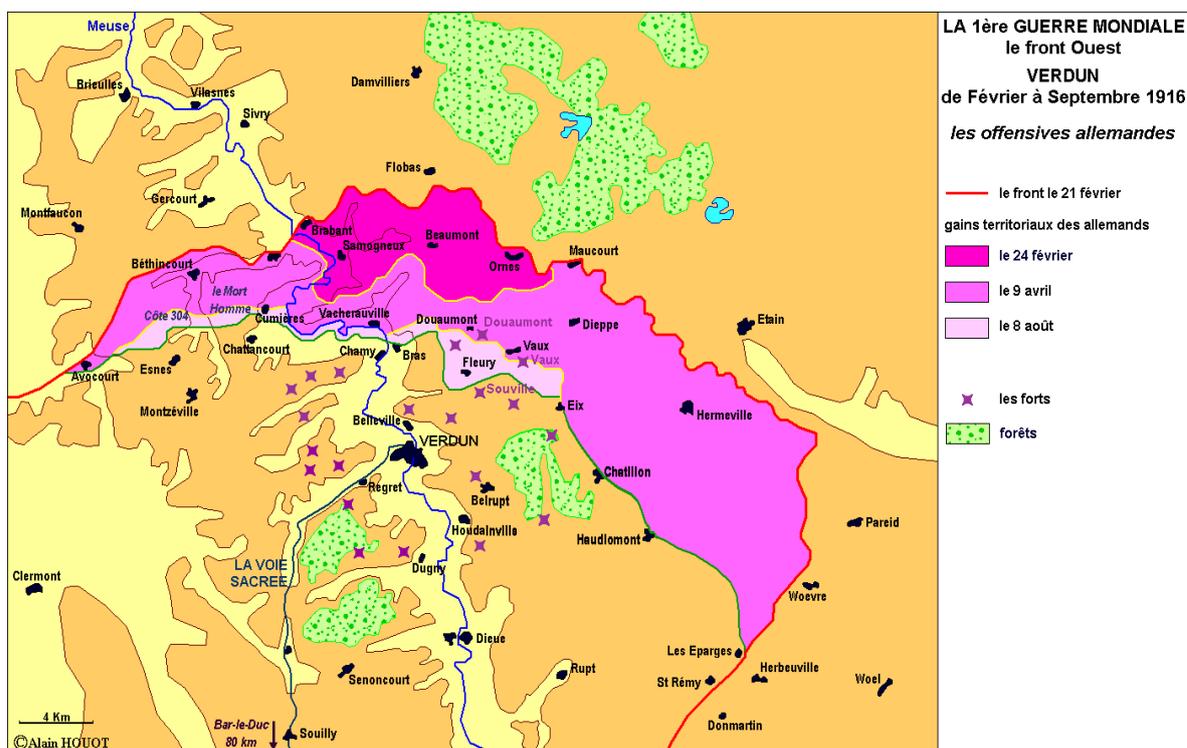
LES CHAUSSURES

Les bottes en cuir seront remplacées par des brodequins et des molletières pour les mêmes raisons que les troupes françaises.



Les offensives allemandes de février à septembre 1916

Le 21 février, plus de 1 200 pièces d'artillerie tonnent sur la rive droite de la Meuse préparant l'attaque de l'infanterie allemande entre Brabant et Ornes. Débute alors pour les combattants un enfer quotidien, une guerre de petits groupes où les soldats, dans les trous d'obus, accablés par les bombardements, les gaz, et les lance-flammes, résisteront bien au-delà de tout ce qui semblait imaginable. Pétain, qui commande du 26 février au 19 avril (remplacé à cette date par Nivelle) organise la défense. Verdun sera défendu coûte que coûte.



Vaux, Douaumont, Souville, Fleury, Avocourt, le bois Camard, le bois des Caures, la côte du Poivre, le Mort-Homme, la cote 304 sont autant de lieux passés à la postérité et qui seront le tombeau de près de 300 000 combattants. Grâce à l'héroïsme des Français, les attaques allemandes sont contenues jusqu'en juillet. La rive gauche tient (la cote 304 reste aux Français) ; sur la rive droite, le 12 juillet, ultime effort, les Allemands échouent devant Souville. La reconquête débute en septembre et en décembre, après dix mois de lutte acharnée, l'ennemi est repoussé sur les positions qu'il occupait en février. La bataille se poursuivra en 1917.

† **Guillet Emile** à Esnes (Meuse) -- **Placé Eugène** à Vaux devant Damloup (Meuse)
- **Frémy Henri** à Fleury (Meuse)



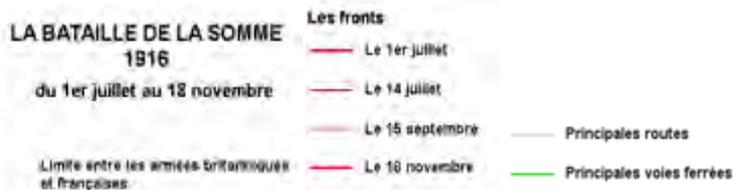
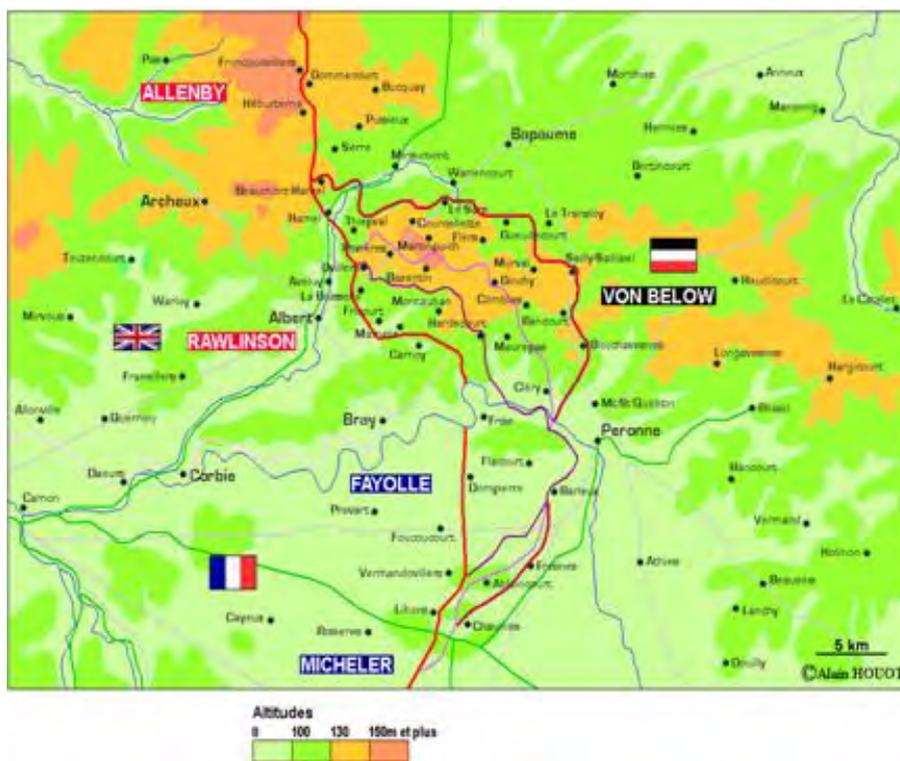
*De retour de Verdun, des fantassins font une halte, route de Saint-Méhould en juillet 1916.
Collection particulière.*



Tirailleurs sénégalais montant à Verdun. Musée de la Grande Guerre de Meaux.

Guerre d'usure dans la Somme (1^{er} juillet - 18 novembre)

Maintenue malgré Verdun, cette offensive minutieusement préparée devait être dans l'esprit de Joffre et de Haig, une nouvelle version de la percée. Cependant, elle se transformera assez vite en une véritable guerre d'usure sur un front de 40 km.



Les Britanniques supportent l'essentiel de l'offensive, les Français (VI^e armée, Fayolle et X^e, Micheler) occupant le sud du dispositif. L'assaut est donné le 1^{er} juillet. C'est un désastre pour les Britanniques (20 000 tués) ; les Français atteignent leurs objectifs (plateau de Flaucourt) sans pertes excessives. Les Allemands se ressaisissent à partir du 20 juillet ; la guerre d'usure s'installe. En septembre, une nouvelle offensive, avec l'appoint des premiers chars anglais Mark I, repoussent les Allemands. Bientôt sous la pluie et dans la boue tout s'enlise et Haig stoppe l'offensive.

En cinq mois, si les Alliés ont progressé de 12 km au nord de la Somme et de 8 km au sud la percée n'a pas eu lieu. Aucun des objectifs principaux, Bapaume et Péronne, n'est atteint. Les pertes humaines sont sans commune mesure avec les gains territoriaux. (440 000 tués dont 67 000 Français, 600 000 blessés).

† **Gélineau Jean-Marie** à Etinehem (Somme) -- **Pommereau Henri** à Sailly-Saillisel (Somme) -- **Portier Pierre** à Morval (Somme) -- **Fillon Jules** à Beaucouzé (Maine-et-Loire) -- **Houdebine Pierre** à Beaucouzé (Maine-et-Loire)

Les régiments angevins en 1915



Les 4 bataillons (constitués en compagnies) du 6^e R.G., les escadrons de cavalerie du 33^e R.A.C sont affectés aux différentes divisions et corps d'armée présents sur le front.
Les régiments d'infanterie d'active : 135^e et 77^e - Les régiments d'infanterie de réserve : 335^e et 277^e - Les régiments d'infanterie territoriale : 71^e et 72^e

R.I Régiment d'infanterie
R.I.T Régiment d'infanterie territorial
R.G Régiment du génie
R.D Régiment de dragons
R.A.C Régiment d'artillerie de campagne
Cie Compagnie

135^e R.I

Janvier au 20 fév. : secteur nord-est d'Ypres (Hooge-Zillebecke) – **24 fév.-mars** : repos / instruction, Houtkerque, Zeggerts-Cappel (Nord) puis Cléty, Neuville
Avril : 2^e bataille d'Ypres : Steenstrate, Lizerne (Belgique) -- **mai** : 2^e bataille d'Artois : ferme de Berthonval – **juin** : Neuville-St-Vaast (Pas-de-Calais)
Juillet et août : repos et entraînement à Lisbourg (Pas-de-Calais) – **sept.** : 3^e bataille d'Artois, Agny (Pas-de-Calais) – **oct. à déc.** : secteur de Loos (Nord).

77^e R.I

Janvier à avril : secteur nord-est d'Ypres (Hooge-Zillebecke) – **23 mars au 23 avril** : repos / instruction, Doullens (Somme), – **fin avril** : 2^e bataille d'Ypres L'Yperlée (Belgique) – **mai** : 2^e bataille d'Artois : cote 123, Neuville-St-Vaast – **juin** : cote 140, Bois et ferme de la Folie (Pas-de-Calais) –
Sept. : 3^e bataille d'Artois, Agny (Pas-de-Calais) – **oct. à déc.** : secteur de Loos (Nord).

6^e R.G

Cie 9/1 et 9/51 (oct.) - 17^e D.I - Janvier à mars : Saint-Jean, Passchendaele (Belgique) – **avril** : Anzin, Roclincourt (Pas-de-Calais), guerre des mines
Mai : Noeux-les-Mines (Pas-de-Calais) – **juin** : Neuville-Saint-Vaast (Pas-de-Calais) – **juillet à août** : Lyhons-Méhaucourt (Somme) – **sept** ; ; Baumetz (Pas-de-Calais) -- **Oct. à déc** : Loos (Nord).
Cie 9/2 et 9/52 (oct.) - 18^e D.I Janvier à mars : opérations dans la région d'Ypres, Zandworde, Hérentage, Polygone Weld (Belgique) – **avril** : Arras
Mai à juillet : Steenstrate, Ligennes (Belgique), Mont-Saint-Eloi, La Targette (Pas-de-Calais) -- **août** : Frise, Dampierre (Nord) –
Sept. à déc. : Agny, secteur sud d'Arras (Pas-de-Calais).
Cies 9/3 et 9/4 - 9^e C.A - Janvier à avril : Arras, Frévent, Roclincourt, (P.de-C.) guerre des mines, Anzin, (Nord) – **mai** : attaque de Loos (Nord) avec le 14^e R.I
Juin : Neuville-St-Vaast, Mont-St-Eloi (P.de-C.) – **août** : Fontaine-les-Cappy (Somme) – **sept.** : Wailly, Blairville (Pas-de-Calais) – **oct. à déc.** : Noeux-les-Mines.

25^e R.D

Janvier : Compiègne (instruction) – **février à avril au 13^e C.A, Roye (Somme) – mai et juin** : seconde bataille d'Artois – **juillet et août** : Alsace, Burnhaupt (Haut-Rhin) – **sept.** : Champagne, Somme-Tourbe, Souain (Marne) – **oct** : Tahure (Marne) – **nov. et déc.** : Villacourt, Lunéville, forêt de Parroy (M.-et-Moselle).

33^e R.A.C

Janvier à avril : secteur nord-est d'Ypres (Hooge-Zillebecke) -- 2^e bataille d'Ypres ; **fin avril** : Steenstrate, Woesten, l'Yperlée -- **mai** : 2^e bataille d'Artois : Notre-Dame-de-Lorette, Thélus, la Folie, Berthonval -- **juin** : cote 140, Bois et ferme de la Folie (Pas-de-Calais), ferme de Berthonval -- **sept.** : 3^e bataille d'Artois, Achicourt, Grenay (P.Calais) – **oct.** : le régiment fractionné est à la 17^e et 152^e D.I – **nov.** : regroupement du régiment dans le secteur de Loos (Nord).

- 335° R.I** Front entre Pont-à-Mousson et Château-Salins : **Janvier** : Nomény, Abaucourt – **fév.** ; Signal de Xon (Meurthe-et-Moselle) – **mai et juin** : en réserve à Sivry et au col de Bratte – **août et sept.** : Ajoncourt, Jeandelaincourt, Chambille – **oct.** : Domjevin, Bois des Cent écus, Reillon – **nov. et déc.** : cantonnement à Sivry et Bratte
- 277° R.I** Front entre Pont-à-Mousson et Château-Salins : **Janvier à mi-février** : Firley, Bois de Jury (Meurthe-et-Moselle) – **février** : Combats de Xon et Nomény (Meurthe-et-Moselle) – **mars à sept.** : occupation du secteur de Xon et Norroy – **oct.** : Reillon – **nov. à déc.** : Signal de Xon.
- 33° R.A.C** Un groupe du 33° (3 batteries, 12 canons de 75 mm) forme avec un groupe du 20° R.A.C et du 49° R.A.C l'artillerie divisionnaire de la 59° D.I. Voir plus haut le parcours des 335° et 277° R.I. **Groupe territorial du 33° R.A.C** : création en mars, participe à la 2° bataille de Champagne.
- 6° R.G** **Cie 9/13, 9/19 et 9/24** – Compagnies divisionnaires de la 59° D.I – voir plus haut le parcours des 335° et 277° R.I.
- 25° R.D** Deux escadrons (**groupe A**) forment la cavalerie de la 59° D.I – voir le 335° et le 277° R.I – **Août à déc.** : occupation de tranchées à Arraye-sur-Seille (août à oct), à Chenicourt-sur-Seille (nov. à déc.) M.et-Moselle. **5/1/1916- Dissolution du groupe** : les cavaliers les plus âgés vers l'artillerie, les autres à la 39° D.I.
- 71° R.I.T** **Janvier à mars** : à la 26° D.I – Tilloloy, Beuvraignes (Somme) – **avril à août** : au 13° C.A et à la 49° brigade ; amalgamé à divers régiments, Chevincourt (Oise) – **juillet** : **Affecté au 13° C.A** ; Ribécourt, Mélicoq (Oise) – **nov. à déc.** : retour à la 26° D.I, Tilloloy (Somme).
- 25° R.D** 2 escadrons (**groupe B**) à la 26° D.I : **Janv à juin** : Erches, Tilloloy, Beuvraignes (Somme). **Mi-juin** à la 120° D.I **Dissolution du groupe de cavalerie en novembre.**
- 72° R.I.T** **Janv. à déc.** : secteur de Lassigny, Bois de Thiescourt, Belval, carrière du Chauffour (Oise)
Affecté au 13° C.A

Les régiments angevins en 1916

- 135° R.I** **Janvier** : repos / instruction: St-Pol, camp de Ruquier (Pas-de-Calais) – **fév.** : Bois en Hache, Givenchy (P.de.C) – **mars** Souchez (P.de.C.), Berck (repos)
Avril : St-Ménéhould (Marne), **21 avril au 10 mai** : Verdun : cote 241, Favry, Bois Camard – **juin à août** : Suippes, butte de Souain (Marne) – **sept.** : camp de Mailly (Aube) – **oct.** : La Somme : Combles, Morval, Sailly-Saillisel – **nov.** : Morval, Le Transloy – **déc.** : Bouchavesnes.
- 77° R.I** **Janvier** : secteur de Loos (Nord) – **1^{er} fév. au 20** : instructions, Noyelles-en-Chaussée (Somme), Bois en Hache (P.de.C) – **mars** : repos, Merlimont, Verton, Berck – **avril** : Verdun, Jubécourt, Esnes, cote 304, Avocourt jusqu'au 10 mai. – **mai à août** : Champagne, Butte de Souain (Marne) – **sept.** : instruction au Camp de Mailly (Marne) – **oct.** : la Somme, Combles, Sailly-Saillisel – **nov. à déc.** : Bouchavesnes.(Somme).

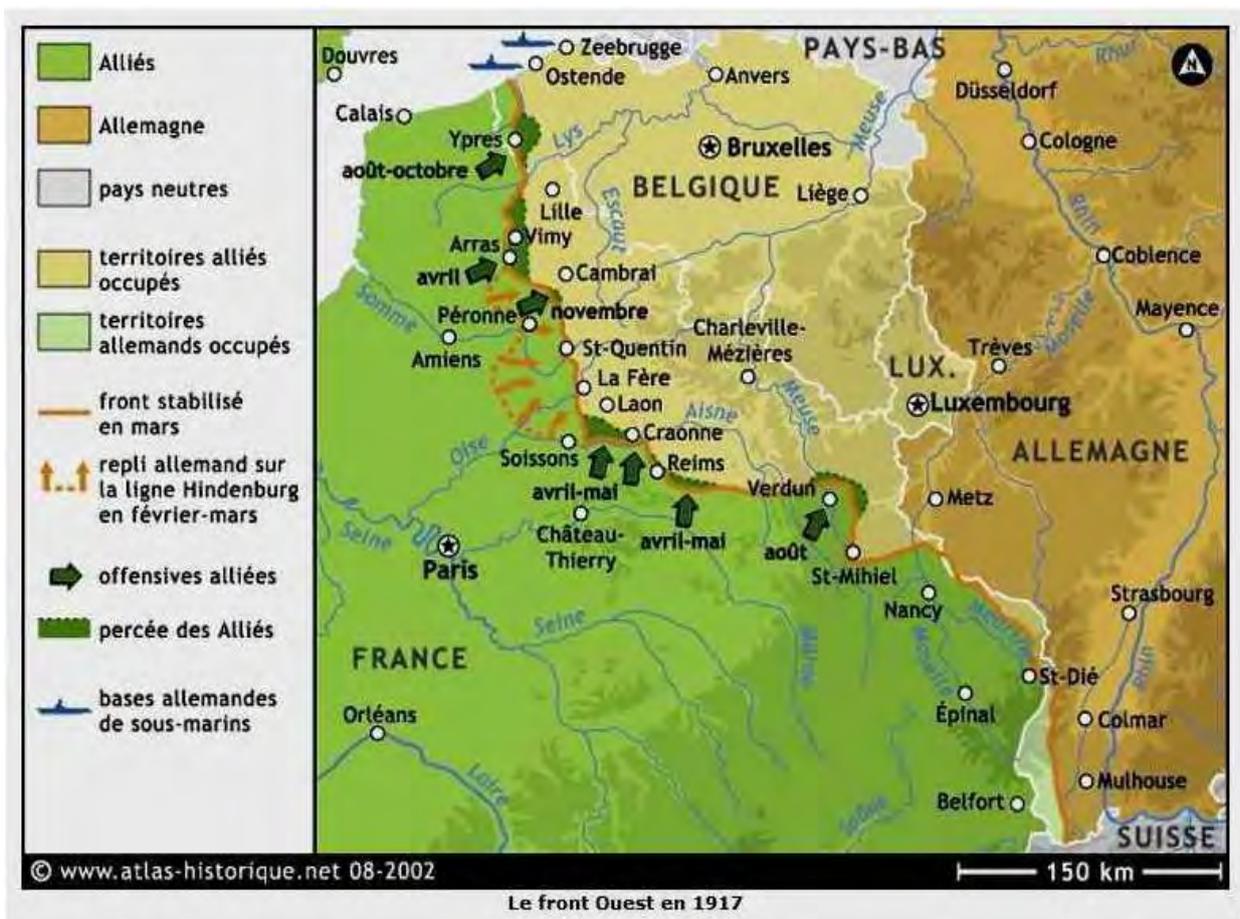
- 6° R.G**
Cie 9/1 et 9/51 - 17° D.I Janvier : Pernes (P.de C.) repos – fév. au 15 mars : Givenchy (P.de C.) mars, avril : relève : Bergues (Nord) – avril, mai : Verdun, cote 304, Esnes – juin à mi-sept. : Champagne, fin sept. : camp de Mailly (Aube) – oct. à déc. : la Somme, Maurepas, Combles, fin décembre : Cléry (Somme).
Cie 9/2 et 9/52- 18° D.I Janvier à mars : Loos, Aix-Noulette (P. de C.) – avril à mi-mai Verdun, cote 304 – juin à août : Champagne- Suippes, Souain (Marne)
 Sept. à déc. : la Somme : sept. à oct. : Combles, Maurepas – nov. : Morval, Combles – déc. : Bouchavesnes.
Cie 9/3 et 9/4- 9° C.A Janvier au 17 fév. : Loos, Souchez, Aix-Noulette (P.de C.) – fév. à mars : Neuville-St-Vaast (P.de C.) -- 20 avril/ 20 mai : Verdun, cote 304 Esnes – juin à août : Champagne, Suippes (Marne) – sept. camp de Mailly (Aube) – oct. à déc. : la Somme – Maurepas, Combles, Morval, Frise (Somme).
- 25° R.D**
Janvier à avril : forêt de Parroy (Meurthe-et-Moselle) – mai : Tantouville (Meurthe-et-Moselle) – juin à août : Cauroy (Ardennes), Pontavert (Aisne)
9 sept. : séparation en deux demi-régiments. Le premier est affecté à la 22° D.I – sept. et oct. : instructions camp de Dravégnv (Aisne), repos à St-Dizier, Vavincourt (Haute-Marne) – nov et déc : Verdun, Vaux. Le second est affecté à la 69° D.I – sept. à nov. : Pontavert (Aisne) – déc. : à la 30° et à la 158° D.I Troyon, Soupir (Meuse).
- 33° R.A.C**
Janvier : camp de Saint-Riquier (Somme) – fév. à mi-avril : Calonne, Givenchy (Pas-de-Calais), repos à Berck, Boves (Somme) – avril : Verdun, Esnes, Avocourt, Bois Camard, cote 304 – juin à sept. : Champagne, Suippes (Marne) – oct. et nov. : la Somme, Maricourt, Combles, Saily-Sailliel, tranchée de Bukovine – déc. : Aumale (Seine-Maritime) repos, fin décembre : Bouchavesnes (Somme).
- 335° R.I**
Janvier à fév. : Xon, (Meurthe-et-Moselle), Norroy (Moselle), Hémainville – 27 fév. au 8 avril : Verdun en second ligne, Souville, Fleury -- avril : camp de Saffais (Meurthe-et-Moselle) – mai à sept. : Arracourt, Bezange (Meurthe-et-Moselle), Vaudrecourt, (Haute-Marne) – oct. : Camp d'Arches (Vosges) – Déc. : Vassy, fin déc. : Verdun, Fleury, Bois du Chapitre.
- 277° R.I**
Janvier à mi-fév. : Chambille, Ajoncourt, Armancourt (Meurthe-et-Moselle) – 27 fév. au 7 avril Verdun, Tavannes – avril et mai : Athienville (Meurthe-et-Moselle)
Juin à sept. : Champenoux (Meurthe-et-Moselle) – oct. et nov. : camp d'Arches (Vosges) - instruction – déc. : en réserve puis à Verdun le 27 décembre.
- 33° R.A.C**
 Un groupe du 33° (3 batteries, 12 canons de 75 mm) forme avec un groupe du 20° R.A.C et du 49° R.A.C l'artillerie divisionnaire de la 59° D.I.
 Voir plus haut le parcours des 335° et 277° R.I (Lorraine année 1914). **Groupe territorial : 1 groupe du 33° et 2 groupes du 44° R.A.C forment en janvier l'artillerie divisionnaire de la 124° D.I : mai et juin : Verdun, Damloup, Bois de Cumières -- juil. à oct. : Champagne, Main de Massiges, Souain (Marne).**
- 6° R.G**
Cie 9/13, 9/19 et 9/24 – Compagnies divisionnaires de la 59° D.I – voir plus haut le parcours des 335° et 277° R.I.
- 71° R.I.T**
Janvier à fév. : Tilloloy (Somme) – mars : Verdun, Vaux, ouvrage de la Laurée, fort de Tavannes – avril à nov. : Vic-sur-Aisne (Aisne), Moulin-sous-Touvent, La Falaise (Oise) – déc. : Meaux (Seine-et-Marne).
- 72° R.I.T**
Janvier à fév. : Lassigny (Oise) – Mars à mi-avril : Verdun, Bois Bourrus, le Mort-Homme, cote 304 – mai à nov. : Ambleny, Fontenoy (Aisne)
 Déc. : Compiègne (Oise).

LA GUERRE SUR LE FRONT OUEST 1917-1918

1917 - L'année incertaine

En janvier 1917, l'issue de la guerre semble encore lointaine. Les alliés, incapables de briser les fronts ennemis, s'attachent à renforcer le blocus maritime et préparent l'offensive décisive qui mettra fin à la guerre d'usure.

L'Allemagne accentue la guerre sous-marine contre tous les navires marchands alliés ou neutres à destination de la Grande-Bretagne. Sur terre, les armées allemandes demeurent toute l'année sur la défensive. Deux événements influencent fortement le cours de la guerre : la déclaration de guerre des Etats-Unis à l'Allemagne le 6 avril et la révolution russe (abdication du tsar Nicolas II le 15 mars).



En décembre 1916, le gouvernement Briand remplace Joffre. Pétain et Nivelle ont chacun leurs partisans. Nivelle, vainqueur à Verdun, est nommé le 17 décembre 1916, commandant en chef. Joffre, écarté, est élevé au rang de maréchal de France.

Le nouveau plan de Nivelle prévoit une attaque britannique de diversion près d'Arras et une offensive principale dans la région de la crête du chemin des Dames. Il suscite de grands espoirs malgré les doutes de Pétain et Foch. Les Allemands, en mars, raccourcissent leur front de 70 km (d'Arras à Soissons) effectuant un retrait tactique, accompagné de destructions, sur la ligne Hindenburg ce qui rend l'offensive française plus hasardeuse.

La bataille d'Arras (9 avril - 16 mai)

Le 9 avril, les forces britanniques, canadiennes, australiennes et néo-zélandaises passent à l'attaque sur un front d'environ 25 km. La crête de Vimy est enlevée par les Canadiens ; partout les troupes avancent, mais la résistance allemande limite la progression de 3 à 6 km au nord et au centre du front. La percée en profondeur n'est pas réalisée. Haig, malgré tout, poursuit les combats pour enlever la pression allemande pesant sur l'offensive Nivelle.

L'offensive Nivelle – Le chemin des Dames (16 avril - 2 novembre)



Nivelle et Micheler concentrent 2700 pièces d'artillerie et massent 56 divisions en 4 armées (Mazel, Mangin, Duchêne, Anthoine). Deux cents chars Saint-Chamond et Schneider y sont répartis en deux groupements dont 135 sont engagés le 16 avril.

Dès le premier jour, l'infanterie se heurte à des défenses allemandes majoritairement intactes ; les conditions météo sont très mauvaises, l'aviation allemande, maîtresse des airs, complique la tâche des artilleurs.

Char Saint-Chamond armé d'un canon de 75 mm.

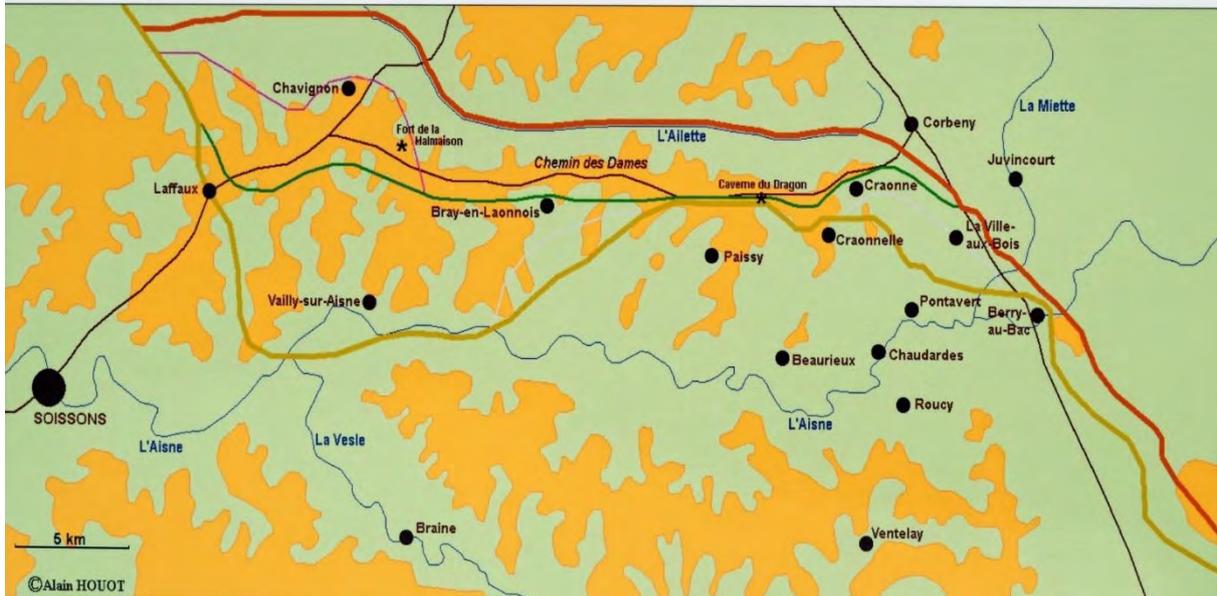
Des gains de terrains non significatifs, (les Allemands évacuant le saillant de Condé), sont effectués avec de lourdes pertes. L'offensive suspendue reprend le 4 mai avec des objectifs limités. C'est un échec (30 000 tués, 100 000 blessés). La rupture ne s'est pas faite. Les combats se poursuivent jusqu'en octobre (offensive Pétain) avec la prise du fort de la Malmaison et la possession complète des hauteurs de l'Aisne et du chemin des Dames.

† **Piron Joseph** à Châlons-sur-Vesle (Marne) -- **Mainfroid Louis** à Chevreux (Marne) -- **Guidault Albert** à Allemant (Aisne)

LA BATAILLE DU CHEMIN DES DAMES avril - novembre 1917

Les fronts

- La veille du 16 avril
- Le 2 novembre
- Le 16 avril au soir
- Le 5 mai
- Le 26 octobre



Tranchée MacDonald en Champagne. Musée de la Grande Guerre de Meaux.

Les mutineries (mai et juin)

Les espoirs évanouis, un sentiment de lassitude envers la guerre devient perceptible. Au front, le plus souvent à l'arrière, les actes d'indisciplines se multiplient essentiellement dus aux médiocres conditions de vie des soldats (solde, nourriture, permissions...) et à l'épuisement psychologique face à l'inutilité des sacrifices lors d'offensives mal conduites. Les hommes refusent de remonter en ligne et nomment, dans certains cas, des conseils de soldats ; 50 divisions sont affectées, 30 000 soldats désertent en mai et juin. Nivelles, Mangin et Mazel sont limogés.

Le 17 mai, Pétain est nommé Commandant en chef des armées. Il s'engage avec énergie à rétablir le moral militaire grâce à de nombreuses mesures pour améliorer le sort des poilus et suspend les grandes offensives au profit d'actions limitées. Par ailleurs, il soutient l'action de la justice militaire (3 400 condamnations, dont 554 à mort - 28 exécutés). En juillet, la situation est rétablie sans que les Allemands aient pu profiter de cette crise.

Les autres théâtres d'opérations

- Troisième bataille de Champagne (17 avril – 20 mai)

Conquête française des monts de Champagne, de Reims à Aubérive, par la IV^e armée du général Anthoine.

- La bataille de Messines, au sud d'Ypres (7 juin – 14 juin)

Victoire des troupes britanniques et de celles de l'ANZAC (Australiens et Néo-Zélandais) commandées par le général Plumer. Prise de Messines, après avoir miné la crête.

- Seconde bataille de Verdun (20 août – 18 septembre)

Le général Guillaumat repousse les Allemands sur le front qu'ils occupaient au début de l'année 1916.

- Troisième bataille d'Ypres (31 juillet – 6 novembre)

Offensive britannique avec des renforts français : Passchendaele est prise ainsi que le saillant d'Ypres.

† Desbois Adolphe à Bixshoote (Belgique)

- La bataille de Cambrai (20 novembre – 3 décembre)

Offensive britannique aux tactiques innovantes : emploi massif de chars d'assaut (475 Mark IV) combinée avec l'infanterie et absence de bombardement préliminaire et de barrage rampant. Cambrai n'est pas prise.

1918 - L'année décisive

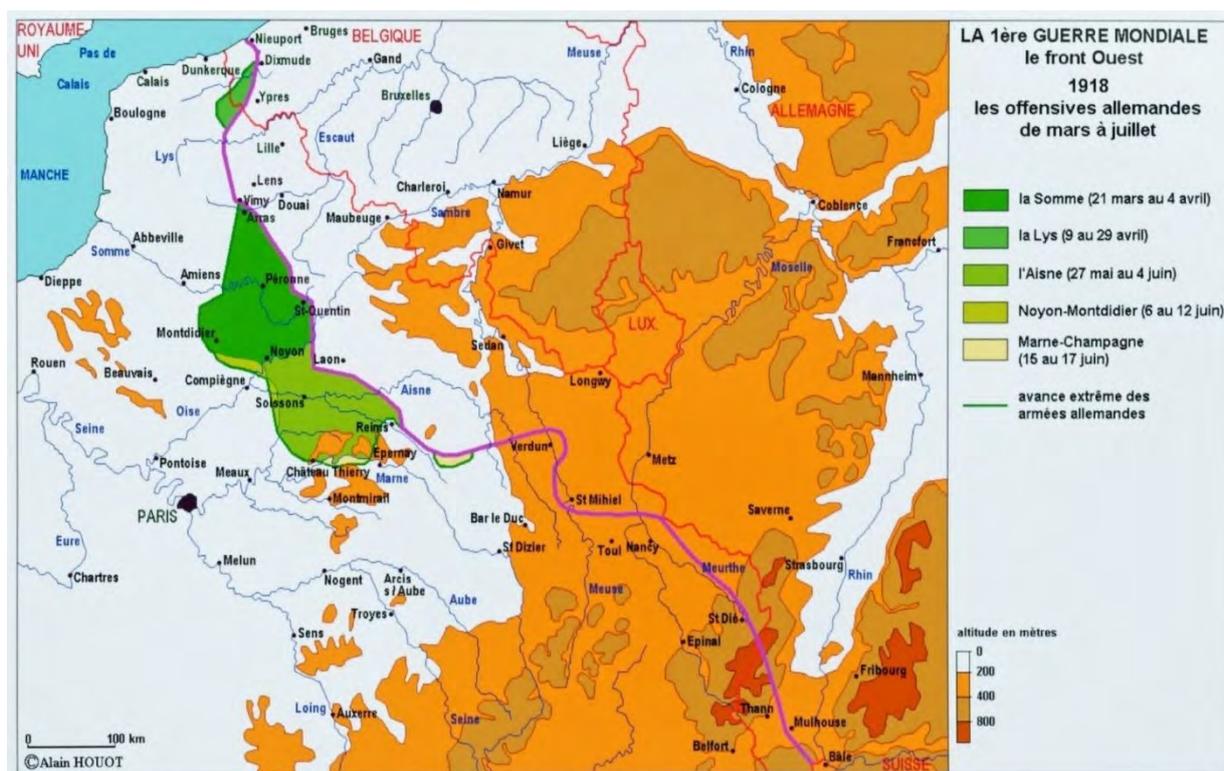
Le 5 décembre 1917, la Russie signe un armistice avec les puissances centrales. La guerre est gagnée à l'Est pour les Allemands et les Austro-Hongrois. Les Alliés ont été contenus à l'Ouest en 1917 et les Américains, dont les premiers contingents ont débarqué à Saint-Nazaire le 26 juin 1917, vont mettre du temps à déployer leurs forces. Ces événements favorables ainsi que la sombre situation interne en Allemagne poussent le haut commandement allemand à

jouer son va-tout en 1918 pour anéantir les Britanniques et les Français avant que l'aide américaine ne devienne effective.

† **Viganne Joseph** à la Butte du Mesnil (Marne)

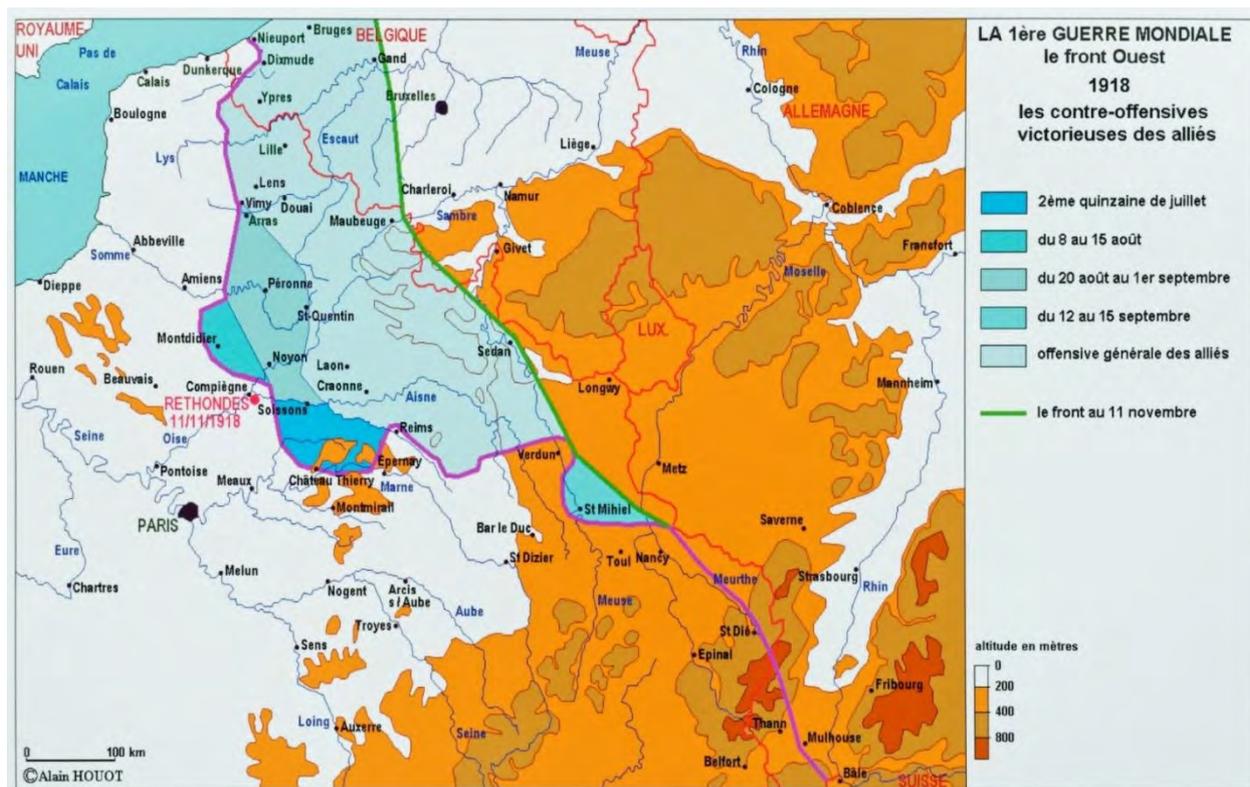
Les offensives allemandes (21 mars - 17 juillet)

L'hiver 1917-1918 est mis à profit par les Allemands pour préparer les offensives de printemps. Leur but est de rompre le front des armées britanniques, de les séparer des Français, puis de les repousser vers la mer. En 1918, des changements technologiques et tactiques sont mis au point avec l'utilisation d'une infanterie redevenue mobile, équipée d'armes nouvelles, appuyée par une artillerie au feu planifié et ciblé ainsi que par des chars.



Le 21 mars débute l'opération « Michael » prélude à une série d'offensives successives en différents points du front. Ludendorff préoccupé par la percée n'a pas défini de planification stratégique changeant ses plans au gré des circonstances sur le terrain. L'armée allemande progresse rapidement puis est contenue par les Alliés, qui, face au danger, réalisent l'unification du commandement (Foch). Bientôt les troupes de choc allemandes, de retour sur les rives de la Marne à Château-Thierry, s'épuisent sur un front augmenté de 120 km. L'offensive est stoppée le 17 juillet. Les Américains, participent à leur premier engagement majeur sous le commandement du général Pershing à la bataille du Bois de Belleau en juin.

Les contre-offensives des Alliés (18 juillet - 11 novembre)



Le 18 juillet s'engage la contre-offensive alliée destinée à réduire la poche de Château-Thierry. Le 3 août, les Allemands sont refoulés sur la Vesle sur une ligne Soissons-Reims. Le 7 août, Foch est nommé maréchal de France. Pour les Allemands, fatigués et usés, la guerre est perdue à l'Ouest, mais ils résistent pied à pied sur des lignes fortifiées.

Le premier assaut de l'offensive Foch est lancé le 8 août pour réduire le saillant d'Amiens. A partir de cette date, des victoires repoussent les Allemands de 40 km sur un front de 115 km reprenant le terrain perdu au printemps.

Du 12 au 16 septembre, 16 divisions américaines réduisent le saillant de Saint-Mihiel et rejoignent plus au nord le front principal Meuse-Argonne destiné à prendre Mézières. En Belgique, l'Escaut est franchie et les alliés partent victorieusement à l'assaut de la ligne Hindenburg dans la région de Saint-Quentin.



Le char britannique Médium MK A Whippet.



Un groupe français de 75 en batterie, le soir du 18 juillet 1918. L'illustration.

La fin du conflit est proche ; le 5 octobre le chancelier Von Bade envoie une note diplomatique au président américain Wilson lui demandant d'œuvrer à un armistice. La condition préalable en est l'abdication de Guillaume II, effective le 10 novembre. L'armée allemande recule, poursuivie dans sa retraite. Au début de novembre, les batailles de Meuse-Argonne et de la Sambre scellent sa défaite.

† **Rétif Charles** à Gits (Belgique) -- **Gauguet Julien** à St-Germain-de-Fly (Oise) -- **Placet Jacques** à l'hôpital d'Exissos (Macédoine) -- **Foucher Emile** à Beaucouzé (Maine-et-Loire) -- **Bellanger Etienne** à l'hôpital de Montauban

Le 11 novembre 1918 à 11 heures, sur toute la ligne de front, les clairons sonnent le « Cessez le feu ».

Les régiments angevins en 1917

Artillerie

Génie

Cavalerie

Inf. Territoriale

Infanterie

Les 4 bataillons (constitués en compagnies) du 6^e R.G, les escadrons de cavalerie du 25^e Dragons et les batteries d'artillerie du 33^e R.A.C sont affectés aux différentes divisions et corps d'armée présents sur le front.

Les régiments d'infanterie d'active : 135^e et 77^e - Les régiments d'infanterie de réserve : 335^e et 277^e - Les régiments d'infanterie territoriale : 71^e et 72^e

- R.I Régiment d'infanterie
- R.I.T Régiment d'infanterie territorial
- R.G Régiment du génie
- R.D Régiment de dragons
- R.A.C Régiment d'artillerie de campagne
- Cie Compagnie

135^e R.I

En janvier 1917 le 135^e R.I quitte la 18^e D.I, dont le 77^e R.I fait partie, et rejoint la 152^e D.I jusqu'en novembre 1918

Janvier à fév. : Biaches, Maissonette (Somme) – **fév.** : Soulanges, St-Ménéhould (Marne) – **mars** : St-Ouen-Domprot (Marne) instruction

Avril : Chemin des Dames, Courcy, Brimont, canal de l'Aisne à la Marne – **mai** : Berrémécourt, Thillois (Marne) – **juin et juillet** : Berry-au-Bac, Cormicy (Marne) -- **Août à déc.** : Lunéville, Domjevin, forêt de Parroy (Meurthe-et-Moselle).

77^e R.I

Janvier à fév. : Bouchavesnes (Somme), St-Etienne du Temple-camp Berthelot (Marne) instruction, soutien à la division russe, Prosnès (Marne)

Mars : Camp de Mailly (Aube) -- **avril** : **Chemin des Dames**, Gernicourt, (Aisne), Ventelay, Bois des Coulevres (Marne) – **mai** : Chevreux (Aisne)

Juin : camp de Coulonges-en-Tardenois (Aisne) – **juillet au 15 sept.** : Craonne (Aisne) – **oct. à déc.** : forêt de Parroy, (instruction des Américains).

6^e R.G

Cie 9/1 et 9/51 17^e D.I **Janvier** : Cléry, Thennes (Somme), Chelles (S.et-Marne) -- **fév. à mars** : Aisne (préparation de l'offensive du Chemin des Dames)

Avril : Pontavert (Aisne) -- **mai à juillet** : Bois de Baumarais – **août** : Azelot (M.et-Moselle) repos – **sept. à déc.** : secteur de Baccarat (M.et-Moselle)

Cie 9/2 et 9/52 18^e D.I **Janvier à avril** : Bouchavesnes, Curli (Somme) -- **mai à juillet** : Chemin des Dames, Chevreux, Craonne (Aisne) – **août** : Toul (Meurthe-et-Moselle) repos – **sept. à déc** : Gondrecourt (M. et-Moselle) instruction des Américains, Einville, Arracourt, étang de Parroy.

Cie 9/3 et 9/4 9^e C.A **Janvier** : Frise (Somme) – **fév.** : Champagne, Vraux, Bouy (Marne) – **mars** : Arcy-sur-Aube (Aube) instruction – **avril** : Chemin des Dames Bois de Baumarais, Pontavert – **mai** : Bois des Coulevres, Craonnelle (Aisne) – **juin à juillet** : plateau de Californie – **août à déc.** : Lorraine - Baccarat

1/2 25^e R.D

Janvier: Verdun, Vaux : **fév. à mars** : vallée du Morin (repos) -- **avril et mai** : Opérations du Soissonais (repli allemand), Laffaux (Aisne) – **Juin** : **Affecté à la 47^e D.I** : Craonne, Pontavert (Aisne) -- **juillet et août** : Gondrecourt, Ligny (Meuse) – **Sept. à oct.** : Hurlus (Marne) – **nov. à déc.** : **Opérations en Italie.**

2/2 25^e R.D

Janvier : **Affecté à la 125^e D.I** : Bois de Baumarais (Aisne) – **fév.** : Saigneul (Marne) – **mars** : instruction, Ville-en-Tardenois (Marne) -- **avril à mai** : Chemin des Dames, Bois de Baumarais, Gernicourt (Aisne) – **juin** : **Affecté à la 66^e D.I** : Craonne, Chevreux (Aisne) – **juillet à sept** : Chevreux, ferme de la Royère (Aisne) – **oct.** : Bataille de la Malmaison (Chemin de Dames) – **nov.** : Villersexel (Haute-Saône), repos – **déc.** : Alsace, vallée de la Thur, Hartmannswillerkopf.

- 33° R.A.C**
Janvier: Bouchavesnes (Somme) puis Nampty (repos-instruction) -- **fév.** : Auberive (H.Marne) avec la 3^e brigade russe – **mars** : Camp de Mailly -- **avril à fin juillet** : Chemin des Dames, Gernicourt, Chevreux, Plateau de Califormie (Aisne) – **août à déc.** : Lunéville- étang de Parroy : instruction des Américains.
- 335° R.I**
Janvier : Verdun, Bois des Caurières, ferme des Chambrettes – **fév. à mars** : Ambly, Bois Bouchot (Meuse) – **avril** : Bislée (Meuse) – **mai** : instruction, Ville-sur-Cousances (Meuse) : **En mars 1917 le 335° R.I quitte la 59° D.I, dont le 277° R.I jusqu'en janvier 1918**
Juin à août : Verdun : Avocourt, Esnes, cote 304 – **sept.** : repos, Avize (Marne) – **oct** : Mourmelon-le-Grand (Marne) – **nov. à déc.** : Mont-sans-Nom (Marne)
- 277° R.I**
Janvier : Verdun, ferme des Chambrettes -- **fév. à mars** : Ambly, Bois des Chevaliers, Loclont (Meuse) – **avril** : Agincourt (Meurthe-et-Moselle) – **mai au 17 juillet** : Champagne, Juvigny, Les Monts (Marne) -- **août au 15 oct.** : Athienville, Valhey, Arracourt (N-E de Nancy) – 15 oct. à **déc.** : Domjevin (S-E de Nancy)
- 33° R.A.C**
En avril le groupe de réserve qui était affecté à la 59° D.I est incorporé au nouveau régiment le 220° R.A.C - mai à juin : Champagne, Le Cornillet (Marne)
Juillet à déc : Lenoncourt, Bayon, Emberménil, Saint- Clément (Meurthe-et-Moselle). **Groupe territorial à la 124° D.I**
- 6° R.G**
Cie 9/13, 9/19 et 9/24 – Compagnies divisionnaires de la 59° D.I – voir plus haut le parcours des 335° (janv. à avril) et 277° R.I.
- 71° R.I.T**
Janvier au 15 fév. : **Meaux** (Seine-et-Marne) services routiers – **fév., mars à mi-avril** : Noyon (Oise), Ham (Somme) – **mi-avril à juin** : Neuville-Saint-Amand Saint-Quentin (Aisne) -- **juillet à sept.** : Verdun, Esnes, cote 304, Avocourt – **oct. à déc.** : Argonne (travaux forestiers, installations télégraphiques).
- 72° R.I.T**
Janvier à mars : Compiègne-Lassigny (Oise) -- **avril à juin** : Grand Séraucourt, Remigny (Aisne) – **juillet à déc.** : En Flandre, Lizerne, Zuydcoote, Steenstrate (Belgique) : troisième bataille d'Ypres – L'Yser.

Les régiments angevins en 1918

135° R.I

Janvier: camp de Saffais, Rostières-aux-Salines (Vosges) – **fév.** : Courbesseaux, Reméreville (M.et-Moselle), travaux – **mars** : Charmes (Vosges), Baccarat (M. et Moselle) – **avril et mai** : Somme : Esclanvillers, Grivesnes, Bois de Coulemelle (Somme) – **juin** : Méry (Somme) -- **juillet** : Bois de Montgival, Aubvillers (Somme) – **août** : Davenescourt (Somme), Croissy (Oise) – **sept. et oct.** : Offoy (Somme), Bernoville (Aisne) – **oct. et nov.** : Iron, Hannapes (Aisne).

77° R.I

Janvier à mars : Chalvraines (Haute-Marne) – **avril** : la Somme, Bois Sénécat – **mai** : Rouvrel – **juin** : Lataule, Gournay (Somme) – **juillet** : la Marne Dormans, Couthiézy, Chassins (Marne) – **août** : Château-Thierry (Aisne) – **août au 15 octobre** : Verdun, Bois d'Haumont, d'Ormont et de Crépion
15 octobre à l'armistice : Nancy, camp de Saffais (Meurthe-et-Moselle)

6° R.G

Cie 9/1 et 9/51 17° D.I. Janvier : Morey, Bois du Chapitre (M.et-Moselle) – **fév. à mars** : Bois de la Noué Fessin (M.et-Moselle) – **avril** : St-Omer-en-Chaussée Ferme de la Mouche(Oise), Remiencourt (Somme) – **mai à juillet** : Troyon (Meuse) – **août** : Coutrelles, Moulin-sous-Tavent (Oise) – **sept** : passage de l'Ailette, 3° bataille de Picardie – **oct. à nov.** : Couvrelles, Leuze, Froidemont (Aisne).
Cie 9/2 et 9/52 18° D.I. Janvier : Champigneules (M.et-Moselle) – **fév. à mars** : Neufchâteau (Vosges) instruction des Américains – **avril à juin** : Moreuil, Gournay, Ailly-sur-Noye (Somme) – **juillet à mi-août** : Verneuil, Courville (Marne) – **août à oct.** : Verdun, Vaux, Louvemont.
Cie 9/3 et 9/4 9° C.A. Janvier : Baccarat (M.et-Moselle) – **fév à mars** : Pont-à-Mousson, Bois du Chapitre (M.et-Moselle) – **avril à août** : Somme, La Faloise, Louvrechy passage sur l'Avre – **sept.** : Vaudrecourt (Marne) passage sur l'Aire – **sept. et oct.** : Champagne, Rouvroy (Marne) – **oct.** : Vouziers (Ardennes) Passage de l'Aisne.

1/2 25° R.D

Janvier et fév. : Mont Tomba (Italie) – **mars** : Altiplaniano d'Asagio (Italie) – **avril** : **France**, Serqueux, Forges (S.Maritime) – **mai** : St-Pol-en-Ternoise (Pas-de-C)
Juin : bataille de l'Ourcq (Marne) – **juillet** : Dammard, Chézy-en-Orxois (Aisne) – **août** : Carrapuis, Roye (Somme) – **sept** : Conty (Somme) – **oct** :St-Quentin.

2/2 25° R.D

Janvier à mars : vallée de la Thur, Saint-Amarin (Haut-Rhin) – **avril** : Verberie (Oise) – **mai à juillet** : Moreuil, Castel (Aisne) – **août** : Fresnoy-en-Chaussée (Somme) – **août et septembre** : forêt de Laigle, Sacy (Marne), Vauxaillon (Aisne) – **oct.** : Saint-Quentin (Aisne) .

33° R.A.C

Janvier à mars : camp de Saffais (M.et-Moselle), Neufchâteau (Vosges) – **avril et mai** : **2° bataille de la Somme**, Rouvrel, Castel, Gournay-sur-Aronde
Mai : Marquégliise, Bois de Pérumont (Oise) – **juin et juillet** : Lataule, ferme Portes (Oise) – **juillet et août** : Chemin des Dames, Vauchamps, Dormans (Marne), Château-Thierry (Aisne) – **sept. et oct.** : Verdun, Damloup, Bois d'Haumont, Rostières-aux-Salines.

- 335° R.I**
Janvier : Mont-sans-Nom (Mame). **Le 20 janvier la 9[°] D.I est dissoute ; le 33^{5°} est affecté à la 17[°] D.I – fév. et mars** : Leyr, Moivrans, Faulx (M.et-Moselle). travaux / instruction – **avril** : Bois Sénécat, Moreuil, Rouvrel (Somme) – **mai à juillet** : secteur et fort de Troyon (Meuse) – **août** : Ecuivy, forêt de Retz, Juvigny, Crecy-au-Mont (Aisne) – sept : Ferme Guillemot (canal de l’Oise à l’Aisne), Braine (Aisne) puis secteur de Laon – **oct.** : passage de la Souche.
- 277° R.I**
Janvier : Domjevin (M.et-Moselle) – **fév.** : Serres (M.et-Mos.) – **fév. et mars** : camp de Saffais, Barbonville (M.et Mos) – **avril** : la Somme, Mailly-Ringeval Sauvillers-Mongival – **mai à juillet** : Verdun, secteur et fort de Moulainville – **août et septembre** : bataille de l’Aisne, Chavigny, Juvigny (Aisne) Bois de Beaumont (Meuse) --**13 sept : dissolution du régiment**, 1 x bataillon au 232° R.I, plateau d’Ailleval, secteur de Pinon, Bray-en-Thiérache (Aisne).
- 33° R.A.C**
Le groupe est au 220° R.A.C - Janvier : Lenoncourt, Bayon (M. et-Moselle) – **fév. et mars** : Réchicourt (Moselle – **avril** : Grivesnes, Quéry-le-Sec (Somme) (Somme) – **mai et juin** : Revigny, Verdun , fort de Souville – **juillet et août** : Les Eparges (Meuse) – **sept. et oct.** : Moulin de Laflaux, Anizet-le-Château, (Aisne)
- 6° R.G**
Cie 9/13, 9/19 et 9/24 – Compagnies divisionnaires de la 59° D.I – voir plus haut le parcours du 277° R.I.
- 71° R.I.T**
Janvier à août : Argonne, Brizeaux, Bracieux, Les Islettes (Meuse) travaux forestiers, installation de lignes téléphoniques, de voies de chemin de fer.
15 Août : Dissolution du régiment : 1-bataillons de pionniers (18° et 19° D.I)- 2- 2xCies plus 2xCies du 112° R.I.T forment le 6^{em} bataillon de mitrailleuses de corps d’armée.
- 72° R.I.T**
Janvier : La Ferté-sous-Jouarre (S.et-Marne) repos – **fév. à mars** :Pontavert, Bois de Beaumarais (Aisne) – **avril** : Bois Sénécat, (Somme), Carlepoint (Oise)
Mai : Villers-Cotterêts (Aisne) – **juin et juillet** : Ambleny, Coevres (Aisne) – **1^{er} août : Dissolution du régiment (2 bataillons affectés aux 2° et 162° D.I)**
Aisne et Alsace.

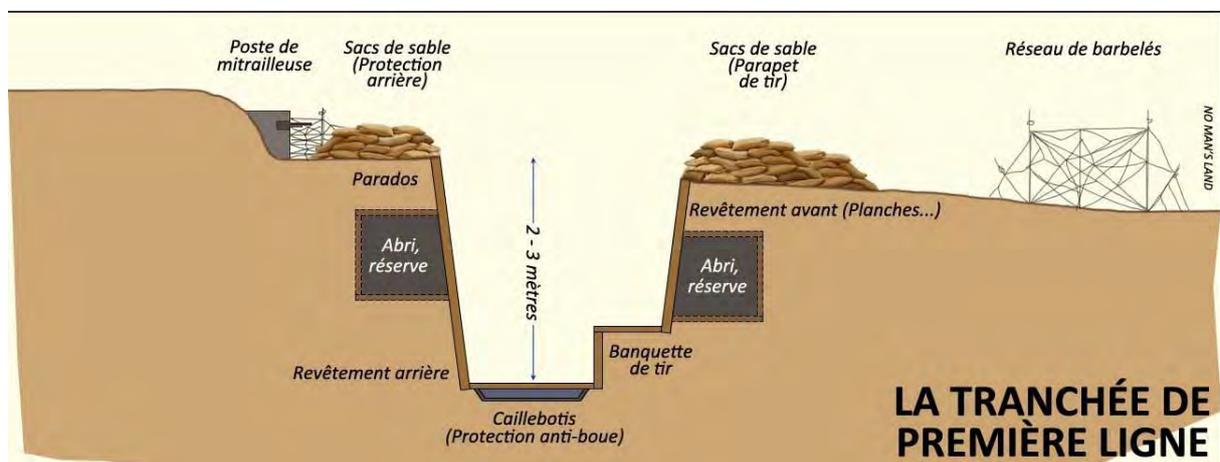
LES TRANCHÉES

UN DES SYMBOLES DE LA GRANDE GUERRE

Mi-novembre 1914, sur le front Ouest, les différentes offensives ont échoué. La bataille d'Ypres marque la fin de la « course à la mer ». Les armées des deux camps s'enterrent, à l'abri d'un réseau continu de tranchées de près de 750 km, de la mer du Nord à la Suisse. C'est le début de la guerre de position.

Schéma d'une tranchée

Il s'agit d'un système défensif. L'Etat-major français envisage la tranchée comme un arrêt temporaire avant la reprise des offensives et n'investit pas dans des matériaux solides pour les aménager. Les tranchées françaises restent vulnérables, à l'inverse de celles des Allemands exemplaires car faites pour durer.



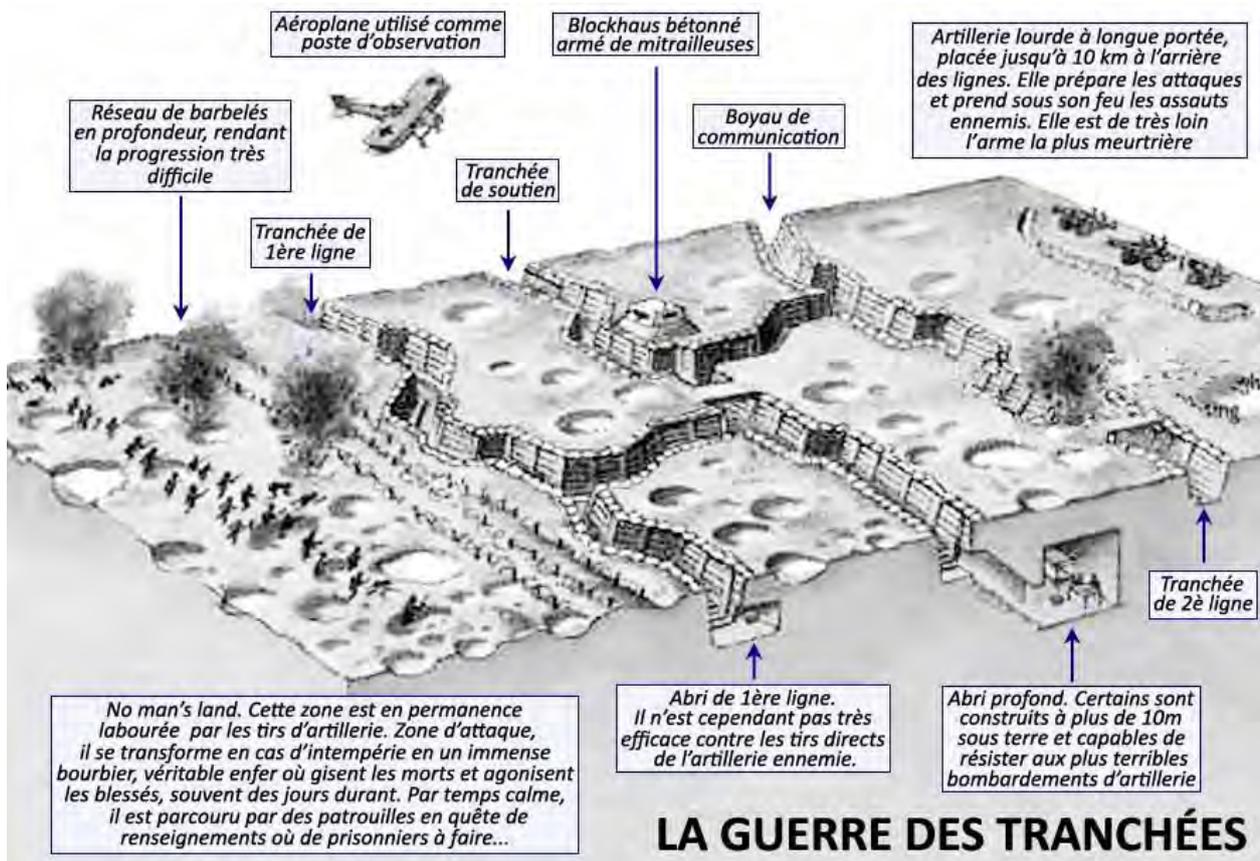
Document créé par Georges Brun, Copyright Réseau Canopé CRDP Strasbourg.

Il fallait 6 heures à 450 hommes (2 compagnies) pour construire une tranchée de 250 mètres de long, d'environ 3 m de profondeur et de 1.50 m de large. Elle est creusée en zigzag pour éviter les tirs en enfilade et recouverte au fond d'un caillebotis afin d'éviter de marcher dans la boue. Aménagé et progressivement renforcé, ce système de défense est constitué de trois lignes parallèles.

La première ligne, d'où l'on peut faire feu sur l'ennemi, lancer les attaques ou repousser l'assaut ennemi, est la plus exposée. Lors de l'assaut, les soldats sortent de la tranchée et s'élancent sous le feu des mitrailleuses. Ils se heurtent aux obstacles : barbelés non détruits, trous d'obus, cadavres, etc.

Celle-ci est renforcée à l'avant et à l'arrière de planches et de grillages ; elle comporte une banquette et un parapet de tir (souvent constitué de sacs de sable) avec des ouvertures pour l'observation et le tir. A l'arrière de la tranchée, le parapet, renforcé lui aussi de sacs de sable, protège la tranchée des obus tombant derrière elle. Des niches y sont aménagées contenant des réserves de munitions et pouvant servir d'abris de première urgence.

Les tranchées sont reliées par des boyaux, fossés transversaux sinueux, très étroits, sorte de labyrinthe que les hommes parcourent avec anxiété, le croisement de deux unités y est très malaisé.



Document crée par Georges Brun, Copyright Réseau Canopé CRDP Strasbourg.



Soldats dans une tranchée de première ligne à Laffaux, entre Soissons et Laon (Aisne) Collection particulière.

La deuxième ligne sert de repli et de base pour une contre-attaque. Cette zone comporte également des abris, des postes de guet et de soins.

La troisième ligne ou tranchée de réserve, située à plusieurs kilomètres à l'arrière, est une zone de stockage de vivres, matériels et munitions, où les soldats peuvent prendre aussi un peu de repos.

Ces trois lignes de tranchées ne constituent que le premier ensemble d'un système de défense échelonné en profondeur : un deuxième, puis un troisième succèdent au premier.

Les divisions françaises changent très souvent de lieu d'implantation. Elles restent dans un secteur agité quelques semaines avant d'être envoyées par rotation dans un autre plus calme, ou au repos à l'arrière. Les régiments allemands restent des mois voire des années sur place, les effectifs sont renouvelés sur place.

La montée en première ligne

Seules les unités d'infanterie montent aux tranchées, accompagnées d'artilleurs de crapouillots (mortiers de tranchée), d'observateurs d'artillerie et d'éléments du génie.

Les soldats lourdement chargés portent le havresac ou « As de carreau » pesant jusqu'à 20 kg. Ils rejoignent leur position de nuit en empruntant les boyaux, dans lesquels ils glissent, tombent et se butent contre les parois ou sur des cadavres, avec la crainte de perdre leur escouade, de se retrouver isolés en pleine nuit et au lever du jour de tomber sur l'ennemi. A la fin de cette longue et pénible marche, les soldats arrivent éreintés.



Dès lors, plus de repos quotidien, le soldat est sous pression. La proximité avec la tranchée ennemie contraint à être aux aguets en permanence. Les « coups de mains » nocturnes, organisés et réalisés par des volontaires, soldats d'élite, permettent de fournir des renseignements sur l'ennemi. L'action dure environ quinze minutes au cours desquelles les soldats doivent faire des prisonniers, récupérer du matériel, recueillir des informations. Pendant ce temps, d'autres fantassins effectuent les corvées d'amélioration ou de restructuration des tranchées après les bombardements : consolidation des parois ou aménagement du cheminement (pose de caillebotis) rénovation du réseau.

Fantassin français. Musée de la Grande Guerre de Meaux.

Liaisons et transmissions

La transmission des informations devient un enjeu majeur dès le début du conflit. Le 8^e régiment du génie (12 000 hommes en 1914) est la grande unité des transmissions ; ses détachements sont déployés dans les armées, les corps d'armée et les divisions, chaque régiment d'infanterie possédant son échelon (téléphonistes, radiotélégraphistes, signaleurs). Les sapeurs du 8^e génie, sont fréquemment en première ligne pour réparer les lignes détruites lors de bombardements.

Les systèmes d'écoute des transmissions de l'ennemi se développent et permettent de déjouer les plans allemands. Le codage des messages, pour protéger la confidentialité des informations prend un essor considérable et fait des Français les maîtres de cette science.

Dans les tranchées des dispositifs spéciaux permettent d'épier et d'écouter l'ennemi qui creuse des galeries destinées à miner les aménagements de l'adversaire, comme sur la butte de Vauquois près de Verdun.

Pendant toute la durée de la guerre, les agents de liaison ou coureurs, les estafettes, les chiens, les pigeons voyageurs (30 000 en service en 1918) seront toujours utilisés pour assurer les communications. Avec le système des tranchées, la défense l'emporte sur l'attaque. Malgré de multiples et sanglantes tentatives, jamais un belligérant n'arrivera à percer le système de l'adversaire, pour ensuite revenir à la guerre de mouvement.

Propriété des Amis du Vauquois.



Sources :

A. Jacobzone conférence sur la Grande Guerre – Les tranchées

Livre du Musée de la Grande Guerre de Meaux 2016

Réseau Canopé CRDP Strasbourg, document crée par Georges Brun

LES TRANCHÉES

LA VIE QUOTIDIENNE

La vie dans les tranchées reste difficilement imaginable de nos jours. Au danger, à la peur, à la mort toujours présents, s'ajoutent le manque de sommeil, la faim, la soif, le froid ou la pluie, l'absence d'hygiène et la vermine. Ces fléaux transforment la vie du soldat en enfer.

L'alimentation

L'alimentation est une préoccupation essentielle qui influe sur le moral des soldats et leur état physique. En août 1914, le soldat porte son fagot et ses ustensiles pour chauffer sa nourriture, jusqu'à l'arrivée en février 1915 des cuisines roulantes. Situées à l'arrière, les deux soldats chargés de la « corvée de soupe », les rejoignent à la nuit tombante. En raison des distances, des bombardements qui ralentissent la marche et rendent le ravitaillement aléatoire, les rations insuffisantes sont froides à l'arrivée. Sans les réchauds de fortune, les soldats mangeraient souvent leur rata froid. La réception d'un colis mensuel (jusqu'à 10kg), envoyé par la famille et partagé avec les camarades améliore l'ordinaire.



*Déjeuner macabre à Carency (Pas-de-Calais).
Musée de la Grande Guerre de Meaux.*

Les combattants souffrent de déshydratation. Le soldat doit souvent se contenter de l'eau souillée qu'il trouve sur le champ de bataille. Les hommes attendent surtout leur ration de vin (le pinard) et celle de l'eau de vie (la gnôle) présentée comme une sorte d'antidote à la peur ; elle est le plus souvent le coup de fouet qui ragailardit les soldats épuisés de fatigue. L'alcoolisme devient un obstacle à la discipline, surtout à l'arrière ; la réduction des rations est un échec, car le soldat en achète auprès des commerçants dans les villages d'étapes.

Le climat



Les conditions climatiques sont éprouvantes. Le froid et le gel se supportent plus ou moins bien en fonction des équipements et des hivers. Mais, avec le dégel et la boue, ce que redoutent le plus les combattants, c'est la pluie. Elle transforme la tranchée en un lieu malsain, insalubre, un véritable borbier malgré les caillebotis qui en garnissent le fond. Les éboulements peuvent faire resurgir des cadavres, le matériel se détériore, menacé par la rouille.

*Un fantassin au repos en deuxième ligne. Musée de
la Grande Guerre de Meaux.*

L'hygiène

La durée de présence en première ligne varie de deux jours à deux semaines ; durant cette période les conditions d'hygiène sont déplorables, sans toilette régulière. Les hommes ne se déshabillent pas et le linge reste inchangé. Les paillasses sur lesquelles ils dorment et les déchets de toutes sortes, attirent la vermine : poux, rats, puces, souris, mouches et moustiques en été.

Il n'y a guère qu'au repos et dans les cantonnements que les soldats peuvent s'épouiller, se laver, prendre une douche et changer de linge.

Soldats faisant leur lessive à l'arrière du front 1914-1918. Archives départementales de Maine-et-Loire.



La religion

Elle permet aux soldats qui ont la foi de surmonter la peur et la mort, de tenir dans les pires moments. La pratique religieuse se renforce, respectée par tous.



A la veille d'une bataille d'ampleur importante, les messes prennent une dimension d'envergure ineffaçable.

*Messe sur le front.
Musée de la Grande Guerre de Meaux.*

Les mutineries

Le sentiment patriotique est indispensable pour « tenir ». Mais face aux souffrances endurées, aux offensives meurtrières et inutiles, les cas de refus d'obéissance et de mutineries se manifestent de multiples manières : refus de monter au front, manque de respect envers les officiers, mutilations volontaires, abandons de poste et désertions.

Les permissions

Si à partir de 1914, des autorisations d'absence pour travaux agricoles sont accordées, il faudra attendre juillet 1915 pour qu'un système de permissions pour tous se mette en place.

Après avoir fait cesser les mutineries, rétablit l'ordre et la discipline dans les armées, le général Pétain porte son attention sur l'amélioration des conditions de vie quotidienne des combattants en augmentant la durée des permissions.

A compter du 1^{er} octobre 1917, les permissions de détente sont de 10 jours tous les 4 mois et les permissions agricoles de 20 jours pour les classes les plus anciennes, délais de route non compris.

Un monde de camaraderie

La guerre mêle toutes les classes sociales, citadins et paysans, manuels et intellectuels, des univers qui avaient peu de chance de se rencontrer. Malgré des incompréhensions et des heurts dans les relations, la promiscuité quotidienne contribue à développer la solidarité entre les soldats ; c'est dans les sentiments de fraternité et d'amitié qu'ils trouvent écoute et réconfort.



Dans les tranchées 21.9.1915. Archives départementales de Maine-et-Loire.

Le temps libre

Entre les combats, la journée est ponctuée de corvées, de gardes et de longues heures d'attente. Pour vaincre l'ennui, la lecture et l'écriture tiennent une grande place.

Dès la fin de l'année 1914, en réaction à la désinformation constatée dans la presse, les soldats créent leurs journaux de tranchées ; ils décrivent la guerre telle qu'ils la vivent et en dénoncent, par la caricature, son absurdité.

Un moment important de la journée est l'arrivée du vaguemestre apportant le courrier de la famille. La correspondance est le seul lien avec l'arrière jusqu'à la mise en place des permissions. Seul le courrier partant du front est soumis à la censure.



*Mesnil, tranchée de 1ère ligne, l'écriture.
Musée de la Grande Guerre de Meaux.*



Pour les soldats privés de leur famille des œuvres ou associations sont fondées, comme à Angers le 11 janvier 1915 «La famille du soldat» dont le but est de mettre en contact les soldats avec des correspondantes : les marraines de guerre.

Avec les matériaux récupérés sur le champ de bataille, les soldats confectionnent des objets utilitaires ou décoratifs : c'est l'artisanat de tranchée.

Premier conflit couvert par la photographie à partir de 1915, l'image est partout, même auprès des combattants, certains possédant de petits appareils de photographie.

Porte-crayons, Collection Guy Even.

Pour toujours, l'image du Poilu est indissociable de la tranchée.

**« Ce que nous avons fait, c'est plus qu'on ne pouvait demander à des hommes
et nous l'avons fait. »**

Maurice Genevoix (Ceux de 14)

Sources :

Livre du Musée de la Grande Guerre, Meaux, 2016

Jean Pascal Soudagne, «Le quotidien des soldats dans les tranchées». Editions 14.18, édition 2009

ONACVG– Département de la Mémoire combattante « La Grande Guerre » mars 2006

LA SANTÉ

LE SERVICE DE SANTÉ AUX ARMÉES

Situation du service de santé des Armées en 1914

Dès le début du conflit, l'utilisation massive de mitrailleuses et d'artillerie lourde, provoque un afflux de blessés souvent gravement atteints et l'armée ne dispose pas assez de spécialistes formés à de nouveaux types de blessures (éclats d'obus).



Les évacuations sanitaires :

Les brancardiers transportent les blessés dans les postes de secours qui n'ont pas vocation à soigner. Ils sont dirigés vers l'ambulance, puis l'hôpital d'évacuation (H.O.E) et transférés vers la zone intérieure par train sanitaire. Ces structures très bien équipées sont situées trop loin du front. Un grand nombre de blessés succombent pendant leur transport, l'infection des plaies entraînant le tétanos ou la gangrène gazeuse.

*Blessés munis de leur fiche d'évacuation tentent de rejoindre un poste médical, Verdun.
Musée de la Grande Guerre de Meaux.*

Amélioration de la logistique

En 1915, le service de santé se réorganise pour traiter les blessés au plus près de la ligne de combat.

Le poste de secours : donne les premiers soins, oriente les blessés évacuables vers une ambulance intermédiaire qui catégorise les blessures. Leurs conditions de fonctionnement dans la zone même des combats sont souvent apocalyptiques.

L'ambulance : hôpital ambulant, (huit par corps d'armée) se déplace à proximité du front (5 km environ) là où il est nécessaire d'installer un poste opératoire. Positionnée avant le H.O.E, elle utilise les structures en dur existantes, baraquements ou tentes d'hospitalisation et sert de zone de tri.

Les hôpitaux d'orientation et d'évacuation (H.O.E.) : sont installés au plus près des zones de combats et des gares de triage. Structure intermédiaire entre l'avant et l'arrière, ils recueillent

les blessés et malades préalablement triés, opèrent les intransportables et préparent les évacuations par train.

L'ambulance chirurgicale automobile (autochir) : Expérimentée avec succès en novembre 1914, stoppée suite à un conflit entre son concepteur et l'autorité militaire, elle est remise en service le 11 mai 1915 à Sainte-Menehould : 9 sont fonctionnelles en juillet 1915 et 23 jusqu'à la fin de la guerre. Elle se compose de trois voitures techniques : stérilisation, radiographie, pharmacie, ainsi que du matériel démontable pour deux salles d'opération. A Verdun, 9 « autochir » recevaient chacune 31 grands blessés par jour en moyenne. Un chirurgien expérimenté effectuait quotidiennement 20 à 25 opérations et parfois jusqu'à 32.

Les progrès médicaux et chirurgicaux

Ce conflit très meurtrier contraint le personnel sanitaire à s'adapter aux nouveaux types d'armes et blessures et à développer de nouvelles techniques de soins.

La prévention de l'infection : la découverte du soluté de Dakin permet de lutter contre la gangrène, de réduire le nombre d'amputations et de diviser par deux la mortalité en quelques mois.

Les transfusions sanguines peuvent être désormais réalisées directement sur le terrain grâce à l'adjonction d'un anticoagulant au prélèvement sanguin, ce qui permet de le conserver et de le transporter.

L'anesthésie : le service de santé français adopte en 1917 le peroxyde d'azote, utilisé par le service de santé américain en remplacement de l'éther et du chloroforme.

Les vaccinations : en août 1914, seulement 60% des soldats sont vaccinés contre la typhoïde, malgré la loi Labbé de mars 1914 la rendant obligatoire. La vaccination systématique au printemps 1915 viendra à bout du fléau. Il n'y a pas de vaccin antitétanique : du sérum sanguin immunisé doit être injecté dans les heures qui suivent la blessure.

La suture précoce

L'utilisation de la suture précoce réduit le nombre d'amputations. Les prothèses et les techniques de rééducation facilitent la réinsertion des amputés dans la société.



*L'école d'agriculture de Rennes rééduque les mutilés (7M724).
Archives départementales Ille et Vilaine*

Les ambulances radiologiques : En septembre 1914, Marie Curie se rend sur le front, puis fait équiper de matériel radiologique plusieurs centaines de véhicules surnommés « les petites Curies ». Des appareils de radiologie sont aussi installés dans les hôpitaux.



Les petites Curies sur le front (Musée Curie Collection ACIC).

La chirurgie maxillo-faciale et les Gueules cassées : Dans les tranchées, 15 % des blessures atteignent la tête. Une nouvelle spécialité prend son essor : la chirurgie maxillo-faciale. Les chirurgiens multiplient les recherches sur les greffes et sur les prothèses.

La blessure au visage n'étant pas considérée comme une infirmité, elle ne donne pas droit à une pension d'invalidité. En plus des souffrances physiques, ces mutilés affrontent le regard de tous. Pour répondre à cette détresse, l'association de l'Union des Blessés de la Face, surnommée « Les Gueules Cassées » est fondée le 21 juin 1921. Ses fonds sont destinés aux opérations chirurgicales et à la création de centres d'accueil. Elle participe notamment au développement de la Loterie Nationale.



Un jeune Français gueule cassée. Musée de la Grande Guerre de Meaux.

Réparer les âmes

La psychiatrie de guerre se développe et des centres de soins neuropsychiatriques sont ouverts. Mais les médecins soupçonnent certains soldats de simuler des troubles du comportement pour être reclassés ou réformés. Pour les renvoyer rapidement au front, ils les soumettent à des séances d'électrochocs parfois violentes qui torturent plus qu'elles ne soignent. Ce n'est pas le cas à Ste Gemmes du docteur Baruch qui soigne d'une manière novatrice les blessures psychologiques et se refuse à considérer ces soldats comme des simulateurs.

Les blessés et les structures hospitalières en Anjou

En 1914, 27 hôpitaux et hospices existent en Anjou. Les trois-quarts des 112 établissements ouverts aux soldats sont créés à l'initiative des autorités, le plus souvent de l'armée, dans des bâtiments publics ou privés réquisitionnés. Les autres sont créés par des personnes privées ou ordres religieux. Au prix d'un effort de tout le département, la province a accueilli environ 50 ou 60 000 blessés et convalescents.



*Infirmières et soldats blessés. Hôpital auxiliaire 102, (circa 1915).
Photo Jean Evers, Angers. Archives départementales de Maine-et-Loire.*

Le comité d'Angers de l'Union des Femmes de France, dont la plupart des adhérentes sont issues de famille de notables, se voit confier en 1914 la responsabilité d'un hôpital auxiliaire important : l'hôpital 102, installé rue de la Juiverie (aujourd'hui Anne Franck) dans les locaux de l'Ecole normale.



*Vue générale de l'hôpital anglais N° 4,
place de la Rochefoucauld à Angers.
Septembre 1914.
Archives départementales de Maine-et-Loire.*

Le 12 septembre 1914, une ambulance anglaise installe 40 tentes place de la Rochefoucauld. Des milliers de personnes par solidarité humaine et patriotisme y apportent des provisions, des dons et des souscriptions organisées dans les entreprises, les associations et les écoles. La moyenne départementale de la capacité d'accueil est de 30 malades par structure. Au cours des années, la nécessité de réaliser des économies est probablement à l'origine de la réduction du nombre des hôpitaux. La concentration des malades et du personnel soignant dans de vastes bâtiments facilite la gestion et la surveillance.

A Beaucouzé

Pendant la durée du conflit, sur 164 mobilisés de Beaucouzé, 46 ont été blessés, parfois à plusieurs reprises. En 1929, un état récapitulatif mentionne un taux d'invalidité allant de 10 à 80 % pour 5 blessés de guerre et de 10 à 100% pour 5 pensionnés suite de maladie contractée en service. La Grande Guerre fut une école de perfectionnement et de révolution technique dans la médecine et la chirurgie.

Sources :

Livre du Musée de la Grande Guerre de Meaux 2016

Archives départementales de Maine-et-Loire 1914-1918 l'Anjou dans la grande guerre, mars 2015.

Alain Jacobzone, 1914-1918 Loin du front en Anjou. Editions du Petit Pavé, avril 2015.

AU SERVICE DES BLESSÉS



*Evacuation d'un blessé dans une tranchée.
Musée de la Grande guerre de Meaux.*

*Laboratoire.
Archives départementales
de Maine-et-Loire.*



*Opération d'un blessé, 1915. Archives
départementales de Maine-et-Loire.*

*Conflit Européen de 1914
– Angers – Auto
ambulance. Archives
départementales de
Maine-et-Loire.*



*Angers hôpital auxiliaire
102, salle commune.
Archives
départementales de
Maine-et-Loire.*

*Convalescents.
Archives
départementales de
Maine-et-Loire.*



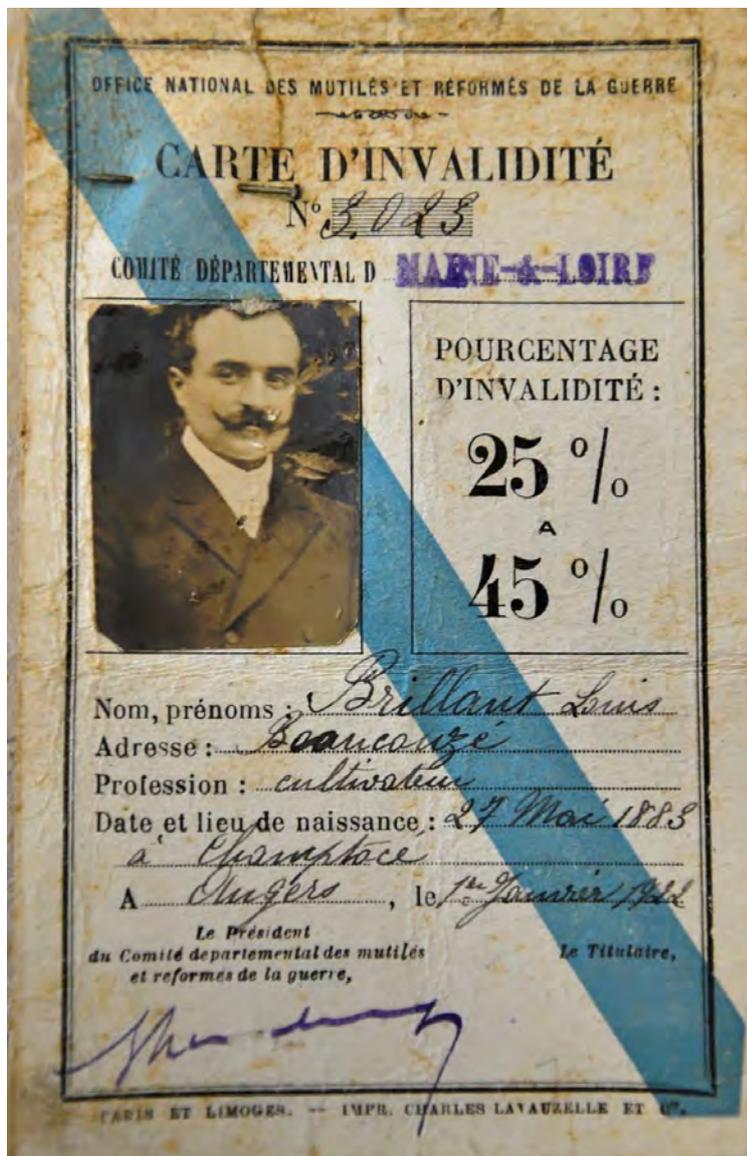
1^{re} SECTION

Titulaires de pensions définitives ou temporaires

NUMÉROS D'ORDRE.	NUMÉROS D'ORDRE départemental.	NOM ET PRÉNOMS.	NATURE de LA PENSION.	NATURE DE LA BLESSURE ou de la maladie.	PIÈCES PRODUITES A L'APPUI de la demande.	OBSERVATIONS (1).
1	280	Bridier Ernest	P.D.	bronchite chronique		40%
2	281	Brillant Louis	P.D.			
3	282	Coguard Guillaume	P.D.			60% par la cécité
4	283	Conty René	P.D.	amputation du tibia gauche		100%
5	284	Manseau Maurice	P.D.	gêne respiratoire par suite de pleur. b.o.		10%
6	285	Manseau Francis	P.D.	fracture du tibia gauche		30%
7	286	Musi Joseph	P.D.	perte partielle de la pharynx		10%
8	287	Rabouan Auguste	P.D.	bronchite		10%
9	288	Ridif Louis	P.D.	affection cardiaque		40%
10	289	Saugny Étienne	"	"		pari sans cause d'arrêt
11	6807	Leclerc Léon		Bronchite bilatérale chronique avec sinusite chronique dans la partie inférieure examen bactériologique négatif. Nocturnal gêneral		

(1) En cas de changement de résidence, la mutation est inscrite dans cette colonne et donne lieu à un certificat de radiation sur le vu duquel l'inscription est opérée au lieu de la nouvelle résidence.

1929, liste permanente de bénéficiaires de la loi du 31 mars 1919, mutilés et réformés. Archives municipales de Beaucozézé.



Carte d'invalidité de Louis Brillant.
Archives municipales de Beaucouzé.

Vélocimane.
Musée du vélo de
Tournus.



LES MORTS POUR LA FRANCE

Sur le front, la mort est omniprésente et dans les moments d'inactivité le combattant est obsédé par sa propre mort. La veille d'un assaut ou d'une date importante de leur vie civile, certains rédigent un testament et conviennent avec un camarade de combat d'écrire à leur famille s'il arrive malheur à l'un ou à l'autre.

Le soldat et son identification

En cas de décès, si le corps est retrouvé, il est identifié par sa plaque d'identité qu'il porte au cou ou au poignet, en aluminium initialement, en zinc et cuivre en 1916 pour une meilleure conservation.



*Au recto : Nom Prénom, sa classe
Au verso, son bureau et son numéro de
matricule de recrutement.*



Certains gravent leur nom sur leur casque ou l'inscrivent sur leurs vêtements. Malgré tout, l'identité est souvent rendue difficile par la nature des blessures infligées par l'artillerie qui pulvérise les corps et les ensevelisse durablement.



*Exhumation des corps de soldats français par des soldats de la 9^e SIM, aux environs de Lunéville (Meurthe-et-Moselle) en février 1915.
Archives départementales de Maine-et-Loire.*

La gestion des corps

Elle est autant une préoccupation administrative et matérielle que morale et psychologique. Au début de la guerre, l'inhumation a lieu à proximité des zones de combat, dans des sépultures collectives, ce qui scandalise les familles. Une loi instaure en 1915 la sépulture individuelle. La gestion administrative des morts permet d'engager les démarches pour venir en aide aux familles en deuil, en leur attribuant une aide de secours immédiat. L'attribution de la pension définitive est liée à l'identification du défunt. Le cas des soldats disparus (environ 400 000) est plus long à régler. Ont-ils été tués ou sont-ils prisonniers ?

Après certaines offensives, l'acte de décès peut être dressé plusieurs mois après la mort, sur le témoignage de deux personnes ayant connu le décédé. Puis l'acte est adressé au maire de la commune et transcrit sur le registre des décès avec la mention « Mort pour la France ». Les effets personnels sont envoyés au dépôt régimentaire par l'officier d'état civil, puis transmis aux familles.

Au premier plan, le sergent Jules Hème du 359^e RI, fauché par un obus allemand le 11 juin 1918 à Courcelles Epayelles (Oise). Collection particulière.



Les sépultures de guerre.

Si le soldat n'a pas été enseveli par un obus et dès que les conditions le permettent, les brancardiers transportent le corps à l'arrière pour l'inhumer dans l'un des cimetières militaires provisoires, implantés le long de la ligne de front. Le corps est inhumé dans un cercueil ou en pleine terre. La stèle en bois comporte son identification, son régiment et sa date de décès. Emblème de la reconnaissance nationale, une cocarde du souvenir est apposée sur chacune.

Anniversaire de la bataille de la Marne. Cimetière d'Etrepilly. Musée de la Grande Guerre de Meaux.

La gestion des disparus

La famille reçoit un acte de disparition, mais elle ne peut régler définitivement la succession et percevoir une pension que trois ans plus tard, lorsque le décès est déclaré constant par un tribunal civil.

Dans certains cas, la famille peut être informée de la disparition et recevoir ultérieurement une information précisant que le soldat est vivant mais blessé ou prisonnier.

Les familles endeuillées

L'absence de nouvelles ou le retour de lettres non ouvertes avec mention « le destinataire n'a pu être atteint » fait craindre le pire à la famille. Le décès est très souvent annoncé par la lettre d'un camarade de combat, le maire l'officialise.

Lorsque la famille commence le deuil, c'est un deuil sans corps, car les exhumations dans la zone des armées sont interdites jusqu'en 1920.



Les veuves, les enfants revêtent leur habit noir, les hommes portent le brassard. En 1916 un diplôme officiel nominatif de « Mort pour la France » sacralise le sacrifice du combattant. La vie se poursuit dans le souvenir constant de l'absent et la recherche de la vérité sur ses derniers moments. Une communauté de deuil naît dans toute la France, faisant peser sur les vivants le poids des morts.

*Le port du deuil en 1914. C.Yazid Medmoun
Historial de la Grande Guerre Péronne (Somme)*

Assistance aux orphelins de guerre et pupilles de la Nation

En novembre 1918, lorsque la guerre s'achève, on dénombre en France environ 600 000 veuves et près de 1 100 000 orphelins. En juillet 1917, le statut de pupille de la Nation est créé. La France adopte les orphelins dont le père, la mère ou le soutien de famille a été tué à l'ennemi, ou est mort de blessures, de maladies contractées du fait de la guerre. Mention notifiée sur leur acte de naissance, ils sont pris en charge jusqu'à leur majorité et perçoivent une pension calculée suivant leur situation, le coût de la vie, les ressources de la famille.

Si 42 % des veuves de guerre se remarieront, ces enfants devront apprendre à vivre sans leur père, chacun élevé dans le culte de ce dernier, héros de la patrie et tenteront de se construire.

Le transfert des corps

A partir de septembre 1920, la famille peut demander la restitution du corps ; le rapatriement est pris en charge par l'Etat. Le corps du capitaine Faris, ancien maire de Beaucouzé, décédé le 8 décembre 1914 est ramené dans la commune le 5 mars 1926.

Que deviennent les corps des soldats de la Grande Guerre que l'on découvre aujourd'hui ?

Chaque année, les restes de dizaines de corps sont retrouvés en France. Si un soldat est identifié, ses éventuels descendants peuvent faire inhumer le corps dans sa région d'origine, aux frais de l'Etat. Le plus souvent, les familles préfèrent qu'il repose avec ses camarades dans la nécropole nationale la plus proche du lieu de sa découverte. Si le corps est entier ou presque, identifié ou pas, il est enseveli de manière individuelle, avec son identification ou la mention « un inconnu ». S'il s'agit de restes épars, ils rejoignent un ossuaire.

En 1991, Alain Fournier, auteur du chef-d'œuvre *Le Grand Meaulnes* et ses compagnons d'armes, tués le 22 septembre 1914, sont retrouvés dans une fosse commune dans la forêt de Saint-Rémy-la-Calonne (Meuse). Depuis, il repose avec ses camarades dans le cimetière communal.

De nos jours, les paysages portent encore les stigmates de la violence des combats sur les champs de bataille et sont encore dangereux avec des obus non explosés qui affleurent la surface des terrains et peuvent encore tuer. Ce sont les « zones rouges ».

Sources :

Copyright Yann Thomas, *De la mort à la Mémoire*, OREP Editions
Livre du Musée de la grande Guerre de Meaux 2016

NOS MORTS POUR LA FRANCE

La mention « Mort pour la France »

Elle est instituée par la loi du 2 juillet 1915 et modifiée par celle du 22 février 1922. Créé dans le but d'honorer la mémoire du soldat tombé au champ d'honneur, la mention "Mort pour la France" est attribuée aux soldats, mais également aux civils victimes de faits de guerre, décédés entre le 2 août 1914 et le 24 octobre 1919. Elle accorde le statut de pupille de la Nation aux enfants et le versement d'une pension aux veuves de guerre. Le corps ou les restes du corps du soldat, peuvent être restitués sur demande de la famille dans le cimetière de leur choix, aux frais de l'Etat. En outre, la sépulture d'un combattant "*Mort pour la France*" est une concession perpétuelle.

Le premier, le plus jeune et le dernier soldat reconnu « Mort pour la France »



Le caporal Jules, André Peugeot : tué à l'ennemi le 2 août 1914 à Joncherey (Territoire de Belfort). Au premier jour de la mobilisation, en position à Joncherey, il dirige l'escouade de la 6^e compagnie du 2^e bataillon. Un détachement de reconnaissance allemand du V^e régiment de chasseurs à cheval de Mulhouse viole la frontière française, le caporal Peugeot est mortellement blessé par un tir du sous-lieutenant Camille Mayer. Il avait 21 ans.

Désiré Bianco : tué à l'ennemi le 8 mai 1915 à l'âge de 13 ans. Embarqué clandestinement le 2 mai 1915 sur "La France" à destination des Dardanelles, il est tué lors d'un assaut ; pour lui la guerre n'a duré que deux jours.



Augustin Trébuchon : tué à 40 ans d'une balle dans la tête à Vrigne-Meuse (Ardennes), le 11 novembre à 10 heures 45, jour de l'armistice, alors qu'il se portait en première ligne, afin d'y apporter des ordres.

Les chiffres de l'hécatombe

Bilan du nombre de « Mort pour la France » en France, dans le Maine-et-Loire et à Beaucouzé

	France	Maine-et-Loire	Beaucouzé
Mobilisés	8 410 000	93 649	164
Tués	1 400 000	20 000	40
Pourcentage	16.64%	21.36%	24.39%

La classe 1914 a été la plus éprouvée : 292 000 mobilisés 85 200 tués, à l'échelle de la France

Toutes armes confondues, l'infanterie a perdu le plus d'effectif. La catégorie sociale des agriculteurs a été la plus touchée avec 538 0000 morts et disparus.

Les Morts pour la France de Beaucouzé

- 40 soldats sont morts, 35 sont inscrits sur le monument aux Morts de la commune.

Origine des 35 soldats inscrits sur le monument aux Morts : 10 sont nés à Beaucouzé, 20 sont nés dans le Maine-et-Loire, 5 sont nés dans un autre département.

**Age lors du décès*

ALOPPÉ Charles Joseph - 26 ans*, 291 jours de combat
BARREAU Isidore (Saint Jean de Linières)
BÉDUNEAU Joseph Léon - 25 ans, 288 jours de combat
BELLANGER Etienne Auguste (Saint-Clément-de-la-Place)
BESSON Auguste - 23 ans, 288 jours de combat
BODRON Charles Jean - 32 ans, 266 jours de combat
BOUTEILLER Louis Joseph - 30 ans, 18 jours de combat
DESBOIS Adolphe Louis Eugène - 20 ans, 374 jours de combat
FARIS Henri 53 ans, 128 jours de combat
FILLON Jules - 43 ans, 607 jours de combat
FOUCHER Emile Henri - 36 ans, 1618 jours de combat
FRÉMY Henri Joseph - 20 ans, 458 jours de combat
GAUGUET Julien Désiré Marie - 44 ans, 1521 jours de combat
GÉLINEAU Jean Marie - 34 ans, 102 jours de combat
GEORGES Joseph Henri Marie - 41 ans, 391 jours de combat
GOUJON Aimé François Marie - 29 ans, 188 jours de combat
GUIDAULT Albert Maurice - 20 ans, 654 jours de combat
GUILLET Emile Henri - 22 ans, 584 jours de combat
GUILLOT Gustave Alexandre - 26 ans, 28 jours de combat
HOBÉ Louis Léon (Mozé-sur-Louet)
HOUDEBINE Francis Eugène - 32 ans, 47 jours de combat
HOUDEBINE Pierre Emmanuel - 36 ans, 804 jours de combat
JEAN Célestin - 26 ans, 120 jours de combat
LOIRE Ernest Henri - 19 ans, 287 jours de combat
MACAULT Jean-Baptiste - 34 ans, 385 jours de combat
MACÉ Célestin - 31 ans, 34 jours de combat
MACÉ Gustave Henri - 22 ans, 287 jours de combat
MAINFROID Louis (Angrie)

MÉLAN Gaston (Savennières)

MÉNARD Louis Pierre Marie - 33 ans, 339 jours de combat

PERSON Marie Henri André - 29 ans, 53 jours de combat

PIRON Joseph Louis - 27 ans, 990 jours de combat

PLACÉ Eugène Victor Noël - 20 ans, 447 jours de combat

PLACET Jacques Alexandre - 29 ans, 1545 jours de combat

POMMEREAU Henri Clément - 36 ans, 461 jours de combat

PORTIER Pierre Olivier - 23 ans, 800 jours de combat

RÉTIF François Michel - 29 ans, 20 jours de combat

RÉTIF Charles Laurent - 22 ans, 1242 jours de combat

VIGANNE Joseph Henri - 20 ans, 765 jours de combat

VION Louis Emile - 25 ans, 27 jours de combat

En bleu les soldats Beaucouzéens morts pour la France, mais non inscrits sur le monument de Beaucouzé ; il est indiqué ici le monument sur lequel leur nom apparaît.

Particularités sur le monument aux Morts de Beaucouzé

- Jusqu'en 2018, Auguste Besse a été inscrit sur le monument alors que son registre matricule et son acte de naissance comportant sa date de décès, le stipule décédé en 1956.

Il semble qu'une confusion ait été faite avec Auguste Besson décédé lors du naufrage du cuirassé croiseur « Léon Gambetta » le 27 avril 1915, dont le nom n'apparaissait sur aucun monument en France. Il l'est désormais sur celui de Beaucouzé.

Fusillés pour l'exemple

La célébration du centenaire de la fin de la guerre est une occasion de remettre en lumière le cas des "fusillés pour l'exemple". Aujourd'hui encore, leurs descendants réclament que la mémoire de leur(s) ancêtre(s) soit réhabilitée.

En quatre ans de conflit, la justice militaire a traité les cas de 195 000 soldats. Près de 2 400 ont été condamnés à la peine de mort, 563 ont été fusillés pour désobéissance militaire (conséquence des conditions de vie inhumaines, des échecs des offensives).

On en dénombre 125 pour l'année 1914 du 1er août au 31 décembre, 237 pour l'année 1915, 110 pour l'année 1916, 74 pour l'année 1917, 12 pour l'année 1918. On lie très souvent à tort les fusillés et les mutins de 1917 ; il y a bien eu une répression, mais proportionnellement peu ont entraîné la mort, la grâce présidentielle commuait la peine de mort en peine d'emprisonnement souvent de 20 ans.

Seuls, environ quarante soldats ont été officiellement rétablis dans leur honneur après la guerre.

Suite à l'échec initial de la bataille des frontières en 1914 et face à des débuts de débandade, le commandement a rappelé qu'il fallait « si nécessaire forcer l'obéissance des soldats et si besoin faire des exemples ». En 1914, « l'article 213 du code de justice militaire 14-18 » prévoit la peine de mort en cas d'abandon de poste en présence de l'ennemi, de refus d'obéissance, de révolte... Ces motifs d'infraction seront utilisés dans 80 % des cas.

Devant l'aggravation de la situation, le général Joffre est autorisé par le Ministre de la guerre à mettre en place des conseils de guerre spéciaux composés de 3 officiers jugeant en flagrant délit et dont la décision est exécutoire sans appel et sans délai. Les exécutions ont chuté au fil des ans, grâce aux nouvelles lois surtout celle de 1916 qui supprime les conseils de guerre.

Le site Mémoire des Hommes recense six « fusillés pour l'exemple » dans le Maine-et-Loire.

Les fusillés de Suippes

Le 9 mars 1915, dans la Marne, le 6^e bataillon du 336^e régiment d'infanterie de Saint-Lô (Manche) reçoit l'ordre d'attaquer une énième fois le Moulin de Souain (Marne). Les obus allemands s'abattent sur les lignes françaises en continu. Les soldats de la 21^e compagnie de ce bataillon, hébétés de fatigue, refusent de quitter la tranchée. Vingt-quatre hommes sont désignés et passent en conseil de guerre le 16 mars à Suippes, vingt sont relaxés. Quatre caporaux, Théophile Maupas, Louis Lefoulon, Louis Girard et Lucien Lechat sont condamnés à mort au motif de « refus de bondir hors des tranchées ».



Ils sont fusillés le 17 mars 1915 à Suippes devant le régiment au complet, deux heures avant que n'arrive le recours en grâce qui commuait leur peine.

Ils seront réhabilités en 1934, grâce à l'opiniâtreté de la veuve de Théophile, Blanche Maupas. Dix-neuf ans après les faits, les quatre caporaux auront droit à l'épithète "Morts pour la France ».

Quatre silhouettes attachées à un poteau. Trois ont les yeux bandés. Stèle des 4 caporaux à Suippes (œuvre du sculpteur Melden installée en 2007).

Au cours du conflit, chaque famille française a été touchée par un deuil, directement ou indirectement.

"On oubliera, les voiles de deuil, comme des feuilles mortes, tomberont. L'image du soldat disparu s'effacera lentement dans le cœur consolé de ceux qu'il aimait tant. Et tous les morts mourront pour la deuxième fois." Roland Dorgeles

Sources :

Fabien Jouatel, « Ils étaient quatre caporaux » Hors Série Ouest France, Année 2014

Yann Thomas, « De la mort à la Mémoire » Editions OREP 2013

Les notices des Morts pour la France de Beaucouzé peuvent être consultées aux archives municipales de Beaucouzé.

LES PRISONNIERS

Près de 7.7 millions de combattants sont capturés en 52 mois de guerre et dans les territoires occupés, des centaines de milliers de civils sont déportés et internés dans les camps. Internés en zone occupée, en Allemagne mais aussi en Turquie ou Bulgarie, les soldats français ainsi que les civils connaissent tous des conditions de vie très difficiles.

Les prisonniers militaires

La convention de la Haye signée en 1907 par 44 pays, fixe la responsabilité des États vis-à-vis de leurs prisonniers.

En 1914, le soldat capturé relève exclusivement du gouvernement qui le détient.

Fin décembre 1914, 200 000 prisonniers français sont capturés. La France détient 48 000 prisonniers allemands.

A partir de décembre 1914, le Comité international de la Croix-Rouge et les Neutres (Espagne, Suède...) organisent des visites dans les camps.



Avis de disparition du soldat Chailloux François. Archives municipales de Beaucouzé.

Les prisonniers allemands en France

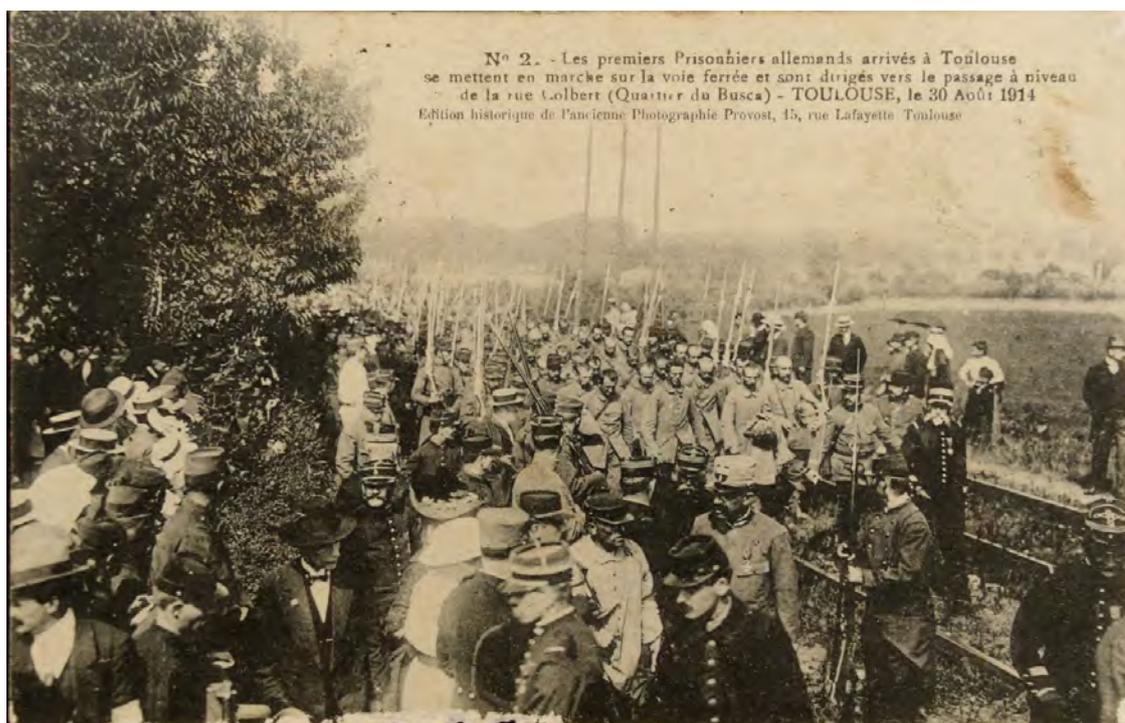
Face à l'afflux de prisonniers, en complément aux centres de triage existants comme à Roanne et Dijon, on ouvre de nouveaux camps. Les hommes séparés par nationalité, sont répartis dans des dépôts en métropole (Blaye, Coëtquidan, Belle-Ile, Montélimar), en Corse et jusqu'en Algérie, en Tunisie et au Maroc. A Cholet dans l'ancien couvent sont détenus des officiers et leurs ordonnances.

L'emploi des prisonniers se développe. Peu utilisés en 1914, progressivement 75 % travailleront, tant la pénurie de main-d'œuvre est forte. Le Maine-et-Loire reçoit 650

prisonniers de guerre. A la méfiance initiale va succéder une forte demande dès 1916, (ils seront 1 130 en août 1918). Des équipes de vingt, de dix ou de cinq prisonniers vont de commune en commune suivant les besoins.



Des prisonniers de guerre participent aux travaux de battage aux environs de Doué-la-Fontaine 1916. Collection particulière.

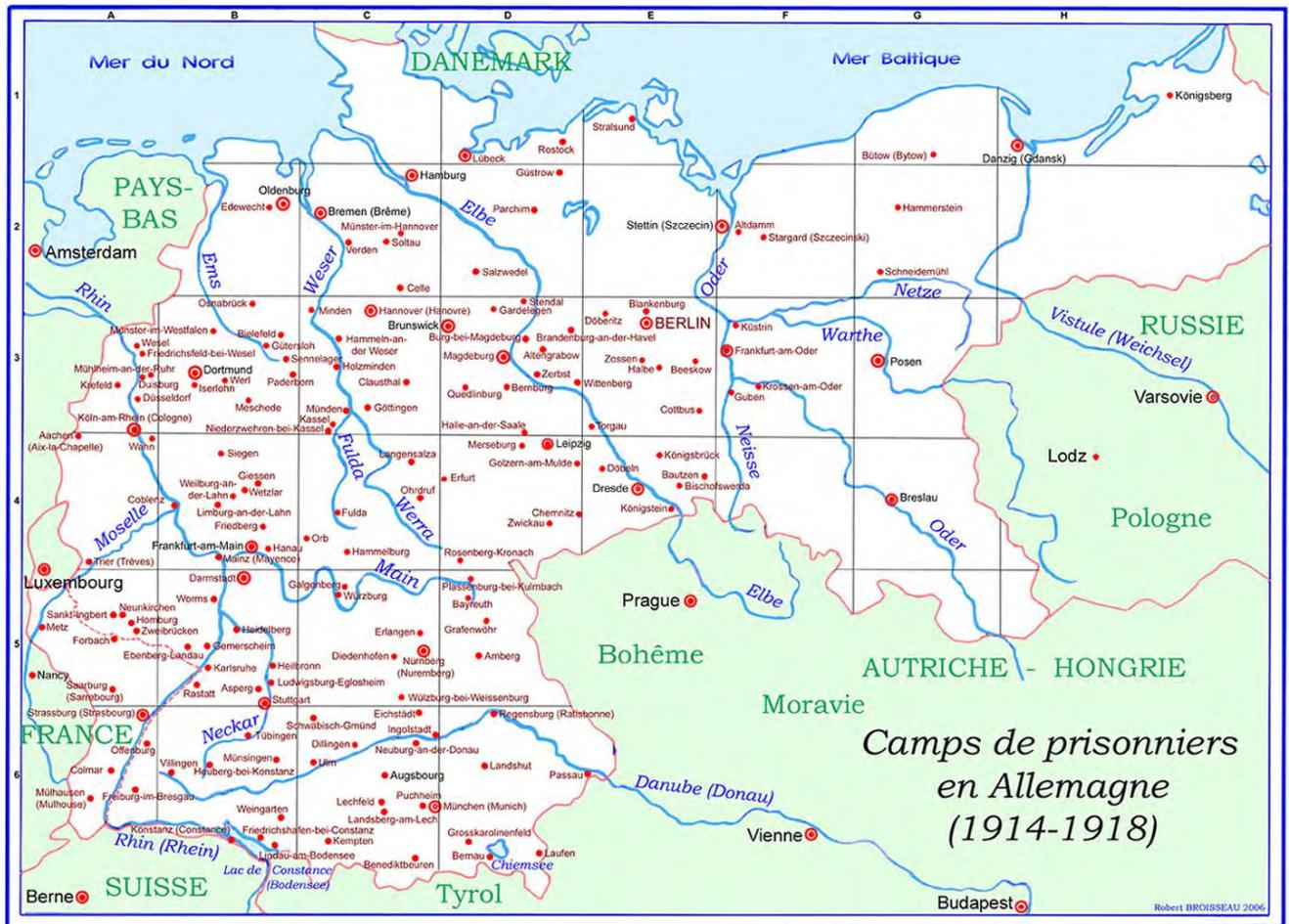


Prisonniers allemands arrivant à Toulouse, 30 août 1914. Collection particulière.

Les prisonniers français

En Allemagne

La France concède au total 565 000 prisonniers à l'Allemagne, elle-même un nombre équivalent à la France. En Allemagne et dans les territoires occupés 320 camps, annexes et dépôts sont ouverts.



BRICARD

QUESTIONNAIRE

Nom *Bricard*
 (du militaire)

↓ Prénoms *Maurice*

Grade *2^e classe*

Incorporation .. *1^{er} Génie*
Paris

N^o matricule. . . *12243*

Date et lieu de la disparition, blessure ou internement . . .
 (aussi exactement que possible et après vous être renseigné auprès de l'autorité compétente de votre pays).
Dernière lettre reçue le 22 août faite par le tapicier Bricard le 14 août renseignements fournis par la mairie le 16-10-14 présumé Bonne santé feuille envoyée au chef B^{elon} dépôt 1^{er} Génie Montpellier & port de la mer

↑ Nom et adresse de la personne à renseigner .
*M^{me} Bricard
 au grand tertre
 Beaucauzé*

Paris par Angers en et Loire

Fiche de recherche du soldat Maurice Bricard. Archives du C.I.C.R de Genève.

Aucun règlement militaire ne fixe vraiment le sort des prisonniers : autant de camps, autant de régimes particuliers. Les conditions de vie sont dures, conséquence en partie du blocus sévère que subit l'Allemagne. Les châtiments corporels sont utilisés comme, par exemple la punition dite « du poteau ». Les épidémies de tuberculose et de typhus du pou, éclatent dans les camps. En 1915, le typhus fait des ravages à Wittenberg, à Cassel (2 000 morts).

Fin 1915, le gouvernement français émet des protestations par l'intermédiaire des Neutres, en menaçant d'exercer des représailles à l'encontre des prisonniers allemands qu'il détient. Des accords sont signés pour faciliter l'acheminement du ravitaillement et des vêtements.

En 1916, la plupart des 300 000 Français détenus, hormis les officiers, sont astreints au travail en détachements agricoles ou industriels. Plus de 30 000 sont ainsi employés dans les usines Krupp, à Essen. Les conditions épuisantes, les brutalités, la nourriture rationnée font des ravages.



*Soldats des 32^e, 77^e et 135^e R.I, prisonniers au camp de Gardelegen en Allemagne. 14 juillet 1915.
Collection particulière.*

En zones occupées

Dès 1914, l'armée allemande affecte une majorité de prisonniers à l'arrière de son front pour accomplir des travaux sur les voies de communication, comme au tunnel de Montmédy (Meuse) en vue de rétablir la voie ferrée Lille-Metz. En 1916-1917, les prisonniers travaillent surtout à l'arrière des fronts de Verdun, de l'Aisne et de Champagne. Beaucoup (environ 4 000) succombent de maladies.

Les échanges de prisonniers - Les internements en Suisse

Des échanges de prisonniers appartenant aux troupes sanitaires s'effectuent dès 1914. En mars 1915, un premier échange de prisonniers mutilés inaptes est organisé via la Suisse. Cette dernière, au cours des années 1916 et 1917, s'entremet pour que s'engagent des échanges directs de prisonniers entre la France et l'Allemagne. De 1914 à 1918, 40 000 prisonniers français blessés ou valides (les sanitaires) rentreront en France.

L'aide aux prisonniers de guerre

En France, de nombreuses initiatives concourent à l'amélioration du quotidien des captifs, envois de mandats internationaux, mais surtout de colis. En 1915, 6 000 000 de colis partent Outre-Rhin, 8 000 000 en 1916.

Fin 1915, 4 500 prisonniers de guerre sont Angevins et à l'armistice plus de 10 000 sont détenus en Allemagne. Le Comité central de secours aux victimes de la guerre assure l'expédition des mandats et des colis (64 000 dans l'année 1915) et se préoccupe de la situation des prisonniers nécessiteux (1 350 en 1916, 1 963 en 1918).

Le Comité international de la Croix Rouge crée en août 1914 une Agence internationale des prisonniers de guerre à Genève qui établit les listes nominatives des prisonniers et organise des visites dans les camps.

Les comités nationaux de la Croix-Rouge des pays belligérants font parvenir des livres dans les camps où s'ouvrent des bibliothèques. Sur place s'organisent des activités intellectuelles et sportives.



*Confection de colis de vivres pour les prisonniers de guerre angevins. 1915.
Archives départementales de Maine-et-Loire.*

Les prisonniers civils

Dans les départements envahis, soumis aux pillages, la population occupée est considérée comme un "matériel humain". Recensée, dépouillée, contrôlée, elle devient un réservoir d'otages et de main-d'œuvre pour l'armée allemande. Il faut travailler contre sa patrie.

Le 3 avril 1916, sont créés les ZAB (Zivil arbeiterbataillon, bataillon de travailleurs civils) où les hommes de 14 à 60 ans subissent les travaux forcés. En 1917, ce sont les femmes de 15 à 45 ans qui sont transférées dans la zone des armées.

Les fortes têtes partent pour la compagnie disciplinaire de Longwy ou pour le bagne de Sedan. Les civils pris en otages, parfois avec leurs enfants et les raflés (Lille, Roubaix, Saint Quentin... environ 180 000) sont internés en France et en Belgique ou envoyés en Allemagne, à Holzminden, Merseburg, etc. Trente mille d'entre eux meurent durant leur internement.



*Otages d'un village de l'Oise emmenés en Allemagne.
L'Illustration.*

Les camps de concentration en France

Les étrangers des nations ennemies peuvent quitter la France sous les 24 heures. Les Austro-allemands résidant dans les zones des armées et non partis dans les délais sont évacués et dirigés vers des centres d'internement principalement localisés dans le sud-est ou dans l'ouest, comme à Guérande où à l'île Longue (5 000 prisonniers). Le camp d'Avrillé retient les étrangers austro-allemands sur le site de l'aérodrome. D'août à septembre 1914, 1 500 personnes y transitent dans des conditions précaires. Celui de Saumur fonctionne d'août à octobre 1914 ; 500 personnes occupent le château et la caserne Feuquières.



Les Alsaciens-Lorrains restés sujets allemands ou « libérés » en 1914 sont également suspectés et très surveillés. Ceux présumés de sentiments français sont assimilés à des réfugiés comme à Angers au dépôt libre du Grand Séminaire, les autres sont internés.

Les Alsaciens-Lorrains restés sujets allemands ou « libérés » en 1914 sont également suspectés et très surveillés. Ceux présumés de sentiments français sont assimilés à des réfugiés comme à Angers au dépôt libre du Grand Séminaire, les autres sont internés.

Les personnes jugées indésirables sont évacuées de la zone des armées et de Paris. Ce sont des individus susceptibles de porter atteinte à l'effort de guerre.

On a « concentré » pendant la durée de la guerre, environ 60 000 étrangers, suspects et indésirables dans 70 camps.

Le retour des prisonniers, l'après-guerre

A leur retour les prisonniers ne reçoivent pas toujours l'accueil auquel leur combat moral et les souffrances de la captivité leur donnent droit. Exclus de certaines décorations, leur pécule et indemnités diminués, la mention « Mort pour la France » ne sera attribuée aux prisonniers décédés en captivité qu'en février 1922.

La convention d'armistice stipule que le rapatriement des 477 800 prisonniers français vivants doit être immédiat et sans réciprocité. En novembre 1918, en France 420 000 Allemands maintenus en captivité, (hormis 4 000 malades libérés) sont employés aux déminages et à la reconstruction. La mission du général Dupont règle les problèmes de retour. En février 1919 il ne reste plus Outre-Rhin que les corps des prisonniers de guerre décédés. On estime leur nombre à 35 000 (20 000 morts allemands en France). En juin 1919, à la signature du traité de paix de Versailles, il reste en France 225 000 Allemands.

En 1926 est créée la médaille des évadés, attribuée également, sous conditions, aux civils et Alsaciens-Lorrains et en 1936, la médaille des prisonniers civils déportés et otages de la Grande Guerre.

BEAUCOUZÉ - LES PRISONNIERS DE GUERRE 1914-1919

Nom	Prénom	Dernière unité	Démobilisation Mort pour la France	Blessure Lieu - Date	Prisonnier Lieu - Date	Lieu d'internement Rapatrié le...
Abélard	René	135 ^e R.I	28 mars 1919		à Ypres (Belgique) le 2 novembre 1914	à Güstrow et Altidamm (Allemagne) Rapatrié le 6 janvier 1919
Besse	Auguste	79 ^e R.I	2 septembre 1919		à Verdun (Meuse) le 2 avril 1916	en Allemagne Rapatrié le 14 janvier 1919
Bodet	René	94 ^e R.I	21 août 1919	à Aubérive (Marne) le 25/9/1915 par balle, région lombarde	à St-Hilaire-le-Grand (Marne) le 25 septembre 1915	à Germersheim et Landau (Allemagne) Rapatrié le 2 décembre 1918
Bouchet	Auguste	335 ^e R.I	11 mars 1919	au bois d'Avocourt (Meuse) le 17 juin 1917. Plaque pénétrante aux bras	à Rouverel (Somme) le 11 avril 1918	en Allemagne Rapatrié le 3 novembre 1918
Bricard	Maurice	1 ^{er} Régiment du Génie	27 août 1919		à la bataille des Ardennes le 22 août 1914	à Limbourg et Darmstadt (Allemagne) Rapatrié le 3 décembre 1918
Chailloux	François	290 ^e R.I	24 janvier 1919		à la côte 304 (Verdun) le 7 mai 1916	à Stuttgart et Hohenasperg (Allemagne) Rapatrié le 9 décembre 1918
Charbonnier	Joseph	135 ^e R.I	24 février 1919		à Crécy-au-Mont (Aisne) le 2 septembre 1918	en Allemagne Rapatrié le 29 novembre 1918
Faris	Henri	268 ^e R.I	Mort pour la France le 8 décembre 1914	Blessé à la poitrine et à l'épaule le 6 novembre 1914	à Verbranden Molen (Belgique) le 6 novembre 1914	Décédé à l'hôpital de Hanovre (Allemagne)
Guillau	Hippolyte	131 ^e R.I	23 juillet 1919		à Courtemont (Marne) le 15 juillet 1918	à Lamsdorf (Allemagne) Rapatrié le 7 janvier 1919
Macé	François	135 ^e R.I	15 janvier 1919		à Prosnès (Marne) le 27 septembre 1914	à Darmstadt, Merseburg et Hameln en Allemagne-Rapatrié le 5 janvier 1919
Menet	Louis	135 ^e R.I	6 janvier 1919		à Zonnebeke (Belgique) le 12 novembre 1914	à Gardelegen (Allemagne) Rapatrié le 6 janvier 1919
Nourry	Louis	135 ^e R.I	8 août 1919	à Bièvre (Belgique) le 23 août 1914 par balles aux jambes	à Bièvre (Belgique) le 23 août 1914	à Müncheberg et Döberitz (Allemagne) Rapatrié le 24 décembre 1918
Rabineau	Joseph	9 ^e bataillon territorial du Génie	30 mars 1919		à Charlemont (Meuse) le 1 septembre 1914	à Wahn (Allemagne) Rapatrié le 29 janvier 1919
Raimbault	Noël	77 ^e R.I	4 septembre 1919		à Craonne (Aisne) le 19 septembre 1917	à Limbourg (Allemagne) Rapatrié le 9 décembre 1918
Robin	Jean	135 ^e R.I	14 août 1915	Blessé en décembre 1914 (amputation cuisse droite)	dans la région de Zillebeke (Belgique) le 14 décembre 1914	à Torgau (Allemagne) Rapatrié sanitaire le 5 mars 1915

LES FRANÇAISES EN GUERRE

Dès le 7 août 1914, le président du Conseil, René Viviani, lance en direction des Françaises un appel solennel : « Debout donc, femmes françaises, jeunes enfants, filles et fils de la Patrie. Remplacez sur le champ du travail ceux qui sont sur les champs de bataille ».

Travailler pour la patrie

Beaucoup de femmes travaillent déjà en dehors du foyer au moment de l'entrée en guerre. Elles sont 7,2 millions soit 35 % des actifs et vont s'adapter à de nouveaux métiers pour remplacer les hommes partis au front, délaissant certains secteurs traditionnels (textile, commerce, employée de maison). Par leur mobilisation, elles soutiennent l'économie au service de l'effort de guerre.



Beaucoup de femmes travaillent déjà en dehors du foyer au moment de l'entrée en guerre. Elles sont 7,2 millions soit 35 % des actifs et vont s'adapter à de nouveaux métiers pour remplacer les hommes partis au front, délaissant certains secteurs traditionnels (textile, commerce, employée de maison).

La guerre de 1914-1918 est aussi un conflit industriel et l'Etat mobilise peu à peu de nombreux entrepreneurs, au profit des fabrications de guerre. Certains continuent leurs productions habituelles (vivres, habillement, équipement...) mais en augmentant les cadences, d'autres fournissent des versions militarisées (avions, poids lourds...), enfin certains mettent leur outil de production au service de fabrication d'armes ou de munitions.

Ainsi, plus de 15 000 entreprises travaillent pour la Défense nationale durant le conflit. L'industrie métallurgique embauche du personnel féminin (10 % de la main-d'œuvre en 1914, 25 % fin 1917). En 1918, les usines Renault (camions, tracteurs, chars) à Boulogne-Billancourt, emploient 31 % de femmes (4 % en 1914). Cette année-là, les usines d'armement emploient 1 700 000 personnes dont près de 450 000 ouvrières, surnommées « munitionnettes ». Leur travail permettra la fabrication de 300 millions d'obus et 6 milliards de cartouches.



Pendant la guerre. — Vue d'un atelier de fabrication d'obus de 75

Femmes employées aux établissements Beauvais et Robin à Angers. Archives départementales de Maine-et-Loire.



Marie Bondu (1887-1966) épouse Trovalet employée dans une fabrique d'obus en 1914. Collection particulière.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE L'ARMEMENT
 Sous-Secrétariat d'Etat des Fabrications de Guerre

Poudrerie Nationale DE BERGERAC

Embauchage d'Ouvrières

CONDITIONS GÉNÉRALES :

Salaire journalier :
 Minimum, **5 francs** ; Maximum, **6 fr. 75**

Logement et nourriture assurés sur demande de l'ouvrière par les soins de l'Établissement moyennant 2 fr. 50 par jour.

Transport gratuit.

Soins médicaux gratuits.

Crèche, Garderie et Ecole pour les Enfants qui peuvent être logés, nourris et instruits à la Poudrerie, pendant que leur mère est au travail, moyennant légère retribution.

Pour tous renseignements s'adresser
 à l'Association pour l'Enrôlement volontaire des Françaises
 au Service de la Patrie
 45, rue d'Ulm, PARIS

Les Lundi, Mercredi et Vendredi, de 10 à 12 heures et de 2 à 5 heures.

Imprimerie Coopérative, 2, rue de Valenciennes, PARIS XV^e. — 112298-47.

Les conditions de travail sont dures, (charges lourdes produits dangereux...), les journées dépassent souvent 10 heures tous les jours de la semaine, la réglementation du travail ayant été suspendue. Les salaires, meilleurs que dans les métiers traditionnels, restent inférieurs à ceux des hommes, entraînant de nombreuses revendications et des grèves dès 1915 à Paris (18 grèves entre 1915 et 1916) et à partir de 1916 en province (Saint-Etienne, Saint-Chamond).

*La Poudrerie Nationale recrute.
 Musée de la Grande Guerre de Meaux.*

A Trélazé, 120 femmes travaillent aux Ardoisières comme fendeurs. A Angers, il y a 21 usines de guerre et les Etablissements Bessonneau (tentes, bâches, hangars, câbles) emploient 6 600 salariés dont 65 % de femmes (37 % en 1914). En 1917, des grèves de revendications salariales éclatent en Anjou, notamment dans le textile et la chaussure.

A l'usine, à la campagne, au bureau, dans les rues, dans les hôpitaux, les femmes sont partout présentes et dans tous les secteurs, celui de l'administration, des services publics (remplacement des 18 000 mobilisés de la Poste), de l'éducation (institutrices titulaires et intérimaires), des transports (cheminotes, conductrices de tramways, de taxis) alors que la féminisation du secteur tertiaire s'amplifie.



L'agriculture emploie 3 200 000 agricultrices, ouvrières agricoles ou femmes d'exploitants en 1914. Elles doivent bientôt tout faire : diriger (850 000 femmes chefs d'exploitations), décider des productions, encadrer la main-d'œuvre, labourer, semer, rentrer les foin, conduire la charrue, tailler la vigne, vendre les produits et répondre aussi aux réquisitions répétées de l'armée. Du front, dans leurs courriers, les soldats agriculteurs s'inquiètent de l'avancée des travaux, donnent des conseils, contrôlent les dépenses, en attendant la permission qui les verra reprendre le travail.

Ce surinvestissement des femmes permet de maintenir une production agricole indispensable à la poursuite de la guerre. Mais cette vérité cache bien des drames comme aux Verchers (Maine-et-Loire) où en avril 1916 cette fermière écrit: « Mon mari a été mobilisé le 7 août 1914. Je reste seule, depuis cette époque avec deux enfants en bas âge, avec une ferme sur les bras, une ferme de 30 hectares...Je travaille chaque jour au-dessus de mes forces...cependant malgré toute ma bonne volonté, j'estime que je ne pourrai pas continuer mon travail si on ne me vient pas en aide.»

Alors que les femmes mariées n'ont aucun statut juridique en tant que chef de famille, de nouvelles responsabilités familiales leur incombent. Mais beaucoup restent sous l'autorité d'un père, beau-père, beau-frère resté à la ferme. La loi du 3 juillet 1915 leur permet d'exercer provisoirement la puissance paternelle à défaut du père empêché.

Le surmenage est quotidien, la fatigue permanente. Il faut rassurer les enfants, être forte. Les adolescents remplacent le travail masculin dans les champs et les usines, d'où un important absentéisme scolaire.

Avec la séparation vient le temps de la correspondance. Les relations épistolaires, très nourries, fondées sur l'échange, favorisent une plus grande expression de l'intime et des sentiments, permettant à chacun de combler l'absence et à celui qui est au front, de résister aux misères de la guerre.

Les dames blanches

Pendant la durée du conflit 110 000 infirmières seront mobilisées, dont 68 000 appartiennent aux trois sociétés d'assistance de la Croix-Rouge : la Société de Secours aux Blessés militaires (SSBM) qui œuvre au plus près du front et dirige les infirmeries de gare, l'Association des Dames Françaises (ADF), infirmières hospitalières, et l'Union des Femmes de France (UFF), infirmières ambulancières. Toutes portent l'insigne de la Croix-Rouge Française.



Une salle de l'hôpital auxiliaire 102 à Angers. Archives départementales de Maine-et-Loire.

Quelles soient infirmières de l'Assistance Publique, militaires, bénévoles de la Croix-Rouge ou religieuses, elles sont partout présentes près du front, en danger sous les bombardements, dans les postes avancés d'ambulances ou à l'arrière dans les hôpitaux, se dépensant sans compter, auxiliaires indispensables du Service de Santé de l'Armée.

Les premiers temps de la guerre sont marqués par le désordre et l'improvisation devant l'afflux massif des blessés (798 000 blessés et 325 000 malades en 1914). D'août 1914 à juin 1915, la très grande majorité des soins aux soldats blessés et malades est réalisée par des bénévoles, notamment ceux des trois sociétés de la Croix-Rouge.

Les « dames blanches » contribuent efficacement au bien-être moral et physique des blessés mais ne sont pas les seules ; la philanthrope Léonie Chaptal estimera qu'environ 500 000 femmes d'origine et de statut divers se sont enrôlées dans les services de santé au cours de la guerre. Chevilles ouvrières du système sanitaire, plusieurs centaines d'entre elles seront victimes des bombardements ou de contaminations et d'épidémies.

La moitié des femmes décorées à l'issue du conflit le seront au titre de leurs actions au sein des services de santé. Reims et Pierrefonds ont érigé un monument consacré à la cause des infirmières.

La démobilisation des femmes en 1919 marque un retour à la normale dans une société française de l'après-guerre, marquée par le deuil et pas encore prête à leur accorder pleinement l'égalité professionnelle, le droit de vote, le choix de la maternité. Cependant l'émancipation féminine s'avance inéluctablement avec l'égalité scolaire des filles et l'ouverture de plus en plus marquée aux emplois du secteur tertiaire.

LES ANIMAUX, DES ACTEURS OUBLIÉS

Nos amies les bêtes ont, elles aussi, participé à la Grande Guerre !

Les pigeons voyageurs

Environ 200 000 pigeons ont participé à la Première Guerre. Ils étaient chargés de porter des messages lors des bombardements, quand les hommes et les chiens ne pouvaient plus passer. Ils étaient très rapides et avaient un sens de l'orientation hors du commun.



Colombier militaire

Des pigeons ont reçu les honneurs militaires pour leurs exploits de messagers.

le pigeon «Vaillant » a obtenu le diplôme de la bague d'honneur et une citation à l'ordre de la Nation. A sa mort, le « Vaillant » a été empaillé et il est toujours conservé dans le dernier colombier militaire d'Europe, au Mont-Valérien à Suresnes (Hauts-de-Seine).



1916

1914

1929



AVX COLOMBOPHILES
MORTS POUR LA FRANCE
AV PIGEON DE VERDUN

DE CE FORT EST PARTI PENDANT LA BATAILLE DE
VERDUN, LE 4 JUIN 1916, LE DERNIER PIGEON
VOYAGEUR DU COMMANDANT RAYNAL (N°787-15)
PORTANT LE MESSAGE SUIVANT :

" NOUS TENONS TOUJOURS, MAIS NOUS SUBISSONS UNE
ATTAQUE, PAR LES GAZ ET LES FUMÉES, TRÈS DANGEREUSE.
IL Y A URGENGE À NOUS DÉGAGER, FAITES-NOUS DONNER DE SUITE
COMMUNICATION OPTIQUE PAR SOUVILLE QUI NE RÉPOND PAS
À NOS APPELS. C'EST MON DERNIER PIGEON "

LE PIGEON ACCOMPLIT SA MISSION ET A OBTENU
LA CITATION SUIVANTE :

" MALGRÉ DES DIFFICULTÉS ÉNORMES RÉSULTANT D'UNE INTENSE
FUMÉE ET D'UNE ÉMISSION ABONDANTE DE GAZ, A ACCOMPLI LA MISSION
DONT L'AVAIT CHARGÉ LE COMMANDANT RAYNAL UNIQUE MOYEN
DE COMMUNICATION DE L'HÉROÏQUE DÉFENSEUR DU FORT DE VAUX, A
TRANSMIS LES DERNIERS RENSEIGNEMENTS QUI AIENT ÉTÉ REÇUS
DE CET OFFICIER. FORTEMENT INTOXIQUÉ EST ARRIVÉ MOURANT
AU COLOMBIER.

Diplôme de Bague d'Honneur

CETTE PLAQUE A ÉTÉ ÉRIGÉE PAR SOUSCRIPTION DES SOCIÉTÉS COLOMBOPHILES DE
FRANCE, PAR LES AMIS DES PIGEONS VOYAGEURS ET PAR LES SOINS DU "PIGEON DE VERDUN",
SOCIÉTÉ COLOMBOPHILE DE VERDUN, ET INAUGURÉE LE 24 JUIN 1929.

Les chevaux

Les chevaux sont les grands oubliés de la guerre. Pourtant, environ 11 millions de chevaux, ânes et mulets ont participé à la Grande Guerre. Les chevaux étaient très importants :

- ils transportaient certains soldats sur le front lors des attaques et faisaient partie des stratégies d'attaques.
- ils étaient utilisés pour transporter les blessés, la nourriture et les munitions.
- ils étaient de très bons compagnons.



Anes d'Afrique pour le service des tranchées

Les chevaux remplaçaient les camions dans les zones rendues impraticables (par la pluie, par les trous d'obus). Plus de 1 million de chevaux sont morts à la guerre, à la fin de la guerre, de très nombreux, épuisés ou trop malades, ont dû être abattus.



Mémorial des animaux de guerre de Pozières (inauguré par une organisation australienne militant pour la reconnaissance du sacrifice animal lors des conflits armés).

Mairie de Pozières (Somme)

Les animaux qui ont fait du bien



De nombreux animaux ont tout simplement eu un rôle affectif pendant la Grande Guerre. Ils remontaient le moral des troupes. Les soldats se confiaient à eux, les cajolaient et en prenaient soin.

Seules tendresses

Certains animaux sont devenus les mascottes des soldats (chiens, renards, fouines, ânes..). Tiny, un âne, a été récupéré par les Anglais en Picardie et on raconte qu'il appréciait le thé.



1915, Gui Gui le sanglier mangeur de chocolat

Des animaux plus exotiques ont été également conservés à l'arrière des tranchées comme véritables porte-bonheurs : c'est le cas d'un éléphant qui avait été offert aux soldats allemands par un directeur de cirque ou d'un lionceau qui veillait sur l'armée de l'air américaine.



Groupe de soldats et leurs corneilles.



Le perruquier et cuistot Brulard et sa corneille apprivoisée

Les chiens

Durant la guerre, les chiens sont les animaux qui ont eu le plus de missions différentes. Environ 100 000 chiens ont été réquisitionnés par différents soldats pour partir à la guerre. La plupart des chiens étaient pris dans les fourrières.

Les chiens sentinelles

Les chiens sentinelles étaient là pour détecter les ennemis, surveiller les stocks d'armes et de nourriture. Ils aidaient aussi les soldats à trouver leurs chemins. Ils avaient comme qualités une très bonne ouïe et un super odorat.

Les chiens de combats

Les chiens de combats transportaient des armes, mais pouvaient aussi combattre (en mordant et en griffant). Les chiens anti-char (appelés aussi chiens-bombes ou chiens-mines) étaient des chiens dressés pour transporter des explosifs sous les chars et les véhicules blindés. L'explosion détruisait le char et tuait le chien.



Les chiens infirmiers-ambulanciers

Ils avaient plusieurs rôles :

- trouver des blessés sur le front (c'est-à-dire sur le champ de bataille) et leur apporter du matériel de soin.
- servir d'ambulancier pour évacuer les soldats.



Les chiens de traîneaux de la Première Guerre Mondiale

Voici le nom de code des chiens : «Poilus d'Alaska».

L'hiver 1914-1915 a été l'un des plus rigoureux du début du 20ème siècle. Sur les crêtes vosgiennes, la neige a atteint parfois 2 mètres de haut et l'accumulation des neiges rendait long et difficile le travail des mulets. Les soldats devaient continuellement déneiger pour leur dégager le passage.



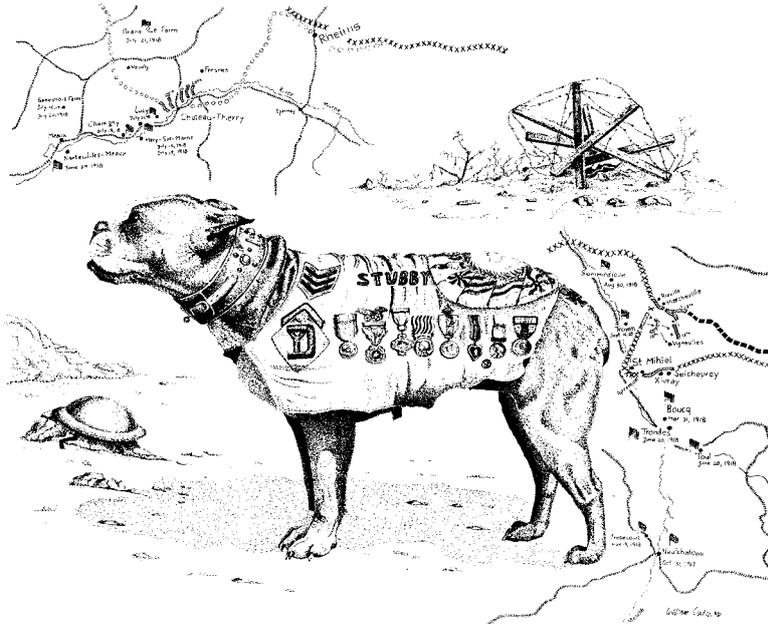
Au mois de juin 1915, deux officiers ont demandé à être reçus par le commandement de l'Armée des Vosges : ils connaissaient bien les difficultés de vie et de transport dans les régions extrêmement froides puisqu'avant la guerre, ils vivaient en Alaska.

Ils ont suggéré alors de s'inspirer des pratiques de l'Alaska et d'utiliser des traîneaux à chiens pour l'acheminement des fournitures. Il existait en France des chiens de « trait » ou de « bât » mais l'activité de traîneau était alors pratiquement inconnue.

Dans un premier temps, le commandement a souri, mais en septembre 1915, le projet est devenu officiel.

Un équipage de 400 chiens et d'une quarantaine de traîneaux est venu en France avant l'hiver 1915-1916.





Le chien Stubby :

Après 1 an passé dans les tranchées, le chien Stubby a été décoré pour avoir notamment capturé un ennemi.

C'est le chien qui a obtenu le plus de médailles pendant la guerre, obtenant même le grade de sergent.

Les animaux nuisibles



Certains animaux n'étaient pas les bienvenus dans les tranchées : rats, puces, poux.

Les rongeurs volaient le peu de nourriture des soldats et les empêchaient de dormir.

Dans les tranchées, on ne pouvait pas se laver pour se débarrasser des poux (les « totos » comme on les appelait à cette époque)

Sources :

Textes : Ecole Maurice Ravel

Visuels : Musée de la Grande Guerre de Meaux.

Le Maine-et-Loire 1914-1919

- P.138 En Anjou, à l'arrière
- P.143 L'école pendant la guerre
- P.149 A Beaucouzé, loin du front
- P.154 Le journal d'une Beaucouzéenne
- P.160 Les réfugiés
- P.165 Les Américains en Anjou 1917-1919
- P.173 La guerre dessinée par les enfants



Hall de l'hôtel Chemellier à Angers, siège du Comité de secours aux victimes de la guerre
(Archives départementales de Maine-et-Loire).



Prise d'armes sur le Champ-de-Mars (116^e régiment du génie américain)
(Jean-Paul Merceron, *Chronique des Américains en Anjou*, Editions Hérault 2017).

EN ANJOU, À L'ARRIÈRE

Les solidarités

Au mois d'août 1914, 40 000 hommes sont mobilisés en Maine-et-Loire. La vie quotidienne est immédiatement et profondément perturbée. Au chômage, dû à la désorganisation de la vie économique (main-d'œuvre et transports) s'ajoute l'angoisse des familles de mobilisés, momentanément sans ressources. La victoire de la Marne en septembre 1914 et les mesures prises par les autorités éloignent les premières alarmes : versement d'allocations aux familles de mobilisés, ouverture d'ateliers de guerre pour les femmes, les jeunes chômeuses et les veuves ayant un fils mobilisé, envoi de la main-d'œuvre disponible en renfort dans les communes rurales.

Les actions de solidarité et d'entraide renforcent le sentiment patriotique en ces premiers mois de guerre. Le front doit compter sur l'arrière; c'est un autre combat qui s'engage alors que la guerre s'enlise en cette fin d'année 1914. On assiste alors à la création de multiples comités dont le plus emblématique est le Comité central de Maine-et-Loire de secours aux victimes de la guerre. Créé début septembre 1914 et installé à l'hôtel de Chemellier, il est présidé par le préfet Edmond Fabre et a pour objectif de venir en aide aux blessés, aux prisonniers et aux réfugiés.



*Affiche lithographique en couleurs signée A. et G. Chanteau.
Archives départementales de Maine-et-Loire.*

Il distribue des aides aux personnes et aux différentes organisations d'entraide et de charité (collectes et répartition des subsides de l'Etat). L'une de ses attributions est l'organisation de « journées » dont le but est de réunir des fonds: « Journée de l'Anjou », « Journée des blessés », « Journée des prisonniers de guerre », « Journée du 75 ». D'autres comités, d'initiative privée, voient le jour : Comité franco-belge des réfugiés, Comité de l'Anjou des invalides de guerre, Comité franco-serbe, Dessert du soldat...Des communes lancent des souscriptions comme à Beaucouzé où le 13 septembre 1914, 1 200 francs sont réunis au profit de plusieurs œuvres, l'instituteur, recueillant 930 francs.

Aux côtés des comités se mettent en place des organismes de la vie économique : Commission d'alimentation, Commission du chômage, Office départemental du charbon, Comité de répartition du sucre, Bureau permanent des céréales. Elles rassemblent tous les acteurs politiques et économiques et des représentants ouvriers. L'action des maires et des notabilités locales permet la mise en œuvre de la politique de ces instances.

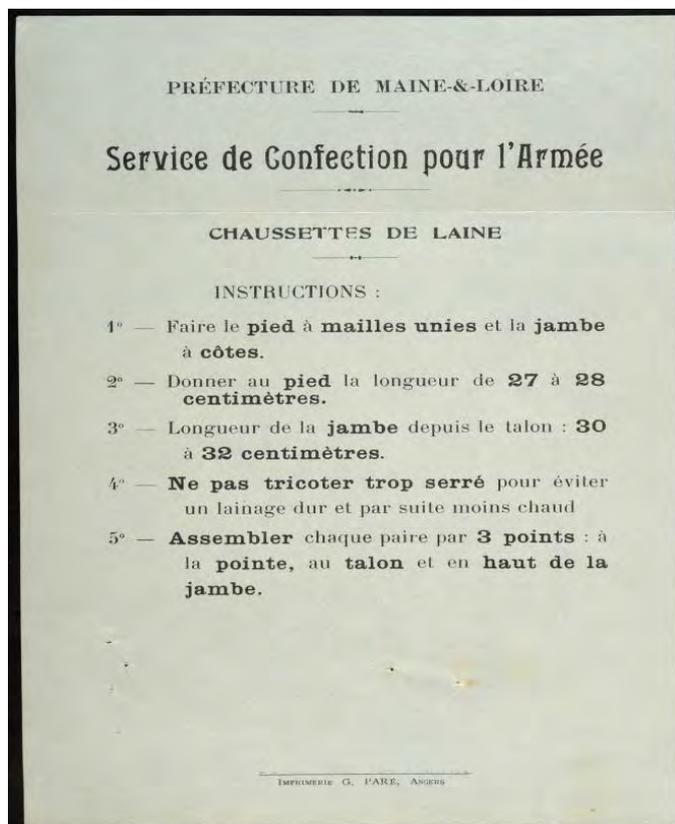


Affiche, Abel Faivre (1867-1945).

La participation de l'arrière à l'effort de guerre ne se cantonne pas seulement aux souscriptions et emprunts, et à l'aide aux soldats au front ou prisonniers (vêtements, colis de vivres). Les réquisitions (céréales, bétail, fourrage) et les pénuries (énergie, matières premières) sont plus ou moins bien acceptées. Les prix s'envolent bientôt et l'année 1917 est en Anjou, comme au front, la plus difficile de la guerre



Archives départementales de
Maine-et-Loire.



Archives départementales de Maine-et-Loire.

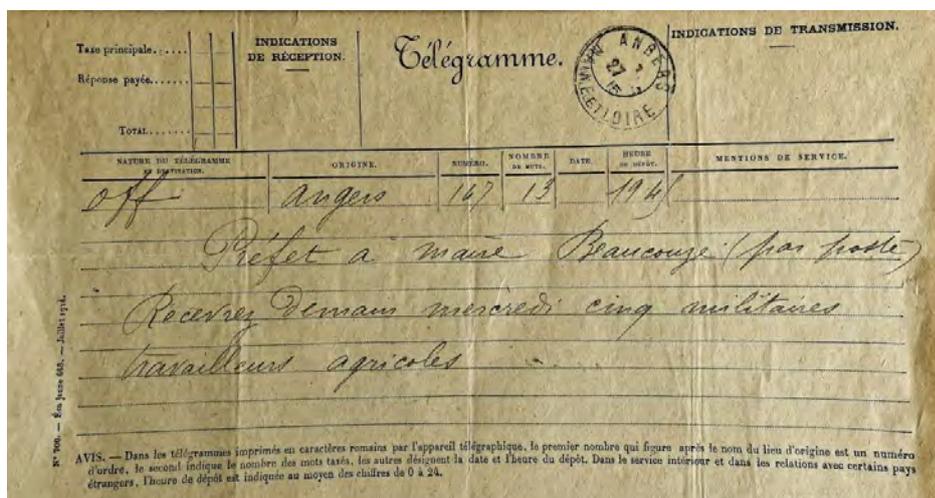
Dans les campagnes

La guerre surprend le monde rural en plein travaux des champs. 50 700 paysans angevins (agriculteurs et auxiliaires) sont mobilisés entre le 2 août 1914 et janvier 1916 (55 700 au total). Ils représentent 58 % des actifs agricoles. L'entre aide de l'été 1914 et les bonnes récoltes, grâce à un climat favorable, s'estompent en 1915. Les bras manquent et dans de nombreuses fermes la femme reste seule, ne trouvant que difficilement des domestiques agricoles. Une partie des exploitations restent en friches (4 400 ha en 1916 mais 2 200 en 1918). Au mieux les travaux se font avec retard, au pire l'exploitation est délaissée. Dans treize communes sur 50 du Choletais il y a délaissement total d'une ferme.



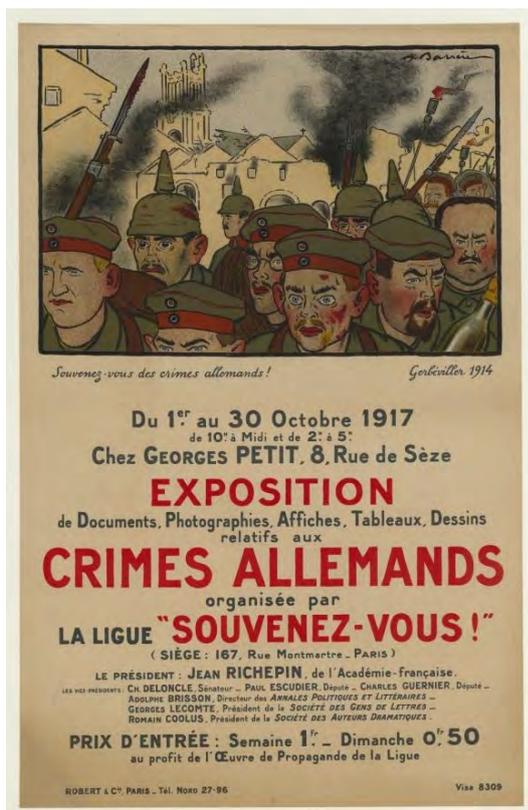
Les réfugiés et les prisonniers constituent un faible apport de main-d'œuvre. Les militaires (territoriaux, permissionnaires agricoles, hommes à l'instruction), les détachés agricoles des classes 1888 à 1891 et les sursitaires sont employés mais sans que leur nombre total n'excède 8 000 hommes.

Les campagnes font face à un hiver trop froid en 1917 et à un été trop sec en 1918. Des récoltes entières de pommes de terre, de choux et de colza sont détruites. Le blé produit en 1917 ne représente que la moitié de la récolte de 1914. Les réquisitions sont de plus en plus lourdes ; après 1915 il y a des pénuries sur certains aliments. En Anjou la diminution des rations de pain est très mal acceptée. Le spectre de la disette inquiète les angevins qui refusent de se plier aux ordres de réquisition les plus durs. Le prix des denrées essentielles (pain, œuf, lait) augmente et les plus modestes sont réellement incapables de faire face. Une famille ouvrière angevine voit ses dépenses habituelles multipliées par 4 entre 1914 et 1919. Même après la guerre certaines denrées demeurent rares comme le sucre dont le prix ne se rétablit qu'en 1920.



Archives municipales de Beaucouzé.

La propagande



En Maine-et-Loire, comme partout en France, une véritable propagande de guerre est instaurée pour favoriser les enrôlements mais aussi faire adhérer la population à l'idée de la guerre et récolter des fonds. Il s'agit aussi de rassurer l'arrière, surtout quand la guerre s'enlise et que la population doute, de relativiser les défaites françaises et d'exagérer les victoires, en un mot de démontrer la supériorité incontestable de l'armée française, dont on rappelle sans cesse la noblesse et la vaillance.

Cette propagande passe tout d'abord par une interdiction de la présence allemande dans la publicité ou supposée telle (le Bouillon Kub), dans les noms de rues ou de commerces...

Affiche d'une exposition de propagande antigermanique à Paris en 1917. Bibliothèque nationale de France.

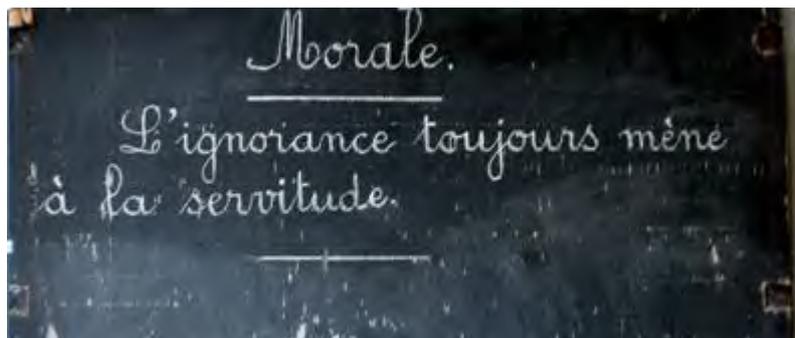
La presse nationale et régionale, les pièces de théâtre, le cinéma, des conférences et des lectures patriotiques dont celles données à l'Institut municipal d'Angers, exaltent le patriotisme, annoncent une victoire finale certaine, diabolisent le « boche ». Des campagnes d'affichage à grande échelle ont lieu durant toute la durée de la guerre. Cependant, la propagande ne semble pas susciter chez les angevins – qui pourtant partagent l'antigermanisme d'État – un réel engouement, si l'on se fie à la maigre fréquentation aux conférences et autres manifestations organisées par les autorités.

Avec la nécessaire solidarité (accueil des réfugiés, des blessés, aides aux soldats au front), l'acceptation des sacrifices matériels et l'implication des femmes dans les campagnes et les usines, on a pu, à juste titre, parler d'une autre mobilisation, celle de l'arrière. Elle fut acquise, certes avec le concours de l'État, mais plus sûrement grâce aux très forts sentiments des angevins de défendre le droit, la liberté, et contre l'Allemand agresseur, sa terre et sa petite patrie, l'Anjou.

L'ÉCOLE PENDANT LA GUERRE

Evolution de l'enseignement, un peu d'histoire

L'école actuelle ne date pas de la fin du 19^e siècle, elle existait bien avant. C'est sous l'impulsion de Jules Ferry, qui s'inspire principalement du projet de réforme de l'instruction publique (1792) de Condorcet que deux lois sont votées : la gratuité de l'enseignement en 1881 et l'école obligatoire et laïque en 1882 pour les enfants des deux sexes âgés de 6 à 13 ans ; cette loi instituait l'égalité des garçons et des filles face à l'instruction.



Avec la laïcité, l'instruction religieuse disparaît du programme. Elle est remplacée par l'éducation civique et morale.

Mais pour permettre aux enfants de continuer à recevoir l'enseignement religieux, la loi de 1882 prévoit la création d'un jour de repos dans la semaine en plus du dimanche : c'est le jeudi. Puis, à compter de 1972 le mercredi.

Mardi 3 juillet
La leçon de moral

Une leçon de moral et une phrase écrite par le professeur au tableau qui représente les valeurs de la république.

La moral est au centre d'un débat pour sa suppression. Finalement la leçon de moral se termine en 1971.

Texte élève de l'école Jacques Prévert

La grande majorité des élèves ne poursuit pas d'études au-delà du primaire, aussi toutes les connaissances essentielles doivent être acquises au cours des trois cycles scolaires, d'une durée de 2 ans chacun : cours élémentaire, cours moyen et cours supérieur. Le Certificat d'Etudes Primaires - C.E.P sanctionne la fin de l'enseignement primaire. Créé en 1866, ce diplôme emblématique dans l'histoire de l'éducation est supprimé en 1989. L'instituteur présente les élèves qui ont le plus de chance de réussir. L'obtention du diplôme permet d'accéder aux premiers échelons de la fonction publique ou d'entrer dans les Chemins de Fer de l'Etat.

La rentrée scolaire en 1914 dans le Maine-et-Loire

La mobilisation de nombreux instituteurs et l'utilisation massive des écoles par l'armée comme hôpitaux ou casernes, réduit la disponibilité du personnel enseignant, des locaux et

créées de multiples difficultés. En octobre 1914, 176 instituteurs sont mobilisés ; 65% le seront sur la période de la guerre (54 d'entre eux y sont morts).

L'école publique est souvent installée dans la mairie au centre du village. L'enseignant loge sur place, à l'étage et dans les communes rurales, il est très souvent le secrétaire de mairie, comme à Beaucouzé. Lorsque la guerre éclate, les enseignants mobilisables sont envoyés au front, ce qui n'est pas le cas à Beaucouzé.



L'école pendant la guerre est différente de l'école d'aujourd'hui. Les garçons et les filles étaient séparés dans des écoles différentes. L'un des
Texte élève de l'école J. Prévert

Ecoles communales à Beaucouzé en 1914

En 1914, à Beaucouzé, il y a trois écoles. Deux publiques : une de garçons dans la Mairie devenue aujourd'hui la Maison des Associations, une de filles située rue de Haute Roche et une privée, rue du Bourg ; ces deux dernières sont aujourd'hui propriétés privées. En général, chaque école dispose d'une seule classe à trois niveaux.



Une classe en Anjou. Archives départementales de Maine-et-Loire.

Le bureau du maître est sur une estrade dominant les rangées de pupitres. Les élèves apprennent leurs leçons par cœur. La classe doit être silencieuse, les élèves écoutent leur maître les bras croisés.

Les programmes pendant la guerre

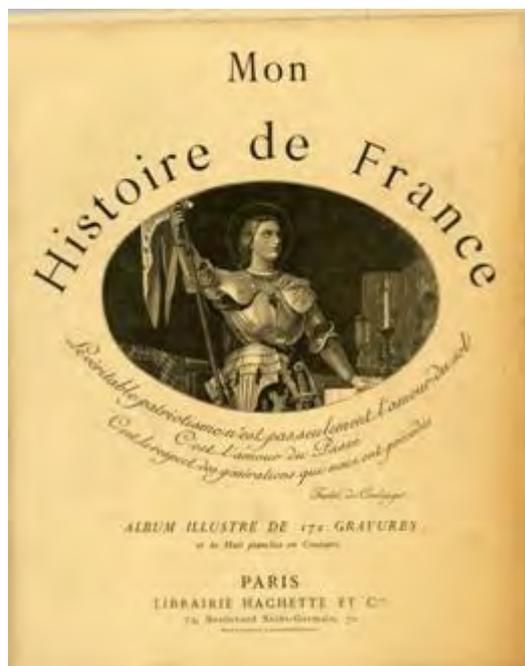
Depuis 1882, l'enseignement est basé sur les valeurs de la République. Au début de la Première Guerre mondiale, les éléments les plus marquants de ce patriotisme scolaire restent les manuels utilisés au cours de cette période.

En 1914, le ministre de l'instruction publique, Albert Sarrault écrit aux recteurs d'académie : « Je désire que le jour de la rentrée, dans chaque classe, la première parole du maitre aux élèves hausse le cœur de la patrie et que la première leçon honore la lutte sacrée où nos armées sont engagées ».



L'école prépare le futur citoyen à assumer ses devoirs de défense de la patrie, comme en témoigne le titre de ce livre pour apprendre l'alphabet.

La guerre fait partie du quotidien de l'enseignement :
 Calcul de la production d'obus en mathématiques.
 Géographie, la situation des champs de bataille.
 Histoire, narration des combats menés par les valeureux soldats.



Musée de la Grande Guerre de Meaux.



Hygiène et prévention

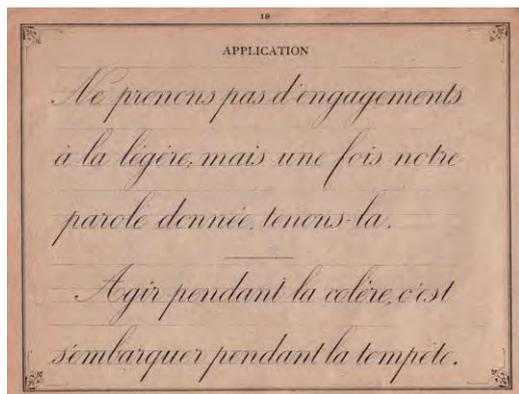
L'école développe les politiques sanitaires et introduit dans les programmes scolaires la promotion de l'hygiène, la prévention des fléaux comme l'alcoolisme, les maladies contagieuses comme la tuberculose etc.

L'enseignant doit veiller à la propreté de sa classe et doit inculquer à ses élèves les rudiments d'une bonne hygiène corporelle.

Tableau de la lutte anti-alcoolisme par le docteur Galtier Boissière.



Les outils de l'écolier



La plume, le porte-plume, plumier, l'ardoise, le crayon d'ardoise, la craie et le buvard.

Leçon d'écriture : Tous les jours les élèves font des exercices d'écriture. L'écriture est penchée. Quand la plume monte le trait est fin : c'est le délié, lorsqu'elle descend le trait est gros : c'est le plein.

Le maître remplit les encriers. Il faut s'appliquer pour ne pas faire de tâches. Pour sécher l'encre, on utilise un buvard.



L'école avant la guerre

Le qui est différent de l'école avant la guerre est que les enfants écrivaient avec des plumes en métal. Les plumes devaient être trempées dans un encrier. Le maître vérifiait les mains des enfants ~~pour~~ pour voir si elles étaient propres.

Texte élève de l'école Jacques Prévert.

A l'arrière, les élèves vont participer à l'effort de guerre

Avec l'enseignement de l'instruction civique et morale, les élèves doivent devenir de bons citoyens, des serviteurs dévoués de la Patrie. Participation des enfants de Beaucozé pour améliorer le bien-être des soldats.

Le Conseil municipal. Après en avoir délibéré
1° de voter une somme de cent francs au Comité
Central en faveur des victimes de la guerre ; 2° de attribuer
une somme de trente francs aux écoles de filles pour achat de
laine destinée à confectionner des vêtements pour les soldats ;
3° de attribuer une somme de vingt francs à l'école de Garçons
pour l'œuvre " Noël des Soldats ".

Extrait d'une délibération d'un conseil municipal. Archives municipales de Beaucozé.

Les bons points et les images en récompense



Musée de la Grande Guerre de Meaux.

Les bons points récompensent le travail bien fait. Au bout d'une dizaine, on peut les échanger contre une image. Ces images de récompense parlent de la patrie.

Les punitions

Les élèves perturbateurs ont droit à diverses punitions censées les faire progresser ou les remettre dans le droit chemin : la baguette, la règle et/ou l'agenouillement dessus. Pour faire corriger une faute d'orthographe ou une erreur d'opération, le maître peut tirer les cheveux ou les oreilles. La punition la plus fréquente est le travail de recopie pendant la récréation ou le soir après la classe, cinquante ou cent lignes.

Les parents acceptent en général sans protester la plupart de ces punitions, ajoutant parfois la leur à celle du maître.

La distribution des prix

Elle se déroule la veille des grandes vacances pour clôturer l'année scolaire. En présence du maire, des conseillers municipaux et des notables, après les discours à la gloire de l'école laïque et de la République, les prix sont remis aux meilleurs élèves de chaque matière étudiée. C'est un moment de fierté pour les parents et les enfants endimanchés. La qualité et la taille du livre varie en fonction de l'importance du classement. Les élèves reçus au certificat d'études, repartent avec un dictionnaire. Ces prix offerts permettent de faire entrer les livres dans la maison.

A Beaucozéz, en 1908, la remise des prix a lieu le 27 juillet.

Deux des élèves de la classe supérieure ont leur nom inscrit sur le monument aux Morts de Beaucozéz :

- Desbois Adolphe : Prix d'honneur et prix d'histoire-géographie
- Guideau Albert (Guidault Albert) : Prix de calcul et d'instruction civique. Pour ce dernier l'orthographe de son nom pendant sa scolarité est erroné ainsi que son année de naissance, après vérification c'est bien la même personne.

	<p><i>Fraie d'hommeur</i> <i>Destois Adolphe</i> <i>Fraie d'excellence</i> <i>Boureau Maurice</i> <i>Mouille et conduite</i> <i>Cours supérieur</i> <i>Guillau Hippolyte</i> <i>Cours moyen</i> <i>Lupercin Henri</i> <i>Cours élémentaire</i> <i>Champire Pierre</i> <i>Orthographe</i> <i>Cours supérieur</i> <i>Dupuis Etie</i> <i>Lortier Laurent</i> <i>Cours moyen</i> <i>Aoussiau Adolphe</i> <i>Bodel Louis</i> <i>Cours élémentaire</i> <i>Chauvière Louis</i> <i>Calcul</i> <i>Cours supérieur</i> <i>Guidéau Albert</i> <i>Ehibauill Eugène</i> <i>Cours moyen</i> <i>Mourry Maurice</i> <i>Dupuis Ferdinand</i> <i>Cours élémentaire</i> <i>Bouidel René</i> <i>Composition française</i> <i>Cours supérieur</i> <i>Coulette Raymond</i> <i>Cours moyen</i> <i>Aoussiau Joseph</i> <i>Histoire et Géographie</i> <i>Cours supérieur</i> <i>Fémy Joseph</i> <i>Dupuis Etie</i></p>
--	--

<p>1^{er} fois nommé</p> <p>de mandant de <i>Paulin</i></p> <p>2^{es} fois nommé <i>id</i></p> <p>3^{es} fois nommé <i>id</i></p>	<p><i>Destois Adolphe</i> <i>Cours moyen</i> <i>Aoussiau Henri</i> <i>Cartographie et Dessin</i> <i>Cours supérieur</i> <i>Julivel Jules</i> <i>Cours moyen</i> <i>Guélay Alfred</i> <i>Instruction civique</i> <i>Cours supérieur</i> <i>Boureau Maurice</i> <i>Guidéau Albert</i> <i>Écriture</i> <i>Cours moyen</i> <i>Lifford Raymond</i> <i>Cours élémentaire</i> <i>Delubray René</i> <i>Dupuis Henri</i> <i>Écriture</i> <i>Cours moyen</i> <i>Aoussiau Auguste</i> <i>Cours élémentaire</i> <i>Valérie Pierre</i> <i>Lebiche Jules</i> <i>Moussel Joseph</i></p> <p><i>Les rentrée des classes est fixée pour le 21 septembre à part bonne volonté</i></p>
--	--

Archives municipales de Beaucouzé.

La rentrée des classes est prévue le 21 septembre.

L'école : un des ferments du patriotisme

L'Etat a utilisé l'école comme instrument de propagande. La guerre a servi de support pédagogique pour exalter le devoir patriotique et le sacrifice des soldats. Les instituteurs du Maine-et-Loire ont fait beaucoup pour répandre un modèle de comportement. Mais pour l'imposer, ils ne furent qu'un élément de la batterie de moyens mis en place par l'Etat.

Sources :

Alain Jacobzone, « 1914-1918, loin du front en Anjou » Editions du Petit Pavé - avril 2015
 Bernard Briais « Aux beaux jours de la Communale » Editions De Borée- avril 2007

A BEAUCOUZÉ, LOIN DU FRONT

En août 1914, la mobilisation vide les campagnes de leur population masculine adulte. A Beaucouzé, commune rurale, la moitié des 229 électeurs de plus de 21 ans en avril 1914 est mobilisable immédiatement.

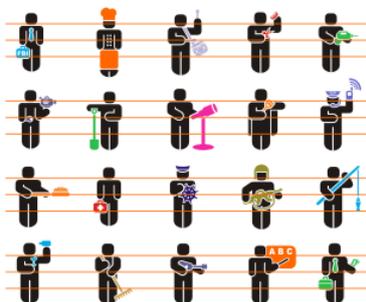
Beaucouzé en quelques chiffres



En 1911, Beaucouzé compte 691 habitants, répartis dans 192 familles dont 52 vivent dans le bourg.

Dans 26 familles, plusieurs générations vivent sous le même toit, rassemblant le plus fréquemment : mères, belles-mères, beaux-pères, gendres, belles-filles. Des enfants en bas âge sont placés en nourrice à temps plein dans des familles d'accueil.

La commune compte 162 maisons dont 35 dans le bourg, concentrées dans la rue du Bourg et l'impasse du Prieuré, les 127 autres sont réparties dans les 98 lieux-dits.



Les professions dans le bourg : deux charcutiers dont un aubergiste, deux cantonniers, un charpentier, un charron, un cordonnier, un couvreur, deux épicières, deux forgerons, deux maçons, un menuisier, deux instituteurs du public et une institutrice du privé, une brodeuse, sept couturières, deux lingères.

Rue du Bourg, hôtel du Cheval Blanc, carte postale M. Bourreau



Près de la moitié de la population exerce une profession agricole. Si on se réfère à la profession « cultivateur patron » on peut estimer à 98 le nombre de fermes dans la commune dont cinq sont installées dans le bourg. Elles emploient et hébergent très souvent de un à cinq ouvriers agricoles.

En 1907, la superficie de la commune est de 1 934 ha, principalement répartis en terres labourables (1 215 ha), en pâturages (200 ha), en bois et forêts (110 ha), en vignes (12 ha). La superficie des productions végétales est de 377 ha réservés à la culture du blé, 76 ha à l'avoine, 37 ha à l'orge, 101 ha aux pommes de terre.

Le cheptel beaucouzéen est constitué de 237 chevaux, 130 taureaux et bœufs, 628 vaches et veaux, 33 moutons, 311 porcs.

Beaucouzé en 1914

Depuis 1910, le capitaine de réserve Henri Faris est maire de Beaucouzé. Mobilisé le 3 août, puis fait prisonnier, il meurt des suites de blessures le 8 décembre 1914 à Hanovre (Allemagne). Son adjoint André Roinard le remplace.



Le téléphone sera installé à Beaucouzé en 1928. Ainsi, pendant la durée du conflit le moyen le plus rapide pour communiquer avec la préfecture est le télégramme. L'électricité sera installée en 1924.

Les conséquences de la mobilisation sur la vie quotidienne à Beaucouzé.

Dès le début de la guerre, la préoccupation est d'assurer la protection de la population majoritairement féminine. Un télégramme du 7 août 1914 de la préfecture interdit la circulation sur route entre 18 h et 6 h du matin aux véhicules, piétons et vélocipèdes. Les interdictions varieront au cours du temps.

Le manque de main-d'œuvre : privée de ses hommes, la commune prend très rapidement des mesures pour assurer la rentrée et le battage des moissons, comme en témoigne un extrait des délibérations du Conseil municipal répondant à la circulaire du Préfet, sur ce sujet, en date du 9 août 1914 :

« Grâce à la solidarité et à la bonne entente de tous les habitants de la commune, cultivateurs et ouvriers, la moisson est faite, la rentrée des récoltes se terminera dans quelques jours et le battage sera assuré aussitôt, soit par des petites machines à battre (manège avec chevaux) soit par des batteuses mécaniques à vapeur appartenant à des entrepreneurs ».

Battage du blé par une batteuse avec machine à vapeur vers 1900. Archives départementales de Maine-et-Loire.



Avant la guerre, les femmes travaillent déjà aux champs et dans les fermes, mais cet événement double leur labour pour nombre d'entre elles. En plus de leurs tâches traditionnelles, basse-cours, traite des vaches, soins divers aux animaux, elles doivent désormais s'occuper des plus gros travaux et pour les labours d'automne tiennent maintenant les mancherons de la charrue.



Scène de battage dans le Maine-et-Loire. Archives départementales de Maine-et-Loire.

Dans leurs courriers, les maris mobilisés multiplient les conseils et consignes pour leur permettre de diriger au mieux l'exploitation et mener à bien leurs tâches : on a pu parler, à ce sujet, « d'agriculture de papier ».

La commune gère les demandes d'aides pour faciliter les travaux. Militaires et réfugiés sont mis à disposition moyennant une prise en charge en nature et financière du demandeur. En novembre 1917, le Conseil municipal demande à la préfecture cinq prisonniers de guerre pour des travaux des champs, la culture de la vigne et l'abattage du bois.

La situation financière : Dès le 2 août 1914, les femmes dépourvues de ressources et dont le soutien est mobilisé, perçoivent des allocations journalières, majorées si les enfants ont moins de 16 ans.

Mais les efforts de la femme et de ses enfants ne suffisent pas à combler l'absence du mari. Avec la réduction de la main-d'œuvre disponible, les salaires agricoles sont très élevés. Privées du chef d'exploitation, nombre de fermes affrontent des situations financières très critiques.

Plusieurs femmes de mobilisés ou veuves de guerre sollicitent l'aide de la commune. Inscrites sur la liste des indigents, elles bénéficient de l'assistance aux familles pour elles et leurs enfants, de l'aide médicale gratuite y compris de l'assistance alimentaire (l'une d'entre elles reçoit trois kg de pain par semaine et deux kg de viande par trimestre (pour un adulte et trois enfants)).

Les réquisitions : prévues dans un texte de loi de 1877, elles prennent effet immédiatement. La réquisition des voitures et poids lourds bloque les entreprises et crée la pénurie là où elle ne devait pas sévir. Les produits existent, mais ne peuvent pas être livrés. Les chemins de fer sont également réquisitionnés, l'activité économique est menacée.

Dès 1914, les chevaux, juments, mulets sont présentés sur la place du village, avec un bridon, un licol pourvu d'une longe, la ferrure en bon état, ainsi qu'également, les moutons, vaches et bœufs.

A l'été 1915, une publication au *Journal Officiel* du nombre de livraisons de bétail pour l'Anjou montre une baisse du cheptel angevin de 45 % (globalement de 33 % sur la période 1914-1919), contre 5 à 6 % en Vendée ou dans la Sarthe, provoquant des tensions entre la préfecture et les élus.

La fourniture de fourrage fait également l'objet de dures batailles, les quantités exigées sont parfois plus élevées que les quantités récoltées !

Les pénuries : dès septembre 1914, il y a quelques pénuries de sel et de sucre. Les choses s'arrangent, en puisant dans les réserves jusqu'au début 1916. Mais quand tout est épuisé, il faut faire face à la crise, alors les pouvoirs publics interviennent, coordonnent, répartissent et contrôlent, le plus petit boulet de charbon ou le moindre gramme de sucre.

Par manque de céréales, la production de pain devient problématique. Une loi du 25 avril 1916 institue le pain national, pain gris qui contient moins de farine de blé.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE

Angers, le 8 mai 1917.

Le Préfet de Maine-et-Loire à Messieurs les Maires,

Le Gouvernement se préoccupe de la répartition dans les communes du charbon indispensable, dans la mesure où le permettront les ressources qui sont, vous ne l'ignorez pas, notablement inférieures aux besoins.

Dans ce but, M. le Ministre du Ravitaillement général m'invite, par sa circulaire du 29 avril 1917 (*Journal officiel* du 30) à faire établir par les Municipalités, les besoins de la population.

Je vous prie, en conséquence, de me faire connaître dans le plus bref délai, et au moyen d'un état conforme au modèle ci-après, quelles sont les quantités de charbon qui ont été consommées mensuellement en 1915 (en moyenne) et quelles sont les quantités nécessaires mensuellement (en moyenne) pour l'année en cours, en ce qui concerne les différentes catégories de consommateurs :

COMMUNE DE :

Chiffre de la population :

Gare (ou port s'il y a lieu) desservant la localité :

	Consommation mensuelle de charbon en 1915 (1)	Besoins mensuels pour l'année en cours (2)	Observations (3)
1° a) Usine à gaz	5		
b) Usines électriques.....	..		
2° Services municipaux, hôpitaux-écoles, collèges, etc.....	600 kg		
3° Besoins domestiques :	1.500 kg		
a) Pour la cuisine.....			(Indiquer dans la colonne 3 le nombre de ménages qui ont le gaz pour la cuisine.)
b) Pour le chauffage.....	..		
4° Industrie et commerce.....	..		
5° Charbons spéciaux :			
a) Charbon de forge.....	1 000 kg		(Indiquer dans la colonne 3 combien de forges marchent actuellement.)
b) Braisette pour boulangers.....	..		
c) Anthracite pour usages industriels.	5		

Archives municipales de Beaucouzé.

Le manque de main-d'œuvre a pour conséquence l'augmentation des terres non cultivées. Les décrets de février 1916 créés les Comités communaux d'action agricole. Celui de Beaucouzé, formé le 20 février 1916, est composé de conseillers municipaux et de trois cultivateurs de la commune. Il est chargé d'organiser le travail agricole et d'assurer la mise en culture des terres agricoles abandonnées dans la commune.

Pendant les quatre années de guerre, les charges de toutes sortes et les restrictions ont touché toutes les catégories sociales, en particulier la population pauvre.

Comme pour les soldats, malgré les difficultés, à l'arrière il fallait aussi « tenir » sur cet « autre front ».

Sources :

Archives municipales de Beaucouzé.

Alain Jacobzone, 1914-1918 *Loin du front, en Anjou*, Editions du Petit Pavé, avril 2015.

Archives départementales de Maine-et-Loire, 1914-1918 *l'Anjou dans la grande guerre*, mars 2015

JOURNAL D'UNE BEAUCOUZÉENNE

PENDANT LA GUERRE 14-18

16 mai 1916

Cher journal,

Aujourd'hui j'ai 10 ans. Maman m'a offert ce carnet ! Je suis si contente d'avoir un journal intime comme mon amie Rosalie. Maman pense que c'est pour m'occuper la journée mais pour moi c'est une façon de ne pas oublier.

Parce qu'aujourd'hui j'ai 10 ans mais c'est la guerre. Alors ce soir, j'ai soufflé mes bougies, entourée de maman et de mon frère Lucien. Malgré leurs sourires, on était tous les trois tristes que papa ne soit pas là. Il nous manque tellement...

17 mai 1916

Cher journal,

Aujourd'hui c'est jeudi, je n'ai pas d'école. Ce matin, j'ai accompagné maman au lavoir sur les berges du Couzé. Avec ce beau temps, le linge est déjà sec. Assise sur le banc en bois qui entoure la grande table du salon, je regarde maman repasser soigneusement nos tenues pour dimanche. Après l'avoir laissé chauffer sur le fourneau, maman empoigne son fer en fonte et se dépêche de mettre en forme nos cols de chemises avant que le fer ne refroidisse. Je suis allée cueillir des fleurs pour égayer la maison. Je crois que maman ne les a même pas vues. Elle a tant de choses à faire. Mais qu'importe, les couleurs du bouquet me remontent le moral. Derrière maman, sur la grande cheminée décorée d'un napperon, la photo de mariage de papa et maman me rappelle son sourire d'avant. Et puis, au-dessus des chandeliers, les portraits de mes grands-parents nous surveillent. Comme j'aimerais qu'ils soient là ! La grosse horloge résonne dans toute la pièce, Lucien devrait bientôt rentrer de l'usine Besnonneau où il travaille depuis ses 14 ans.



20 mai 1916

Cher journal,

Aujourd'hui c'est dimanche. Lucien et moi on s'est réveillé de bonne heure pour aider maman à la ferme. J'aime nourrir les poules et les moutons mais je laisse à Lucien le soin de s'occuper des cochons ! Depuis qu'il m'a dit que les cochons mangeaient n'importe quoi je préfère rester loin de leur enclos. Maman traite les vaches, le petit-déjeuner promet d'être délicieux.

Le ventre plein, nous avons enfilé nos habits du dimanche pour aller à la messe. Nous voici en photo avec Lucien. Comme il est fier quand il est bien peigné ! Et moi avec ma jolie robe blanche et mon noeud dans les cheveux ! Maman nous a emmenés chez le photographe pour envoyer une photo de nous à papa. Il faut dire que notre tenue de tous les jours est plus austère.

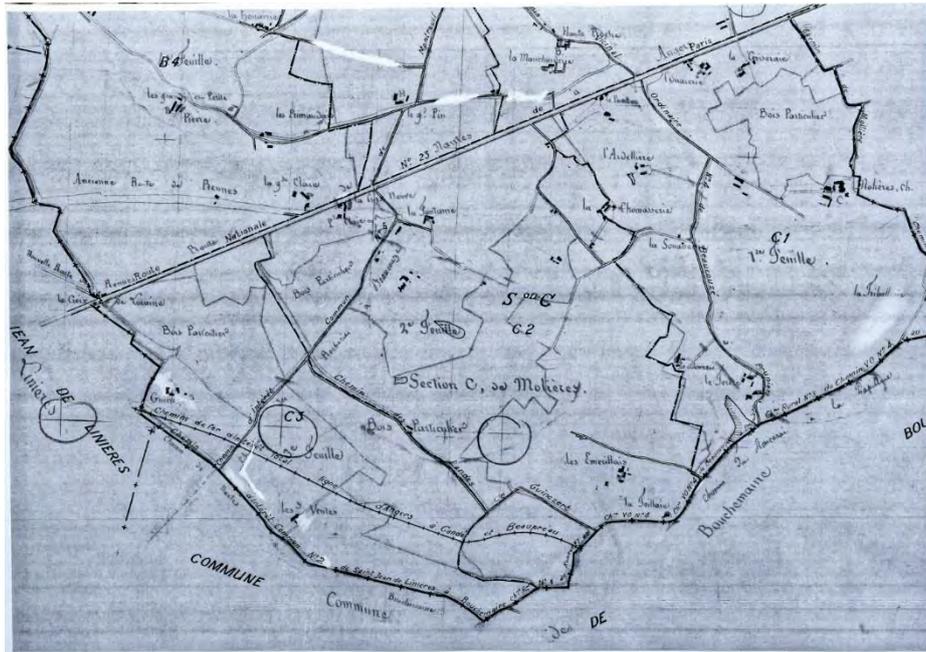
En rentrant on s'est arrêté à la charcuterie, le dimanche on achète un bon morceau de viande et comme les commerces ne sont pas nombreux à Beaucauzé on y achète aussi notre pain.



21 mai 1916

Cher journal,

Comme chaque jour d'école, je quitte tôt notre ferme du Bois Rouge avec mon cartable et ma gamelle, je longe la route de la Meignanne pour rejoindre le centre de Beaucouzé et me diriger vers mon école de Haute Roche. C'est une école publique pour les filles uniquement. J'y retrouve ma copine Rosalie mais avec près de 2,5 kilomètres de route, j'ai intérêt à ne pas traîner sur la route ! Parfois, je vois passer une belle automobile de la marque De Dion Bouton, il n'y a que deux voitures à Beaucouzé ! J'adore l'école et j'ai bien l'intention d'obtenir mon certificat d'études !



23 mai 1916

Cher journal,

Nous avons écrit une lettre à papa pour lui donner des nouvelles. Maman lui dit que tout va bien pour ne pas qu'il s'inquiète. Moi j'ai envie de lui dire qu'on est tous tristes et que j'ai hâte que la guerre s'arrête mais ma maîtresse dit qu'il faut remonter le moral des soldats. Pourtant, je n'ai pas envie de rire. Je déteste cette guerre qui m'a enlevé mon papa un matin d'août 1914.

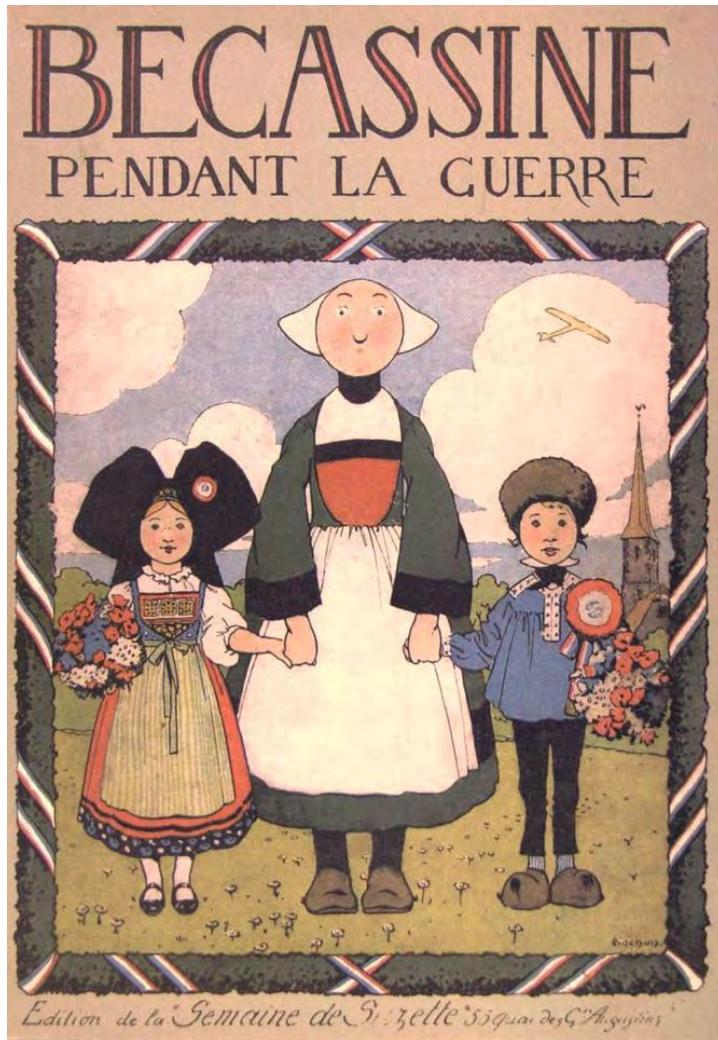
Je me souviens du regard grave de papa et des larmes de maman en découvrant la une du petit journal du Maine et Loire. Papa a essayé de nous rassurer il a dit qu'il ne partait pas longtemps et que les Allemands seraient vite battus. Pourtant, cela fait presque 2 ans qu'il est parti. Ses courriers sont rares alors chaque matin, maman scrute le journal en espérant que la fin de la guerre y soit annoncée. Je me souviens de papa le jour de son départ, avec son uniforme bleu et rouge et son équipement si lourd sur le dos. Je vais te le dessiner.



24 mai 1916

Cher journal,

Aujourd'hui, il n'y a pas d'école. Avec Rosalie, nous avons joué avec sa poupée Bécassine et nous avons lu sa bande-dessinée « Bécassine pendant la guerre ». Ensuite, nous avons joué aux petits soldats avec son frère Jean.



5 juin 1916

Papa nous a écrit ! Quelle joie de voir son écriture, de lire ses nouvelles ! Il nous dit qu'il va bien ou plutôt qu'il pourrait aller plus mal. Il a été fait prisonnier par les Allemands. J'ai eu très peur quand maman a lu la lettre mais Lucien dit qu'au moins il est plus en sécurité que sur le front. La lettre est barrée çà et là de gros traits noirs. Maman dit que l'armée cache les informations importantes. Ça me contrarie de penser qu'ils ont lu la lettre de papa avant nous !

Papa dit qu'il s'est fait des amis et que les journées sont rythmées par le travail forcé et les mauvais repas. Entre temps les Allemands les laissent avoir quelques loisirs : des combats de boxe s'organisent. Mais les maladies comme la tuberculose menacent les prisonniers. Quelle maudite guerre !



Sources :

Textes : Ecole Saint Etienne

Visuels : Musée de la Grande Guerre de Meaux et Musée du Jouet de Colmar et collection particulière

LES RÉFUGIÉS

Au cours du conflit, la France a accueilli des réfugiés étrangers, essentiellement des Belges (350 000) et fait face aux déplacements des populations françaises originaires des départements du Nord et de l'Est, fuyant les régions menacées ou évacuées des zones de combats et des départements occupés.



*La fuite devant les barbares.
Musée de la Grande Guerre de
Meaux.*

Au total trois millions de personnes ont cherché refuge à l'intérieur du pays. En 1918, en France, 2 millions de réfugiés vivent encore loin de chez eux.

L'accueil des réfugiés en France

Prévoir des réfugiés au début de la guerre était impensable, douter du succès des troupes était inadmissible et la guerre devait être courte.



*Hilaire Wulpit, réfugié Belge,
Archives départementales de
Maine-et-Loire.*

Répondre dans l'urgence à la prise en charge des réfugiés dans les meilleures conditions a impliqué la collaboration étroite des autorités avec la population.

En septembre 1914, le gouvernement demande aux maires d'assurer cet accueil. A partir de décembre, il attribue aux réfugiés les mêmes allocations qu'aux familles de mobilisés. Fin 1914, 81 % des réfugiés bénéficient de cette aide, en attendant de trouver des ressources sur place. Logement, chauffage, nourriture sont procurés par réquisition de l'autorité militaire.

Dans le Maine-et-Loire l'administration s'organise pour mettre sur pied les structures d'accueil nécessaires. Les réfugiés passent leurs premières heures en Anjou soit au cirque théâtre (place Molière), soit à Mongazon ou bien au Grand séminaire. Là, ils attendent, parfois dans des conditions d'hygiène difficiles qu'une place leur soit attribuée. D'après des témoins, le manque d'organisation et de discipline de certains réfugiés s'ajoutent au manque de moyens matériels.

Le Maine-et-Loire a reçu beaucoup de réfugiés, jusqu'à 6,3 % de la population de 1911 pour une moyenne de 2,98 % dans chacun des 8 départements limitrophes. Il n'y a pas d'explication à cette inégalité. Il ne s'agit là que des réfugiés officiels, car les gens aisés arrivés par leurs propres moyens, ne sont pas recensés ; ils ne bénéficient pas d'aide.

Le préfet estime à 20 000 le nombre dans les deux cas. Faibles au début, les effectifs grimpent vite à la fin de 1914 et au début de 1915, pour se stabiliser ensuite autour de 11 000 jusqu'au milieu de 1917. Les dernières offensives allemandes menées jusqu'à la Marne, expliquent la croissance au printemps 1918. Il y a donc eu entre 5 000 et 32 000 réfugiés officiels en Anjou entre 1914 et 1918. A leur contact, les Angevins sont confrontés quotidiennement aux malheurs de la guerre. C'est sans doute l'effort le plus constant et le plus contraignant que le conflit leur ait imposé.

Qui sont ces réfugiés ?



Les réfugiés sont à 90 % Belges et Français. Ces derniers, majoritaires (72 %), sont originaires des départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Meuse, de l'Aisne et la Somme. Ajoutons des groupes peu nombreux d'étrangers alliés ou neutres, d'Alsaciens et de Lorrains

Réfugiés quittant Nieuport, Musée de la Grande Guerre de Meaux.

Ils ont tout quitté sans s'encombrer de choses inutiles, persuadés de revenir vite. Leur dénuement est grand. Chez eux, exerçant un métier et possédant un jardin, ils arrivaient à vivre. Mais déplacés, ils sont dépourvus de moyens d'existence. Pour vivre décemment les réfugiés ne peuvent pas se passer des aides de l'Etat.

Après avoir bénéficié d'une certaine compassion au début, la guerre se poursuivant, ces afflux massifs provoquent parfois des dissensions dans les populations locales. Ils sont considérés avec méfiance, voire hostilité, en raison de la charge qu'ils représentent et des modes de vie différents : langages (certains parlent patois), habitudes culinaires, etc. Puis la situation s'améliore, les réfugiés s'intègrent. Conscients qu'ils vont devoir rester, ces déplacés font alors des efforts pour se familiariser avec des activités qui leur sont étrangères.

En 1914, sur 7 700 réfugiés on recense 824 ouvriers. L'Anjou a besoin d'agriculteurs, mais ils sont rares parmi eux, c'est donc une main d'œuvre non qualifiée qui ne compense pas l'absence de plusieurs dizaines de milliers d'hommes de la terre.

En octobre 1915, sur 11 186 réfugiés, on comptabilise 6 500 à 7 000 enfants, femmes, vieillards et impotents. Seules, environ 4 500 personnes sont déclarées actives.

A **Beaucouzé**, dès septembre 1914, la municipalité lance une souscription en faveur des blessés et des réfugiés, complétée par une subvention communale.

Le manque d'informations ne permet pas de recenser le nombre exact de réfugiés reçus à Beaucouzé durant les quatre années, mais dans un courrier du 2 juin 1916 adressé au maire, le préfet « remercie chaleureusement la commune de l'accueil réservé par la population aux derniers réfugiés ». En avril 1917, une liste répertorie 34 personnes présentes à Beaucouzé, réparties chez 7 habitants. Elles viennent d'Alsace, des Vosges, mais surtout de la Meuse : Verdun, Fouchères, Hattonchatel et plus particulièrement de la commune de Hattonville.

Ces deux dernières communes rattachées en 1973 à Vigneulles-lès-Hattonchâtel, ont été citées à l'ordre de l'armée (*Journal Officiel* du 24 mars 1921) « Pour avoir pendant 4 ans supporté sans faiblesse l'occupation ennemie. Par les souffrances endurées et la destruction presque totale de leurs habitations, elles ont bien mérité la reconnaissance du pays ».

Le curé d'Hattonville, Léon Thiery, réfugié à Beaucouzé en 1915 y officie pendant quatre années, assurant le remplacement du curé Auguste Montailié décédé en 1915 et du vicaire Etienne Dezanneau mobilisé. Dans le presbytère, en avril 1917, sont hébergés neuf réfugiés.

Trois naissances d'enfants de réfugiés sont enregistrées à Beaucouzé. Une fille, née en 1916 de parents originaires de Parfondrupt (Meuse), puis des jumelles naissent en 1918 de parents originaires de Pareid (Meuse), les deux pères sont déclarés cultivateurs.

L'ancien maire de Hattonchatel (1906 à 1913), réfugié à Beaucouzé est décédé dans la commune le 19 janvier 1915.

Hattonville dans la tourmente



Hattonville en janvier 1915.

Le 20 septembre 1914, Hattonville (269 h.), bombardée pendant une heure, voit ses habitations détruites et incendiées.

Après un répit de $\frac{3}{4}$ d'heure, le bombardement reprend sur Hattonchatel (230 h.) et Hattonville ; il ne reste plus d'Hattonville que des ruines, seuls neuf bâtiments ne sont pas rasés.



Le 21 septembre, la majorité des habitants s'est enfuie vers Saint-Mihiel. Hattonville ne compte plus que 45 habitants, enfants compris, tous prisonniers des Allemands ; trois adultes sont fusillés le jour même et cinq octogénaires décèdent au cours du mois suivant, du fait des mauvais traitements de l'occupant.

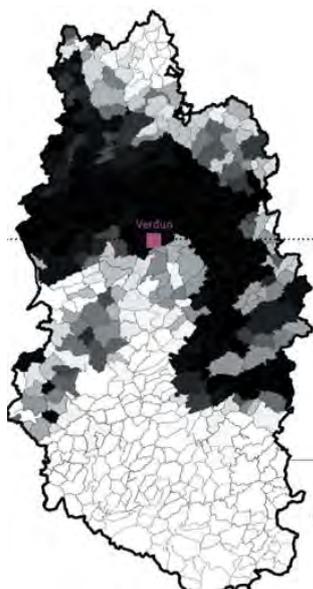
Hattonville : une rue du bourg après le 21 septembre 1914.

Eglise de Hattonville pendant l'occupation allemande.



Gérer l'après-guerre dans les communes sinistrées

Les retours sont soumis à autorisation du préfet du département d'origine. Au printemps 1919, on compte encore 20 000 réfugiés en Anjou.



En Meuse

- Un tiers du département n'est plus qu'un champ de ruines.
- 334 communes sont dévastées.
- Plus de la moitié des bâtiments d'avant-guerre est à reconstruire.

Carte des dégâts de la Première Guerre mondiale en Meuse, par commune :

- village intact (0% détruit)
- village totalement détruit (100%)
- les nuances de gris indiquent le pourcentage de bâtiments détruits

Source : Relevé statistique par commune des destructions d'immeubles résultant de faits de guerre, ministère des régions libérées, 1919.

Bilan des destructions dans la Meuse.

Dans ces régions, le rétablissement de conditions de vie normales est indispensable. Aussi, avant de pouvoir reconstruire, il faut faire face à l'urgence : remettre le sol en état, délimiter les zones rouges (zones impropres à toute nouvelle utilisation en raison des nombreuses munitions d'artilleries non explosées), recréer toutes les infrastructures et réseaux nécessaires, retrouver les limites parcellaires.

L'administration établit un diagnostic pour évaluer le montant des dommages subis et préparer l'accompagnement des sinistrés à la reconstruction de leur habitat. L'Etat organise le rapatriement, le ravitaillement et le logement provisoire des meusiens qui reviennent peu à peu.



Dans la Meuse 15 000 baraques provisoires sont installées entre 1919 et 1922. Certaines de ces maisons Driant échappent à la démolition et sont aujourd'hui les témoins d'une période de transition. La reconstruction donnera lieu à une réflexion architecturale. La nouvelle architecture est basée sur le régionalisme et l'hygiénisme. Elle s'inspire de l'habitat traditionnel et offre de nouveaux standards de confort.

Toutes les familles ne reviendront pas, certaines préférant s'installer définitivement dans leur région d'accueil.

Sources :

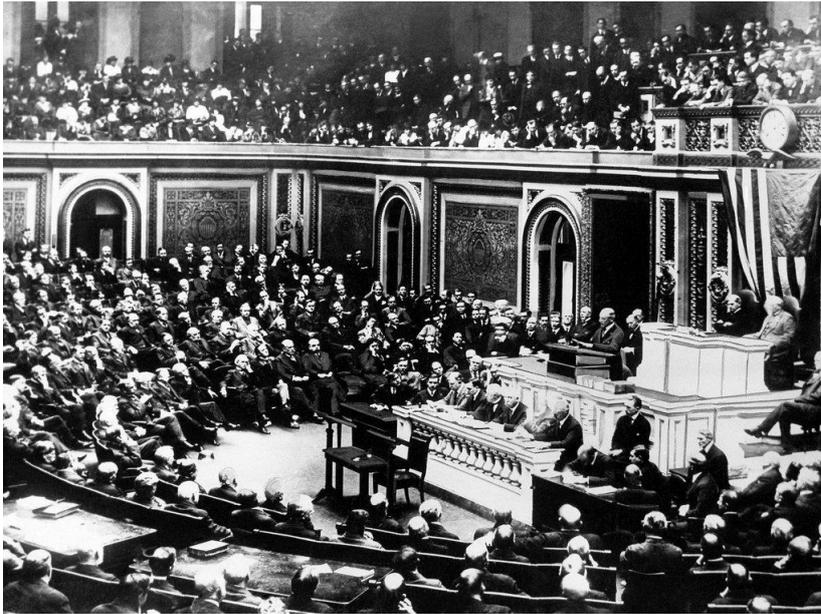
Alain Jacobzone, 1914-1918 loin du front, en Anjou, Editions du Petit Pavé, avril 2015.

Meuse C.A.U.E : La reconstruction des années 1920 en Meuse

LES AMÉRICAINS EN ANJOU 1917-1919

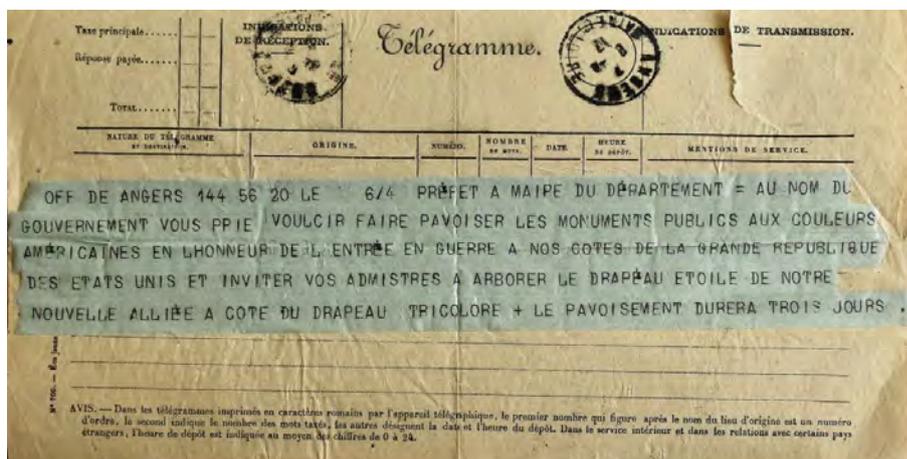
L'entrée en guerre des États-Unis d'Amérique

Restés neutres en août 1914, puis en 1915 malgré le torpillage du *Lusitania*, deux événements début 1917, vont conduire les États-Unis à rompre leurs relations diplomatiques avec l'Allemagne : la reprise de la guerre sous-marine totale touchant les pays neutres et l'interception du télégramme « Zimmerman » dans lequel l'Allemagne propose au Mexique une alliance militaire. Le 6 avril 1917, le Congrès américain vote la déclaration de guerre à l'Allemagne.



Le 2 avril 1917, le président Wilson invite le Congrès à voter l'entrée en guerre.

Sans conscription, les États-Unis possèdent une petite armée régulière ou fédérale et une garde nationale dans chaque état. Seule la marine, au 3^e rang mondial, est à la mesure de l'enjeu. En mai 1917 est créée une armée complémentaire levée par conscription. Le général John J. Pershing est nommé commandant du Corps expéditionnaire américain en France.



Le 6 avril 1917, le préfet de Maine-et-Loire E. Fabre télégraphie aux maires.
Archives municipales de Beaucouzé.



Le général Pershing débarque à Boulogne-sur-Mer le 13 juin 1917.



Le général devant la tombe de La Fayette au cimetière de Picpus.

Le 26 juin arrive à Saint-Nazaire un premier convoi de 19 navires transportant les premiers éléments de la 1^{ère} division d'infanterie. 200 000 hommes vont y débarquer de 1917 à 1918.

Le déploiement de l'armée américaine

Le front de l'Est en Lorraine (Meuse) est attribué aux Américains qui organisent leur future armée et partagent le territoire français en trois zones :

- La zone des Bases autour des ports de débarquement

Sept bases abritent des camps, des centres d'instructions, des hôpitaux, des dépôts de stockage, des ateliers, des entrepôts frigorifiques etc. La base 1 comprend 8 puis 5 départements dont le Maine-et-Loire.

- Les zones intermédiaires (S.O.S, Services of Supply)

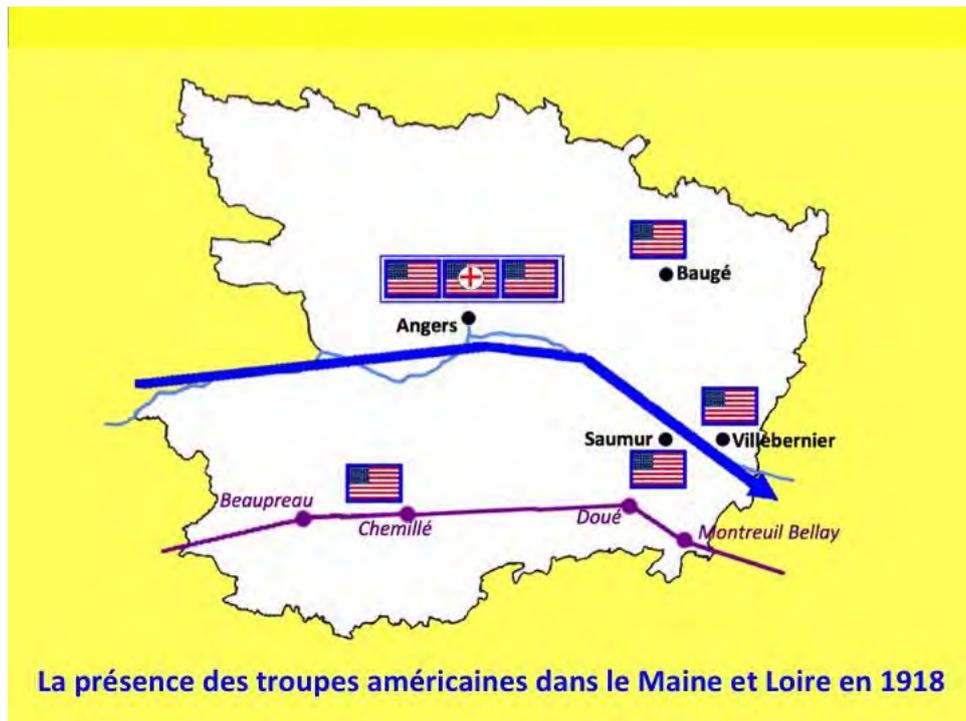
Ce sont les services de l'approvisionnement dont le commandement s'installe à Tours.

- La zone du front

Le général Pershing établit son quartier général à Chaumont-en-Bassigny (Haute-Marne).

Les unités américaines permanentes en Anjou

Le Maine-et-Loire devient d'abord un département de transit où cantonnent des troupes de passage puis une base pour l'instruction des soldats, l'accueil des blessés, et le développement des infrastructures (rail, téléphonie). Pour remplir ces objectifs certaines unités s'installent durablement.



Angers

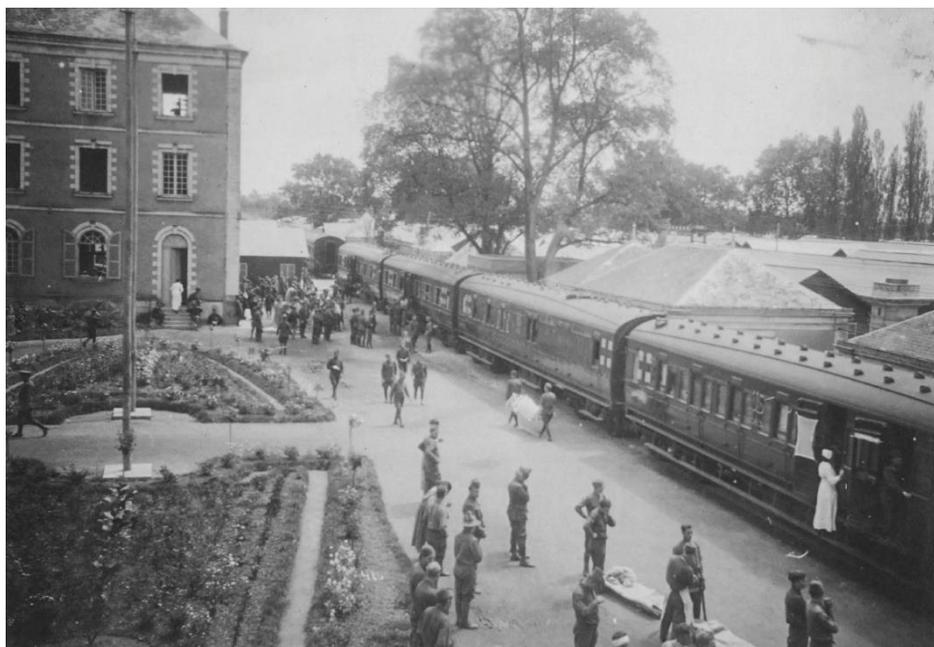
- Hôpital militaire américain de Base n° 27 puis n° 85, à Mongazon

Propriété de la ville d'Angers depuis 1911, l'ancien petit séminaire de Mongazon et son domaine deviennent le 15 septembre 1917 un hôpital américain sous le commandement du colonel R. Reynolds.



Mongazon, vue d'ensemble de l'hôpital américain N°27.

L'hôpital, opérationnel début novembre, est doté d'un équipement moderne, le personnel soignant arrive de Pittsburg (31 chirurgiens, 235 médecins, 65 infirmières). En mars 1918, une déviation de ligne de chemin de fer achemine les trains de blessés. D'une capacité d'hébergement de 1 500 patients fin 1917, avec une 1^{ère} annexe au Grand séminaire, rue Barra, puis une seconde annexe sous tentes, elle atteint jusqu'à 4 100 patients en juillet/août 1918. Une troisième annexe fonctionne à l'Ecole normale du 3 novembre 1918 au 12 janvier 1919. Plus de 20 000 blessés sont soignés jusqu'en janvier 1919 dans cet hôpital américain



Déchargement des blessés d'un train ambulance.

- Le 116^e Régiment du Génie à la caserne Desjardins à compter du 15 janvier 1918

Ce régiment de formation (850 hommes) ne monte pas au front. Il devient le 1^{er} Dépôt et il instruit des milliers de jeunes recrues en dispensant une instruction générale et celle spécifique du sapeur (4 semaines de stage) à de nombreux régiments d'artillerie. Ce sont 5 000 hommes et jusqu'à 6 400 hommes en juillet 1918 qui sont présents en permanence à Angers. Le 116^e va former ainsi près de 30 000 hommes dans l'année.

- le Centre d'instruction et de formation N° 4 à la caserne Langlois (Verneau) à compter du 1^{er} juillet 1918

Il assure sur 4 semaines la formation d'environ 7 000 soldats : des chauffeurs et mécaniciens pour tous types de véhicules et des spécialistes : signaleurs, orienteurs, téléphonistes, lutte contre les gaz de combat, artillerie lourde, convoiage par chemin de fer.

- L'Etat-major américain est établi à la caserne Desjardins (octobre 1917-juillet 1918) puis à l'hôtel de la Mutualité rue Freslon

- la Prévôté américaine (Military Police)

Installée à Angers rue Chevreul à Angers puis à l'Hôtel de la Mutualité, la 232^e compagnie (5 officiers, 200 hommes) assure le maintien de l'ordre parmi les troupes américaines en formation hors les unités sédentaires.

Saumur

- Ecole d'artillerie pour officiers et élèves-officiers



Élèves-officiers dans la cour de l'École de cavalerie.

Les bâtiments de l'École de cavalerie de Saumur sont mis à la disposition de l'armée américaine. Dès septembre 1917, un premier contingent d'officiers suivi d'élèves-officiers s'y installe. La formation dure 3 mois et se fait à Fontevault sur des canons de 75 et des obusiers de 155. Une instruction complémentaire est dispensée : équitation, cartographie, téléphonie sans fil, balistique etc. Au total 4 941 stagiaires (1 548 et 3 393 élèves-officiers) sont formés.

Baugé

- Le 20^e Génie forestier

Formé en septembre 1917, il comprend 14 bataillons déployés en France. La fonction principale est la sylviculture et la fourniture de plus en plus importante de bois pour le Corps expéditionnaire américain. Le 8^e bataillon a son siège à Baugé (mars 1918) et compte 1 105 hommes répartis sur 7 départements.

Les Mauges

- Le 416^e bataillon du Signal Corps

Chargé d'installer et d'entretenir le système de transmission/communication par télégraphe et téléphone au sein du Corps expéditionnaire américain, il construit, dès août 1917, son propre système de communication à partir des ports de débarquement jusqu'à la ligne de front.

Le bataillon, arrivé à Angers le 1^{er} février 1918, s'installe à Chemillé d'où il est chargé de construire la ligne Saint-Nazaire-Nevers qui traverse le sud de l'Anjou.

Villebernier

- Le 31^e Génie ferroviaire

Le 10 avril 1918, le ministère de la guerre autorise l'établissement d'un camp pour le personnel américain des chemins de fer, d'une gare et d'un centre d'entretien et de réparation de matériels ferroviaire pour tout l'Ouest de la France. Le 24 juin 1918 le 31^e Génie ferroviaire (51 officiers, 1 646 hommes) s'installe, à proximité l'embranchement des voies ferrées Saumur-Tours, Saumur-Nantes et Saumur-La Rochelle.



Vue générale du camp.

Cette nouvelle gare (25 km de voies, 67 aiguillages) offre un relais aux trains américains à destination des entrepôts de la zone intermédiaire et du front.

Une présence renforcée en 1918



A Angers, la musique du 116^e Génie rejoint le Champ-de-Mars.

Au 1^{er} janvier 1918, les effectifs des troupes américaines stationnées dans le département restent encore faibles : 1274 Américains à Mongazon et Saumur.

L'Allemagne lance le 21 mars 1918 une vaste offensive à l'Ouest avant que les Américains ne puissent déployer leurs troupes. L'Anjou est soumis à de fortes pressions d'accueil de nouveaux réfugiés, de malades, et de vieillards, mais également au flot des troupes américaines appelées en renfort (1 000 000 d'hommes en juillet 1918, 2 082 137 au 11 novembre).

Des cantonnements s'établissent partout dans le département. Les Américains sont bien là et pénètrent massivement en Anjou à l'été 1918. On compte autour de 15 000 à 20 000 militaires présents dans l'agglomération angevine, en instruction, en soins ou en convois de passage.

Effectifs sédentaires présents en 1918: Mongazon 600, Desjardins 850 à 1 000, Langlois 600, Mutualité 205, Saumur 300, Villebernier 1 745, Baugé 150, Les Mauges 230.

Total 5 100 permanents.

Le départ des troupes sédentaires

Au 11 novembre 1918, 98 249 Américains sont positionnés dans les cinq départements de la Base 1. Le rembarquement des unités depuis Saint-Nazaire débute dès le 27 novembre et s'échelonne jusqu'au mois de juillet 1919. On estime à 470 000 les Sammies qui repartent de Saint-Nazaire.

Hôpital américain 27 et 85 (Mongazon)

Le 15 janvier 1919, l'hôpital de Base 85 reprend les patients et les biens de l'hôpital 27. Cet hôpital fonctionne jusqu'au 30 mai 1919 soignant 7 840 patients.

116^e Génie (caserne Desjardins)

Les soldats quittent définitivement la caserne le 8 février 1919, mais celle-ci est maintenue disponible pour le cantonnement des troupes descendantes du front.

Organization & Training Center N° 4 (caserne Langlois)

L'O&T Center libère les bâtiments le 16 février 1919 prenant la direction de Brest. La caserne restera également disponible pour l'hébergement des troupes descendantes.

Ecole d'artillerie (Saumur)

Le 2 décembre 1918, les instructeurs français quittent l'Ecole, et les stagiaires américains le 25 janvier 1919. Seuls restent jusqu'à la fin du mois de février les instructeurs et l'état-major américains.

31^e Génie ferroviaire (Villebernier)

Le camp va se vider progressivement de ses occupants à compter de décembre 1918. La cérémonie de la transmission du camp aux Français se déroule le 25 juillet 1919.

8^e bataillon du 20^e Génie forestier (Baugé)

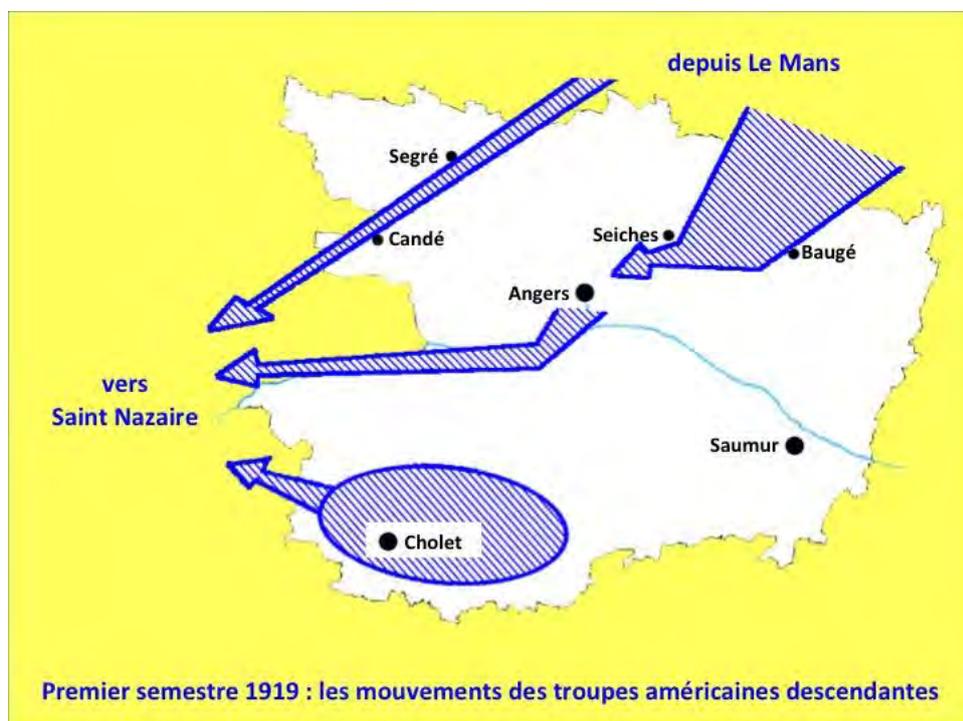
Les 11^e et 12^e bataillons, rentrent rapidement au pays en janvier 1919, mais les autres bataillons du 20^e régiment aident jusqu'en juillet 1919 à des opérations de reconstruction.

416^e bataillon du Signal Corps (Les Mauges)

Cette unité quitte l'Anjou dès novembre ou décembre 1918.

Le retour des troupes descendantes

Leur embarquement à Saint-Nazaire débute en décembre 1918 et va s'opérer sur trois zones. 250 000 à 380 000 soldats vont soit traverser, soit séjourner en Anjou. Un tiers des communes de Maine-et-Loire organisent des cantonnements.



En visite officielle à Angers le 4 février 1919, le général Pershing inspecte les sites de la région angevine. Il quitte la France le 1^{er} septembre 1919 à bord du *Leviathan*.

Durant deux années, l'Anjou a apporté sa contribution à l'effort de guerre américain, préparant et facilitant l'installation et l'instruction de dizaines de milliers de soldats. Si l'accueil des autorités et des populations angevines est d'abord très favorable, cette sédentarisation n'est pas sans désagrément et avec le temps les relations se détériorent. Une fois l'armistice signé, cette présence renforcée et parfois tapageuse de milliers de jeunes hommes provoque mécontentements et récriminations notamment à Angers.

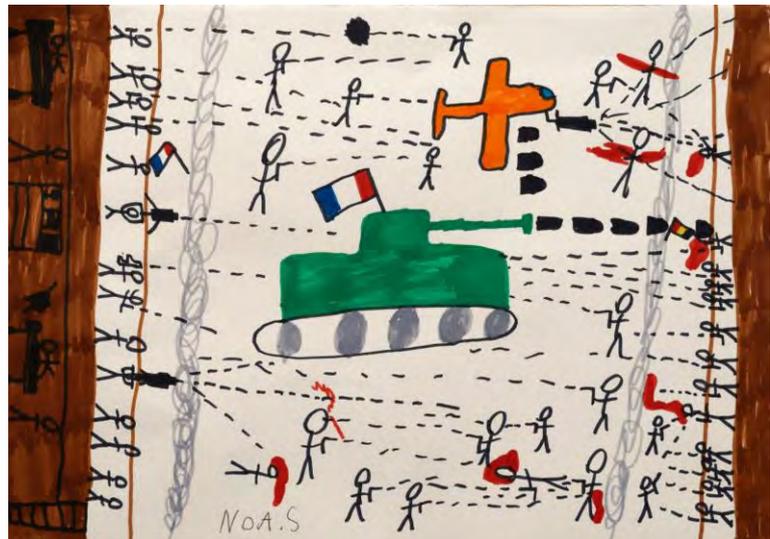
Sources : Jean-Paul Merceron, *Chronique des Américains en Anjou 1917 1919*, Editions Hérault 2017

LA GUERRE DESSINÉE PAR LES ENFANTS

ÉCOLE JACQUES PRÉVERT

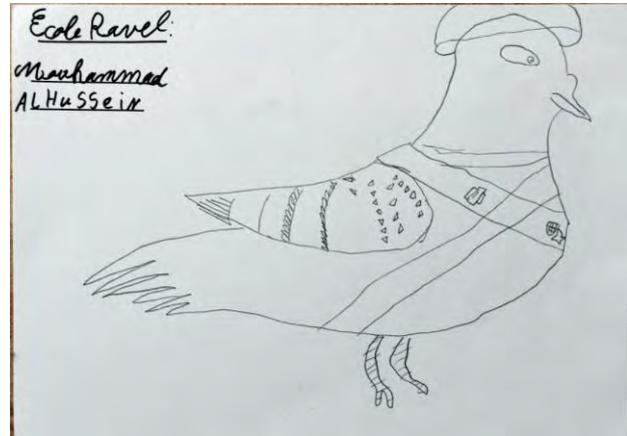


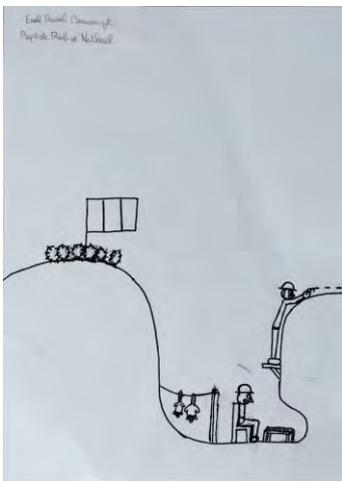
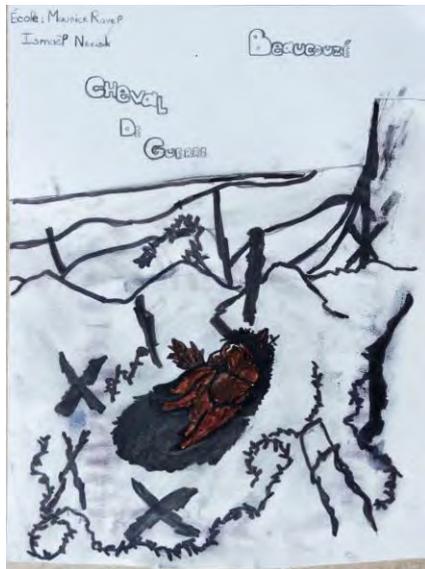
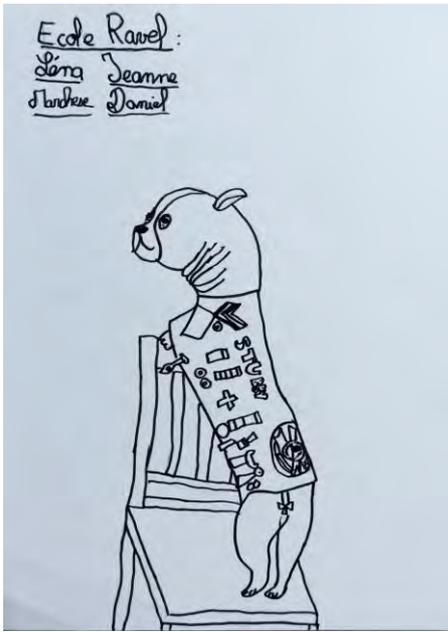
ÉCOLE SAINT-ÉTIENNE





ÉCOLE MAURICE RAVEL





Amère victoire

P.180 L'armistice du 11 novembre 1918 - La fin du cauchemar

P.187 Hommage national



Le quartier de la cathédrale à Reims, 1914



Le Mémorial de Douaumont



Les ruines d'Arras



Monument aux Morts
de Sillé-le-Guillaume

L'ARMISTICE DU 11 NOVEMBRE 1918

LA FIN DU CAUCHEMAR

A l'été 1918, la guerre sur le front Ouest prend un tournant décisif. Les offensives allemandes du printemps et de l'été ont échoué. Dès le 18 juillet, les Alliés lancent une contre-offensive victorieuse (seconde bataille de la Marne). Sur l'ensemble du front franco-belge, les forces allemandes reculent, en bon ordre mais avec de lourdes pertes, cherchant à se retirer derrière la ligne Hindenburg.

La situation intérieure se dégrade en Allemagne. Des grèves pour la paix et la démocratisation des institutions éclatent et le blocus naval a entraîné une disette responsable de la mort de plusieurs centaines de milliers de personnes. La classe 1920 est incorporée. Le pays est épuisé.

Vers l'armistice

A partir du mois d'août, les maréchaux Foch et Haig, orchestrent une série d'offensives qui privent de tout répit les Allemands (batailles d'Amiens, de Soissons, d'Albert, de Saint-Mihiel). L'assaut est donné à la ligne Hindenburg (160 km de Lens à Soissons), percée en de nombreux endroits comme à Saint-Quentin fin septembre.

Les chefs militaires allemands, Hindenburg et Luddendorff jugent la poursuite de la guerre insensée et demande au Kaiser Guillaume II une suspension des hostilités en vue d'ouvrir des négociations de paix.

Un nouveau chancelier, M. von Bade, est nommé le 3 octobre. Son gouvernement fait parvenir une note au président des Etats-Unis Wilson lui demandant « de prendre en mains la cause de la paix, d'en informer tous les Etats belligérants et de les inviter à envoyer des plénipotentiaires pour ouvrir des négociations... ». Le chancelier se déclare prêt à entamer ces négociations sur la base du programme élaboré dans le message lu au Congrès le 8 janvier 1918, par le président Wilson.

L'échange de notes entre les Allemands et le président Wilson, l'examen minutieux, entre les Alliés, des conditions d'un armistice aboutissent à un texte définitif le 4 novembre alors que l'ultime bataille (Meuse-Argonne) continue à se dérouler.

L'armistice

En Allemagne un climat révolutionnaire s'installe, amorcé le 30 octobre à Kiel, par les mutineries des équipages des escadres de la flotte de haute mer. Le chancelier presse le Kaiser d'abdiquer et envoie en France des plénipotentiaires. La délégation conduite par le secrétaire d'Etat Erzberger est reçue le 8 novembre par le maréchal Foch, en forêt de Compiègne. Elle se voit refuser une suspension immédiate des hostilités et remettre les clauses de l'armistice.

Ses dispositions très dures sont communiquées au gouvernement, mais face à une situation politique révolutionnaire (abdication du Kaiser, proclamation de la République), le nouveau chancelier, Ebert autorise Erzberger à accepter la convention d'armistice.



Tableau représentant la signature de l'Armistice de 1918 dans le wagon-salon du maréchal Foch. Derrière la table, de droite à gauche, le général Weygand, le maréchal Foch (debout) et les amiraux britanniques Rosslyn Wemyss et G. Hope. Devant, le ministre d'État allemand Matthias Erzberger.

Celle-ci est signée le 11 novembre 1918 à 5h10. Trois instructions partent aussitôt :

- Les hostilités seront arrêtées sur tout le front à partir du 11 novembre à 11 heures, heure française.
- Les troupes alliées ne dépasseront pas jusqu'à nouvel ordre la ligne atteinte à cette date et à cette heure.
- Toute communication avec l'ennemi est interdite jusqu'à la réception des instructions envoyées aux commandants d'armées.

L'armistice signé, on mourra encore pour la patrie jusqu'à 11 heures. (11 000 tués disparus et blessés pour ce dernier jour de guerre, tous belligérants confondus).



Population alsacienne lors de l'armistice. Musée de la Grande Guerre de Meaux.

Appel de Paul Bauju, préfet de Maine-et-Loire qui salue la paix retrouvée ; publié dans le journal L'Ouest.

Archives départementales de Maine-et-Loire.

UN APPEL
de M. le Préfet de Maine-et-Loire

-♦♦♦♦♦♦♦♦-

Chers Concitoyens,

Nous pouvons enfin donner libre cours à la joie dont nos cœurs sont remplis.

L'armistice, prélude de la Paix glorieuse et réparatrice a été signé.

En cette heure solennelle où la France commence à recueillir les résultats splendides d'un effort de plus de quatre années, pensons tout d'abord avec émotion à nos morts qui par leur sacrifice ont rendu possible ce triomphe ;

Acclamons les héros dont l'endurance surhumaine fera éternellement l'émerveillement du monde ;

Saluons avec admiration et gratitude nos Alliés fraternels ;

Renouvelons l'assurance de notre sollicitude affectueuse et de la solidarité nationale aux populations dont les foyers ont été dévastés,

Et réunissant dans un même hommage tous ceux qui, pendant plus de cinquante mois d'épreuves, ont préparé la victoire, et ceux qui l'ont si magnifiquement et si complètement réalisée, répétons avant qu'elles soient gravées dans toutes les communes de France, ces paroles que le Sénat a déjà couvertes de ses acclamations :

**LES ARMEES ET LEURS CHEFS,
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE,
LE citoyen GEORGES CLEMENCEAU, Président du Conseil,
Ministre de la Guerre,
Le MARECHAL FOCH, généralissime des Armées Alliées,
ONT BIEN MERITE DE LA PATRIE.**

LE PREFET DE MAINE-et-LOIRE,
Signé : Paul BOUJU.

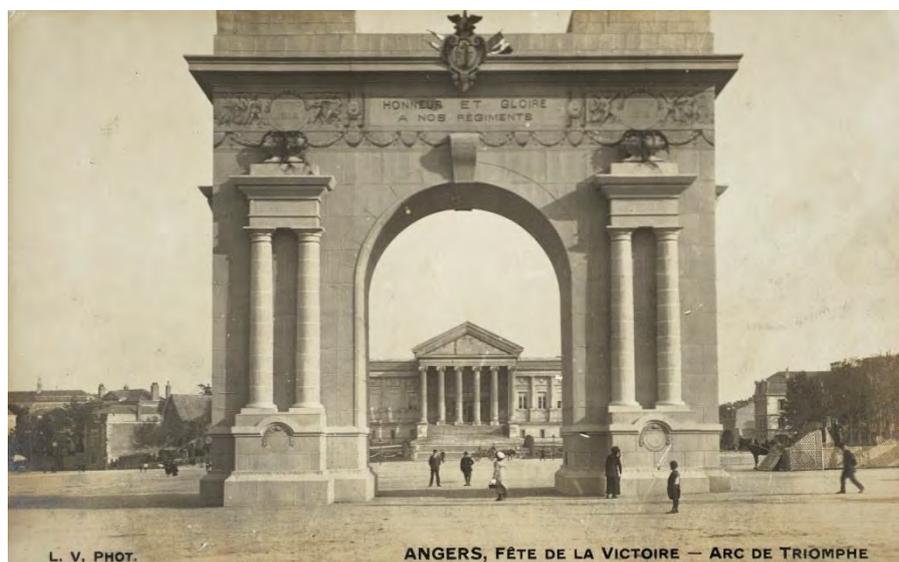
A Angers le 11 novembre

En fin de matinée aux cris de « Vive la France », « A bas Guillaume », les premiers attroupements se forment devant les sièges des journaux. Les drapeaux et cocardes tricolores apparaissent et partout on pavoise rues et fenêtres. On chante « La Marseillaise », « la Madelon », « Flotte petit drapeau ». A 15 heures, toutes les cloches des églises sonnent. La liesse est générale et des cortèges convergent vers la place du Ralliement où, en soirée, la musique du 116^e régiment du génie américain joue sur les marches du Grand Théâtre. Puis une retraite aux flambeaux parcourt la ville.

Le retour des régiments s'échelonna jusqu'en 1919. Le 135^e ne sera réuni en entier à la caserne Desjardins que le 16 septembre 1919.



Arcs de triomphe, fête de la Victoire boulevard Carnot et au Champ de Mars à Angers le 18 novembre 1918. Archives départementales de Maine-et-Loire.



Le 28 septembre 1919 à Angers.



Défilé des régiments angevins sous l'arc de triomphe dressé place du Champ-de-Mars, lors de la réception donnée à l'occasion de leur retour à Angers le 28 septembre 1919. Collection particulière.

« Malgré le mauvais temps qui l'a contrariée, la fête du retour des Poilus à Angers a été un véritable triomphe et a provoqué le plus vif enthousiasme parmi la foule énorme venue pour y assister ». (Le Petit Courrier)

Le lourd bilan de la guerre

Le bilan humain est catastrophique pour chacun des belligérants et si l'Allemagne (2 000 000 de militaires tués) est vaincue, c'est la France qui est la plus meurtrière. Aux pertes humaines s'ajoutent les destructions de sites urbains, industriels et agricoles. Dix départements de l'Est et du Nord ont été totalement ou partiellement occupés et pillés.

Pour la France,

Militaires tués ou disparus : 1 400 000 dont 20 000 en Maine-et-Loire

Victimes civiles : 40 000 à 100 000

Blessés : 3 700 000 (190 000 gazés) dont 11 000 en Maine-et-Loire

Invalides : 600 000

Mutilés/amputés : 300 000

Aveugles : 40 000

Grands blessés de la face (gueules cassées) : 15 000

Traumatisés internes : 10 000

Veuves de guerre : 600 000

Orphelins : 1 100 000

Prisonniers : 565 000 (35 000 morts)

Les combats et les bombardements ont détruit entièrement 455 000 bâtiments, partiellement 1 500 000, plus de 2,5 millions d'hectares de terres agricoles, les bassins miniers du Nord/Pas-de-Calais, 5 000 km de voies ferrées, 2 000 km de canaux, 2,5 millions d'animaux, tués ou enlevés par l'ennemi.

De nombreuses villes sont quasi totalement détruites comme Reims, Lens, Soissons, Saint-Quentin, Arras ou Verdun. Les populations civiles des zones occupées ont été les victimes de nouvelles formes de violences d'invasion (surmortalité par maladies et malnutrition, bombardements, déportations, prises d'otages, travaux forcés).



Longwy-Haut. Après le départ des Allemands. Carte postale.

Les traités de paix - Les transformations territoriales

Les traités de paix de 1919-1920 recomposent la carte de l'Europe. Le plus important, celui de Versailles, avec l'Allemagne est signé le 28 juin 1919. Il rend moralement responsable l'Allemagne de la guerre et lui inflige des sanctions très dures. Séparée en deux, elle perd 88 000 km² et 7 millions d'habitants et cède la totalité de ses territoires coloniaux. L'armée est réduite à 100 000 hommes, la flotte livrée aux Alliés. Les réparations seront fixées à 132 milliards de mark-or. La Lorraine mosellane et l'Alsace sont restituées à la France, l'Italie acquiert le Trentin et l'Istrie, la Roumanie reçoit la Transylvanie.

Neuf États apparaissent ou réapparaissent en Europe :

La Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'Autriche, la Hongrie et la Yougoslavie.



*La signature de la paix dans la Galerie des Glaces, Versailles 28 juin 1919.
Peinture de William Orpen.*

Les bouleversements politiques

Les quatre grands Empires continentaux disparaissent.

En Allemagne, après une tentative révolutionnaire qui échoue, une république parlementaire succède au régime impérial.

Dans l'ancien Empire austro-hongrois, les principales nationalités prennent leur indépendance et dans un premier temps adoptent un régime démocratique et parlementaire.

En Turquie, une république laïque s'établit qui rompt sur le plan institutionnel avec les cadres ottomans.

En Russie, à l'Empire autocratique succède un État de caractère socialiste.

La ligue des nations souhaitée par le président Wilson est créée sous le nom de Société des Nations.

Le mythe que l'armée allemande n'avait pas été défaite ainsi que les imperfections du traité de Versailles laisseront subsister en Europe de forts ressentiments et de nombreux ferments de conflits.

HOMMAGE NATIONAL

Le monument aux Morts

La mémoire du monde combattant se construit autour des monuments aux Morts.

Les premiers sont envisagés dès 1916, le plus souvent grâce à des souscriptions publiques. Par la loi de finances de 1920, l'Etat subventionne la construction des cénotaphes à condition qu'ils ne se rattachent à aucun culte.



Dans la majorité des communes, deux lieux commémoratifs sont créés : l'un public, le monument aux Morts, l'autre dans l'église sur un tableau mural.

Les thèmes de ces monuments représentent le plus souvent le patriotisme et la victoire.

Le nom d'un défunt peut y être inscrit s'il est titulaire de la mention "Mort pour la France" et s'il est né ou domicilié légalement en dernier lieu dans la commune considérée.

A Beaucouzé, après la souscription lancée en 1919, l'érection du monument est confiée à l'entreprise Gillard de Bécon-les-Granits. Installé dans le cimetière et inauguré en 1921, il porte les noms de 35 soldats.

La tombe du soldat inconnu

Le 10 novembre 1920, huit cercueils en provenance des 8 secteurs du front sont regroupés dans la galerie souterraine de la citadelle de Verdun. Auguste Thin du 132^e régiment d'infanterie, après avoir additionné les trois chiffres de son régiment, dépose un bouquet de fleurs sur le sixième cercueil. Il vient de désigner « le soldat inconnu ». Le lendemain, il est déposé au Panthéon, puis transporté sous l'Arc de Triomphe.

Symbole du sacrifice des 1 400 000 morts français de la Grande Guerre, le soldat inconnu est inhumé depuis le 28 janvier 1921 dans une crypte sous l'Arc de Triomphe, avec pour épitaphe « **Ici repose le soldat inconnu, mort pour la patrie** ».



Flamme du souvenir - OREP Editions

Depuis le 11 novembre 1923, la flamme du souvenir, allumée ce jour là par le ministre de la Guerre André Maginot, est ravivée chaque jour à 18h30 par une association d'anciens combattants invitée par le Comité de la flamme.

Au moment où elle jaillit un clairon exécute la sonnerie « Aux Morts ».

La sonnerie « Aux Morts »

Composée au début des années 1930 par le commandant Pierre Dupont, chef de la musique de la Garde Républicaine, elle est interprétée depuis 1932 lors des manifestations patriotiques et des cérémonies commémoratives. Elle constitue « le signal et le prélude à la minute de silence ».

Les nécropoles nationales

Inhumés d'abord sur les lieux de leur décès, les soldats sont finalement regroupés dans de grandes nécropoles. Depuis une loi de juillet 1920, les cimetières militaires et les nécropoles sont « propriété nationale ».

Le territoire national compte 253 nécropoles qui regroupent environ 700 000 tombes individuelles, toutes structurées sur le même modèle. Chaque nécropole renferme au moins un ossuaire contenant les ossements retrouvés sur les champs de bataille, sans qu'on puisse sûrement établir leur identité.



La nécropole nationale de Notre-Dame-de-Lorette à Ablain-Saint-Nazaire (Pas-de-Calais) est la plus grande de France : 43 000 soldats français y sont inhumés (dont 22 970 en sept ossuaires).

Les stèles funéraires, en ciment armé ou de poussières de marbre ont remplacé les croix en bois blanches du début de la guerre. Chaque stèle porte une plaque d'identification du défunt avec la mention « Mort pour la France », ou inconnu « Mort pour la France ». Sa forme révèle l'appartenance religieuse du défunt.

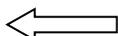
Dans les cimetières civils de France, 2 000 carrés militaires ont été aménagés pour inhumer les 115 000 soldats tombés à proximité des communes ou décédés dans les hôpitaux temporaires.

Les décorations de la Première Guerre mondiale

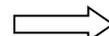
Au début du conflit, les actes exceptionnels sont récompensés par les décorations telles que la Légion d'honneur ou la médaille militaire, mais rapidement la nécessité de créer une récompense spécifique s'impose ; la croix de guerre le sera en avril 1915.



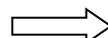
La croix de guerre 1914-1918. Décoration militaire attribuée pour récompenser l'octroi d'une citation par le commandement militaire pour conduite exceptionnelle. Suivant le niveau de la citation, le ruban s'orne d'une étoile de bronze, d'argent ou de vermeil. Son attribution cesse le 18 octobre 1921.



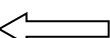
La croix du combattant. Créée par la loi du 28 juin 1930, cet insigne officiel est destiné à être porté par tous les mobilisés de la guerre et à signaler ceux qui, au péril de leur vie, ont défendu la Patrie. Cette loi précise également que seuls les personnels mobilisés, titulaires de la carte du combattant, sont autorisés à porter cette distinction.



Médaille commémorative de la Grande Guerre Souvent appelée « *médaille des poilus* », elle est créée en juin 1920 pour honorer les militaires et civils qui ont servi la patrie entre août 1914 et novembre 1918.



Médaille des blessés militaires. Souhaitée par les anciens combattants et d'initiative privée, elle succède après la guerre à l'insigne créée en 1916. Elle n'a aucun caractère officiel, mais, en raison de ce qu'elle symbolise, son port va être largement toléré par les autorités. Elle est devenue médaille officielle en août 2016 par décret.



Seront créées également la médaille de la Victoire ou Interalliée (1922), la médaille des Dardanelles et la médaille d'Orient (1926), la médaille des évadés (1926) etc.

Pour l'ensemble des Poilus, la reconnaissance est nationale, mais pour l'obtention de celle-ci à titre individuel les anciens combattants sont souvent confrontés aux lourdeurs administratives. Le ton plein d'amertume de certains courriers laisse à penser qu'ils se sentent ignorés ou mécompris.

Commémorer les Morts

Le 24 novembre 1922, le Parlement déclare le 11 novembre "fête nationale" avec la dénomination de "Jour du Souvenir". Chaque année voit s'éloigner la perception de la Grande Guerre, les commémorations du 11 novembre aident à vaincre l'oubli.

« La perte de la mémoire du passé est sans doute la pire infortune qui puisse frapper un peuple ainsi qu'un individu ». (Ferdinand Lot)

*Sources : Copyright Yann Thomas « De la mort à la Mémoire » OREP Editions.
Livre du Musée de la Grande Guerre de Meaux 2016.*

L'après-guerre 1919-1930

P.192 Les conséquences de la guerre dans la vie quotidienne après 1918

P. 196 Beaucouzé 1919-1930, la vie reprend son cours



L'Electric Auto, boulevard du Roi René 1925



Beaucouzé

Les conséquences de la guerre dans la vie quotidienne après 1918



Le 11 novembre 1918 à 11 heures, l'armistice met fin au premier grand conflit mondial. Le traité de Versailles sera signé le 19 juin 1919 et le décret de démobilisation générale le 14 octobre. Au cours de cette phase, il faut organiser le retour au foyer de 4 millions de soldats. La France sort traumatisée de la Grande Guerre. Une page se tourne, mais s'ouvre alors, une longue période de transition.

La démobilisation

Le renvoi des soldats à la vie civile, s'effectue de façon échelonnée, avec priorité donnée à l'ancienneté. Impatients de rentrer chez eux, l'épreuve d'une démobilisation tardive amplifie leurs états d'âme : la culpabilité d'être saufs, l'appréhension du retour après 4 années d'absence, la sensation de perte de temps.

Les classes 1912-1913 sont démobilisées en 1919 et les suivantes le seront entre 1920 et 1921. A Beaucauzé sur 164 mobilisés, 106 soldats sont démobilisables (40 sont morts pour la France et 18 réformés). Les retours ont lieu en majorité pendant l'année 1919 (51 au 1er trimestre dont 7 prisonniers, 2 au 2^e trimestre, 32 au 3^e trimestre dont 6 prisonniers, 5 au 4^e trimestre. Trois le seront en 1920 et 4 en 1921.

Avant de regagner le centre démobilisateur de leur régiment, les intéressés doivent passer une visite médicale et mettre à jour leurs papiers militaires.

L'édition d'un guide de démobilisation les aide à accomplir toute une série de démarches, longues, souvent vécues comme humiliantes et obtenir les indemnités auxquelles ils ont droit : une prime de démobilisation, des tickets de pain et pour remplacer les vêtements laissés à la caserne, un costume « mal taillé » (dit "Abrami", du nom du sous-secrétaire d'État à la Guerre) s'ils le refusent, ils perçoivent une indemnité ridicule de 52 francs.

La réintégration dans la vie civile

Au début de la démobilisation, les hommes rentrent dans l'indifférence des autorités, sans aucune cérémonie. L'administration fiscale leur demande de payer leurs arriérés d'impôts, la fin du moratoire en la matière ayant été décrétée dès la cessation des hostilités. C'est seulement à partir de mars 1919 que des mesures plus compréhensives viennent remédier à ces maladroites : rétablissement du moratoire des impôts, paiement d'une prime à la démobilisation calculée selon un barème plus décent, création d'une pension versée aux invalides de guerre ou aux familles des décédés.

Ces hommes redécouvrent le monde avec ses lois de rentabilité et de concurrence. Malgré la loi du 22 novembre 1918 qui oblige les anciens patrons à réintégrer dans les entreprises leurs salariés combattants, les démobilisés doivent faire un gros effort de réadaptation. Après avoir vécu pendant plusieurs années, loin de leurs familles, coupés du milieu civil, ils ont oublié comment régler leur rythme de vie.

La fondation d'associations d'anciens combattants, en recréant symboliquement la camaraderie du front, leur permet de partager ces souvenirs indicibles et de rompre le silence dans lequel ils se murent souvent au sein de leur famille.

A Beaucouzé, L'U.N.C organise le 11 novembre 1921, l'inauguration du monument aux morts de la commune.



La réintégration dans la vie familiale

Les couples

La vie familiale est à réorganiser. Plusieurs années de séparation des couples et des familles ont eu des conséquences parfois dramatiques lors des retours qui se déroulent souvent dans une certaine forme d'indifférence et d'incompréhension.

Aux souffrances quotidiennes liées à la guerre s'ajoute parfois celles des épreuves familiales, c'est le cas d'**Auguste Bouchet** à Beaucouzé. Mobilisé le 2 août 1914, sa fille naît en novembre 1914, sa femme décède au mois de mai 1915 et sa fille en juillet 1915. Blessé le 17 juin 1917 et fait prisonnier le 11 avril 1918, il sera démobilisé en mars 1919.

La reprise de la vie commune rêvée pendant les épreuves, contraste avec les réalités du quotidien. Ceux qui sont revenus sont marqués durablement dans leur chair et dans leur âme, parfois devenus alcooliques, neurasthéniques, violents, impuissants, ils doivent se réhabituer à vivre à deux. Les épouses ne sont plus les mêmes, elles non plus. Il faut renégocier sa place avec ces femmes plus indépendantes et plus libres. Toutefois, l'acceptation de la redistribution des rôles générés par la guerre permet à des couples de resserrer les liens que l'éloignement a mis à mal, de trouver un nouvel équilibre et le bonheur.



Les mariages, retardés durant la guerre, sont multipliés par deux comme le prouvent les registres d'état civil à Beaucouzé. Les divorces doublent en 1920 par rapport à 1913. Plutôt demandés par les hommes à leur retour, puis par les femmes ensuite, à Beaucouzé aucun n'a été enregistré entre 1914 et 1930 parmi ces familles de mobilisés.

Collection particulière

Les enfants

Prendre ou reprendre sa place de père, n'est pas toujours facile avec les enfants qui n'ont connu parfois que l'autorité de la mère. L'autorité rétablie du père est vécue comme une intrusion dans l'équilibre familial existant. Parfois les enfants découvrent un homme distant, invalide, un inconnu qu'aucun souvenir partagé ne rattache à leur vécu enfantin.

Après la victoire, il n'y a pas de baby-boom. Alors que le déficit national des naissances est estimé entre 1.4 et 1.7 millions, à Beaucouzé le taux de natalité augmente : entre 1915 et 1919 les registres font état de 29 naissances et de 61 entre 1920-1924.

Le gouvernement obsédé par la natalité, érige la maternité en devoir patriotique. Toute information sur la contraception est interdite et la loi du 31 juillet 1920 définit l'avortement comme un crime.

Des mesures symboliques sont adoptées en 1920 et accordées aux familles de plus de 3 enfants : la création d'une médaille de la famille et l'instauration de la fête des mères. Les primes à la natalité, à partir d'avril 1920, annoncent les allocations familiales.



Sous la présidence de Raymond Poincaré, la loi du 5 avril 1928 crée l'assurance vieillesse et maladie, complétée en 1930 par l'assurance invalidité. Puis, en 1932, sont créées les allocations familiales. Toutes ces mesures seront unifiées en octobre 1945 dans le cadre global et obligatoire de la Sécurité sociale.

Les veuves

A la fin du conflit, les veuves de guerre souvent trentenaires, sont mères pour la plupart et sont devenues chefs de famille. Sur 600 000 veuves, 42 % se sont remariées. Ces unions sont plutôt bien acceptées, surtout si c'est avec « un mutilé de guerre ». L'argument patriotique veut que ces femmes encore en âge de procréer aide à repeupler le pays. Un seul remariage est constaté à Beaucouzé entre 1919 et 1930.

L'Etat leur réserve des emplois dans l'administration ou dans certains établissements, comme les manufactures de tabac et d'allumettes et leur propose des formations. Le veuvage peut les contraindre à changer d'activité, elles vont chercher en ville un travail mieux rémunéré. Les veuves sont plaintes pour leur souffrance et parfois pour leur déclassement social, enviables pour leur pension de guerre, blâmées par les jeunes filles en mal de mari.

L'émancipation de la femme

Le travail féminin existait déjà avant le conflit. Mais durant cette période, les femmes ont exercé des travaux jusque-là attribués aux hommes dans l'industrie et les services. Les conditions de travail les ont conduit à modifier leurs tenues vestimentaires notamment pour libérer les mouvements du corps : le corset est supprimé et la robe raccourcie.

Dès le 13 novembre 1918, une circulaire du ministre de l'Armement promet une indemnité de départ à celles qui consentent à abandonner leur travail avant le **5 décembre 1918**. Beaucoup sont même licenciées du jour au lendemain sans indemnités. Une majorité de

femmes ont accepté de quitter leur travail pour redevenir femmes au foyer, mais le manque d'hommes contraint un certain nombre d'entre elles au célibat et à s'assumer matériellement.



Une nouvelle figure féminine apparaît, la « garçonne » une silhouette androgyne et longiligne où ne sont plus marquées ni la poitrine ni la taille. Cette mode touche plus les jeunes femmes des classes moyennes et de la petite bourgeoisie et plus les milieux urbains que les campagnes.

En 1925, dans toute la société, une femme sur trois porte les cheveux courts ce qui entraîne le développement des salons de coiffures féminins.

Extrait du journal « le Petit Courrier »

Le baccalauréat féminin est créé en 1919 et l'alignement des études secondaires masculin et féminin en 1924 permet aux jeunes filles d'accéder à des études supérieures et de pouvoir exercer des métiers qualifiés.

En 1924, le « Petit Courrier » publie par quinzaine, le mardi « La page de la femme » et le jeudi « La page des enfants ». Le salon des arts ménagers est créé, des inventions vont faciliter le travail des femmes restées au foyer : lave-linge, lave-vaisselle, fer à repasser électrique avec thermostat etc.

Les femmes aspirent à plus de respect et d'égalité. Le combat pour le droit de vote s'amplifie et si l'Assemblée Nationale rejoint leurs vœux, le Sénat par deux fois bloque toute proposition de loi.

L'onde de choc de la guerre a accéléré les mutations et va modifier profondément la société française du XX^e siècle. Dans tous les domaines de la vie les changements seront considérables.

Sources :

Musée de Meaux : Exposition Familles à l'épreuve de la guerre

Chemins de mémoire : cheminsdememoire.gouv.fr

Beaucouzé 1919-1930, la vie reprend son cours

Le 28 septembre 1919 Angers célèbre la victoire ; cependant l'heure est également au bilan, comme à Beaucouzé, tant sur le plan familial et démographique, qu'agricole.

Evolution démographique

Entre 1911-1921, Beaucouzé perd près d'une centaine d'habitants. Sur les 106 démobilisés en 1919, 59 sont encore présents sur les listes de recensements de 1921.

Recensements de la population des années 1911-1921-1926

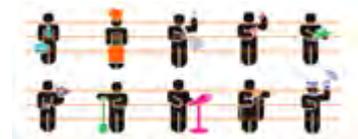
Tranches d'âge	1911	1921	1926
0 à 1 ans	16	12	22
1 à 19 ans	228	174	185
20 à 39 ans	191	143	165
40 à 59 ans	180	178	156
60 ans et plus	76	88	103
Total population	691	595	631



En 1921, Beaucouzé compte 595 habitants, répartis dans 182 familles dont 47 vivent dans le bourg.

La commune compte 172 maisons dont 33 dans le bourg, concentrées dans la rue du Bourg et l'impasse du Prieuré ; les 139 autres sont réparties dans les lieux-dits.

L'après-guerre voit une nouvelle France se dessiner, la France rurale se transforme progressivement en une France urbaine. Lors du recensement de 1931, les effectifs nationaux de la population urbaine dépassent pour la première fois ceux de la population rurale. L'industrie se développe au détriment de l'artisanat, mais Beaucouzé conserve ses anciens métiers.



Les professions dans le bourg : 2 charcutiers, 1 cantonnier, 1 charpentier, 1 charron, 1 couvreur, 2 épicières, 3 forgerons, 2 menuisiers, 2 maçons, 1 instituteur, 2 institutrice (1 en public et 1 en privé), 8 couturières, 1 lingère, 1 garde malade.

Evolution agricole

En 1926, la superficie de la commune est de 1 870 ha, principalement répartis en terres labourables (1 372 ha), en pâturages (122 ha), en bois et forêts (169 ha). La superficie des productions céréalières est de 241 ha réservés au blé, 150 ha à l'avoine, 142 ha à l'orge, 60 ha aux pommes de terre.

En décembre 1925, la fièvre aphteuse touche la commune de Beaucouzé qui par arrêté du 10 décembre 1926, est déclarée infectée en totalité. Elle affecte principalement les bovins, les porcs, les chèvres et les moutons. Pour lever cet arrêté, les exploitants doivent demander à leurs frais, la visite du vétérinaire sanitaire permettant d'assurer que la maladie a complètement disparu et que la désinfection a été opérée.

En 1926, le cheptel est constitué de 280 chevaux, 40 taureaux et bœufs, 640 vaches et veaux, 142 brebis et agneaux, 200 porcs.

Evolution technologique de la commune

Electricité : Après l'installation de l'électricité dans le bourg, en 1924 le conseil municipal décide de continuer les études en vue de l'électrification des campagnes.

1926 : le maire définit la répartition de l'éclairage des rues et bâtiments communaux : une ampoule électrique est placée près du mur du jardin de l'école et l'autre sur le mur de la sacristie. Pour les bâtiments communaux : 2 lampes à la mairie, 2 au presbytère et 4 pour les écoles publiques.



Recette ruraliste

Créée en 1923 : M. Mouchet débitant de tabac, qui tient également les registres de bouilleurs de cru est habilité à tenir cette recette.

Bureau télégraphique : Créé en 1926 pour répondre au désir de la population, il est relié au bureau d'Angers. La commune doit faire l'avance des frais : du bureau, des appareils et de la construction d'une ligne de 7km.

Cabine téléphonique : créée en 1928 : sa gérance est confiée à Mme Mouchet. Pour couvrir les frais d'installation du téléphone, la commune fait un emprunt de 4 000 francs auprès de certains membres du conseil municipal, remboursable sur 8 ans.

Archives municipales de Beaucouzé

Un standard téléphonique met les abonnés en correspondance. Il faut parfois attendre plus de 2 h, même entre départements, pour obtenir la communication. En 1923, apparaît le téléphone à cadran tournant à 10 chiffres (de 0 à 9) pour composer un numéro.



Origine de l'horloge exposée dans le hall de la M.C.L



En janvier 1928, l'horloge est installée dans le clocher de l'église par l'entreprise Bodet de Trémentines. Un arrêté du maire prévoit le remontage de l'horloge par le prêtre de la commune et le versement d'une rétribution pour cette tâche. L'horloge restera jusqu'au 17 octobre 1965, son système de remontage ayant été brisé accidentellement.

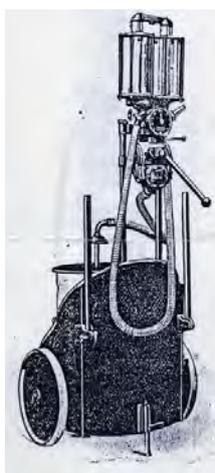
Pompes à essence

L'automobile prend son essor au début du XX^e siècle, le registre des immatriculations crée en 1899 comptabilise 436 véhicules dans le Maine-et-Loire en 1904 et 833 en 1908. Beaucouzé ne compte en 1921 que 2 voitures et 1 camionnette.

Ce nouveau secteur d'activité intéresse les constructeurs et revendeurs de cycles qui commencent à vendre des voitures et à créer les garages automobiles.

Jusqu'en 1921, il n'y a ni pompes ni station-service. On achète son essence par bidon. Après des stockages anarchiques dans les garages, le préfet décide en 1902, d'autoriser le dépôt d'essence, pour 1 500 litres au maximum, à condition qu'il n'y ait « aucun transvasement ni manipulation d'aucune. Les bidons contenant le pétrole et les essences minérales doivent être en métal, d'une capacité de cinq litres au plus et rangés dans des boîtes ou casiers à rebords, garnis intérieurement de feuilles de tôle étamée formant cuvette étanche. Une provision de sable doit être conservée à proximité, pour éteindre tout commencement d'incendie ».

En 1921, le conseil municipal d'Angers adopte le principe de l'installation d'appareils distributeurs d'essence, souvent sous forme mobile (char romain), la pompe étant rentrée au garage tous les soirs et décide que la redevance annuelle d'occupation du sol sera de 50 francs. En 1930 devant la prolifération des demandes les nouvelles « stations-service » vont se développer à la sortie de la ville,



*Char romain SATAM 1926
Archives fondation Berliet/Lyon*

*Pompe à essence 1931
Archives Municipales d'Angers*



A Beaucouzé, à la Croix de Lorraine, sur la nationale 23, un projet d'installation d'une pompe à essence de 4 500 l en 2 réservoirs est déposé par M. Subileau, le 9 septembre 1930 à la préfecture de Maine-et-Loire.



Voiture publique : archives municipales de Beaucouzé

Passage de la voiture publique

En mai 1929, Beaucouzé, complètement dépourvu de moyens de communication demande le passage dans le bourg de la voiture publique qui relie Challain-la-Potherie à Angers. Arrêt obligatoire prévu chez M. Bernard, cafetier, qui délivrera les billets et servira de relais colis. En 1931, la voiture publique passe 3 fois la semaine.

Les loisirs dans les années 1920-1930

En 1920, après des années de guerre et de privations la France continue à se reconstruire, à panser ses plaies. Les Français commencent à retrouver l'envie de se distraire.

Beaucouzé renoue avec ses fêtes



En 1921, à l'occasion de la fête nationale les débits de boissons restent ouverts toute la nuit.

Il en est de même le 7 mai 1922 pour la fête communale. Créée en 1899 à la demande de 3 cafetiers installés dans le bourg, elle se déroule le premier week-end end de mai, sans aucune subvention versée par la municipalité.

La fête patronale de Saint-Gilles, fixée le deuxième dimanche de septembre reste inchangée et les débits de boissons restent également ouverts pour cette occasion.

La reine de Beaucouzé et ses demoiselles d'honneur lors d'un défilé fleuri 1920-1930.

(Archives municipales de Beaucouzé)

Des courses de chevaux sont organisées en septembre 1926 et 1927 et se déroulent à la Maison Neuve.

Election de la Rosière : Fêtée autour de la Pentecôte depuis le V^e siècle, elle disparaît lors de la Révolution française, puis connaît un regain au siècle suivant. A cette occasion la jeune fille dont la conduite irréprochable, la vertu, la piété et la modestie, ont marqué le village reçoit une couronne de roses (d'où le nom).

En 1927, le maire Jacques Crasnier désigne la Rosière de l'année, Mlle Renée Nourry cultivatrice. Cette cérémonie est reconduite tous les 5 ans depuis 1900, en application des dispositions du legs de 1865, de Paul Prosper Guilhem (ancien maire de Beaucouzé 1844-1848). La jeune fille reçoit la somme de 500 F et doit fleurir la tombe de M. Guilhem pour le repos de son âme.

Aujourd'hui encore, des rosiers et rosières sont élus chaque année dans un certain nombre de villes et villages de France, mais le critère de virginité a été depuis longtemps abandonné.

En France

Cinéma : Depuis 1896, le cinéma s'est installé à Angers et est projeté initialement aux terrasses des cafés. De 1901 à 1914, le cinéma ambulante sillonne les routes du département et propose durant une semaine sous une tente, un spectacle quotidien différent. En 1907, le 1^{er} cinéma permanent ouvre ses portes au cirque théâtre, place Molière.

L'arrivée du cinéma parlant, est saluée avec enthousiasme par les spectateurs en novembre 1929. En 1931, Angers dispose de 2 grandes salles : les « Variétés » (870 places) et le « Palace » (1200 places).

Musique et danse : La France découvre le jazz et de nouvelles danses (le charleston, le fox trot, le tango, la samba...), les revues musicales (Joséphine Baker en 1925).

Les années 1920 deviennent « les années folles ».



La crise économique

Mais, le 24 octobre 1929 (jeudi noir), l'incroyable crack boursier américain, marque la fin de cette période. La France est touchée plus tardivement en 1931. La crise frappe l'économie : baisse du pouvoir d'achat, avec la montée du chômage la misère fait son retour, début des luttes sociales. Les cultivateurs, petits commerçants et petits industriels sont les plus touchés, ils perdent 20 à 30 % de leur pouvoir d'achat.

C'est la fin d'une époque, l'orage des années 30 gronde sur l'Europe...

sources :

Archives municipales de Beaucouzé.

Pompes à essences : Extrait Chroniques d'Angers,

Documents d'archives

Recensement des voitures 1914 et 1921

1916 - Réfugiés Leroux à Beaucouzé-Lettre de félicitations

1917 - Les réfugiés à Beaucouzé

Biographie de la famille Macé

Monument aux morts de Beaucouzé

Soldat Bouteiller Louis Joseph

Biographie de Besson Auguste



Récits des parents de Person André

Extrait du journal de Manceau Francis

Extrait du journal du prisonnier Lion Georges

1914 Décision préfectorale

Appels aux dons de la Somme sinistrée

Affiche et histoire du « Bouillon Kub »

Journal « La recherche des disparus »

Retrait carnet de sucre-Restrictions

Affiche « Semez des pommes de terre »

DÉPARTEMENT et COMMUNE.	DÉSIGNATION DES PROPRIÉTAIRES.			SOUS-CATÉGORIE DE LA VOITURE.			DÉSIGNATION				
	NOM et prénom.	PROFESSION.	DOMICILE.	Voitures de tourisme.	Voitures d'am- bu- lance.	Moto- cy- clettes.	MARQUE de fabrication. — Lettres et chiffres caractéristiques.	PUI- SANCE en H. P.	NOMBRE de cylindres.	COMBUSTIBLE employé.	NOMBRE de PERSONNES trans- portables.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Mayenne Beaucouvé	Bridier Ernest	Propriétaire	Villeneuve	1			de Diez- Boutay	12		Essence	4
	Bougnier Ray	Propriétaire	La Forêt	1			Renault	10		Essence	4
	Dejanneau Stienne	Propriétaire	H ^{te} Roche	1			de Diez- Boutay	6		Essence	2

ET MOTOCYCLETTES.

DE LA VOITURE.

NATURE de la carrosserie.	NATURE des bandages.	MARQUE et dimensions commerciales des bandages en caoutchouc.	ANNÉE de la fabrication.	NOM du conducteur habituel. — Classe. — Recrutement.	CLASSEMENT obtenu l'année précédente.	DECLI-SION de la COMMISSI-ON de classe-ment.	NU-MÉRO de TIRAGE au sort.	OBSERVATIONS.	DECLI-SION de la COMMISSI-ON de réquisi-tion.	PRIX D'ACHAT.	CONDUCTEURS AFFECTÉS à la voiture.
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
Coupe conduite intérieure	Caoutchouc pneu.	710/90	1912	Bridier Ernest classe de 1899 Recrutement de Cholez							
Coupe conduite intérieure	Caoutchouc pneumat.	710/90	1909	Bouignier Max classe de 1882 Recrutement de Angers							
Coupe conduite intérieure	Caoutchouc pneu	710/90	1900	Dezameau Pierre classe de 1903 Recrutement de Angers							

Auto de Dion. Bouton 1903
1 cylindre 6 chevaux
Carrossie : baquet 2 places
découverte

Vendre

VISÉ ET CERTIFIÉ conforme à Beauvoine le 15 janvier 1914

Le Maire. *Jans*



REGISTRE DE DÉCLARATION

Modèle A²

DES VÉHICULES AUTOMOBILES DE DEUXIÈME CATÉGORIE

(Voitures de tourisme, Ambulances et Motocyclettes)

existant dans la commune de BeaucouzéOuvert le 1^{er} janvier 1921EXPLICATIONS POUR L'ÉTABLISSEMENT DU REGISTRE DE DÉCLARATION MODÈLE A²

Réserver une ligne spéciale pour chaque véhicule.

Inscrire les noms des propriétaires par ordre alphabétique, en réservant pour chaque lettre le nombre de cases jugées nécessaires. Laisser également à la suite de chaque lettre un certain nombre de cases vides, afin de permettre l'inscription ultérieure des voitures déclarées entre la clôture des opérations de recensement et l'ouverture de celles du classement.

Les colonnes 1 à 9, 13 et 14, 17 à 19, sont seules remplies par le Maire au moment de la déclaration. Les renseignements à porter dans les colonnes 1 à 9 sont à relever, s'il y a lieu, sur la carte grise du service des mines. Les autres colonnes sont remplies au moment du classement, si la Commission le prescrit.

Colonne 4 : Sont considérées comme voitures de tourisme, celles qui ne sont susceptibles de transporter que moins de huit personnes, non compris le conducteur et un aide-conducteur. Sont portés également dans cette colonne les châssis de tourisme aménagés en camionnettes légères.

Colonne 5 : Indiquer dans cette colonne les véhicules aménagés spécialement en vue du service d'ambulance, quel que soit le nombre de personnes qu'ils sont susceptibles de transporter.

Colonne 12 : Indiquer un alésage de 100 et une course de 140, de la façon suivante : 100 x 140.

Colonne 13 : Indiquer le nombre total de personnes transportables, y compris le conducteur. Pour les motos, mentionner le side-car.

Colonne 14 : Indiquer la nature de la carrosserie : torpédo, limousine, camionnette légère.

Colonne 15 : Bandages pleins ou pneumatiques.

Colonne 17 : Mentionner dans cette colonne l'éclairage électrique, le démarrage électrique, le changement de vitesse pour les motos ainsi que toutes observations utiles.

Colonnes 19 et 20 : Indiquer le classement de la façon suivante :

B. : bon. — A. B. : assez bon. — Aj. : ajourné. — I. : impropre au service. — N. P. : non présent. — N. E. : non examiné comme non convoqué.

Nota. — Les véhicules déclarés impropres au service doivent être reportés l'année suivante sur les registres de déclaration.

ARTICLE 16 DE LA LOI DU 22 JUILLET 1909

Les propriétaires d'automobiles qui n'auront pas fait la déclaration de leur voiture, seront passibles d'une amende de 25 à 1.000 francs.

Ceux qui auront fait sciemment une fausse déclaration seront frappés d'une amende de 50 à 2.000 francs.

(1) Dans les villes divisées en plusieurs cantons, il est ouvert un registre modèle A² pour chaque canton ou arrondissement municipal, et, à Paris, pour chaque arrondissement.

AMBULANCES ET MOTOCYCLETTES

ION DU VÉHICULE

Altage et cune	Nombre de personnes transportables	Matière de la carrosserie	GARNITURES DES ROUES			OBSERVATIONS	Noms et prénoms du conducteur habituel	Recrutement	Classe	CLASSEMENT		RÉQUISITION		Nombres des véhicules
			En caoutchouc plein	Pneus P. P.	Pneus P. P.					Dimensions et caractéristiques simples : S. jumelés : J.	Observations de la Commission de classement	Commission	De la Commission de Réquisition	
19	22	16	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

2
 Coiffe
 conduite
 intérieur
 caoutch. Pn. 110
 S. 90

H. Szamara
 classe 1907
 art. 29

4
 Lapidus
 caoutch. Pn. 120
 S. 120

G. Prichard
 classe 1909
 Chubb

DÉSIGNATION DES PROPRIÉTAIRES

SOUS-CATÉGORIE
DU VÉHICULE

DÉSIGNATION DES PROPRIÉTAIRES			SOUS-CATÉGORIE DU VÉHICULE									
Nom et prénoms	Profession	Domicile	Transport de personnes	Transport de matériel Tracteurs à roues, tracteurs ou engins à chenilles	Bicyclettes	Trains automobiles	Marque de fabrication — Lettres et numéros caractérisant le type du châssis	Année de fabrication du châssis	N° et lettres d'inscription du véhicule par la Service des mines	Puissance en HP.	Nombre de cylindres	Alésage et course
1	2	3	4	5	6	7	9	10	11	12	13	14

Cherri Louis Cull P. virie

1

Ford 1918

12 4

DÉSIGNATION DU VÉHICULE

15 Combustible employé	16 Poids à vide	17 Poids utile ou nombre de places disponibles	18 Nature de la carrosserie	19 Dimensions du plancher	20 GARNITURES DES ROUES			23 Observations	24 NOM et PRÉNOMS du Conducteur habituel			25 CLASSEMENT obtenu l'année précédente	26 Classement donné par la Commission
					AV	AR							

Estime

500 kg camionnette

9m50 x 1

Pm J

Cherri Louis
Ren' Chalot
classe 1893

PRÉFECTURE

de

MAINE-ET-LOIRE

2 DIVISION

1 BUREAU

Rappeler la date de la lettre
et l'indication du bureau

OBJET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Angers, le

2 Juin

1916

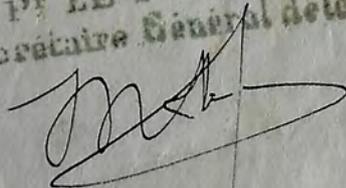
Monsieur le Maire,

J'ai l'honneur de vous informer
que la famille Leroux, réfugiée dans
votre commune depuis le 28 mai, peut
être inscrite à l'allocation, à
partir du 20 mai 1916.

Je saisis cette occasion pour vous
remercier très chaleureusement de l'accueil
qui a été réservé par votre population
aux derniers réfugiés dirigés sur votre
commune et de tout ce que ~~fait~~
municipalité pour soulager nos
malheureux compatriotes.

Agreez, Monsieur le Maire,
l'assurance de ma considération
très distinguée.

PI LE PRÉFET
Le Secrétaire Général délégué



Monsieur le Maire de Beaumont

Département de Charente-Inférieure
Commune de Beaucouze

État des Réfugiés Français actuellement
en résidence dans la Commune

Presbytère

1	M ^r S. Abbi' Leoy Thierry, desservant
2	M ^{lle} Chopine Albert
3	M ^{me} Chopine Anna
4	M ^{lle} Chopine Clotilde
5	M ^{lle} Tromholt Emile
6	M ^{lle} Hariner Marie
7	M ^{lle} Pierson Ausélie
8	M ^{lle} Lemoine Adèle
9	M ^{me} Selous Alice.

Maison Pioppé

10	M ^m Petitjean Sébastien
11	M ^{lle} Petitjean Irma
12	M ^{me} Petitjean Marie
13	M ^r Petitjean Edmond
14	M ^r Petitjean Léon

Maison Hervé

15	M ^{me} Leroux Julia
16	M ^{lle} Leroux Julienne
17	M ^r Leroux Julien
18	M ^{lle} Leroux Julia
19	M ^{lle} Leroux Julie

M^r Bridier

20	M ^r Yung Louis
21	M ^{me} Yung Octavie
22	M ^{me} Riesterer
23	M ^{lle} Riesterer Suzanne

Maison Desjardins

24
25
26

M^{me} Desjardins Louise
M^{me} Desjardins Emile
M^{lle} Desjardins Marie

Maison Méteyer

27
28
29
30
31
32

M^{me} V^{re} Matte Octavie
M^{me} Matte Marie
M^{lle} Matte Marie
M^{lle} Matte Louise
M^{me} Charbon Marie
M^{lle} Charbon Marie

Le Prieur

33
34

M^o Person
M^{ms} Person

Mairie de Beaucouze le 9 Avril 1917
P. le Maire
P. adjoint
Pomard A



30450

HOMMAGE

AUX

FRÈRES MACÉ

Les Parents

MACÉ François et BAUDONNIÈRE Aimée Félicité



François est né à Beaucouzé en 1860.



Aimée Félicité Baudonnière

Ils se sont mariés à Bouchemaine le 14 novembre 1881

Ils ont habité au lieu-dit « La Couture » à Bouchemaine où sont nés six enfants : François (1882), Célestin (1883), Aimé Théodore (1885), Ernest Joseph Marie (1888), Louis Ernest (1887), Eugénie Marie (1889).

A compter de 1891, on retrouve la famille à Beaucouzé, où sept enfants sont nés : Joseph Aristide (1891), Gustave Henri (1893), Marcel Edmond (1894), Marie Louise (1897), Gaston Maurice (1900), Yvonne (1902) et Reine (1907). *Pour mémoire, Reine est notée née en 1908 sur le tableau de recensement de la population de 1911, or elle est enregistrée à l'état-civil née le 2 avril 1907.*

Le couple a eu 13 enfants, 9 garçons et 4 filles.

1911 Recensement de la population	(Maison 38) La famille composée de 6 personnes (les 2 parents, François, Gaston Maurice, Yvonne et Reine les enfants) habite à Haute Roche : François fils est journalier agricole comme son père. (Maison 100) Marcel Edmond est domestique agricole à la Grande Houssaie. (Maison 153) Louis Ernest est domestique agricole aux Landes.
1912 Liste des électeurs	La famille habite à Haute Roche. François père et fils, Joseph Aristide, Louis Ernest, tous sont journaliers. (sur ces listes les femmes et enfants ne sont pas notés)
1914 Liste des électeurs	La famille vit à Beaucouzé à la Haute Folie. François père et fils, Louis Ernest sont journaliers et Joseph Aristide est à l'armée.
1919 Liste des électeurs	La famille habite la Haute Folie : François père est domestique, François fils est maçon, Marcel Edmond est couvreur.
1921 Recensement de la population	(Page 3 Maison1) La famille habite la Haute Folie, seule Yvonne vit avec ses parents.

Peu d'enfants domiciliés à Beaucouzé sont notés sur les différentes listes, un contrôle sur leur registre de matricule nous indique que la majorité a quitté Beaucouzé pour s'installer dans le Maine-et-Loire.

Enfants mariés avant ou pendant la guerre.

	Noms des épouses	Enfants
François	Elise Rose Boulay 5 novembre 1907	Une fille Elise née en 1908, inscrite chez ses grands parents maternels au recensement de 1911 (maison 27)
Célestin	Ernestine Galisson 11 juillet 1907	
Aimé Théodore	Anne Marguerite Lailler 1 octobre 1910	
Louis Ernest	Jeanne, Angélique Esnault 14 juin 1913	
Ernest Joseph Marie	Marie Françoise Galisson 26 novembre 1912	



Aimé Théodore MACE

Aimé Théodore Macé

A noter dans les délibérations du conseil municipal en 1913, une demande d'allocations journalière en raison de la perte de ressources liée au départ à l'armée de leur fils Joseph.

37

Avis favorable Commune, dont le fils Macé Joseph, de la classe de 1911, est actuellement soldat au 4^e Régiment de Chasseurs d'Afrique à Louisa (Tunisie), demande pendant d'obtenir l'allocation journalière de 0,75 accordée par la loi en faveur des parents, comme soutien indispensable de famille.

Le Conseil municipal

Considérant que la famille du sieur Macé François se compose de douze enfants dont trois sont encore à la charge des parents, que le sieur Macé François n'a absolument pour vivre que le produit de son travail de journalier agricole, que son fils Joseph, avant son départ au régiment, venait en aide à ses parents autant que lui permettait le produit de son travail de domestique agricole et que son départ au régiment, a privé ses parents d'une partie des ressources que lui fournissaient et leur permettaient d'élever leurs enfants encore jeunes.

Émet un avis favorable à la dite demande.

Fait et délibéré à la Mairie le jour mois et an que dessus par les membres soussignés du Conseil municipal.

Méroux
Ménard R. Pavy Brunet P. Robin

Entre le 2 et le 12 août 1914, six frères sont mobilisés, le septième le sera en septembre 1914 et le dernier en février 1915.

Au cours de ces 4 années de guerre :

- Deux sont « Morts pour la France » : Célestin en septembre 1914 et Gustave Henri en mai 1915.
- Entre 1915 et 1917, Louis Ernest, Marcel Edmond et Aimé Théodore ont été gravement blessés dont Louis Ernest à trois reprises.
- François a été fait prisonnier en 1915.

Date de mobilisation	Prénom		Date des blessures	Date fait prisonnier	Date de décès	Date de fin de mobilisation
2 août 1914	Joseph Aristide Maurice	C				7.8.1919
2 août 1914	Gustave Henri	C			14.5.1915	
2 août 1914	Ernest Joseph	M				29.1.1919
4 août 1914	Louis Ernest	M	19.5.1915 18.10.1915 20.4.1917			20.1.1919
6 août 1914	François	M		27.9.1914		15.1.1919
12 août 1914	Célestin	M			15.9.1914	
21 sept. 1914	Marcel, Edmond		30.3.1915			27.3.1919
26 février 1915	Aimé Théodore	M	8.9.1916			4.3.1919

M marié, C célibataire

Année 1914, lors du départ au front de Marcel Edmond le 21 septembre, un de ses frères a déjà été tué et un autre sera fait prisonnier 6 jours plus tard.

L'année 1915 fut particulièrement éprouvante pour la famille.

Joseph Aristide, parti à l'armée en octobre 1912 aura servi pour la Patrie pendant **7 années consécutives**.

A noter la présence sur le front de trois autres Macé. Louis né en 1869, Arthur Pierre et Joseph Jean nés en 1871. Ce sont les oncles des neuf frères.

Le plus jeune des frères, Gaston, né en 1900, n'a pas été mobilisé. Il est le père de M. René Macé présent avec son épouse et sa famille aux cérémonies de 2018 et 2019 à Beaucouzé.

MONUMENT AUX MORTS DE BEAUCOUZÉ



3^e Région
Place d'Angers

135^e Régiment d'Infanterie

N^o 22999 R

Le Chef du Bureau de Comptabilité
à Monsieur le Maire de Beaucourge (M^{me} et L^{re})

Monsieur le Maire,

J'ai l'honneur, de vous prier de vouloir bien, avec tous les ménagements nécessaires en la circonstance prévenir la famille domiciliée à la Bénestria que le soldat Bouteiller Louis du 135^e d'Infanterie, classe 1903 N^o 296 au Post d'Angers est disparu le 20/31 Août 1914 à Faux (Ardennes)

Je vous serais obligé de me faire connaître la date à laquelle votre mission aura été remplie, en me retournant le "Reçu de réception" ci-dessous.

Dans le cas où la famille de ce militaire aurait reçu de ses nouvelles je vous demanderais de me faire connaître également les renseignements qu'elle possède.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

Angers, ce 11 Décembre 1916



A DETACHER ET A RETOURNER D'URGENCE AU DEPOT.

Place d'Angers

N° 17.821.4.

155^e Régiment d'Infanterie

Avis C^o N° 1

Angers, le 24 septembre 1917

Le Lieutenant Salin, Chef du Bureau de Comptabilité
à Monsieur le Maire de Beaucouze Maine et Loire

Monsieur le Maire,

Par avis N° 25822 en date du 24 juillet 1917 j'ai eu l'honneur de
vous prier de porter à la connaissance de la famille domiciliée à Beaucouze
~~le décès~~ ^{de} le lieu d'inhumation du soldat Bouteiller classe 1903
Matricule 256 au Recrutement d'Angers.

Les renseignements qui m'étaient parvenus, à cette date ne m'avaient pas permis de
vous indiquer le lieu où ce décès s'est produit.

Une indication complémentaire me parvient, que je vous prie de vouloir bien
communiquer à la famille dans les mêmes formes que le premier avis:
Le soldat Bouteiller ^{vous} est ~~décédé~~ ^{inhumé} à Faux
tombe n° 6



Angers le 24 septembre 1917

Le Chef du Bureau de Comptabilité,

V. Salin

Place d'Angers

Angers, le 23 juillet 1917

n° 25822 R

Fait à ma communication
n° 24867 R du 27-4-17

Le Chef du Bureau de Comptabilité
du 135^e Régiment d'Infanterie d'Angers,
à Monsieur le Maire, de la Commune de
Beaucouzé (M.-et-L.)

Monsieur le Maire,

Monsieur le Ministre de la Guerre m'informe que
suivant renseignements fournis par la Gazette des Ardennes
le soldat Bouteiller Louis Joseph n° M^e 256
au Recrutement d'Angers serait inhumé à Jaux
(Ardennes).

Conformément aux ordres du Ministre, j'ai l'honneur de vous
prier de vouloir bien :

1^o vous assurer par une enquête discrète que le soldat Bouteiller
Louis Joseph a cessé, depuis longtemps, de donner de
ses nouvelles;

2^o, dans ce cas, communiquer à la famille domiciliée en r/com^m
à la Benestria avec tous les ménagements convenables, les renseignements
qui précèdent, en indiquant leur origine et en faisant ressortir leur caractère
officieux.

Vous voudrez bien alors me retourner, dûment rempli et signé,
l'"accusé de réception" ci-joint.

Veuillez agréer, M^e le Maire, l'assurance de mes sentiments très distingués.

Le Chef du Bureau de Comptabilité,
F. de Montant,



Saluer,

9^e Région

Angers le 26 avril 1917

Place d'Angers

Le Lieutenant Salin chef

N^o 24867 R

du Bureau de Comptabilité du 135^e Rég^t
d'Inf.^{ie} à Monsieur le Maire de la Commune

de Beaucouzé (M. et L.)

Demande

Réponse

À la date du 19 avril courant le Ministre de la Guerre m'écrit :
" Le Soldat Bouteiller Louis Joseph, cl. 1903, M^{éd} 15516 au corps et 256 au Recrutement d'Angers, m'a été signalé disparu le 30 août 1914 au combat de Faux (Ardennes)

" D'autre part, sur une liste de militaires français inhumés par les autorités allemandes - liste transmise par le Ministère des affaires Étrangères - figure le nom de Bouteiller Louis, décédé le 30 août 1914 et inhumé à Faux. - L'identité du nom, d'un prénom, de la date et du lieu de disparition et de décès permettent de supposer qu'il s'agit du même militaire. "

Je vous serais obligé de vouloir bien, en conséquence, vous abstenir par une enquête discrète que le militaire dont il s'agit a cessé de donner de ses nouvelles depuis fin août 1914, et dans ce cas, de communiquer

BESSON AUGUSTE (1891-1915)

† MORT POUR LA FRANCE

C'est le seul enfant d'Auguste et de Renée Reveillechien son épouse. La famille réside rue Saint-Jacques, antérieurement appelée rue du faubourg-Saint-Jacques. C'est une rue très fréquentée, puisque c'est, pour qui vient de Nantes, la voie d'entrée à Angers.

L'Anjou est connu pour la douceur de son climat et au XV^e siècle le Roi René, amoureux des plantes et des jardins fleuris, y introduit des essences méditerranéennes. Les grands explorateurs y ramèneront de nombreuses plantes cultivées dans les jardins de châteaux, au fil de la Loire, puis dans les pépinières nées à Angers au XIX^e siècle. C'est un centre horticole renommé, qui a vu en 1842 la première exposition de roses.

Auguste est grainetier, Angers est son royaume. Son épouse oeuvrera à ses côtés.

Lorsque le jeune Auguste Etienne, jusque-là employé de commerce, s'engage à la mairie de Lorient, le 11 août 1909 au 3^e dépôt des Equipages de la Flotte, il est orphelin de père ; sa mère décèdera moins d'un mois après son engagement. Il est désormais sous la responsabilité de Jacques Cesbron, son tuteur, domicilié à Vilnière, à Beaucouzé, Maine-et-Loire. On le retrouvera d'ailleurs inscrit sur les listes électorales de cette commune en 1913 et 1914.

Au moment de son incorporation comme apprenti-marin, le jeune homme n'a pas encore 18 ans. Son premier embarquement se fait à bord du cuirassé "*Massena*", à ce moment-là au mouillage en rade de Brest et qui forme les canonniers. Il y restera deux mois et 23 jours, avant de gagner Toulon et d'être inscrit le 1^{er} décembre 1909 au rôle d'équipage du cuirassé "*Démocratie*", affecté à la 1^{ère} division de la 1^{ère} Escadre. A cette date, le cuirassé, qui a connu divers incidents, est encore à l'arsenal pour travaux, et sortira de réparation le 10 janvier 1910.



Après plus d'un an consacré à différentes manœuvres, écoles à feu, et exercices d'escadre en compagnie de la 2^e division, la "**Démocratie**" quitte Toulon pour Bizerte en avril 1911 : elle fait partie de l'escorte au président Fallières, venu rencontrer le bey de Tunis. Ce sera l'occasion de découvrir Carthage !

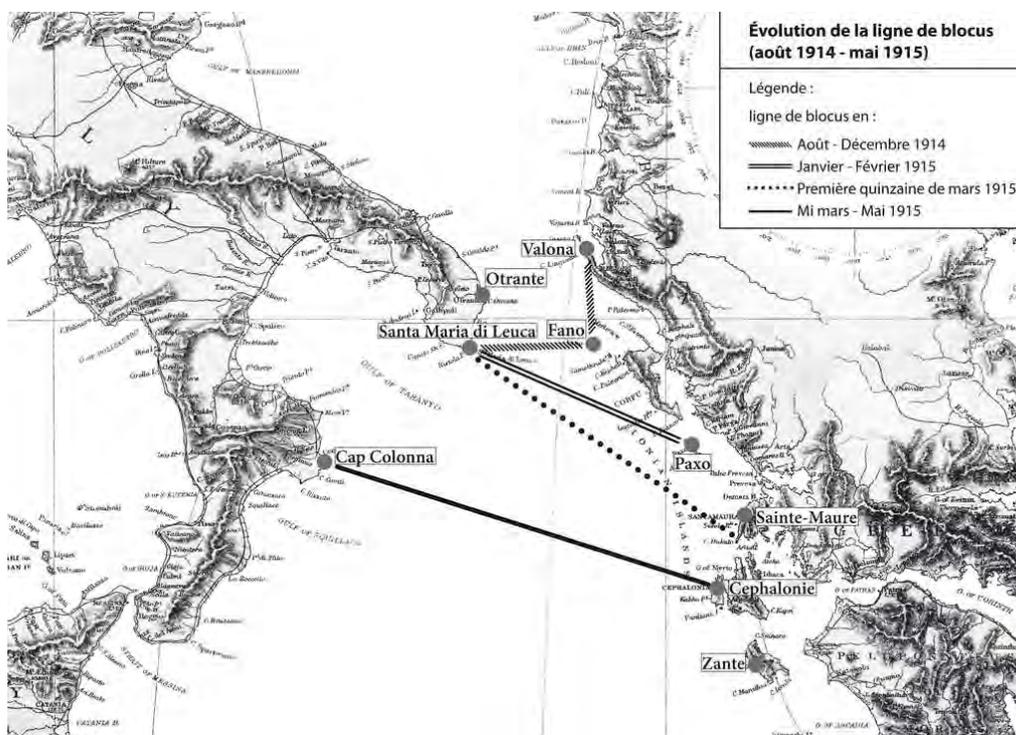
La suite est moins plaisante : le 25 septembre, en rade de Toulon où il a participé à des cérémonies patriotiques, le cuirassé "**Liberté**" prend feu et explose. Différents navires sont touchés, un obus de 305 frappe la coque de la "**Démocratie**", les morts sont nombreux et le président Fallières assistera à leurs obsèques.

Le jeune Auguste, qui n'a pas encore 20 ans, a certainement été bouleversé par cet événement.

Après les nécessaires réparations, à Toulon puis à Bizerte, la "**Démocratie**", désormais affectée à la 2^e division, appareille pour Malte et a l'occasion d'y saluer le Roi Georges V ; des accords se préparent, déjà !

Le 17 avril 1913, Auguste quitte la "**Démocratie**". Le 1^{er} août 1914, il embarque à bord du croiseur cuirassé "**Léon-Gambetta**".

Le 3 août, l'Allemagne déclare la guerre à la France et la flotte quitte Toulon pour Bizerte, avant de gagner l'Adriatique. En septembre, ce sont les combats de Cattaro, fin octobre l'entrée en guerre des Ottomans aux côtés de l'Allemagne. Fin décembre, alors que l'escadre navale remonte l'Adriatique, un sous-marin torpille le "**Jean-Bart**" auquel le "**Léon-Gambetta**" prête assistance. Auguste aura l'occasion de découvrir Malte, où le croiseur cuirassé vient parfois "charbonner".



Dans la nuit du 26 au 27 avril 1915 le croiseur cuirassé "*Léon-Gambetta*" qui assure avec trois autres navires la surveillance et le blocus de l'Adriatique depuis le début du conflit, est attaqué par un sous-marin autrichien U5, entre Corfou et la pointe italienne de Santa Maria di Leuca.

Les dégâts sont considérables. Torpillé à deux reprises, le navire construit en 1901 aux chantiers navals de Brest sombre en quelques minutes « *A bord du canot 2, 108 hommes vont prendre place. Ils atteindront le phare de Santa Maria di Leuca à 08h30 du matin et ce sont eux qui donneront l'alerte* ». Le bilan humain est lourd ; 684 victimes sont à déplorer parmi les 821 hommes d'équipage.

Sur les **821** hommes d'équipage

684 ont péri (dont les 32 officiers)

- **624** sont portés disparus, et inscrits au registre des décès de la ville de Brest
- **60** cadavres ont été retrouvés par les marins italiens.

137 seulement ont survécu au torpillage

Auguste Besson est déclaré « Mort pour la France » le 27 avril 1915 à bord du *Léon Gambetta*. Le jugement rendu le 28 juin 1916 par le Tribunal de Brest est transcrit à Brest le 25 juillet 1916.

Son nom est inscrit, depuis le 11 novembre 2018, sur le monument aux Morts de Beaucouzé.



INTRODUCTION

Les documents qui sont présentés ici font partie des archives des familles PERSON et HENRY frappées par les deux guerres mondiales et pour qui Beaucouzé a été un refuge.

Au milieu du 19^e siècle La Césarderie rénovée est successivement le refuge de plusieurs membres de la famille ; Justine après le décès de ses parents puis sa fille Blanche jeune veuve avec un fils avant d'épouser en secondes noces Eugène HENRY, professeur de musique et Maître de chapelle, organiste de la cathédrale de Rennes. Elle accueillera plus tard Carolina Van der Smissen , fille du général belge André Van der Smissen, après le décès de son époux Arthur de Witkowski dans un accident de la circulation en Bretagne.

Les événements dramatiques qui sont relatés ici vont contribuer à l'enracinement des HENRY à Beaucouzé et Angers puisque la guerre et la destruction de la maison de Longwy vont conduire à l'achat du Prieuré qui restera dans la famille jusqu'à son acquisition par la Commune.

Les deux lettres écrites par André Person, jeune sous-lieutenant mobilisé dès les premiers jours sont adressées à sa Tante à Paris. André habitait avant la guerre à Longwy et après ses études de droit se préparait à prendre la succession de son père dans l'étude notariale de Longwy. Sa mère était originaire de la région, et la famille avait une maison à Onville , près de la frontière à coté de Metz, alors allemande. La transcription de ces lettres permet de se pencher sur le contenu sans être arrêté par les difficultés de déchiffrement.

Les notes de bas de page permettent de mieux situer ces personnes entre elles et leur lien avec Beaucouzé.

Quelques éléments historiques sont aussi fournis pour éclairer le texte des lettres. Enfin des éléments géographiques concernent les lieux et villages cités.

Cependant la partie intemporelle de ces lettres tient à l'expression des émotions de ce jeune appelé qui passe de l'enthousiasme et de l'exaltation à l'angoisse de la perte des liens familiaux en huit jours avant de mourir pour la France. Il a reçu à titre posthume la légion d'Honneur et la croix de Guerre.

Eric HENRY

Transcription des deux lettres adressées par André Person à sa tante

PREMIÈRE LETTRE : Envoyée le 5 août, 9 heures du soir, trois jours après la mobilisation générale. Reçue le 13, le matin.

Ma chère tante¹,

je suis ici en couverture depuis samedi soir² avec le 29e bataillon de chasseurs à pied. Je ne vous indique pas l'endroit, car c'est interdit.

Demain nous nous battons ; ce ne sera pas encore le grand combat, mais je crois que cela chauffera tout de même car c'est le 6 août anniversaire de la bataille de Frescheviller(sic³) , et il est possible que les allemands veuillent refaire une deuxième édition de cette victoire.

Je ne crois pas que nous les laisserons faire car nous ne nous laisserons pas approcher. Nous devons éviter de nous laisser accrocher avant que notre concentration soit terminée.

Ne vous étonnez donc pas si vous apprenez qu'on les laisse pénétrer en France ; ce n'est que momentané.

J'ai vu passer hier cinq chevaux-légers allemands fait prisonniers par une de nos patrouilles.

Nos hommes sont admirables d'entrain. Moi-même, je me surpasse ; je marche comme si j'avais toujours fait partie de l'active. Je dors trois heures par nuit tout habillé sur un matelas (j'ai toujours eu cette veine, sauf le premier jour où j'ai couché sur la paille).

Malheureusement, aujourd'hui nous avons eu un accident bien pénible. Les 4 premiers coups de canon ont été tirés par l'artillerie française sur une compagnie de chasseurs voisine de la mienne, total : 4 tués et 7 blessés. Tués par les leurs. C'est épouvantable. J'ai vu ramener les corps de ces malheureux, c'est horrible. Une seule consolation, c'est de penser que notre artillerie a de beaux effets de destruction.

Je pourrai vous raconter quantité de traits de bravoure des cavaliers qui nous éclaireront ; c'est du pur d'Esparbès⁴ , mais j'ai trop peu de temps.

J'ai déjà écrit quatre fois à maman⁵ mais je n'ai pas eu de réponses ;

Pas une seule lettre ne m'est parvenue depuis que je suis en couverture.

¹Il s'agit d'Alice Blondel née Martin, sœur de sa mère, qui a épousé Louis BLONDEL, magistrat à Paris, à cette date avocat général à la chambre civile de la Cour de Cassation avant d'être élu par ses pairs président de la chambre des requêtes. (Source :

https://www.courdecassation.fr/venements_23/audiences_solennelles_59/audiences_debut_annee_judiciaire_60/annees_1920_3333/octobre_1929_10748.html)

²Samedi 1er Août 1914

³Freschwiller en réalité Froeschwiller est située en Alsace (Bas-Rhin) dans le parc naturel des Vosges.

En 1870 Mal préparés, le plus souvent inférieurs en nombre et très mal commandés, les Français furent sévèrement battus dans plusieurs batailles, où ils firent cependant quelquefois preuve de panache : menacé d'encerclement par l'armée du *Kronprinz* à Froeschwiller (67), Mac Mahon sacrifia sa cavalerie pour dégager un axe de retraite vers Metz et Verdun.

À la bataille de Frœschwiller-Wœrth, aussi connue sous le nom de bataille de Reichshoffen les régiments cuirassiers chargèrent héroïquement dans Frœschwiller et dans Morsbronn où ils furent écrasés par les coalisés : des premier et deuxième régiments de cuirassiers il ne resta que peu de survivants. (wikipédia)

⁴Georges d'Esparbès est un écrivain populaire français de la fin du xixe et du début xxe siècle. Fils d'un ancien militaire, et d'abord dessinateur, il se tourne vite vers la littérature. Feuilletoniste à Gil Blas il fournit des nouvelles d'inspiration militaire surtout consacrées au Premier Empire et à l'épopée napoléonienne exaltant l'héroïsme du soldat français. (wikipédia)

⁵La mère d'André PERSON est Lucie Person née MARTIN, qui habitait Longwy bombardée par l'artillerie et prise par les Allemands (bataille du 10 au 26 Août 14). Elle va se réfugier à Beaucoüzé, avec plusieurs habitants de cette zone de bataille. Elle choisit Beaucoüzé car sa fille, Marie Person épouse Henry, avait la possibilité de l'y loger à La Césarderie. En fait elle va acheter le Prieuré plus moderne et confortable avec chauffage pour y loger avec son mari et son plus jeune fils Paul pendant la guerre. Son mari, Henri PERSON, notaire à Longwy, est lui-même mobilisé.

Au revoir ma chère tante, je vous embrasse de tout mon cœur ainsi que mon cher oncle.

André Person, s/lieutenant 1ère Cie

29ème Bataillon de chasseurs à pied, 40ème division

Écrivez moi exactement sous cette adresse peut-être le courrier de Paris m'arrivera-t-il.

Si les communications avec Longwy ne vous paraissent pas compromises, elle habite chez le docteur Émile

DEUXIÈME LETTRE

Lettre reçue le 16 à 10h matin

Xammes près Thiaucourt⁶, le 13 août 1914

Ma chère Tante,

Depuis que je suis en campagne j'ai écrit à peu près 20 lettres et je n'ai encore absolument rien reçu de personne des miens.

Comme je vous le disais dans ma lettre envoyée il y a une dizaine de jours, maman s'est réfugiée chez le docteur Caliez à Longwy-bas. Ses lettres doivent donc revenir sur Paris et de là sur Saint-Mihiel⁷ d'où elles nous parviennent par automobiles. Autant dire qu'avec les opérations de transport de troupes sur la Belgique tout envoi de lettres est devenu impossible. A plus forte raison si comme on le dit, Longwy est assiégé⁸.

Vous seriez donc bien aimable ma chère tante, si vous pouviez m'écrire le plus souvent possible ; les fatigues et l'absence de sommeil, le manque de petites douceurs, tous cela m'est égal. Mais le manque de nouvelles m'est très pénible. Il arrive ici de gros courriers tous les jours et j'ai des camarades qui reçoivent tous les jours des lettres de Paris. Je vais adresser la même requête à Mimie⁹ qui je l'espère est toujours à Dinan¹⁰.

Si vous connaissiez l'adresse de papa¹¹ vous seriez bien gentille de me la donner ;

Le sept août j'ai reçu le baptême du feu aux baraques près de Chambley où j'étais allé en reconnaissance avec une autre section de ma compagnie et un peloton de chasseurs à cheval ; Par miracle nous avons reçu huit obus des forts (grosse artillerie) et une trentaine de shrapnells et personne n'a été touché dans ma compagnie. Seul un chasseur à cheval a été frappé de balles et est mort le lendemain.

Nous avons ferme espoir ; car d'après les engagements d'Altkirch et de Manginois il est prouvé que notre cavalerie et notre artillerie leur sont nettement supérieurs. Je vous embrasse tous deux bien fort

signé : A Person

Voici mon adresse exacte ; s/lieutenant P, 1ère Cie ; 29ème Bat.on de chasseurs à pied 40ème Div. VIème corps d'armée, Armée de Chalons. Vous avez la franchise postale.

La « bataille de Lorraine » avec une offensive française (19-20 Août) est un échec et l'armée va se retrancher en rive gauche de la Meuse. Le récit de son père décrit les journées des 24 et 25 septembre au cours desquelles les dernières troupes sont encore rive droite et reculent dans la bataille des Hauts de Meuse..

André PERSON est tombé dans un bombardement d'obus le 24 septembre au matin à

⁶Les villages de Xammes et Thiaucourt sont situés à 30km de Metz (qui était en Allemagne depuis 1871) Pour André Person c'est aussi à 6 km du village d'origine de la famille de sa mère, Onville et à 5 km de Hattonchatel dont son oncle est maire et se réfugiera à Beaucouzé avec de nombreux habitants du village (source : commission historique de Beaucouzé)

⁷Saint Mihiel est à 20 km en arrière du front ; Verdun est à 30km au nord-ouest. La prise Saint Mihiel par les allemands pèsera lourdement sur les troupes française pendant la bataille de Verdun.

⁸Sur le siège et la bataille de Longwy, voir l'article Longwy (10 - 26 août 1914) sur le site http://www.sambre-marne-yser.be/article.php3?id_article=14

⁹Mimie est le surnom de sa sœur Marie de 4 ans son aînée, qui a épousé le docteur Loic HENRY, médecin major affecté sur le front à cette époque.

¹⁰Dinan : ville de Bretagne entre Rennes et Saint Malo, au bord de la Rance, où le médecin capitaine HENRY était en garnison avant la guerre. Ils y vivaient avec leurs trois fils nés en 1905, Pierre, 1908, Jacques et 1913, Michel. C'est à Dinan que le médecin major Henry adressait ses cartes à ce fils et à son épouse pendant la guerre. Ce n'est que pendant ses permissions ou en convalescence qu'il a pu venir les voir à la Césarderie.

¹¹Le père d'André, Henri PERSON a été mobilisé entre temps et il est affecté à l'Etat major à Verdun ; présent à quelques kilomètres du front, il apprendra la mort de son fils dans la journée et, poussé par l'émotion, ira chercher le corps de son fils pour le faire inhumer.

Spada, village situé entre Rouvrois-sur-Meuse et Sennonville dans le département de la Meuse, à 30km de Xammes d'où il avait écrit. Et à 40km du village de ses aïeux maternels, à 80km de chez lui, Longwy où sa dépouille a été inhumée après la guerre, en 1922.

Son nom a été inscrit sur le monument aux Morts de Beaucouzé, ses parents et sa famille s'unissant ainsi au destin des familles beaucouzéennes ayant perdu un homme au cours de cette guerre.

INTRODUCTION

Ces documents ont le double intérêt d'une part de raconter la bataille et de parler des hommes d'autre part de témoigner des souffrances d'un père, officier d'état-major en service commandé, qui apprend la mort de son fils alors que lui-même vient d'échapper miraculeusement à la mort. Ils disent aussi le respect des hommes à ceux qui sont tombés et comment les cérémonies mortuaires comptent pour eux.

JOURNAL RÉDIGÉ PAR SON PERE HENRI PERSON, PARTI RECHERCHER LE CORPS DE SON FILS PENDANT LA BATAILLE.

=====
(Cette pièce, écrite sur une feuille de faire-part mortuaire, a été retrouvée à ONVILLE, dans la maison de Famille, par André PERSON, fils de Paul et neveu du défunt, le 27 Janvier 1994).

Lundi 21 (Septembre 1914)

Mardi 22 :

BELRUPT - à 6 H. entre HAUDAINVILLE et DIEUE, encore GENINCOURT, AMBLY et TROYON, coucher vers 3 H, réveil à 4 H. - départ pour LACROIX, ROUVROIS, SPADA (où il va être tué le 24).

A quelle heure attaque dans le bois vers SENONVILLE. Il faut se replier.

ROBIDA commandait la 5° ; il avait obtenu d'avoir comme caporal fourrier un ami de l'école des beaux-arts. - Cet ami, homme de liaison en qualité de fourrier, tombe. ROBIDA s'en était montré très affecté. Sa Compagnie rentre sans lui et sans s'être inquiétée de son Chef. On rentre à SPADA ; on cause de ROBIDA. Arrive plus tard un adjudant du 26° qui apporte des ordres (?) et déclare avoir vu le cadavre d'un lieutenant du 29°, grand, élancé, maigre. C'est ROBIDA.

ALAMBERT et André partagent la même chambre dans une maison assez belle vers le haut de SPADA. Les Allemands désirent occuper le côté le plus haut.

Mercredi 23 :

Le Commandant apporte l'ordre de tenter à nouveau l'attaque de la veille. Compagnie ITIER sur la gauche, Compagnie ALAMBERT sur la droite, Compagnie RAYON (?). Les Compagnies sont bien réduites.

C'est ce matin là que le Commandant dit : "plus personne pour commander la 5°, j'y mets PERSON". Et lui dit alors à ALAMBERT en lui serrant la main, très triste et comme avec un pressentiment en quittant la 1° : "la chance me quitte". Il a rappelé qu'à la 5° les hommes étaient rentrés la veille sans s'inquiéter de ROBIDA.

ALAMBERT m'a raconté l'affaire du 23 de façon un peu décousue en me disant que de sa place il ne pouvait tout suivre. Des Allemands débusquent partout par SENONVILLE. Capitaine ITIER tué.

N'a pas trop paru savoir si le 25° s'est mêlé à eux.

Le soir on se replie sur BEL-AIR et ROUVROIS. ALAMBERT en avant-poste.

Le Commandant lui dit : "Je tombe de fatigue. - Gardez-moi bien". - Il s'endort à BEL-AIR.

Le seul Lieutenant, en dehors d'André, portant binocle, est VARENNE ; mais il était blessé à ce moment.

Jeudi 24 - au matin-

Le bataillon occupe le pied de la cote 209 ; on creuse des tranchées. Arrivent des avalanches de gros obus. On ne peut avancer. Il est 8 H. Le Commandant et ALAMBERT avaient constaté que la vertu maîtresse d'André était le sang-froid. Il fumait la pipe et l'avait à la bouche quand il a été tué.

Son ordonnance : ARANTINE (?) « Il cherchait la tête d'un de ses chasseurs, dont le trou était là ; la tête avait roulé loin, peut-être poussée du pied par mégarde ».

Vers le Mercredi 28 : -

HUTIN qui va au 59° bataillon de chasseur. Il a entendu le lieutenant du 29° sous les ordres momentanés duquel il s'est trouvé le 23, demander si le Capitaine ALAMBERT était atteint. Il voit le lieutenant le crayon à la main se baisser souvent et demander à un petit Sergent les noms de divers chasseurs.

Lui demeurait droit ou à genoux tout le temps.

A un moment arrivent un Sergent et pas mal de chasseurs ; tous se sont mis à genoux derrière lui sur une ligne, comme ayant peur.

Il m'a dit qu'il avait une vareuse bleue comme la mienne ; ne sait pas si coiffe ou Képi.

RELATION DE LA MORT À L'ENNEMI d'ANDRÉ PERSON

par son père à son fils Paul.

=====

Mercredi 30 Septembre (soir) et 1er Octobre (1914).

Mon Cher Paul,

J'ai eu tantôt à 3 h. ta lettre du 26.

Tu as reçu ma triste dépêche de Dimanche ; depuis je t'ai écrit une carte te donnant quelques détails, je ne sais plus lesquels.

Jeudi 24 appelé par dépêche à LEROUVILLE par un commandant pour affaire de service, je prends le train de 8h pour LEROUVILLE. Tout va bien jusqu'à BANNONCOURT, station avant SAINT-MIHIEL ; le train n'était pas à quai, qu'une bordée d'obus venant de l'Est s'abat sur la voie et le train.

Le wagon contigu au mien en miette, le compartiment touchant au mien haché. Le train stoppe brutalement. On nous crie de descendre tous. On saute, nouvelle bordée, un agent du train est tué. Le train recule aussitôt, en poussant la vapeur et nous plantant là. Les gens s'abritent au pied du quai des marchandises. Pensant à télégraphier à LEROUVILLE, que je ne peux y arriver, je reste sur la voie pour filer en arrière, espérant rejoindre le train ; nouvelle bordée, un obus éclatant en pleine voie à deux mètres de moi, ou trois au plus, me jette à terre par son déplacement d'air. Je me relève plein de graviers dans le dos et je détale au plus vite.

Le train était loin, je marche en compagnie d'un agent de la voie qui avait fait comme moi et nous atteignons la route. L'orage cesse et nous rebroussons sur VILLERS LES BENOITE VAUX, d'où je pensais envoyer une dépêche.

En passant à WOIMBEY, je vois des chasseurs des 25° et 29°, sans chefs sentant la débâdade. C'est eux qui m'ont appris qu'André était tué d'un éclat d'obus à la tête, que l'engagement avait eu lieu vers 6h du matin entre ROUVROIS-sur-MEUSE et SPADA, qu'il avait fallu se replier sous le feu des obus.

.... Dans quel état j'ai pu marcher jusqu'à VILLERS ?

Ces chasseurs m'avaient dit que sans doute le reste du bataillon sur replierait sur TROYON sur l'autre rive (de la Meuse).

J'envoie ma dépêche et je vais à TROYON par un pont de bateaux. De TROYON je vois tomber sur le fort à mille mètres la pluie incessante d'obus dans un fracas.

Pas de chasseurs, je repars à VILLERS, il était 2h.

J'erre dans le village et vers 3h, je vois arriver une colonne en ordre de chasseurs des 25°, 26° et 29° chasseurs ; quelques fantassins sous la conduite d'un adjudant du 29° qui les avaient ralliés. Il me confirme les larmes aux yeux le désastre et la mort d'André.

Plus d'espoir.

Un train de ravitaillement vide part pour VERDUN avec des blessés. J'y monte et me voilà à VERDUN anéanti ; voilà comment j'ai su si vite.

Il me faut André.

Mes sous-officiers dont PANTHU et SPATZ s'occupent de faire faire un cercueil de zinc et de chêne en donnant les mesures d'un adjudant de la même taille que lui.

Le lendemain **vendredi 25**, je pars à 6h avec PANTHU dans une auto conduite par un de mes hommes. Il est entendu que mon adjudant viendra l'après-midi par le train de VILLERS avec le cercueil et des ouvriers.

Nous laissons l'auto à TROYON et nous allons par le canal vers LACROIX tacher d'avoir des renseignements.

LACROIX est sous les obus qui tombent jusque dans la Meuse.

Des troupes partout. Impossible d'entrer à LACROIX où nous n'avons plus personne.

Pas de renseignements. Fatigués nous rejoignons TROYON et nous mangeons un morceau.

Après nous retournons au canal et poussons plus loin que le matin.

Je cause avec des postes de serveurs des régiments qui se battent mais rien de précis. En revenant je rencontre un médecin du 26° qui croit que l'on a déposé la veille des corps dans une papeterie entre LACROIX et SEUZEY, dont un corps de lieutenant ; mais on s'y bat. A 4h, nous repartons à VILLERS voir si mon adjudant COLLIN est venu. L'auto ne peut franchir le pont de bateaux.

COLLIN est là avec le cercueil. Mes hommes cherchent et trouvent une voiture pour le transporter à TROYON.

C'est long. Je vais attendre l'auto, enfin après 7h, nous partons pour TROYON, où nous sommes à 8h30, sans lanternes. On ne va pas vite avec tous les convois que l'on croise et que l'on veut dépasser.

Je rencontre le Dr BALURE du 29° qui ne croit pas qu'André soit à SEUZEY où je voulais descendre tout de suite. Devant mon insistance, il me conduit au Général LECOMTE de la 40° division pour savoir si le terrain est sûr.

Oui, jusqu'à LACROIX inclus, mais pour une auto, gare aux trous d'obus et puis pas de lumières qui nous attireraient des coups de feu. La nuit est noire.

9h30 : la voiture au cercueil descend la côte vers LACROIX. Je vais la suivre, quand je rencontre CONTAL, Lieutenant au 25° et un Capitaine du 25°. CONTAL me dit : "entre soldats, on se doit la vérité. Pour moi, votre Fils est resté sur place ; les Allemands y sont ; c'est un ravin près de la route de SPADA à MAIZEY.

J'envoie l'auto chercher la voiture. Je retrouve BALURE qui cantonnait dans une maison abandonnée et pillée. Il me force à accepter de son repas... Je vais au presbytère demander qu'on veuille bien donner asile à la voiture et à son colis. Le Curé était au lit ; sa mère préparait des lits à l'état-major.

Tout s'arrange ; mes gens reviennent, il est 10h30. On me garde au presbytère, le Curé me tient compagnie, me trouve un dernier lit, me réconforte. L'auto retourne à VERDUN avec

mes trois hommes.

A minuit, je me couche. Quel sommeil agité...

Le Samedi matin à 4h, je me lève et descends dans la nuit sur LACROIX. Les troupes de TROYON, bien qu'arrivées au cantonnement à 9h30 du soir, faisaient déjà le café.

Me voilà à LACROIX. Le jour commence, je cherche le chemin de SEUZEY. Les maisons crevées par les obus, la route éventrée partout ; plus loin ça brûle.

Un homme sort qui me renseigne. Je remonte la vallée, mais un commandant à cheval me dit que je ne pourrais pas aboutir. Quelques coups de canon commencent.

J'hésite et redescends à LACROIX, où une veuve, dans une petite maison épargnée, me fait asseoir près du feu et me donne un peu de café.

Peu après, j'ai honte de moi, d'ailleurs le bruit n'augmente pas ; je pars résolu à remonter la vallée de SEUZEY. Je prends les champs derrière LACROIX pour raccourcir ; je rencontre un corps de fantassin venu mourir près des jardins.

On m'avait dit : d'abord deux anciens moulins puis la papeterie devenue une saboterie.

Au premier poste de secours, des cadavres un peu partout de fantassins ; au second, un petit poste de marsouins¹ ; des cadavres, toujours des fantassins.

Le bois est tout près ; il y a d'autres marsouins dans le bois. J'arrive, défilé par le bois et les saules du ruisseau à la saboterie dont l'usine achevait de brûler. Dans la maison saccagée, des marsouins cuisinent. J'explore tout, tout, deux fois ; pas un seul cadavre. Ma mission est terminée.

Je redescends à LACROIX ; la canonnade augmente ; feux de mousqueterie. Je revois le docteur du poste de secours et lui donne à tout hasard le signalement d'André, au cas où, dans la marche en avant, on trouverait des corps de chasseurs.

Je m'arrête encore à LACROIX, côté TROYON ; mais comme on recanonne le fort, je prends le canal. Une grêle d'obus tombe sur l'autre partie du village, côté Sud.

Après quelques kilomètres, je me repose. Il me semble que l'incendie augmente. J'avais vu d'autres cadavres dans LACROIX, deux artilleurs, un fantassin dans le cloaque d'une fontaine, hideux... Me revoilà à TROYON à 10h, n'en pouvant plus.

Le bon Curé me fait un grog et m'oblige à aller dormir.

A mon réveil, PANTHU et le soldat de l'auto sont là. Ils déjeunent dans la cour du presbytère, car il fait beau. Moi je mange avec le Curé qui me réconforte. Quel Homme !!!

A 1h30 nous repartons à pied à LACROIX, par le canal.

LACROIX est en flammes ; ils ont bien rallumés l'incendie le matin. Nous traversons tout le village dont je n'avais vu que la moitié le matin. Plus une maison épargnée dans cette partie. Les maisons qui n'ont pas brûlé ne valent pas mieux que celles qui brûlent. Près de celles-ci la chaleur nous oblige à longer les murs d'en face où rien ne brûle.

L'Eglise est en ruine. Nous sortons et trouvons une batterie de 75 du 40° en position, mais ne tirant pas. On nous renseigne et nous allons jusqu'à ROUVROIS-sur-MEUSE sur une route trouée d'obus.

A ROUVROIS, beaucoup moins abîmé que LACROIX nous voyons quelques gens, le Curé, le Maire. On a enterré pas mal de corps, pas de chasseurs. Je me fais expliquer les mouvements du sol, le ravin dont m'avait parlé CONTAL ; mais les Allemands y sont. J'ai beaucoup approché du but. André n'est plus loin, aux mains des misérables. Il faut s'en aller, je suis fourbu. Nous allons sur TROYON ; nous arrivons pour la nuit.

Le Curé me conseille de rentrer à VERDUN en attendant une situation plus favorable, tout en m'offrant mon lit, comme la veille. Je persiste à vouloir rester.

Je rentre, pour m'étendre dans mon lit, en décidant que nous repartirons le lendemain

¹Les marsouins : surnom donné aux hommes de l'infanterie de marine

Dimanche à 9h.

Dimanche, messe à 8h, en route avec des vivres comme les jours précédents. Nous allons droit à ROUVROIS où les cyclistes et estafettes nous disent que nous avons de la troupe. Il y a juste un petit poste ; nous allons à une sentinelle avancée. Je parle à des gens du ravin, et on me dit que de la côte voisine, près d'un gros tas de fumier que je vois, j'aurai chance de plonger les yeux dans une partie du ravin.

J'y monte seul, mais juste au haut, je m'entends appeler. C'est PANTHU qui me fait signe de descendre, la dernière sentinelle lui ayant dit que j'allais me faire prendre ou canarder. Nous rétrogradons et gagnons le petit poste.

Il y a du nouveau ; il se repliera à 1h30, dès qu'il sera dépassé par une troupe qui doit venir. Cela sent une nouvelle attaque des nôtres. D'ailleurs la brume a disparu ; on commence à voir partout. Nous regagnons LACROIX où nous déjeunons près d'une fontaine.

Nos troupes arrivent par les champs en se déployant ; la route et le canal en sont pleins au loin. Le canon gronde, puis des coups de fusil. Il est prudent de s'éloigner. Aussi mettons nous l'auto au pied de la côte de TROYON.

A la jumelle, je vois le Dr DALME du 29° défilé dans une pente de bois de la GAUFFIERE. Je passe deux heures près de lui avec son aide-major. Il fera tout, si on gagne du terrain pour ramener mon André. Il sait que j'ai tout chez le Curé de TROYON.

Il faut s'en aller. On ne tire plus sur le Fort, profitons en... A TROYON un court bonsoir à Mr. le Curé et en route pour VERDUN.

Lundi matin... Juste huit jours que je l'avais vu vivant !!!

Nous repartons droit à ROUVROIS, sans arrêt jusqu'au croisement de la route de SPADA avec celle de SAINT-MIHIEL.

Je laisse l'auto sur la route. Je vois l'entrée du ravin et des lignes de chasseurs qui occupent certainement les mêmes positions que le 24 Septembre. J'y cours en rencontrant d'affreux cadavres du 29°.

J'interroge un sergent. C'est bien l'emplacement ; je le parcours, certain de fouler le sol où mon malheureux André est tombé. Ce sergent me dit, qu'hier soir on a pu emporter le lieutenant et quelques chasseurs.

Mon pauvre André était donc là du Jeudi 24 à 6h30 jusqu'au Dimanche soir à 7h.

Quel chagrin.

Lui que j'avais été voir deux fois dans le bois de Forges, que j'avais eu une demie journée à VERDUN, où il avait charmé un commissaire, aux cotés de qui, le lundi d'avant, j'avais marché en tête de son peloton depuis BELRUPT jusque près de DIEUE, bien triste ce jour là, comme pris d'un pressentiment. J'allais donc le revoir... dans quel état.

Ce matin CONTAL et lui s'étaient rencontrés dans le ravin et avaient échangé quelques mots : "ça n'a pas l'air de bien marcher pour nous".

J'avais vu André les 28 et 29 Août une demi heure, dans les bois de Forges où le 29° avait ses postes et ses tranchées. On canonnait pas loin de là ; surtout le 29 à GIR COURT.

Le pauvre 6° corps donnait tous les jours. Il était descendu sur REMBERCOURT. C'est de là, qu'il est passé à VERDUN pour y cantonner et se reposer, le 15 Septembre.

J'ai eu André à déjeuner et nous ne nous sommes quittés qu'à 10 heures du soir. Le lendemain il partait à 5h sur ORNES et SPINCOURT.

Le Lundi 21, le 6° corps était revenu à l'Est de VERDUN et le 29° à BELRUPT, d'où André me l'avait fait savoir.

J'y suis arrivé vers 4h. Ils comptaient se reposer ; or à mon arrivée : "Sac au dos" puis départ le 25° en tête, le 29° derrière, les trains des deux bataillons après.

Le 6° Corps a marché jusqu'à 9h du soir à toute allure. On allait au delà de TROYON.

Comme je te l'ai dit, j'ai marché entre lui et son Capitaine de BELRUPT jusque près de

DIEUE.

Depuis un mois, j'avais eu trop de chance.

Pour Moi, il n'était plus que le soldat qui marche et se bat tous les jours et c'est du respect et une vive admiration que j'avais pour lui. Et pour lui, tout cela était si simple, il se portait si bien.

.....

Enfin, nous rentrons à TROYON au presbytère. Mon cœur bat fort. Le Curé l'a reçu la veille à minuit et l'a mis lui-même, avec les brancardiers, dans la bière en zinc non vissée.

Je vais le voir. On me cache le côté droit que je devine d'après les indications données. La mâchoire fracassée jusqu'à l'œil, la base du cerveau défoncée.

Tout le reste c'est bien lui. Je tiens dans ma main droite son poignet gauche glacé en le regardant toujours. Je suis à genoux et ne puis m'arrêter de pleurer.

Enfin, on referme. Puis Mr. le Curé, aidé d'infirmiers prêtres, procède à la levée du corps. Un infirmier, Curé de HARVILLE, avait l'étole sur sa tenue.

Je pleure en traçant ce tableau ; un drap noir, un drapeau et le képi sur le cercueil emporté sur un petit brancard par des soldats. On passe à l'église pour l'absoute. Un petit cortège de 6 ou 8 femmes des maisons voisines, quelques soldats. Après, on le met dans un réduit contre le chœur transformé en chapelle provisoire.

J'embrasse le Curé, lui donne pour ses messes et je rentre à VERDUN. PANTHU viendra avec le corps et une voiture de façon à être à VERDUN pour 4h.

Nous sommes à la porte mes sous-officiers et moi ; quelques militaires et officiers qui avaient su.

L'Abbé DAUNY de GOURAINCOURT, l'Abbé CARLIN ami de Georges (PERSON, son frère), tous deux infirmiers sont là.

Au cimetière, ils disent les prières en tenue.

Un Lieutenant-colonel, commissaire de gare, dit quelques mots.

C'est fini. On soude seulement le zinc. Le commissaire met les cachets.

Nous pourrons le reprendre en tout temps.

.....

Voilà, mon petit, mon cahier et mon calvaire.

Et quand ta mère saura.

Toi, il faut que tu me restes. Il le faut.

Garde ma lettre comme un procès-verbal. Ce sera un document.

Ils lui ont pris sabre, révolver, jumelles et cartes.

J'ai son sac et son képi, quelques objets de poche, du sang.

Avant de quitter le terrain du ravin, j'ai vu le Commandant du 29° qui venait à moi. Il m'a confirmé la place où il était tombé. Plus loin, l'ayant quitté, je rencontre un autre Officier du 29° qui me montre le buisson du ravin où était André, lui-même étant à droite sous un autre buisson. Il sanglote.

J'en ai fait des marches d'approche avant d'aboutir !!!

Rien de ta Mère, rien de LONGWY. A la Place, on sait que pas une maison ne reste en Haut... pas une.

Je t'embrasse de toute ma tendresse mon cher enfant en disant à DIEU :

"Il faut que vous me le laissiez".

A Longwy, en avril 1919, au retour de l'exil de l'Anjou à Beaucouzé, Lucie Person, sa mère, écrit ce qui suit :

Le 24 Septembre 1919, Mon pauvre André est mort pour la FRANCE, atteint vers 7 heures du matin par un éclat d'obus à la tempe, alors qu'il rassemblait sa compagnie dans le bois près de SPADA (Meuse).

Il était lieutenant de réserve au 29^o bataillon de chasseurs à pied et avait combattu sans relâche depuis le commencement des hostilités, notamment à la retraite de la Marne ; il résista 4 jours sur le champ de bataille et ce n'est que le quatrième jour vers minuit qu'on le retrouva et que son corps fut mis en bière au presbytère de TROYON où mon mari le vit et le reconnut après avoir passé les journées précédentes à sa recherche sous les obus ennemis ; il fut ramené à VERDUN, le service funèbre eut lieu à BELLEVILLE et il fut inhumé provisoirement dans le caveau de la famille BONDEAU ; il reçut la Croix de Guerre et la Légion d'Honneur posthumes.

Le 2 Août 1922 mon mari Henri PERSON et mon fils Paul se sont rendus au cimetière de VERDUN et ont fait ouvrir le caveau de la famille BONDEAU dans lequel André avait été inhumé ; on en sortit le cercueil qui était en parfait état, on l'a mis sur un camion qui l'a ramené à la chapelle provisoire SAINT-DAGOBERT (à LONGWY) où il a passé la nuit ; le lendemain 3 Août ont lieu le service funèbre et l'enterrement au cimetière de LONGWY-HAUT dans le caveau que nous venons de faire construire. Il y avait beaucoup de monde à la cérémonie ; 2 discours furent prononcés dont un très bien par Mr. AMIDIEU du CLOS.

ANNEXE

Extrait du récit de la bataille des Hauts de Meuse 18-25 septembre 1914

Carte



Alors que les armées s'enlisent dans les tranchées, le général Von Gebsattel tente un coup contre les faibles défenses des Hauts de Meuse, au sud de Verdun. Il réussit à refouler les troupes françaises, et crée le "saillant de Saint-Mihiel", qui aura de lourdes conséquences au détriment de l'armée française.

...

24 septembre

Les premières lignes de tirailleurs allemands, arrivées à hauteur de la cote 294 ouvrent le feu sur les tirailleurs français mais l'artillerie française réplique.

13h :

Les tirailleurs français attaquent de flanc la 11e brigade mais sont arrêtés par des feux de mitrailleuses. L'arrivée du 47e I.R. prussien au bois de Selouze dégage ce coin du champ de bataille. Le régiment est pris à partie par l'artillerie française et perd 520 hommes.

La situation de la 11e brigade reste critique.

Dans l'après-midi :

Les Allemands s'approchent du fort du Camp des Romains. Tous les commandants de compagnie reçoivent une notice détaillée sur l'ouvrage.

18h :

Le 11^e régiment bavarois, précédé d'une ligne de tirailleurs, se met en mouvement. L'artillerie du fort ouvre le feu sur les troupes en marche sans pour autant les gêner. Les premiers éléments arrivent à 1500 m du fort quand le régiment est rejoint par une compagnie de pionniers pourvu de matériel d'escalade (échelles, cordages).

Une petite colonne est poussée vers l'avant mais elle est plaquée au sol par des feux partis du fort. L'assaut est reporté au 25 septembre à 05h30 : il y aura huit colonnes d'assaut, réparties sur les fronts nord, sud et est. Chaque colonne comprendra un détachement de pionniers. L'artillerie sera amenée à bras d'hommes et aura pour mission d'ouvrir des brèches dans les réseaux de fil de fer.

En soirée :

Le commandant de la 6^e division allemande prescrit à la 11^e brigade de se porter en avant vers la côte Sainte-Marie, au nord de Saint-Mihiel pour refouler les Français sur la Meuse, mais finalement, cette brigade reprend ses positions de départ de la veille.

Le combat de Spada a été meurtrier pour les deux régiments allemands : l'un a perdu 706 hommes et l'autre 360 sur deux bataillons, mais les pertes à Spada ne détournent pas le commandant du 3^e C.A. bavarois de son objectif : il prépare dans le plus grand détail l'attaque du fort du camp des Romains.

L'importante position du Vauquois reste aux mains des Allemands. Les troupes dans la région de Spada se replient vers Lacroix-sur-Meuse et les débris de la 75^e division de réserve repassent sur la rive gauche de la Meuse, ce qui permet aux Allemands d'occuper Saint-Mihiel.

A minuit :

Le commandant de brigade d'assaut du fort du Camp des Romains (12^e brigade) reçoit des rapports peu encourageants : l'ouvrage du Camp des Romains paraît solidement occupé. Le commandant maintient ses ordres.

25 septembre : chute du fort du Camp des Romains

...

Un lieutenant parvient à l'entrée d'un souterrain où se trouvent des Français. Les ayant sommés de se rendre, un lieutenant français lui répond que le commandant du fort est prêt à négocier la reddition. Le texte de la capitulation est notifié au commandant du fort et est approuvé par le chef de bataillon bavarois.

La garnison sera prisonnière de guerre. Les officiers garderont leur épée et les honneurs militaires seront rendus à la garnison à son départ.

8h30 :

La sonnerie « cessez le feu » retentit.

15h :

La garnison défile devant le général commandant de la 6^e division bavaroise. Les troupes allemandes présentent les armes.

Le fort n'avait pas été renforcé et ne disposait d'aucun abri bétonné ; il n'existait ni tourelles ni batteries cuirassées ou bétonnées, ni d'observatoires bétonnés. Il n'était donc pas à même de résister longtemps à un bombardement par l'artillerie lourde dont disposent les Allemands.

Conclusion

Le succès allemand est dû à l'audace du général bavarois Von Gebsattel, mal épaulé sur ses flancs à cause de la mésentente avec le commandant du 5^e C.A. prussien. Il s'est rendu compte qu'un front de 12 km n'était occupé que par une division de réserve et il y a porté son effort.

La route, la voie ferrée et le canal pour ravitailler Verdun sont aux mains des Allemands. Lors de la bataille de Verdun en 1916, les Français seront fortement gênés pour approvisionner la place forte, ne disposant ni de voie d'eau ni de chemin de fer, ils devront acheminer tout le ravitaillement par un petit chemin de fer « le Meusien » et par la route Bar-le-Duc - Verdun, que l'on APPELLERA la « voie sacrée ».

MÉMOIRES de Francis MANCEAU, Beaucouzéen

Guerre 1914-1918

Soldat au 64^e régiment d'infanterie



Soldats français - 1914 - 64^e R.I – Départ d'Ancenis en août 1914, source Wikipédia

Préambule

Le 5 août 1914, les soldats du 64^e régiment d'infanterie partent d'Ancenis pour rejoindre le front en Belgique. Le commandant est alors le Colonel Bouyssou. Leur première apparition sur le front date du 22 août 1914 à Maissin en Belgique. Ce régiment a mené de rudes combats avec une grande ténacité et courage.

Parmi ces soldats figure Francis Manceau, enfant du « pays de Beaucouzé », aïeul de Maurice Manceau et de sa famille installée sur Beaucouzé depuis des générations. Francis Manceau, maniant aisément la plume et les mots, nous fait partager son quotidien sur le front en 1914 face aux assaillants, avec un trait d'humour et de réalisme. Nous regrettons que ce document ne soit que partiellement conservé. En partageant ses écrits, ses poèmes, nous souhaitons rendre hommage à Francis MANCEAU et à tous ces soldats engagés sur le front pour défendre notre liberté.

Né à la Ragoterie à Beaucouzé le 12 mars 1890, Francis Manceau est le fils de Pierre Désiré Manceau et de Derouet Marie. Il exerce le métier de fendeur d'ardoise avant de rejoindre le corps du 64^e régiment d'infanterie le 3 août 1914.

Caporal de son unité, il nous relate dans ses écrits ses assauts, ses espoirs, la mort annoncée ... Blessé en septembre 1914, il est ensuite maintenu dans le service auxiliaire puis réformé pour inaptitude en 1917. Francis Manceau décède à Beaucouzé le 15 août 1936. Il restera célibataire et conservera des traces physiques de ses blessures.

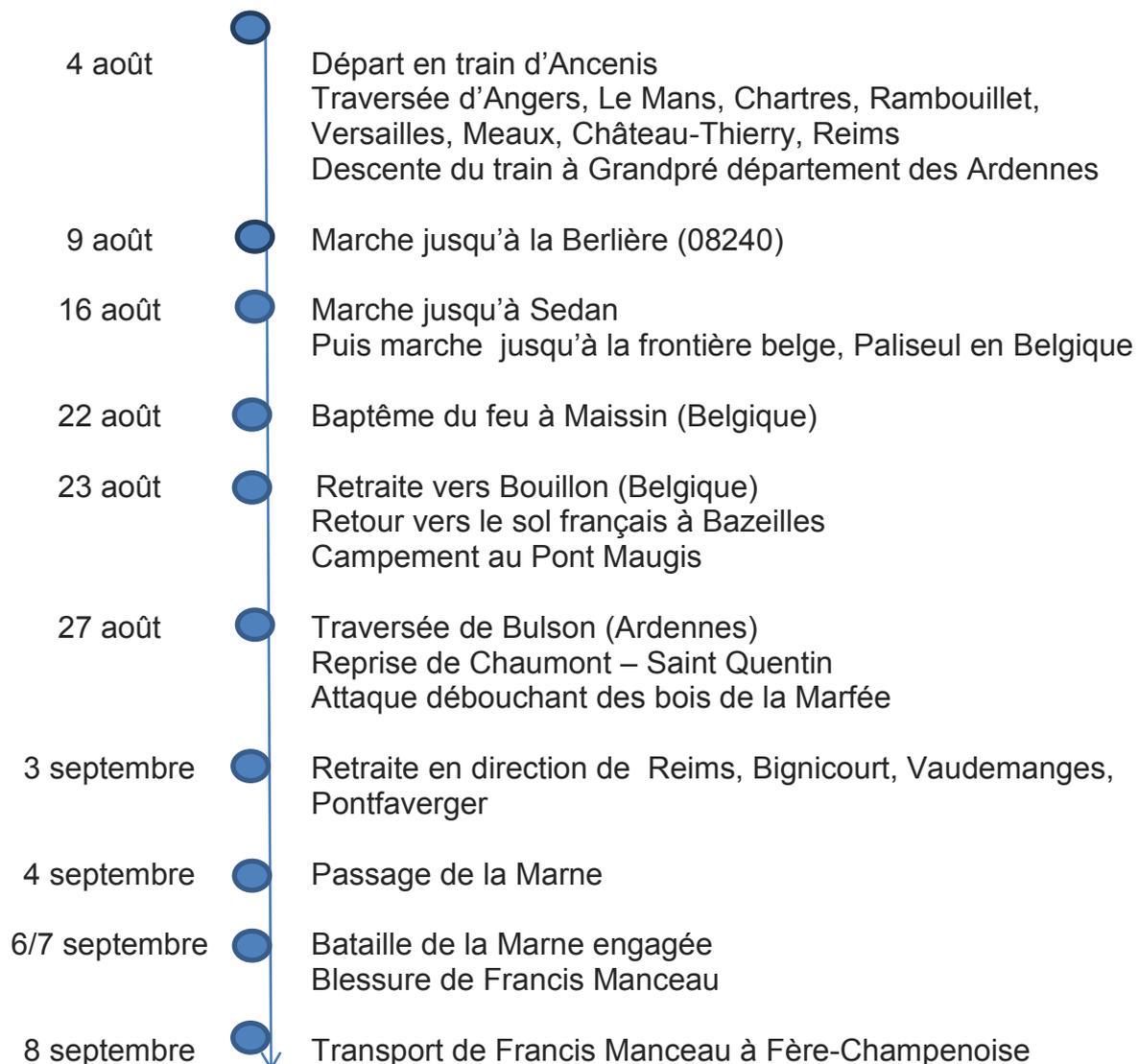


Le 64^e régiment d'Infanterie en première ligne

Ancenis a été une ville de garnison et abrite le 64^e Régiment d'Infanterie. Début août 1914, il comprend trois bataillons, une section de mitrailleuses par bataillon, quatre compagnies par bataillon, qui sont mobilisés. Les effectifs de la troupe sont de 3 324 soldats. Le R.I paie un lourd tribut : 2 314 soldats morts et 852 disparus.

La caserne Rohan d'Ancenis avait été, jusqu'à la Révolution, un couvent qui abritait des Sœurs Ursulines, avant de devenir un quartier militaire. Ancenis a été une ville de garnison en raison de sa gare, sur la ligne Nantes-Paris, qui permettait le transport des troupes. Le 64^e Régiment d'Infanterie y a résidé de 1881 à 1924.

Le parcours reconstitué de Francis Manceau du 4 août 1914 au 7 septembre 1914



partie du chemin que nous venions de faire
le matin, il fait tellement noir que nous
avons de la peine à voir le bout de nos
nez, enfin nous nous installons dans un petit
bois de sapin, nous nous couchons en faisant
le moins de bruit possible pendant qu'il y
en a qui sont désignés pour surveiller.
Moi je suis désigné pour aller en petit poste
le long d'un ruisseau et je vous assure que
nous n'avons pas envie de nous piller, car ce
n'est pas le moment. L'ennemi n'étant pas
très éloigné.

6 Septembre.

Nous sommes attaqués furieusement dès le
matin, ce qui va nous réchauffer un peu - et
nous recevons un ordre formel, nous disant
qu'il ne fallait plus battre en retraite du tout.
Après beaucoup d'efforts nous réussissons à
les repousser un peu et nous nous installons
sur une colline d'où nous pourrions les canar-
der à notre aise.

mais nous n'y sommes pas longtemps malheureu-
sement car nous sommes repoussés brutalement
de cette position, une heure après par un
combat violent nous l'avions reprise sous une
vraie pluie de mitraille, et relâchée encore
une fois malgré nos efforts.

Mais nous n'allons pas bien loin et nous
nous mettons en tirailleurs le long d'un fossé
La fusillade reprend terrible, si bien que ce
n'est plus qu'un nuage de fumée et les balles
et les obus viennent s'abattre tout autour de
nous en labourant la terre.

C'est un fracas épouvantable nous rendant
comme sourds et on entend à peine les comman-
dements, notre commandant est pourtant là
debout au milieu de la bataille et de sa
voix de tonnerre il nous encourage. résistez
mes amis, courage les enfants, ils fléchissent.
Le brave homme. qu'il est courageux de
rester là debout dans cet enfer c'est même
miraculeux, comment il est encore vivant ?

Mais, moment critique, nous nous apercevons que les cartouches vont nous manquer ils ne nous en reste qu'un couple de paquets chacun et personne ne vient nous approvisionner.

Mais nous sommes sauvés, car en me retournant j'ai le plaisir de voir un régiment qui arrive par bonds, pour nous remplacer. Alors une fois le régiment mis en ligne nous profitons d'un moment d'accalmie pour nous reposer, mais en nous relevant les salauds font pleuvoir sur nous une vraie nuée de balles, en tuant quelques-uns, dont le Commandant; pauvre homme comme nous le regrettons et comme nous perdons gros en le perdant un si bon officier, mais fallait que cela lui arrive car il n'était pas assez prudent pour sa personne et il avait vraiment un trop grand dédain de la mort.

Enfin nous continuons toujours à marcher en nous promettant de le venger avant

S'avoire Subit le même sort que lui.

Nous sommes maintenant hors de danger
et nous continuons ~~à~~ néanmoins à
marcher assez vite car le temps presse
et il y a du boucan à faire. nous faisons
bien six Kilomètres à travers bois avant
d'avoir pu trouver les caissons de
munitions, en fin nous y voilà tout de
même arrivés. il n'est pas très tôt.

Alors nous nous approvisionnons en cartouches
et l'on nous donne un petit moment de repos
avant de repartir.

Une fois reposés un peu nous retournons voir si il
fait meilleur que tout à l'heure, le jour s'a
vance et maintenant il fait moins chaud. ce n'est
pas dommage car nous en avons assez aujourd'hui.
d'hui.

Après une heure de marche nous arrivons sur la
ligne de feu mais c'est un peu moins violent que
tout à l'heure. Sauf l'artillerie qui continue tou-
jours avec acharnement. enfin elle s'apaise tout de

même vers le soir, et nous réussissons à repousser l'ennemi en lui gagnant cinq cents mètres avant la nuit.

Maintenant nous allons prendre nos dispositions pour passer la nuit, et pouvoir se reposer un peu si c'est possible. et en effet nous passons une très bonne nuit, nous n'avons pas été dérangés du tout, il faut ^{voire} qu'ils étaient passés de la journée qu'ils venaient de passer.

7

7 Septembre.

Nous attaquons les boches à peu près à huit heures, mais les salots se défendent avec acharnement. et toute la journée nous avons combattu comme cela sans relâche, sans toute fois gagner du terrain, mais le principal c'est que nous n'en n'ayons rien perdu.

La bataille finit avec le jour et nous n'avons pas perdu énormément de monde heureusement.

8 Septembre - Réveil matinal avec Perianne sans le

Sas.

Nous étions bien en train de nous piller l'orsque
tout à coup nous sommes réveillés par des cris
de vorraert - en avant - bien connu des allemands. ac-
compagnés de leur musique, sorte de fifre.
Nous sautons vivement sur nos armes, et nous
avons tôt fait de mettre baïonnette au canon
et malgré que des réveils de la sorte vous rendent
à moitié abrutis, nous reprenons néanmoins vite
notre sang froid, et ayant ^{affaire} à une force trop
supérieure nous tâchons de trouver un débouché
quelque part pour ne pas être encerclés.

Trop tard nous nous apercevons que nous y
sommes déjà et la fusillade éclate de tous côtés.
Je crois que nous ne pas être obligés de se
faire faire prisonnier. il va falloir en mettre
un coup en attendant qu'est ce que l'on va
prendre pour notre rhume. ça commence déjà à
degringoler, malgré la fusillade nous avançons
avant même en en semant beaucoup en route
mais il va bien falloir que cela finisse car.

nous ne sommes guère décidés à ~~de~~ rendre
plutôt de faire tous trois.

Je n'ai pas ~~plus~~^{me} voir la bataille continuer
car tout à coup je sens une douleur dans
le genou comme un coup de fouet, et je
tombe sur le côté. Je venais de recevoir une
balle... oh! les v.....!

Deux copains s'empressent pour m'aider à mar-
cher nous réussissons ~~à faire~~ à faire à peu
près quinze mètres et impossible d'aller plus
loin tellement la douleur est grande, et le sang
coule si fort que mon soulier en est déjà plein
alors je dis à mes deux camarades que ce
n'était plus la peine qu'ils s'occupent de moi
car ils risqueraient de se faire tuer ou de
se faire faire prisonniers. Je les remercie néan-
moins en leur souhaitant plus de chance que
moi et je leur dis au revoir, et maintenant
advienne que pourra.

Je me traîne comme je peux derrière un
petit bouquet d'épine et je commence à

quitter mes souliers et à couper mon pantalon,
pour pouvoir me faire un bandage si c'est
possible. J'y arrive assez bien quoique ce
n'est pas très facile car la balle avait tra-
versé le genou complètement -

Je me recouche derrière mes épaules pour être à
l'abri le plus possible. Les balles continuent
à passer et la bataille devrait être à entendre
la fusillade, mais je ne m'en occupais plus
guère maintenant car je souffrais beaucoup
et malheureusement nous étions beaucoup dans
le même cas, et j'en comptais au moins une
trentaine dans l'espace de cent mètres carrés
et il y en avait d'autres plus loin car j'en-
tendais leurs cris de souffrance, et tous ré-
clamaient à boire, et rien. C'est terrible!

Je commence à moins souffrir malgré que
ça me brûle comme du feu. Ce qui m'in-
quiète le plus c'est que le sang continue
toujours à couler. Alors je me rappelle que
j'ai une petite bouteille de teinture d'iode

que j'avais achetée à Sedan, et je m'em-
pressai de la verser toute entière sur ma
plaie, ce qui a pour but d'apaiser le
sang un peu — tout en me faisant chan-
ter. Enfin la douleur s'apaise petit à
petit et nous nous mettons à parler de
notre situation car il faut vous dire que
je n'étais pas seul dans cet endroit, il y en
avait trois autres à côté de moi.

Nous étions en grande conversation l'orsque
tout à coup l'on entend le froissement des
feuilles, nous relevons la tête croyant que c'était
le secours qui nous arrivait, mais jugez
de notre étonnement l'orsque l'on voit sur-
gir des têtes de boches, nous nous recueillons
vivement faisant le mort et ce n'est pas le
moment de bouger car on nous a dit qu'ils
achevaient les blessés, cela nous épouvante pas
car nous les connaissons les gibeliers et nous
savons qu'ils sont capables de tout.
En tout cas ce n'est pas bien amusant

de recevoir des coups de baïonnettes dans le ventre surtout l'orsqu'on ne peut se défendre.

Mais heureusement ils passent à côté de nous sans nous toucher ce qui nous empêche que nous en menions pas large, et nous les entendions causer dans leur charabias, et fouiller dans les sacs des blessés et des morts.

Enfin les voilà tout de même passés et nous n'en sommes pas fâchés, nous relevons la tête tout sagement, et notre stupefaction fut grande de voir un Allemand qui est en devoir de soigner un de nos camarades cela nous fait plaisir et en même temps nous donne de l'espoir.

Maintenant nous serons plus tranquilles et nous aurons moins peur dans le cas où ils viendraient à en passer d'autres, comme c'est d'ailleurs probable.

En effet, cela ne tarde pas, car en voici d'autres et au lieu de nous faire du

anal, c'est le contraire ils nous donnent à boire,
ce qui nous fait grand bien, il y en avait même qui
voulait nous emmener à leur ambulance, mais cela
nous était impossible vu que nous ne pouvions
marcher. et au moindre mouvement que nous faisions
cela nous faisait pousser un cri de souffrance, alors ils
nous ont laissés.

Nous étions complètement rassurés, lorsque voilà
un espèce de grand dévoué, qui s'amuse à
me mettre en joue en passant. me disant toi
Français capote. je me disais. homme qui ne
lâche pas le coup. c'est imbécile là. J'ai bien
cru ma dernière heure arrivée, mais il a dit
bientôt après avoir brisé mon fusil le long d'un
arbre, et je crois que c'est pour cela qu'il
m'a mis en joue. car j'avais oublié de jeter
mes armes loin de moi.

Cela n'empêche que j'ai eu le trac quand
même.

L'après-midi s'est passé en violents combats
et la bataille était encore plus

① Enfin voilà encore une nuit de passée et je suis toujours dans ma petite propriété.

Je me mets en devoir de casser une petite croûte car j'ai encore un petit peu de pain dans ma musette, mais ce sera mon dernier repas car maintenant je n'aurais plus rien à me mettre sous la dent. enfin espérons encore, quoique la confiance commence à ne plus être bien grande.

Cout à coup. Oh! bonheur! qui est ce que je vois, un brave petit chasseur qui s'avance en éclairant dans la plaine, je ne puis en croire mes yeux, et pourtant c'est vrai car le voilà qui s'approche. puis j'en vois un autre, alors l'ennemi a donc battu en retraite cette fois. et je vais être sauvé qui elle chance moi qui commençais à désespérer, voilà maintenant que j'oubliais déjà le séjour que je venais de passer dans cet endroit.

J'appelais le chasseur de toute ma force.

mais est-ce qu'il ne m'a pas entendu
ou s'il a eu méfiance de ce bois, toujours
est-il qu'au lieu de continuer à avancer,
le voilà maintenant qu'il s'éloigne, c'est
la quique. quoi.

Cela ne fait rien car maintenant que je
sais qu'il n'y a plus d'ennemis devant moi
me redonne de l'espoir. et c'est probable
qu'il va revenir des Français.

En effet voilà des dragons maintenant puis
d'autres chasseurs et ils m'ont aperçu car
en voilà deux qui se dirigent vers moi
en avançant avec précaution et avec mé-
fiance. ils croient peut-être qu'il y a en-
core des boches dans mon bois, mais je
les rassure, et ils me donnent un bon
quart de rhum, vous pensez si cela me
remet.

Je les remercie beaucoup et ils repartent
faire leur service d'éclaireurs, me disant
qu'il fallait que je prenne patience et.

que les brancardiers ne tarderaient pas à venir me chercher,

Mais j'attends encore au moins trois h. Enfin! voilà les éclaireurs fantassins qui l'amènent et ils me donnent à boire et à manger, puis voilà le gros de la troupe qui arrive derrière. Alors par ordre du chef de la troupe deux hommes se détachent pour venir me chercher. ils fabriquent un brancard avec leurs fusils et la tente que les boches m'avaient donnée.

Maintenant il s'agit de me mettre dessus, ce qui ne va pas être le plus rigolo je pense. enfin ils y réussissent néanmoins, tout en me faisant chanter un peu. Maintenant en route, me voilà tout de même séché. ce n'est pas tôt tôt et j'en connais ^{un} qui n'en est pas fâché. c'est moi.

Je suis tellement content que j'en pleure

« La faim me contraint à tout avaler »

Georges Lion, d'Isigny-sur-Mer, du 24^e régiment d'infanterie, fait prisonnier le 1^{er} juin 1916, à Verdun. Après sa captivité, il raconte :

« **A**rrivée le 8 août au camp de Heilsberg, camp de concentration russe et de représailles français-anglais, à 70 km de la frontière avec la Russie, en Prusse orientale. Le climat est très dur. En août, il gèle la nuit. Les prisonniers sont odieusement traités. Nous touchons une triste soupe de fécules. Nous sommes dans d'infectes baraques souterraines. Un véritable nid à insectes. Le réveil a lieu à 4 h 30 et nous attendons, dans la cour extérieure, la distribution du pain et du café vers 5 h 30. Le sous-officier boche vient nous sortir, revoler au poing et accompagné du knout (fouet). 9 août. Nous touchons une infâme soupe le midi et nous sommes contraints, pour avoir notre part, de nous faire de force un passage à travers les Russes affamés qui ne veulent pas nous laisser approcher du récipient. Le soir, distribution d'un demi-hareng et de six pommes de terre noircies par la vieillisse. Les Russes se battent pour se disputer les têtes de hareng et les épluchures de pommes de terre que nous jetons. Dès le premier jour, nous sommes couverts de vermine, le ventre creux, bafoués comme des chiens galeux. 10 août. Travail au transport de bois à la gare. Nous trouvons très fatigués, sans manger, nous n'avons pas la force suffisante pour porter de lourdes poutrelles. Les boches frappent à coups de crosse ceux qui cèdent sous le faix. Le menu de chaque jour se compose d'une ration de café le matin, de soupe le midi, d'un morceau de pain le soir. Dans ma soupe, je découvre un hareng entier, ni vidé ni lavé. La faim me contraint à tout avaler. ■ >>

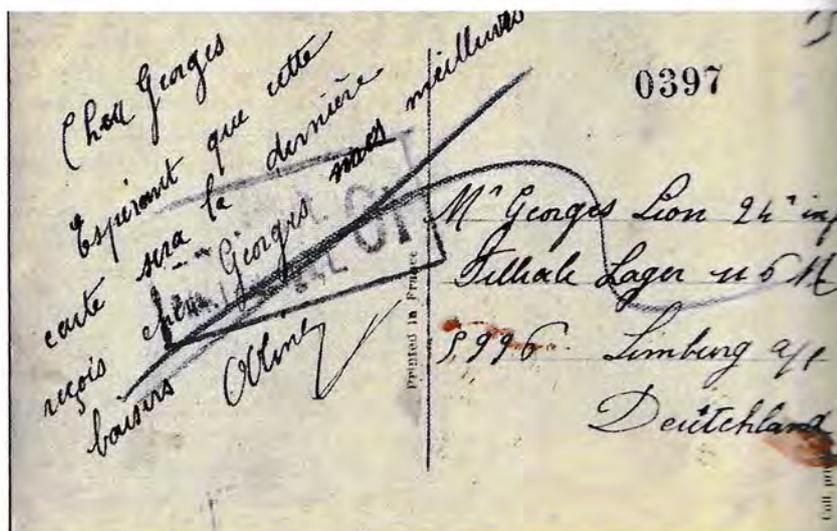
Jean-Noël LEVAVASSEUR.



Georges Lion.



Georges Lion, photographié ici en compagnie de sa sœur.



Une carte adressée au prisonnier normand, détenu en Allemagne.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE

DÉCISION

Le Préfet de Maine-et-Loire et le Général commandant la Place d'Angers rendent hommage à l'excellent esprit de la population, à sa tenue morale, au calme et à la confiance qu'elle conserve avec raison, et qui sont des conditions nécessaires pour attendre le succès final, dont, si l'on considère la situation dans son ensemble, il est impossible de douter.

Toutefois, certaines personnes n'hésitent pas à tenir publiquement des propos pessimistes qui ne sont que les manifestations de leur mauvaise santé morale, ou à propager des nouvelles, généralement fausses, de nature à alarmer l'opinion publique. Ceux-là sont de mauvais citoyens qui accomplissent une œuvre néfaste au point de vue national. Aussi le Préfet et le Général ont-ils décidé que toute personne qui tiendra publiquement des propos de cette nature sera immédiatement arrêtée pour être déférée aux tribunaux militaires, et ils invitent tous les bons citoyens à assurer eux-mêmes la police à ce sujet.

Angers, le 7 Septembre 1914.

Le Préfet,
Edmond FABRE.

Le Général,
D'ORMESSON.

Impr. des Établissements de la Presse

LA SOMME DÉVASTÉE

Section de « LA PICARDIE »

Association reconnue comme Œuvre de guerre

(Arrêté ministériel du 26 Février 1917)

SIÈGE SOCIAL 14, rue Oudinot, Paris

Paris 30 avril 1917

M.

Ce fut deux ans et demi de souffrances et d'humiliations sous le joug
barbare de l'envahisseur, notre cher département de la Somme est enfin
entièrement libéré ! Mais au prix de quelles dévastations et de quelles
ruines ! — Combien de villages anéantis, combien de foyers détruits
Combien de nos pauvres compatriotes sont dispersés dépourvus et exécutés,
attendant tout de ceux qui, plus privilégiés, n'ont pas connu les horreurs de
la domination ennemie ! — Leur plus ardent et légitime désir est
de pouvoir revenir se grouper autour de ce qui fut leur clocher natal, pour
re-bâter leur chaumière, recueillir cette terre profanée, et faire renaitre de
la Vie, là où les barbares n'ont semé que la mort. — C'est pour les
aider, par tout leur manque que nous venons vous tendre la main.
Répondez à notre appel le plus généreusement possible : donnez
en nature, donnez en argent ; donnez pour les femmes, pour les mères
qui ont tant souffert sans jamais désespérer et qui ont connu toutes
les fortunes physiques et morales pendant que leurs maris et leurs
fils luttèrent et tombèrent peut-être pour repousser l'ennemi. —
Donnez pour reconstituer leurs foyers, en vous souvenant que les
batailles de la Somme, prélude magnifique d'autres victoires,
ce laissent notre département si glorieux, mais si cruellement
mutilé, lui a acquis un droit de plus à la reconnaissance
de tous les Français

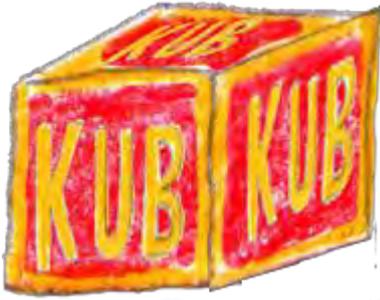
Les Vice Présidentes
L^{re} de Mergorlay
C^{re} Courrière Monreau

La Présidente
M^{lle} de Montboissier

L'histoire du bouillon KUB

L'étonnante histoire du bouillon KUB pendant la Première Guerre mondiale

Le Suisse Julius Maggi n'était pas seulement connu pour ses bouillons déshydratés, mais aussi pour son entreprise laitière en France fondée en 1902 « Société laitière Maggi », qui fournissait du lait pasteurisé.

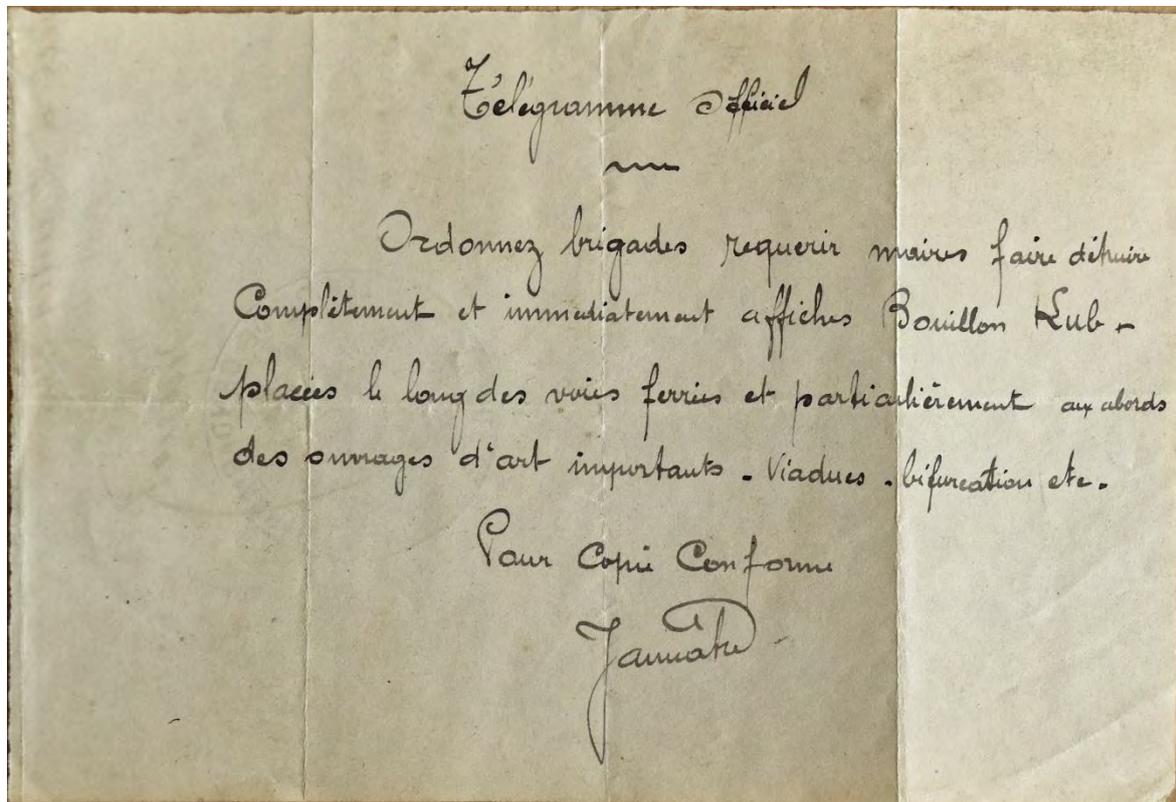


En 1907, Jules Maggi, c'est ainsi qu'il se faisait appeler en France, avait créé la « Société du Bouillon Kub », qui proposait des bouillons sous forme de cube. Cette entreprise avait beaucoup de succès puisqu'en 1912, on comptait 6 millions de bouillons vendus en France par mois. Cela était dû en partie à une énorme campagne publicitaire ; on voyait partout dans les villes des grands panneaux en émail faisant l'éloge des bouillons. A la maison, les gens utilisaient les jolies boîtes en fer rouge et jaune comme boîtes de rangement.

Mais au début de la guerre, le bruit court que KUB est une marque allemande et on soupçonne que les panneaux publicitaires, vantant les mérites du Bouillon Kub, signalent en fait des points stratégiques aux troupes allemandes.

La société Maggi est soupçonnée d'espionnage et on fait détruire les panneaux publicitaires.

Voici un télégramme envoyé aux maires de France.



<https://boeser-wolf.schule.de/europa-1914-2014/fr/quotidien/1914/maggi.html>

LA RECHERCHE DES DISPARUS

ORGANE OFFICIEL DE
L'ASSOCIATION FRANÇAISE POUR LA RECHERCHE DES DISPARUS

et de
L'AGENCE DES PRISONNIERS DE GUERRE

MILITAIRES
RECHERCHÉS

à la demande des familles, parce qu'ils ne figurent sur aucune liste officielle de Prisonniers de Guerre.

de la **CROIX-ROUGE** FRANÇAISE

ABONNEMENTS:
6 mois... 5 francs
3 — ... 3 francs

BUREAUX:
Rue de Sèze, 2, LYON
Adr. tél.: **DISPARUS-LYON**
Téléphone: **17-30**

Insertion militaire ou civil, 1 f. 50
Carnet de 10 insertions, 12 fr.
PETITES ANNONCES, 1 fr. la ligne

RÉFUGIÉS
FRANÇAIS ET BELGES

Liste par Communes, Départements ou Provinces d'origine, des Civils recherchés et de ceux qui donnent leur nouvelle adresse.

Ce Journal est envoyé gratuitement à toutes les Préfectures, Sous-Préfectures, Dépôts de Régiments, Formations sanitaires et Comités divers de Réfugiés de France et de l'Étranger, soit à plus de 6.000 abonnés gratuits.

PORTRAITS DE NOS DISPARUS



DE VILLENAUT,
capitaine,
8^e Chas. à pied, 2^e C^e,
22 septembre 1915.



Marius DEPAY,
17^e Inf., 6^e C^e,
2/10 juin 1915.
Seldal-Bahr (Soudan)



André CHEVROT,
sergent,
21^e Chas. à pied, 2^e C^e,
21 août 1914, au Danou.



Stéphane LHERNAULT,
lieut., 150^e Inf., 3^e C^e,
7 septembre 1914,
leuzée-sur-Aire.



Pierre GORSE,
140^e Inf., 1^e C^e,
9 mai 1915, à Nolette.



René BLANC de KIRVAN,
lieut., 2^e Artillerie,
1^{er} oct. 14, pp. Bozes (S.).



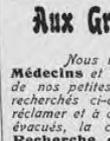
Robert BOYSSON d'ECOLE,
caporal, 6^e Colon., 4^e C^e,
29 août 14, Walscheid (L.).



Albert LOURSAC,
132^e Inf., 6^e C^e,
29 mars 1915,
aux Eparges.



Henri GIERER,
Mar. Log., 2^e Drag., 2^e Esc.,
2 nov. 1914,
Zonnebeke (Belg.).



J.-R. BERNY,
Capit. adj. maj.,
7^e Tir. alg., 4^e Bst.,
20/21 août 1914, p. Bethel.



Georges BOVIER, adj.,
30^e Inf., 10^e C^e,
12 sept. 1914, Col. de la
Crotte — Dan-de-Sapt.



Antonia PEY, capor.,
13^e Chas. alp., 2^e C^e,
3 sept. 1914,
dans les Vosges.



François ABAUD,
97^e Inf., 16^e C^e,
19 août 1914,
Flachembach.



François KECK,
30^e Inf., 4^e C^e,
20 oct. 1914,
à Frise.



André FLANCHON,
Caporal,
226^e Inf., 20^e C^e,
31 oct. 1915, à ...

Aux Grands Blessés rapatriés

Nous recommandons aux Grands Blessés, Médecins et Infirmiers rapatriés la lecture attentive de nos petites annonces et des Listes de Militaires recherchés ci-après. Nous les engageons également à réclamer et à consulter dans les hôpitaux où ils seront évacués, la collection complète du Journal "La Recherche des Disparus" qui doit s'y trouver. Peut-être ont-ils connu ou soigné durant leur captivité les Disparus que nous recherchons, tant civils que militaires et pourront-ils fournir sur eux des renseignements intéressants. L'Association Française pour la Recherche des Disparus, à Lyon, rue de Sèze, 2, les prie instamment de lui communiquer toutes les indications qui pourraient lui être utiles dans l'intérêt des familles.

Le retour des Grands Blessés

(2 et 4 Février 1916)

Ce journal et le précédent numéro (n° 35) ont été distribués aux Grands Blessés en Gare de LYON-BROTTEAUX, les 2 et 4 Février.

Nous publierons dans le Supplément de notre prochain numéro, qui sera envoyé à tous nos abonnés payants, la liste complète des Grands Blessés rapatriés les 2 et 4 Février.

Cette liste sera vendue séparément au profit de l'Œuvre de recherches de l'Association Française, au même prix que celles de Septembre et Décembre et envoyée contre 0 fr. 60 en timbres-poste.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Angers, le

20 Septembre 1917



MAIRIE D'ANGERS

MOBILISATION

NOTE

Le Maire de la Ville
d'Angers a l'honneur de prier
son collègue de Beaucouze de
vouloir bien faire retirer d'urgence
le carnet de sucre délivré par sa
commune à M^{me} Bavin résidant
au Roquet.

Cette dame domiciliée à Angers
Place du Château 1 a toujours
eu ses carnets à Angers.

Suivi de faire connaître la
suite donnée.

Le Maire
Benoist

A Monsieur

*Pour rendre plus
prochaine encore l'heure
où pourront cesser les res-
trictions et les réglementa-
tions qu'a imposées la
guerre, il faut que chacun
accepte loyalement celles
dont le maintien est provi-
soirement nécessaire.*

PRIÈRE DE DÉCOUPER SOIGNEUSEMENT LES TICKETS
EN SUIVANT LES TRAITS QUI LES SÉPARENT

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU RAVITAILLEMENT

Feuille de Tickets de Pain — Avril 1919

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'Agriculture

Semez des Pommes de terre



Pour les Soldats
Pour la France

REMERCIEMENTS 2018-2019

Archives départementales	Archives départementales 35 Archives départementales 49
Associations	Au Marins, Plougonvelin (Finistère) Amis du Vauquois, Vauquois (Meuse) M. Rochepault, Association 14.18 (Avrillé) Mme Lindé, Association Patrimoine et Généalogie (Mazé-Milon) M. Boussicot, Amicale des Cartophiles de l'Anjou (Angers)
Collectionneurs	M. Even M. Feidt M. Joulin M. Lucas M. Ravin
Communes	Hattonville (Meuse) Suippes (Marne) Rocheft-sur-Loire (Maine-et-Loire) Pozières (Somme)
Conseil départemental 49	M. Buron, Conservation départementale du Patrimoine
Ecoles	M. Bourdet, Ecole Maurice Ravel (Beaucouzé) Mme Mégneneau, Ecole Jacques Prévert (Beaucouzé) Mme Bellanger, Ecole Saint-Etienne (Beaucouzé)
Editions	Editions Ouest-France Editions OREP M. Thomas, auteur « De la Mort à la Mémoire » Editions Prisma – Géo-Histoire Editions De Borée – M. Briais, auteur « Aux beaux jours de la Communale » C.A.U.E Meuse Editions Solar – M. Schlicklin, auteur « Petites annonces du Chasseur Français »
Historiens, conférenciers	M. Bois M. Denéchère M. Jacobzone, auteur « 1914-1918 Loin du Front en Anjou » M. Merceron, auteur « Chroniques des Américains en Anjou 1917-1919 » CRDP Strasbourg M. Soudagne, auteur « Le quotidien dans les tranchées »
Musées	Musée du vélo de Tournus Musée de la Grande Guerre de Meaux Musée du Génie d'Angers Historial de la Grande Guerre de Péronne Musée Marie Curie de Paris Musée du Jouet de Colmar Musée des Métiers de Saint-Laurent-de-la-Plaine Musée des Commerces de Doué-la-Fontaine
ONAC/VG	M. Vesnier, Office National des Anciens Combattants et Veuves de Guerre
Particuliers	M. Balla Mme Boureau Mme Bouvet, la famille Manceau M. Frilley M. Goyer M. Gonnord M. Graziano M. Henry Mme Houdebine M. et Mme Jethrit M. Levavasseur, journaliste Editions Ouest-France M. Mouchel M. Potard M. Rubin

